



Nette majorité au Conseil de sécurité pour le vice-premier ministre égyptien

## M. Boutros-Ghali deviendra en janvier secrétaire général de l'ONU

Un homme « trait d'union »

L'ÉLECTION de M. Boutros-Ghali au secrétariat général de l'ONU est d'abord un nouveau signe du dégel des relations internationales. En 1981, à l'époque du « socialisme réel » et de la guerre froide, il avait fallu des semaines et vingt tours de scrutin au Conseil de sécurité, égrégement de seize votes de la part de la seule Chine communiste, avant de faire sortir du chapeau un Péruvien inconnu, Javier Pérez de Cuellar, lequel devait d'ailleurs bien vite surmonter son handicap de candidat de compromis et faire oublier son triste prédécesseur, Kurt Waldheim.

Aujourd'hui, l'usage du droit de veto par l'un des cinq membres permanents semble déjà appartenir au passé, et c'est avec une facilité inhabituelle, sans aucune voix « contre », que M. Boutros-Ghali a été désigné.

Ce vote est d'abord une victoire pour l'Afrique, déjà candidate il y a dix ans et qui l'emporta enfin, bien que ses couleurs aient été cette fois dispersées entre six champions. Après l'Europe, qui a fourni à trois reprises un secrétaire général, l'Asie et l'Amérique latine (une fois chacune), mais pour quatre mandats en tout, l'Afrique restait, avec l'Amérique du Nord, le seul grand continent qui n'ait jamais été représenté à la tête de l'organisation internationale. Cette injustice est aujourd'hui réparée.

Il est vrai que M. Boutros-Ghali n'est pas précisément typique du continent noir. Universitaire raffiné, francophone et chrétien né au cœur d'un monde pauvre, arabe et musulman, ce copte marié à une femme juive est à plusieurs titres minoritaire dans son propre pays. Mais cette diversité lui donnait justement le profil idéal de l'homme « trait d'union » entre le monde arabe, l'Afrique et l'Europe. C'est elle qui lui a valu dès le début le soutien actif de la France et, en fin de compte, la bienveillance américaine.

La carrière diplomatique de M. Boutros-Ghali avait commencé avec la voyage d'Anwar El-Sadate à Jérusalem et les accords de Camp David, dont il a été l'un des principaux artisans. Malgré le handicap de l'âge (à soixante-neuf ans, le futur secrétaire général est à peine moins âgé que son prédécesseur), c'était là un atout de plus à l'heure où la conférence de Madrid relançait les chances de réduire l'un des derniers grands conflits de la planète.

Cela dit, la « nouvelle ONU » hérita de pas mal des problèmes de l'ancienne. M. Boutros-Ghali trouva à la fin de l'année un budget en déficit de près de 500 millions de dollars, alors même que l'Organisation est sollicitée pour des missions de plus en plus nombreuses, du Cambodge à l'Irak et bientôt à la Yougoslavie. Il devra sans doute aussi faire face à une contestation visant les structures mêmes de l'ONU : pendant combien de temps encore le Japon, l'Allemagne, l'Inde, se résigneront-ils à voir un droit de veto réservé à une Union soviétique qui n'existe plus, à deux autres ex-grandes puissances, la France et la Grande-Bretagne, désormais unies au sein de la Communauté européenne ? Un vaste problème pour le futur secrétaire général.

M0147 - 1123 0 - 6.00 F



Avec une nette majorité, le Conseil de sécurité de l'ONU a désigné, jeudi 21 novembre, le vice-premier ministre égyptien, M. Boutros Boutros-Ghali, au poste de secrétaire général. Il succédera à M. Javier Pérez de Cuellar dont le mandat prend fin le 31 décembre. Cette nomination doit encore être approuvée par l'Assemblée générale de l'organisation, mais il ne devrait s'agir que d'une simple confirmation.

NEW-YORK

de notre correspondant

Connu notamment pour avoir été l'un des signataires des accords de Camp David, en 1978, et du traité de paix conclu ensuite entre l'Égypte et Israël, M. Boutros Boutros-Ghali a obtenu onze voix ; il n'y a eu aucun vote contre, mais quatre abstentions. Sur le nom de son principal rival, M. Bernard Chidzero, ministre des finances du Zimbabwe, il y a

eu sept voix pour, deux non (qui ne sont pas nécessairement des votes) et six abstentions. Le candidat égyptien ayant obtenu plus du minimum requis (neuf voix sur les quinze membres du Conseil) sans encourir aucun veto, sa désignation au poste de secrétaire général était automatique.

SERGE MARTI

Lire la suite et les articles de ALEXANDRE BUCCIANI et JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ page 3

Les projets de réforme des institutions

## La droite mène bataille sur le mode de scrutin

La RPR et l'UDF, réunis au bureau politique de l'Union pour la France, ont répondu, jeudi 21 novembre, aux projets de réforme des institutions annoncés par le président de la République en concentrant leurs attaques sur le possible changement du mode de scrutin pour les élections législatives de 1993. L'offensive de la droite prend appui sur la crise que cette question entretient au sein du Parti socialiste.

par Patrick Jarreau

Si l'osure d'un pouvoir se révèle dans son incapacité à reproduire durablement l'initiative, les propos pessimistes que tiennent certains socialistes sur la situation du président de la République se justifient.

A peine plus de dix jours après l'annonce par M. François Mitterrand, le 10 octobre sur la Cinq, d'un référendum constitutionnel à la fin de 1992, l'effet

de cette offensive ressemble à celui d'un caillou sur une jambe de bois.

L'opposition, un temps embarrassée de voir ses projets de rajoutissement des institutions pris au mot contre-attaque en accusant M. Mitterrand d'avoir seulement cherché à camoufler son unique souci : une réforme du mode de scrutin lui évitant de devoir affronter une majorité de droite soudée, en 1993, à l'Assemblée nationale.

Lire la suite page 8

## Sur le chantier de Séville

Vingt millions de visiteurs attendus dans cinq mois à l'Exposition universelle

SÉVILLE

de notre envoyé spécial

A J. moins 150, le chantier de l'Exposition universelle de Séville donne l'impression qu'il n'a pas encore commencé à temps. De la vieille ville, on aperçoit, de l'autre côté du Guadalquivir, un enchevêtrement de grues, de carcasses métalliques, de mâts, de pylônes, de câbles et de fils. Sur les pavillons, de toutes les couleurs et de toutes les formes, les ouvriers s'activent tant et plus. Le gros œuvre doit être fini avant le 31 décembre. Vous pleurez. Les Américains l'ont déjà vu, mais vous, que leur bâtiment ne pourra être inauguré avant la 10 mai : la dôme qui a été le pièce maîtresse vient seulement de sortir de terre.

EMMANUEL DE ROUX

Lire la suite page 12

## Les fantômes de Vukovar, ville martyre

Images de désolation d'une cité où vivaient des Serbes et des Croates

VUKOVAR

de notre envoyé spécial

Vukovar, la ville fantôme. Après quatre-vingt-trois jours de siège et de combats, ce qui fut une jolie bourgade de Slavonie aux façades baroques de l'époque austro-hongroise n'est plus qu'un magma de débris, de boue et de gravats. Ses maisons aux couleurs pastel vert et ocre se sont effondrées dans le néant. Quelques jours après la fin des combats, Vukovar est désormais une ville morte qui s'efface

sur l'horizon brumeux d'automne : un silence profond, un spectacle apocalyptique. Maisons éventrées, toits de tuiles effondrés, volets soufflés, débris de verre partout, poutres calcinées : aucun bâtiment n'a été épargné. Des arbres sectionnés par des obus, arrachés par les chars, des rues recouvertes de boue et jonchées de cartouches, d'éclats d'obus, de boîtes de conserve et de gravats.

FLORENCE HARTMANN

Lire la suite et l'article de JOSÉ-ALAIN FRALON page 6



## Les bras de la mer

Gérard d'Aboville a conclu jeudi 21 novembre sa prodigieuse traversée du Pacifique à la rame

ILWACO (État de Washington)

de notre envoyé spécial

Les pêcheurs sont des gens matinaux. Jamais depuis qu'il ouvre sa boutique vers 5 heures du matin pour proposer aux pêcheurs des hameçons et des appâts, mais aussi des boissons et quelques biseuits, John Richards n'aurait vu venir l'invasion. Dans la nuit, les cars de reportage des chaînes de télévision avaient investi le petit port, composé de quelques dizaines de maisons en bois à l'embouchure de la rivière Columbia. A qui, les propriétaires de chalutiers pour la pêche au saumon avaient promis de ne pas attendre le lever du soleil pour aller se devant du héros du jour.

En remorquant à arriver à San Francisco, beaucoup trop au sud, Gérard d'Aboville avait bouleversé les habitudes du petit port, mais il prenait aussi un grand risque en s'imposant le franchissement d'une monstrueuse barre de mer au large de l'estuaire. Très secoué trois jours plus tôt par une violente tempête qui lui avait coûté trois nouveaux chavirages (trente et un en total pour sa traversée du Pacifique au lieu

de cinq dans l'Atlantique) et une pluie au front, le rameur breton avait d'autant plus hâte d'en finir avec sa traversée qu'une forte dépression était tombée annoncée pour la fin de semaine.

Dès la sortie du chenal, la mer encore très agitée malgré l'accalmie météorologique donnait une idée de ce qu'avait dû être la tempête. Ce n'était toutefois rien par rapport à la vision dantesque de la barre. Les effets conjugués de la fin des hauts fonds, du fort vent d'ouest formant une grosse houle et des marées se heurtant au courant du fleuve Columbia créaient à quelques milles de l'estuaire de monstrueuses défroissures surmontées de nœuds d'écume. Pour cette seule année 1991, quatre bateaux sont allés par le fond à cet endroit et trois vics ont été perdus.

Alors que les chalutiers et la vedette des garde-côtes *Triumph* prête à intervenir en cas de nécessité, attendaient le rameur français en deçà de la barre, un seul des bateaux avait accepté de la franchir la veille et, semblait-il, de remorquer Gérard d'Aboville dans la nuit afin qu'il soit bien au rendez-vous de l'accalmie.

GÉRARD ABOUVY

Lire la suite page 10

## La dette soviétique

Huit Républiques acceptant un rééchelonnement partiel

page 25

## Procréation assistée

Des dispositions ont été discrètement intégrées dans un projet de loi

page 11

## Le régime fiscal des successions

La loi de finances pour 1992 prévoit des allègements

page 25

## Le congrès des travailleurs israéliens

« Colombes » et « faucons » renvoyés dos à dos

page 5

## M. Major et l'Europe

Un large soutien parlementaire

page 6

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 32

LA FASCINATION DES FORMES PURES



ETERNA

Remise (promoteur) : 101 (0) 43 57 22 23

MORABITO  
1, place Vendôme  
75001 PARIS  
Tél. : (1) 42-60-30-78

BRY  
15, rue de la Paix  
75002 PARIS  
Tél. : (1) 42-61-62-54

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 8 DN ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 S24 ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Néerlandaises, 9 F ; Côte d'Ivoire, 486 F CFA ; Danemark, 14 KRÖ ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 220 DR ; France, 1,20 F ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 RL ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRÖ ; Suisse, 1,90 FB ; USA (NY), 2,5 \$ USA (other), 2,50 \$.

سنة ١٤١٢ هـ



سكنا من اصل

## DÉBATS

Politique

# Paranoïa française

par Alain Duhamel

LES Français exagèrent. Ils perdent en ce moment le sens des proportions. Ils s'abandonnent à une vague d'irrationalité dépressive, de subjectivité querelleuse et angossée, qui leur fait contempler soudain l'univers politique comme un monde maléfique et diabolisé, comme une transposition funèbre et grossière des *Sept Péchés capitaux*, de Bosch ou de l'Enfer, de Dante. Judis, ils aimait trop la politique, en attendant des réponses et des clés qu'elle ne démentait pas, accordant aux idéologies une place qu'elles ne méritaient pas, révenant même parfois les chefs de file comme des saints de vitrail ou des icônes illustres. Aujourd'hui, ils versent dans l'exotisme contraire et ne voient dans leurs idoles brisées qu'artifices, corruption, impuissance, vanité ou déchéance. Leur amour-passion tourne à l'amour-haine avec la même démesure, avec le même manichéisme. Dans leur fureur et leur ressentiment envers la politique, les citoyens français frottent la paranoïa.

Un sondage tout récent (1) en administre la preuve et résonne comme un tocsin fêlé. 69 % contre 29 % des personnes interrogées considèrent en effet que les hommes politiques ne se préoccupent pas de ce que pensent les Français ordinaires; les mêmes sont à coup sûr persuadés que les leaders incarnent la démagogie et ne se soucient que trop de plaire. 20 % seulement de l'échantillon acceptent de se reconnaître dans un parti politique, quel qu'il soit, 19 % seulement en un leader politique - toutes tendances confondues - 15 % en un syndicat. Il y a deux ans, les proportions étaient encore respectivement de 39 %, 35 % et 23 %. Cette dégradation brutale se mesure plus encore à propos du principe majeur de la société politique, ce qui fait son fondement, sa légitimité: la démocratie elle-même. Il y a, un semestre, 52 % des Français jugeaient encore qu'elle fonctionnait bien; ils ne sont plus maintenant que 37 % à le penser.

Si l'on ajoute à cela que deux électeurs sur trois sont persuadés que les

élus ne sont pas honnêtes, et qu'à peine un sur deux concède que la politique peut être une activité honorable, le diagnostic s'impose: la crise rampante de la politique devient crise aiguë; le phénomène s'accroît sensiblement depuis six mois. Il débouche sur une étrange amplification psychologique, sur une dénaturation quasi pathologique de la situation.

La V<sup>e</sup> République n'est pourtant pas la République de Weimar. Les institutions ont grand besoin d'être modernisées et rééquilibrées, mais elles ne sont pas minées de l'intérieur comme une termitière. Le mécontentement social irradie largement toutes les professions mais l'ordre républicain n'est pas menacé par des bandes armées, et les conflits se résolvent selon les règles ordinaires. L'extrême droite resurgit et, à propos de l'immigration, exerce une emprise délétère qui investit la réalité et asservit les données réelles - déjà assez angossées en elles-mêmes - à une représentation fantasmagorique profondément déstabilisatrice.

Le Front national ne bénéficie cependant d'aucune de ces complications et de ces lâchetés des grandes institutions (Église catholique, presse, patronat, armée, autorités intellectuelles ou sociales) qui, en d'autres temps, facilitèrent l'ascension des extrémismes. Le chômage nourrit l'amiabilité et le découragement, mais l'époque n'est heureusement plus ni aux krachs retentissants, ni aux krachs dégringolés collectifs, ni à l'épique cruel et archaïque qui abandonnait les victimes de la crise à leur désespoir.

La France n'est ni un champ de ruines ni un purgatoire sans espérance. Ses échecs ne sont pas sans appel, ni ses efforts sans conséquence. Même si le retour de la croissance n'en finit pas de se faire attendre, même si la sortie de la crise est lente, cahotante, douloureuse, des signes de convalescence existent, des améliorations se produisent. Les organismes internationaux les plus renommés placent d'ailleurs la France en situation fort honorable. Et, cepen-

dant, les Français sont plus anciens et plus pessimistes que leurs voisins. Ils transforment beaucoup plus qu'ailleurs le personnel politique en bouc émissaire collectif, et l'univers politique en lieu géométrique et en déversoir obligé de tous leurs maux, de toutes leurs rancunes, de toutes leurs frustrations, de toutes leurs insatisfactions. Les citoyens de ce pays protestent plus, fulminent plus, accusent plus le système politique que cela ne se pratique dans les autres pays de la Communauté européenne. L'économie française entre progressivement en convalescence mais la société politique devient de plus en plus gravement malade.

### Dépit amoureux

Cela se manifeste de toutes les manières, selon tous les critères classiques: abstentions, c'est-à-dire refus de participation des citoyens; démo-bilisation des militants, c'est-à-dire refus de participation des activistes; désyndicalisation, c'est-à-dire refus de participation des salariés; déconsécration, on l'a vu, de l'univers politique de ce pays. Aujourd'hui, ces vieux masques sont tombés. La France est bien ce qu'elle n'est plus, mais elle ignore ce qu'elle devient. Elle a sans doute une vocation européenne, une différence à l'incarnement au cœur de la francophonie; quel le problème, qui l'assume, qui en agite les standards?

La crise, bien réelle de la société politique et à sa nouvelle amplification psychologique - sa pathologie dépressive - tiennent aux échecs économiques, aux peurs sociales, aux sécheresses institutionnelles, mais aussi au déficit d'objectifs, d'horizons, de desirs, de logiques. Elle subit une perte du sens et du ressort qui l'aspire aux courants aujourd'hui dominants d'irrationalité. Avec des conséquences néfastes bien concrètes, la pathologie politique française entraîne l'insatisfaction sociale et pousse à l'attentisme économique.

démocratique, à la crise de fonctionnement institutionnelle, s'est ajoutée aux pires moments, dans les pires conditions, une crise morale dévastatrice, nourrie par la litane maudite des «affaires», entretenue par les fautes et les maladroites du pouvoir politique et de l'appareil judiciaire, soigneusement orchestrée de surcroît par un petit cercle de muscadins et de muguets exaltés et influents.

A quoi, pour couronner le tout, il faut encore joindre l'opacité d'une société ressentie comme indéchiffrable, comme illisible et donc comme redoutable par la majorité de ceux qui la composent. La France des années 70 est entrée dans la crise économique bardée d'illusions: elle croyait à son originalité foncière - l'exception française - à sa vocation spécifique - la puissance moyenne exemplaire - à son style propre - la postérité néo-gaullienne de la grandeur, elle se figurait même que son projet socialiste pouvait à lui seul fonder cette «troisième voie» chimérique qui, à gauche comme à droite, a longtemps nourri les rêves politiques de ce pays. Aujourd'hui, ces vieux masques sont tombés. La France est bien ce qu'elle n'est plus, mais elle ignore ce qu'elle devient. Elle a sans doute une vocation européenne, une différence à l'incarnement au cœur de la francophonie; quel le problème, qui l'assume, qui en agite les standards?

La crise, bien réelle de la société politique et à sa nouvelle amplification psychologique - sa pathologie dépressive - tiennent aux échecs économiques, aux peurs sociales, aux sécheresses institutionnelles, mais aussi au déficit d'objectifs, d'horizons, de desirs, de logiques. Elle subit une perte du sens et du ressort qui l'aspire aux courants aujourd'hui dominants d'irrationalité. Avec des conséquences néfastes bien concrètes, la pathologie politique française entraîne l'insatisfaction sociale et pousse à l'attentisme économique.

(1) Réalisé par la SOFRES pour un groupe de journaux de province du 5 au 7 novembre, auprès de 1 000 personnes.

Un appel d'écrivains européens contre la xénophobie et le nationalisme

## L'Autre, une idée neuve

Réunie à Strasbourg le 8 novembre à l'occasion du Carrefour des littératures européennes, quelques grands écrivains européens ont lancé ce qu'ils ont appelé le «Manifeste de Strasbourg», contre la montée de l'axe xénophobe et du nationalisme.

L'HISTOIRE européenne nous a appris à nous méfier de certains mots qui arment les esprits avant de charger les armes. L'explosion de haine en Yougoslavie est une menace pour l'unité même de l'Europe. Déjà, en Allemagne et ailleurs, ressuscite l'infamie des pogroms. Il ne suffit plus aujourd'hui que l'Europe pro-

clame sa bonne conscience universaliste; c'est l'universalisme européen qui est en crise, comme ce fut le cas souvent en Europe lorsque s'est érigée de façon exclusive une aspiration identitaire sans autre visée que le rejet de l'Autre.

L'histoire européenne inéluctablement le répète: les périodes d'épanouissement culturel coïncident avec la multiplication des échanges et des contacts avec l'extérieur; les époques de décadence et d'effacement se caractérisent par une recherche stérile de valeurs propres, la peur de l'Autre et le repli sur soi. L'espace culturel européen déborde toujours l'espace politique, et l'identité nationale des uns s'ajoute toujours à l'active reconnaissance de celle des autres.

Il ne s'agit pas aujourd'hui d'exprimer une quelconque opinion

politique ou idéologique; nous manifestons avec force l'inquiétude d'hommes d'écriture préoccupés par les dangers d'étouffement du dialogue interculturel en Europe, qu'ils ressentent mieux que d'autres, ou avant eux, parce qu'il est l'oxygène de leur création.

Le Goethe autrichien, ouvert à l'Orient, qui aima Góngora pour sa fidélité à la culture arabe, fit du langage pour l'Allemagne que les politiciens nationalistes des années 30 qui ont conduit leur pays à la catastrophe et à l'effacement de la culture. L'Europe de Yougoslavie un miroir dans lequel ces peuples se sont un moment reconnus, alors que les extrémistes de l'identité serbe ou croate ne laissent déjà derrière eux que sang et larmes.

L'Europe communautaire doit prendre garde. Le célèbre vers de Rimbaud - *Je est un autre* - exprime tout autre chose qu'un plaisant paradoxe: c'est une découverte essentielle et définitive de l'art moderne. L'identité de l'homme et de la communauté ne se forge et ne se renouvelle que dans le dépassement vers l'Autre. «Nul sans ailes ne peut connaître le Plus Proche», écrivait Hölderlin. Que les hommes et les femmes d'Europe entendent le message de Rimbaud et de Hölderlin; si nous manquons de courage et de curiosité pour déployer encore une fois les ailes et partir à la découverte de nous-mêmes, nous assisterons inévitablement à la désespérante répétition du passé.

Il n'y aura pas de renouveau en Europe sans une audacieuse ouverture de la conscience aux autres hommes, aux autres nations, aux autres cultures.

Ont signé ce manifeste: Bernardo Atxaga, Pierre Bourdieu, Stanislas Caron, Jean-Claude Carrière, Rafael Conty, Almudena Fernán, Juan Goytisolo, Nadim Gürel, Pedrag Karaulac, Yachar Kemal, Antonin Liehm, Antonio Lobo Antunes, Eduardo Lourenço, Claudio Magris, Predrag Matvejevic, Abdurrahman Medunjanin, Pierre Mertens, Jean-Luc Nancy, Caen Nwabueh, Alexandre Popovic, Julian Rios, Juan José Saer, José Saramago, Javier Tomeo, Paul Virilio. Les signatures sont recueillies au «Carrefour», 13, rue du 22-Novembre, 67 000 Strasbourg.

Yougoslavie

## La fiction

par Alain Finkielkraut

J'ai lu avec colère et consternation l'appel de onze intellectuels illustres à nos «frères yougoslaves». Depuis l'accession au pouvoir de Slobodan Milosevic, le grade, la Yougoslavie, en effet, ce n'est plus rien d'autre que la Grande Serbie. Cet impérialisme a été privé la Yougoslavie de son autonomie, soumis le Kosovo à un véritable régime d'apartheid, et placé progressivement toutes les instances fédérales sous contrôle serbe. En suivant une procédure démocratique et constitutionnelle, la Croatie qui n'est pas un département, qui n'est pas une province, mais une nation et même une très vieille nation, a dit «non» à cet hégémonisme. Elle a rejeté la mauvaise franchise de Big Brother. Où est la crime? Où est la vendetta? Les Slovaques qui n'ont aucun contentieux historique avec la Serbie, n'ont-ils pas fait la même chose?

Quant à l'extrémisme des dirigeants crutes, il s'est traduit depuis le début des hostilités, dans les colonnes de l'«Express»: «Si l'état en mesure de le faire, je proposerais d'urgence une circulaire législative à M. Minc...» M. Minc, qui par cette approbation, M. Léotard se montre bon tacticien et cherche à se faire pardonner sur TF1, n'en a rien dit. Mais, à l'occasion d'un débat d'Alain Minc, à occuper un terrain délaissé par M. Giscard d'Estaing.

Mais pour qui se souvient de François Léotard ministre de la culture, danger! Alain Minc, ancien ministre de la Culture, a fait du temps, met en avant non pas cent dix, mais quatre-vingt propositions concrètes, précises.

## BIBLIOGRAPHIE

### Le manifeste réformiste

«FRANÇAIS, SI VOUS OSEZ...»  
par Alain Minc. Ed. Grasset.  
110 F. 253 p.

«J'entends le monde des conservateurs, des sceptiques, des blasés, des nuls... A ces contradicteurs, je dédie quelques vérités premières»: en quelques mots, placés à la fin de son livre *France, si vous osez...*, et qui seraient pu tout aussi bien se trouver au début, Alain Minc énonce ses décrets. Et se livre tel qu'en lui-même. Il sait qu'il dérange d'autant plus qu'il est l'homme des contre-emplois, des contre-modes, des contre-courants, du contre-temps, ce qui lui vaut généralement d'être en avance. La critique, à son endroit, est à la mesure des tabous qu'il lève, des préjugés qu'il bouscule, des droits acquis qu'il remet en question. Il se place tant à décaler qu'on ne lui passe rien, quand on en rajoute pas, au point parfois de le débiter. Pourtant le vrai Minc est là, dans cette capacité d'anticipation et de défrichage, dans cette aptitude aussi à tirer la leçon de la critique qui lui est adressée pour donner le meilleur de lui-même.

C'est dans ce livre, il n'est aucune analyse, si négative soit-elle, de l'état des lieux qui ne soit assortie de son complément, à savoir une série de propositions concrètes de mesure à remédier aux maux qu'il dénonce. Au moment où, face à l'utopie de substitution, on mal de «grand dessin», le pays s'enfonçait dans la dépression nerveuse, l'auteur propose de voter celui-ci au réformisme réaliste. Au moment où tout un chacun déplore le déficit démocratique qui sépare chaque jour davantage le pays réel du pays légal, il écrit les lamentations et s'engage, seul, dans une démarche positive, «programmative», comme on dirait jadis à gauche: identifier des thèmes, désigner des «cibles», plaider pour leur réalisation, telle ou telle réforme, n'est-ce pas le seul moyen d'ordonner ceux qui égarés dans la sphère politico-médiasque pour tenter de sortir de la crise?

Avant même qu'il et à quel-ques voix ne commencent à se faire entendre pour dire: attention, danger! Alain Minc, ancien ministre de la Culture, a fait du temps, met en avant non pas cent dix, mais quatre-vingt propositions concrètes, précises.

Au moment où la gauche se trouve en parfaite déconfiture, il ne déçoit d'ailleurs pas à cet esprit paradoxal de voter à son secours: il essaie, ni plus ni moins, de lui donner des idées. Alors qu'hier, lorsque cette même gauche était triomphante, il s'employait à démythifier les conceptions et les tabous démocratiques de celle-ci.

### Une circoscription...

Se démarque-t-il, aujourd'hui comme hier, d'un «réformisme» par la droite libérale, comme en témoigne l'éloge de François Léotard, qui assure, dans les colonnes de l'«Express»: «Si l'état en mesure de le faire, je proposerais d'urgence une circoscription législative à M. Minc...» M. Minc, qui par cette approbation, M. Léotard se montre bon tacticien et cherche à se faire pardonner sur TF1, n'en a rien dit. Mais, à l'occasion d'un débat d'Alain Minc, à occuper un terrain délaissé par M. Giscard d'Estaing.

Mais pour qui se souvient de François Léotard ministre de la culture, danger! Alain Minc, ancien ministre de la Culture, a fait du temps, met en avant non pas cent dix, mais quatre-vingt propositions concrètes, précises.

On n'imagine pas non plus la famille politique de M. Léotard bondir de joie à l'idée qu'il lui faille, dans un délai de trois ans, signer le préambule relatif aux revenus du capital sur les revenus du travail.

Il est vrai qu'on n'imagine pas davantage la gauche se réjouir d'apprendre qu'il lui faudrait s'engager dans un processus de baisse régulière des effectifs du secteur public et para-public: «au moins cent

mille par an sur les huit millions d'actifs qui y sont employés».

Comme on ne la voit guère se féliciter de voir Alain Minc reprendre à son compte les arguments d'une droite pamphlétaire, celle qui, avec Philippe Nemo, voit dans l'éducation nationale un monstre «soviétique», un «fragment du continent soviétique». Encore que, dans ce domaine, il faille se souvenir que l'argumentaire selon lequel M. Jospin aurait englouti des milliers de fonds perdus est bel et bien parti de l'Elysée et de l'entourage de M. Fabius, à l'approche du désastreux congrès de Rennes. Alain Minc aurait gagné, sur ce point, à une analyse moins binaire d'un processus qui est patiemment, et presque clandestinement, réformiste: il aurait pu aussi se souvenir que nos structures dans ce domaine ne sont pas héritées d'un quelconque centralisme démocratique, mais de l'empereur Napoléon, que la plupart des réformes sont inspirées d'un modèle anglo-saxon qui lui est cher, et que la fameuse «contre-productivité» de l'école française mériterait d'être sérieusement comparée aux dégâts du rattachement sur l'école américaine, par exemple.

### Un danger

Concédant des dégâts que celle-ci provoque, au passage, Alain Minc concède son propos en désignant le danger principal - le populisme - pour lui opposer un remède, le mandatement, qui sera géré par un «comité de gestion» et non par un «comité de gestion».

Celles-ci ont été, dans notre histoire récente, l'enjeu principal de l'affrontement gauche-droite. Aujourd'hui, elles entendent le même chose: Ce sont elles qui paient, en pertes d'emplois, en recul de perspective d'évolution dans l'échelle sociale, le prix de la modernisation: la gauche, comme la droite libérale, s'intéresse davantage d'une part à ceux qui gagnent, d'autre part aux exclus. Et lorsque l'État, par exemple, de réforme l'échelle ou de mise en cause des institutions redistributives, ce sont elles qui sont en première ligne à être appauvries, et elles des réflexes «petits blancs» qui, à leur tour, vont nourrir le populisme ambiant.

C'est dire qu'au cœur de la démarche d'Alain Minc se trouve bel et bien posé le problème de l'applicabilité d'un certain nombre de réformes, dans un état donné du corps social. Lui, a fait un choix, celui d'aller de l'avant. Avec, d'un côté, ses détracteurs, le confort que lui procure son statut d'intellectuel, qui veut que, par exemple, lorsqu'il plaide pour la cogestion, ou pour la réforme de la fiscalité du patrimoine, son propos soit ordonné d'une compétence qui devient aussitôt, pour lui, une compétence.

Il n'empêche. Depuis «Ciel et Terre», manifeste radical, signé de Jean-Jacques Servan-Schreiber, mais écrit par Michel Albert, qui avait éclairé les années 70, voici le premier texte qui renoue avec une vision globale et positive du devenir de la société française. Ce manifeste réformiste - qui professe avec verve et persévérance que «l'immobilité politique ne constitue pas une fatalité dans les sociétés complexes» - a toutes chances de nourrir, au moment des échéances électorales qui s'approchent, un vigoureux débat démocratique. C'est tout le bien qu'on lui souhaite.

JEAN-MARIE COLOMBANI

**CROSS**  
SINCE 1846  
INSTRUMENTS À ÉCRIVE  
GARANTIE À VIE

Avant la fin de l'année  
offrez-vous une bonne réputation.  
Faites graver un Cross.

Il est encore temps de passer vos commandes pour vos cadeaux d'entreprise. Pour recevoir le catalogue de la gamme Cross et des possibilités de gravure, écrivez-nous à: Cross France, 11 rue Laugier, 75017 Paris. Tél.: (1) 42 67 15 37.

Nom \_\_\_\_\_ Fonction \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_  
Code Postal \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_

La personnalisation en série ou à l'unité, nécessite un délai de 3 semaines



# ÉTRANGER

L'élection de M. Boutros-Ghali au poste de secrétaire général de l'ONU

## Une revanche sur la destinée

Victoire pour l'Égypte, pour l'Afrique, pour les francophones, pour les Arabes s'est-on aussitôt félicité après l'élection de Boutros-Ghali au poste de « Monsieur Monde ». Sans aucun doute. Mais quelle revanche aussi sur sa destinée pour ce fils de la grande bourgeoisie égyptienne, international de premier ordre, politologue aussi, homme politique avant le travail bien fait mais dont les amis se lamentaient *in petto* il y a quelques années parce que, disaient-ils, il ne pourrait jamais être ni le numéro un de la diplomatie égyptienne, ni secrétaire général de la Ligue arabe, ni même sans doute ambassadeur à Paris — ce fut longtemps son rêve — en raison de sa religion.

Car dans cette Égypte pacifique et civilisée, considérée et même populaire sur la Terre entière, les vestiges du statut de « musulman » la « protection-assujettissement » prévue pour chrétiens et juifs par la loi islamique — résistent encore suffisamment pour que l'origine confessionnelle d'un homme soit dans de nombreux cas plus importante que ses qualités propres ou que l'intérêt national.

On s'en était déjà rendu compte il y a quelques années, sur le plan des fonctions internationales lorsque le nom de M. Boutros-Ghali avait été proposé pour le poste de haut-commissaire aux réfugiés ou de directeur général de l'UNESCO et où, devant le peu d'enthousiasme de plusieurs capitales musulmanes

importantes, l'Égypte officielle même n'avait offert à son brillant ressortissant qu'un demi-soutien. Il est vrai que, à cette époque-là, son vrai père, M. Boutros-Ghali n'est pas aimé, même s'il y est souvent respecté — avait convaincu les États-Unis de ne pas appuyer le ministre d'État du Caire.

### Une épouse exemplaire

Pour entraver son cursus il n'est pas jusqu'à l'ascendance de son épouse, Leila, une Alexandrine de souche juivo-romaine (convertie à la foi copte orthodoxe) qui n'ait été soulevée et reprochée à M. Boutros-Ghali. Dieu sait pourtant que quelle aide précieuse sera pour son époux, dans ses fonctions aux Nations unies, cette Égyptienne raffinée et cultivée depuis longtemps élue par la haute société proche-orientale « la femme la plus élégante » de la région.

Encore un mot sur le contexte familial du nouveau secrétaire général de l'ONU : son grand-père, dont il perpétue le souvenir par le prénom et par le nom (Boutros signifie Pierre en arabe), fut le seul chef de gouvernement non musulman (avec le très éphémère Walib) de l'Égypte moderne. Assassiné en 1910, il laissa derrière lui, notamment parmi ses descendants, le culte du service de l'État et du service « coussu main ».

Sur ce dernier point, M. Boutros-Ghali a fait un parcours sans faute

depuis que, en novembre 1977, le président Sadate, abandonné dans la même journée par deux ministres musulmans effrayés à l'idée d'accompagner le roi chez l'ennemi *donné*, à Jérusalem, avait tiré de son chapeau, à l'étonnement quasi général, M. Boutros-Ghali.

Et ce fut aussitôt le départ pour Israël, le choc du contact avec ces Israéliens si redoutés, les projectiles permanents de l'actualité mondiale, les incessants voyages vers l'Amérique, l'Europe, l'Afrique pour convaincre du bien-fondé des positions égyptiennes, les nuits entières passées à préparer les dossiers que le président Sadate utilisait face aux redoutables dirigeants israéliens et américains.

Pourtant, durant ces harassantes années de la fin de la décennie 70, M. Boutros-Ghali n'a jamais été « ministre d'État », c'est-à-dire, selon l'administration égyptienne, « secrétaire d'État ». Il eut presque toujours aussi près de lui un « ministre » avec qui il dut partager, mais légèrement en retrait, la charge des affaires étrangères. Quand il fut un bref moment seul, c'est que, directeur, en pleine négociation avec Washington et Israël, un ministre musulman avait craqué et que le « copte » — pourtant un vrai laïque à la française — se trouvait une nouvelle fois seul avec le président à bâtir cette difficile paix égypto-israélienne dont Boutros-Ghali restera pour l'Histoire l'artisan, avec Anwar El Sadate. Jamais pourtant il ne fit preuve de complaisance à



L'égard des Israéliens, défendant pied à pied les intérêts de son pays et également ceux des Arabes, en particulier des Palestiniens, même lorsque le décalage fut total entre la démarche de paix du Caire.

### Aimé des Africains

Dans ce double combat mené en même temps contre l'intransigeance israélienne et le refus arabe, M. Boutros-Ghali s'est certainement trempé une capacité de résistance diplomatique qui lui sera de la plus haute utilité à Lake-Success.

C'est peu de dire que le successeur de M. Perez de Cuellar bénéficie d'emblée de la plus vive sympathie parmi de nombreuses

nations ou communautés. Outre les musulmans, égyptiens ou autres, qui se sont finalement inclinés devant la fois ses qualités intellectuelles, son professionnalisme et sa loyauté à l'égard des intérêts arabes, M. Boutros-Ghali jouira de l'enthousiasme des francophones.

C'est lui qui est à l'origine du ralliement de l'Égypte à la francophonie (il vient de participer au sommet de Chailot), mais également il a toujours su écouter les Africains — les anglophones aussi, puisque M. Boutros-Ghali est un parfait trilingue — et défendre leurs dossiers dans les rencontres internationales. Il a su en outre rappeler à son propre pays qu'il se trouve en Afrique et à un rôle de premier plan à y jouer : les experts égyptiens qu'on rencontre souvent au sud du Sahara y sont le reflet de la dynamique diplomatique africaine du Caire, dominée par tant Anwar El Sadate que le président Mubarak ont laissé le « ministre d'État » agir vraiment en numéro un.

Outre sa solide formation juridique (il est ancien élève de Sciences po et a obtenu à Paris en 1949 un doctorat en droit international), sa vieille connaissance des milieux journalistiques (il dirigea lui-même l'excellente revue égyptienne en arabe *Politique internationale*) et son expérience du terrain diplomatique universel depuis 1977, Boutros-Ghali maîtrise au service des Nations unies, au moment où, face à l'hégémonie américaine, elles ont l'urgent besoin, un esprit d'in-

dépendance avéré. Quand la majorité des étudiants de sa génération succombaient aux sirènes marxistes, le jeune Boutros ne craignait pas de souligner les vertus du libéralisme occidental ; lorsque la plupart des Arabes refusaient toute idée de règlement négocié avec Israël, le responsable égyptien encore modeste essayait inlassablement de les y convertir, et ainsi de suite. La vie de cet homme est jalonnée d'exemples de ce type.

Un homme qui a su, face à toutes les préventions contre sa classe et sa foi, s'imposer comme serviteur éminent de l'État égyptien et qui a en main de nombreux atouts pour être à l'ONU un homme d'État international de première envergure.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

[Né au Caire, le 14 novembre 1922, M. Pierre Boutros-Ghali, juriste de formation, a fait ses études à Paris, aux États-Unis et dans la capitale égyptienne, où il a occupé la chaire d'études politiques à l'université. Il a aussi collaboré au quotidien *Al-Ahram*. Membre de la communauté copte, il a épousé, en secondes noces, une juive égyptienne dont il n'a pas eu d'enfant. Nommé ministre d'État en octobre 1977, il n'a plus, depuis lors, quitté le gouvernement. Éminent grise de la diplomatie de son pays, il accompagna le président Sadate, en novembre 1977, lors de sa visite historique à Jérusalem et participa de près aux négociations qui aboutirent, en mars 1978, à la conclusion d'un traité de paix israélo-égyptien. Il était depuis mai dernier vice-premier ministre chargé des affaires étrangères et plus spécialement des relations avec les pays africains.]

## Les prédécesseurs

**TRYGVE LIE (1946-1952).** — Le premier secrétaire général de l'ONU fut Trygve Lie, ancien ministre des affaires étrangères de la Norvège. Cet ex-syndicaliste fut contraint de démissionner le 10 novembre 1952, après s'être attiré les foudres de l'URSS et des États-Unis pour avoir pris fermement position « sur la guerre de Corée et s'être efforcé de faire admettre la Chine à l'ONU ».

**DAG HAMMARSKJÖLD (1953-1961).** — Dag Hammarskjöld, ministre des affaires étrangères de la Suède, a pris la succession de M. Lie le 10 avril 1953. Il a marqué le poste — et l'organisation elle-même — de son empreinte, en réorientant les pressions des grandes puissances et à leur prétention de gouverner le monde. M. H. est mort lors d'un accident d'avion, survenu dans des conditions restées mystérieuses, le 17 septembre 1961, en Rhodésie du nord (aujourd'hui Zambie).

**U THANT (1961-1971).** — Représentant de la Birmanie à l'ONU, U Thant a été nommé

secrétaire général par intérim jusqu'à la fin du mandat de M. H. L'Assemblée générale l'a ensuite nommé secrétaire général jusqu'en 1966. A cette date, son mandat a été prorogé pour cinq ans.

**KURT WALDHEIM (1971-1981).** — Secrétaire général de l'ONU à partir de 1971, Kurt Waldheim, durt renoncer, en 1981, à un troisième mandat, en raison du veto de la Chine. La future président autrichien ne faisait alors pas encore l'objet de la polémique, qui a fait rage à partir de 1986, sur son passé dans la Wehrmacht.

**JAVIER PEREZ DE CUELLAR (1981-1991).** — Après avoir passé plus de quarante ans dans la diplomatie péruvienne, M. Perez de Cuellar, né en 1920, succède le 11 décembre 1981 à M. Waldheim. Son nom restera attaché à la métamorphose de l'ONU, l'organisation ayant pris, à la fin des années 80, et à la faveur du dégel, entre Est et Ouest, une nouvelle dimension.

## Fierté en Égypte

LE CAIRE

de notre correspondant

L'Égypte a accueilli avec grande satisfaction et fierté le choix de M. Boutros-Ghali comme prochain secrétaire général de l'ONU. Malgré l'heure tardive à laquelle la nouvelle est tombée, plusieurs journaux égyptiens ont rendu leur « une ». C'est ainsi que l'officiel *Al-Ahram* a barré sa première page d'une manchette en gros caractères rouges : « L'Égypte remporte le poste de secrétaire général des Nations unies ». Le journal ajoute en sous-titre : « Victoire éminente de M. Boutros-Ghali sur ses concurrents ». Selon *Al-Gomhuria* « l'élection de M. Boutros-Ghali est une victoire pour les Arabes et pour l'Afrique ».

Un événement extraordinaire, place extraordinaire : c'est ainsi que *Al-Ahram* a réagi en trois pages aux réactions au discours du président Mubarak devant le Parlement européen. Des réactions qui, normalement, devaient figurer à la une. Le journal rapporte par ailleurs la première réaction officielle égyptienne, celle de M. Nabil El Arabi, représentant permanent de l'Égypte à l'ONU, selon lequel « l'élection de M. Boutros-Ghali constitue une victoire pour l'Égypte et pour sa poli-

tique de médiation ». *Al-Ahram* cite ensuite des « sources politiques aux Nations unies » selon lesquelles « cette victoire revient à la considération mondiale pour les positions courageuses de l'Égypte en ce qui concerne les problèmes internationaux ainsi qu'à la science et à l'expérience de M. Boutros-Ghali au niveau des relations internationales ».

Le journal qui consacre une bonne partie de sa page deux à un portrait de celui qui était jusqu'à présent vice-premier ministre chargé des affaires internationales et des expatriés, publie la réaction de l'épouse de M. Boutros-Ghali. Selon elle, le choix de M. Boutros-Ghali à la tête de l'ONU est une « confirmation de l'importance et de la place prépondérante de l'Égypte sur la scène internationale ».

Mais si l'élection de M. Boutros-Ghali constitue « une très bonne nouvelle » pour les Égyptiens, elle l'est encore plus pour la communauté copte orthodoxe (10 % de la population), récemment en butte à des agressions islamistes. Un jeune copte nous a déclaré : « Que cela serve de leçon aux fanatiques musulmans. Celui qui est resté toujours numéro deux à cause d'eux est maintenant numéro un mondial ».

ALEXANDRE BUCCIANTI

## Les coptes

LE CAIRE

de notre correspondant

A l'origine, le mot copte (1) — du grec *Aiguptos* — voulait dire « les habitants de l'Égypte ». Convertis au christianisme après son introduction par saint Marc en l'an 42, ces Égyptiens sont très vite entrés en conflit avec Byzance. Leur Église monophysite échappa définitivement aux Byzantins avec la conquête arabe de l'Égypte en 641. Entre-temps le évêque de l'Église d'Alexandrie avait pris le titre de pape.

Au fil des siècles et du fait des pressions économiques (impôt sur les non-musulmans) beaucoup plus que des violences dont ils ont été quelquefois victimes, la plupart des coptes se convertirent à l'islam. Les coptes restés chrétiens ne connurent une relative émancipation qu'au siècle dernier, sous la dynastie de Mehmet Ali, mais tant et si bien qu'en 1908 le premier ministre égyptien était un copte. Il n'était autre que le grand-père du futur secrétaire général de l'ONU ; il fut assassiné en 1910 par un musulman fanatique. Les coptes participèrent activement à

la vie politique jusqu'au coup d'État de 1952. Aucun copte ne figurent parmi le groupe des « officiers libres » qui renversèrent le roi Farouk.

Depuis Nasser, les coptes ont dû se contenter de deux ministres nommés à des postes généralement subalternes, d'un ou deux gouverneurs sur les vingt-neuf que possédait l'Égypte et d'une dizaine de députés au Parlement (sur 458), alors qu'ils sont les égaux des musulmans selon la Constitution.

Les coptes eurent une ségrégation diffuse. Plus grave encore, les coptes sont devenus la cible des islamistes extrémistes depuis les années 70. La plus récente incident a eu lieu dans le quartier populaire d'Imbaba au Caire (le Monde du 25 septembre), où plusieurs centaines d'intégristes musulmans ont attaqué des coptes et mis le feu à deux églises.

A. B.

(1) Le pourcentage officiel de la population copte est de 6,5 %. Les coptes percent de 20 %, mais l'estimation de 10 % paraît la plus proche de la réalité.

## Nette majorité au Conseil de sécurité pour le vice-premier ministre égyptien

Suite de la première page

La double surprise de ce scrutin à huis clos — dont personne ne connaissait véritablement l'issue au début de séance — tient à la fois à un résultat obtenu sans véritable bataille électorale, dès le premier vote officiel, et aussi à la large avance dont a bénéficié le vice-premier ministre égyptien, M. Boutros-Ghali et Chidzero avaient déjà bénéficié d'un net avantage lors des précédents votes « blancs ». Tous deux figuraient sur une liste de six noms parmisés par l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

L'élection d'un « candidat de l'Afrique », au détriment des autres concurrents — parmi lesquels des Occidentaux qui ont réalisé un très mauvais score (1) — est considérée comme une grande victoire pour ce continent, qui estimait que « son heure avait sonné », et pour les pays non alignés qui, dès le début de la consultation, avaient fait preuve d'une solidarité finalement très payante.

Ce résultat a été aussi accueilli avec une satisfaction que l'on imagine par la France qui, dès le début, avait fait ouvertement campagne en faveur de M. Boutros-Ghali, lequel bénéficiait aussi du soutien de la Chine. En revanche, la Grande-Bretagne avait officiellement choisi M. Chidzero tandis que l'Union soviétique refusait jusqu'au bout d'abandonner son jeu. Côté américain, il était clair, dans un premier temps, que l'idée d'un

secrétaire général africain ne plaisait guère à Washington, pas plus que la personnalité de M. Boutros-Ghali, à laquelle l'administration Bush prêtait un candidat plus jeune, moins impliqué dans une zone géographique sensible, le Proche-Orient, et avec un profil de gestionnaire pour une institution qui a besoin d'être réformée.

Mais, faute de trouver l'oiseau rare répondant à ces critères et susceptible de briser le front des pays non alignés, les États-Unis se sont résolus à ne pas s'opposer plus longtemps à un candidat de consensus représentant l'Égypte, un pays qui, au demeurant, a su se ranger aux côtés des troupes américaines lors de la guerre du Golfe.

SERGE MARTI

(1) Outre M. Boutros-Ghali et Chidzero (M. Raul Mangalima, le candidat philippin ayant préféré se retirer, faute d'avoir obtenu une seule voix pour au précédent vote blanc), les onze autres candidats ont obtenu : M. Sadruddine Aga Khan (Iran) : 4 oui, 7 non, 4 abstentions ; M. Dauda (Ghana) : 6 oui, 4 non, 5 abstentions ; M. Doe Kinsie (Cameroun) : 6 oui, 4 non, 5 abstentions ; M. Harlem-Brugland (Norvège) : 1 oui, 9 non, 5 abstentions ; M. Jonah (Sierra-Léone) : 5 oui, 4 non, 5 abstentions ; M. Obejima (Nigeria) : 6 oui, 3 non, 6 abstentions ; M. Orono (Gabon) : 3 oui, 3 non, 9 abstentions ; M. Stukiewicz (Pologne) : 2 oui, 8 non, 5 abstentions ; M. Stenroos (Norvège) : 2 oui, 9 non, 4 abstentions ; M. Tereza (Burundi) : 4 oui, 7 non, 4 abstentions et M. Van den Broek (Pays-Bas) : 5 oui, 7 non et 3 abstentions.

## ASIE

CHINE

### La saga tragi-comique de la journaliste dissidente Dai Qing

PÉKIN

de notre correspondant

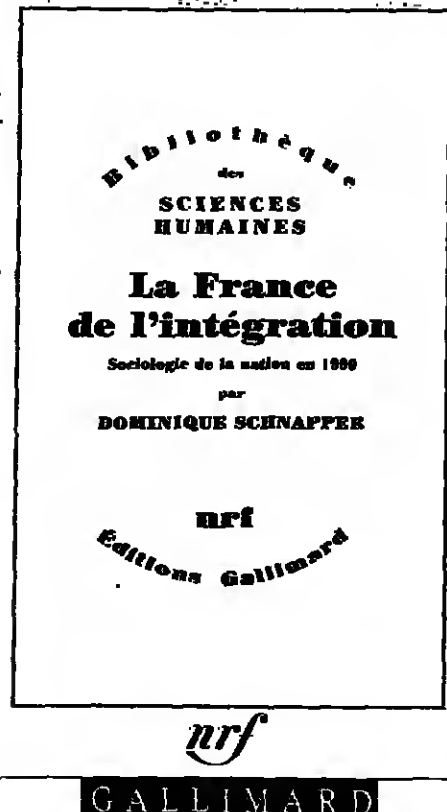
La saga tragi-comique de la journaliste Dai Qing, empêchée de rencontrer des observateurs du secrétaire d'État américain lors de sa visite à Pékin du 15 au 17 novembre, a tourné au fiasco pour le régime communiste chinois grâce à la malice de l'intéressée. Finalement libérée après avoir été détenue, pendant le séjour de M. Baker, dans un hôtel près de la station balnéaire de Beidaihe, M. Dai a retourné la situation à son avantage en déclarant à la presse qu'elle avait su l'intention d'inciter les États-Unis à menacer le régime sur la question des droits de l'homme, de peur de le durcir davantage.

C'était sans doute demander trop d'imagination aux policiers qui s'étaient arrangés pour faire paraître la journaliste contre son gré, sous prétexte d'un reportage urgent pour son journal, le quotidien *Clarins*, dont elle est toujours employée bien qu'il lui

ait été infligé l'ordre de rester chez elle à étudier l'idéologie après sa participation discrète au « printemps de Pékin ». L'art consommé de la direction chinoise, par les temps qui courent, à se prendre les pieds dans ses propres tapis, a fait le reste : forte de sa notoriété nouvelle, M. Dai menage d'entamer une grève de la faim et put rentrer à Pékin trois jours après le départ du chef de la diplomatie américaine. Bilan de l'opération : le département d'État faisait savoir jeudi qu'il n'était pas satisfait des explications fournies par les autorités chinoises pour que la journaliste, âgée de cinquante ans, n'aurait nullement été « arrêtée ». Philosophe, M. Dai fait valoir que les circonstances de sa disparition provisoire témoignaient d'une certaine amélioration de la condition des opposants en Chine : sous Mao Zedong, elle aurait été embaillonnée pour longtemps.

F. D.

## Un livre fondamental au cœur du débat actuel



لغة من الله



## DIPLOMATIE

La fin du sommet de Chaillot

# La francophonie élargie et rassérénée

Clôture, jeudi 21 novembre, au palais de Chaillot, le IV<sup>e</sup> sommet de la francophonie qui venait de réunir durant trois jours une cinquantaine de délégations de divers continents. M. Mitterrand l'a qualifié de « conférence de l'élargissement et de la maturité ».

Elargi, le mouvement francophone l'est certainement, qui ne groupait qu'une vingtaine d'États - la plupart africains - en 1970 et paraît maintenant avoir fait le plein à la notable exception des Algériens avec l'adhésion des Camériens mais aussi des Roumains et des Bulgares. Sans parler de la participation plus active des Laotiens et Vietnamiens, ces derniers étant même candidats pour accueillir à Hanoï en 1993 le VI<sup>e</sup> sommet des « parlant-français ». En attendant, leur cinquième rencontre est déjà fixée à l'île Maurice en novembre 1993. Il est en revanche moins certain

que la francophonie ait vraiment dépassé le stade des turbulences infantiles. On en veut pour preuve, notamment, le nouveau remaniement institutionnel qui va désormais faire figurer, aux côtés de l'Agence de coopération culturelle et technique, un « conseil ministériel » et également un « conseil permanent » de seize pays.

Surprise, parmi ceux-ci, entre la France et le Canada-Québec et quelques « bons élèves » sudistes de la classe démocratique, figurent le Vietnam communiste et même le Zaïre autocratique, dont le maréchal-président devait primitivement recevoir la conférence tenue à Chaillot et avait lui-même été déclaré indésirable à Paris.

### « Activisme démocratique »

C'est là un signe que la position française actuelle tendant à ne pas trop brusquer l'évolution politique des gouvernements africains tout en la favorisant en douceur - le président Diouf du Sénégal devait

se rendre vendredi à Kinshasa - a pris le pas sur un certain « activisme démocratique » du Canada et du Québec. Toutefois, la Déclaration de Chaillot donne aux militants des droits de la personne une large satisfaction d'ordre moral. (voir extraits ci-contre).

Pour le francophone de la rue, en Afrique, Chaillot comptera surtout en raison de la décision enfin prise d'étendre au continent noir - une heure par jour dès 1992 - la chaîne internationale d'expression française TV 5 déjà captée en Europe occidentale, en Amérique du Nord et aux Caraïbes.

Afin de financer cette réalisation audiovisuelle et divers autres projets éducatifs et universitaires offerts au Sud par les « quatre Grands de la francophonie » - France, Canada-Québec, Communauté française de Belgique (Wallonie-Bruxelles) et Suisse - Paris a lui seul augmenté en 1992 sa dotation pour la francophonie d'environ 45 millions de francs, portant ainsi sa contribution totale à 210 millions de francs par an.

Cependant, un ensemble humain fondé sur une relation souvent affective avec une langue ne saurait se nourrir que de lignes budgétaires. M. Mitterrand l'a compris, qui s'est engagé personnellement à faire à l'avenir du sort du français dans la vie internationale un « souci majeur ». Préoccupation de nature à rasséréner ceux qui, ces dernières années, s'étonnaient de la relative passivité de la France face à l'uniformisation culturelle de la planète sur le modèle des États-Unis.

J.-P. P.-H.

### La déclaration finale

Les représentants des quelque cinquante pays ou entités qui ont participé au quatrième sommet des pays « ayant en commun l'usage du français », du 19 au 21 novembre au palais de Chaillot à Paris ont adopté, à l'issue de leurs travaux, une déclaration, dont voici les principaux extraits :

« Nous chefs d'État, de gouvernement et de délégation des pays ayant en commun l'usage du français, (...) Nous félicitons des progrès de la démocratie constatés dans le monde entier, saluons tout particulièrement la contribution déterminante des peuples à cette évolution, et sommes convaincus qu'il appartient à chaque peuple de déterminer les voies les plus appropriées à l'affermissement de ses institutions démocratiques. »

Réitérons notre foi dans les valeurs démocratiques fondées sur le respect des droits de la personne, des minorités et des libertés fondamentales. « (...) Nous engageons à l'avènement d'un véritable partenariat économique fondé sur l'établissement d'un dialogue renouvelé entre nos pays. (...) »

« (...) Nous engageons à l'avènement d'un véritable partenariat économique fondé sur l'établissement d'un dialogue renouvelé entre nos pays. (...) »

« (...) Nous engageons à l'avènement d'un véritable partenariat économique fondé sur l'établissement d'un dialogue renouvelé entre nos pays. (...) »

« (...) Nous engageons à l'avènement d'un véritable partenariat économique fondé sur l'établissement d'un dialogue renouvelé entre nos pays. (...) »

## Le Canada liera son aide aux progrès de la démocratie

Que les pays africains, francophones ou anglophones, se tiennent pour dit : le Canada liera désormais son aide au développement aux progrès de la démocratie et au respect des droits de l'homme par les pays bénéficiaires. Le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, l'a fait annoncer pour la première fois au sommet du Commonwealth qui s'est tenu le mois dernier à Harare (Zimbabwe), jetant un certain froid parmi l'assistance. Il l'a répété au sommet de la francophonie, où sa décision, a-t-il dit, a été mieux accueillie, y compris « ou selon de certaines délégations africaines, qui encouragent ce type d'initiative de la part des pays occidentaux ».

Le Canada, deuxième fournisseur d'aide aux pays francophones, n'a pas réussi à convaincre la France d'imiter ce geste (« Je n'entends pas observer les pays africains avec une règle à la main pour leur taper des doigts », a dit le président Mitterrand, soucieux de laisser chacun cheminer « à son rythme » vers plus de démocratie, « dès lors que la direction est prise », mais il a été décidé, dans la déclaration finale, « d'encourager le processus de démocratisation » en cours en Afrique. M. Mulroney s'est par ailleurs réjoui que ce sommet, qualifié de « productif », ait permis d'aller « au-delà du simple énoncé de grandes convictions ». Une « unité » des droits de la personne (« les droits

de l'homme » est une expression jugée trop sectaire du Canada) et de la démocratie a été créée. Elle sera chargée de fournir de l'information et des observations à l'occasion de scrutins électoraux et des programmes de formation, ce dernier volet étant pris en charge par le Québec. M. Mulroney, qui a cité en exemple des pays comme le Bénin, le Congo et le Mali dirigés « par de jeunes leaders sérieux » a insisté sur le fait que le Canada « ne se contente pas d'observer les élections démocratiques, accepte des observateurs internationaux et met sur pied des programmes en faveur des droits de la personne, des femmes et des enfants ».

M. J.

## Priorité à l'image

L'annonce par M<sup>me</sup> Catherine Tasca, ministre déléguée à la francophonie, de la création d'Ecrans du Sud (1) lors des Assises francophones de la communication (du 15 au 17 novembre) ne devait pas résoudre à elle seule le déséquilibre des échanges médiatiques entre le Nord et le Sud. Cette mesure gouvernementale augurait pourtant favorablement des suites qu'auraient pu donner les quarante-sept chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français lors du sommet de Chaillot aux autres requêtes de ces Assises, notamment celles des radios et de la presse écrite francophones.

Les décisions prises, comme l'extension, tant attendue, de la chaîne internationale de langue française TV-5 à l'Afrique (le 22 novembre) et la demande d'augmentation de 35 millions de francs du fonds d'aide à la production de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) (le ministère de

la francophonie a déjà répondu en doublant sa participation de 3 à 6 millions de francs), imposent un constat : en francophonie, l'image l'emporte sur le son et l'écrit.

La déclaration du conseiller pour la francophonie auprès du président de la République, M. François-Régis Bastide, lors des Assises à l'arche de la Défense - « Heureux les peuples qui n'ont que la radio et la presse écrite pour médias », - ne semble pas avoir été entendue. Africa n° 1, la première radio commerciale d'Afrique diffusée à Paris sur la bande FM (107,6) à l'occasion du sommet, a pourtant matérialisé la volonté de dialogue Sud-Nord de la radio francophone, mais cette initiative éphémère n'aura pas permis aux professionnels des radios du Sud d'obtenir un fonds d'aide multilatéral similaire à celui consacré par M<sup>me</sup> Tasca à la télévision.

La presse écrite, largement oubliée aussi durant ce sommet, pourrait quant à elle faire appel à la

fondation d'aide créée par l'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française (UIJPF). Financée en particulier par de grandes entreprises et gérée par des professionnels au sein d'une coopérative internationale, elle constitue « un organisme qui devrait permettre de combler les lacunes des aides publiques et de répondre aux attentes de certains organes de presse et notamment de presse écrite », déclare un de ses responsables, Georges Gros.

(1) Ecrans du Sud est une fondation dotée d'une enveloppe de 20 millions de francs pour aider la production audiovisuelle (cinéma et télévision) des pays du Sud.

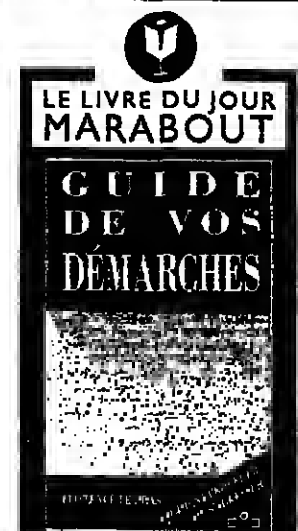
Le groupe Gracchus Babouf revendique deux attentats. Deux explosions d'origine criminelle, qui n'ont pas fait de blessés, se sont produites dans la soirée du mercredi 20 novembre et dans la matinée du jeudi 21 novembre à Paris, a-t-on appris de source policière. Les explosions - la première dans un bureau de poste de la rue Mariotte (17<sup>e</sup> arrondissement) et la seconde dans un local destiné à des réunions d'étudiants américains, rue de Lacroix (14<sup>e</sup>) - ont provoqué d'importants dégâts matériels. Des tracts signés par le groupe gauchiste Gracchus Babouf, énonçant le sommet des pays francophones et l'attitude des pays occidentaux à l'égard de la Libye, ont été retrouvés sur les lieux. (AP.)

## LE MONDE diplomatique

Novembre 1991

- **ÉTATS-UNIS** : L'Amérique de M. Bush ne renonce pas à la puissance militaire, par Richard J. Barnet. - Déficit budgétaire ou déficit social ?, par Jacques Decornay.
- **DÉFENSE** : Washington s'assure la suprématie dans la nouvelle donne stratégique, par Fout-Morie de Lo Gorce. - Un bilan de la politique de défense réaganienne, par Jean Klein.
- **EUROPE DE L'EST** : La Serbie dans le bourbier de la guerre, par Catherine Samary. - L'affrontement yougoslave vu d'Albanie, par Odette Morquet et Christiane Montecot. - Les lenteurs de la reconstitution roumaine, par Jean-Yves Potel. - Le Slovaquie tentée par la séparation, par Joseph Yacoub.
- **URSS** : L'union est morte, vive la communauté économique ?, par Jean Radanyi.
- **MÉDIAS** : La guerre des chaînes d'information, par Yves Eudes.
- **CULTURE** : Retrouver la violente beauté de la symphonie urbaine, par Pierre Armand.

En vente chez votre marchand de journaux - 18 F



## AMÉRIQUES

HARTI

# Le Venezuela s'efforce de favoriser une solution négociée de la crise

Le président Jean-Bertrand Aristide devait rencontrer à Carthagène (Colombie), vendredi 22 novembre, une délégation de parlementaires haïtiens, afin de trouver, sous les auspices de l'Organisation des États américains (OEA) une issue négociée à la crise née du coup d'État du 30 septembre à Port-au-Prince. La solution envisagée, à laquelle travaille notamment le Venezuela, repose sur un gouvernement de coalition, avec l'agrément du Père Aristide et des parlementaires, lesquels réclament en priorité la levée des sanctions internationales.

### CARACAS

de notre envoyé spécial

Le gouvernement vénézuélien est résolu à maintenir toute la pression économique sur les putschistes haïtiens, mais il s'efforce en même temps de persuader le Père Aristide, exilé à Caracas, de ne pas s'enfermer dans la position intransigeante qu'il a adoptée depuis le coup d'État du 30 septembre, dans l'intérêt même du rétablissement de la démocratie en Haïti. « Cette restauration démocratique est une question de principe qui ne souffre pas de discussion, nous a déclaré le président Carlos Andrés Pérez. Point toute l'Amérique latine, c'est vital. Si nous devons perdre cette bataille, qui demanderait faire reculer les militaires tenus par un coup de force dans d'autres pays de l'hémisphère ? Au Suriname, le commandant Des Bouterse a dû céder et accepter des élections générales. Il faut continuer dans cette voie, aujourd'hui que l'Organisation des États américains, si souvent et si justement décriée dans le passé, manifeste un dynamisme et une résolution exemplaires. »

Le gouvernement de Caracas, favorable dans un premier temps à une intervention militaire de l'OEA en Haïti pour faire céder les « tombeurs », du Père Aristide, estime aujourd'hui que l'embargo strictement appliqué peut obtenir les mêmes résultats. « Le Venezuela fournit 100 % de son pétrole à Haïti. Et nous avons fermé le robinet. Les effets devraient être rapides... », explique M. Carlos Andrés Pérez. Encore faut-il que l'embargo soit appliqué. Or, il apparaît que la frontière entre Haïti et la République dominicaine reste largement ouverte, permettant des livraisons plus ou moins clandestines de pétrole aux militaires haïtiens. Ce n'est pas un secret d'État : le gouvernement Balaguer est hostile depuis le début au Père Aristide, considéré à Saint-Domingue comme un « dangereux gauchiste » et un irresponsable. Caracas a très nettement mis en garde le gouverne-

ment dominicain contre le non-respect de l'embargo, laissant entrevoir une suspension des livraisons pétrolières à Saint-Domingue.

M. Pérez multiplie les contacts pour renforcer le consensus international contre les putschistes. Il s'est récemment entretenu par téléphone avec M. Bush à Washington (qui, a-t-il dit, un « comportement exemplaire ») et avec M. Mitterrand. Il a aussi conversé avec M. Ramírez Ocampo, ancien ministre colombien des affaires étrangères et chef de la mission de l'OEA en Haïti. Celui-ci fait preuve d'un optimisme « modéré » après l'accord conclu le 13 novembre à Port-au-Prince avec des parlementaires haïtiens pour la mise au point de la négociation qui devait s'ouvrir vendredi 22 novembre à Carthagène en Colombie, entre le président déposé et une délégation parlementaire haïtienne.

### « Agir avec sagesse »

« La position des forces armées haïtiennes », dit M. Ramírez Ocampo, reste peu claire et préoccupante. Les militaires haïtiens sont divisés et l'état-major lui-même est incapable de donner des garanties sérieuses. La majorité des membres de la mission de l'OEA ne serait plus favorable à un retour « immédiat » du Père Aristide et souhaitent agir avec « sagesse » et tenter de répondre aux « accusations de violation des droits de l'homme formulées par les adversaires du gouvernement Aristide à son encontre ».

On déplore à l'OEA comme à Caracas l'attitude qualifiée « d'intransigeante et butée » du Père Aristide. Ce dernier estime qu'il est « le président constitutionnellement élu d'Haïti » et qu'il a donc « tous les droits de promotion et de nomination ». On ajoute dans les milieux dirigeants de Caracas : « Haïti, qui a été dépossédé ». On pense aussi qu'il a manqué de « sens politique » pendant ses sept mois de pouvoir, qu'il n'a pas cherché à rencontrer les chefs de file modérés de l'opposition, et qu'il a effrayé « la bourgeoisie multiraciale, les commerçants, les hommes d'affaires et les possesseurs en multipliant les appels enflammés à ses partisans ». Deux jours avant le coup d'État, le Père Aristide déclarait publiquement que « le temps était venu pour les riches de partager avec les pauvres ou d'affronter leur colère ».

Seul un contrôle militaire impitoyable empêche les partisans exaspérés du Père Aristide de descendre dans la rue, estime le président vénézuélien. A Caracas, l'ancien curé salésien bénéficie en tout cas d'un traitement de chef d'État et sa protection est assurée par une impressionnante escorte militaire.

MARCEL NIEDERGANG

## Des dizaines de « boat people » ont disparu dans un naufrage

Un navire transportant clandestinement quelque deux cents réfugiés haïtiens vers les États-Unis a fait naufrage jeudi 21 novembre au large des côtes orientales de Cuba. Selon le dernier bilan, vingt-neuf personnes sont mortes et cent douze sont portées disparues. Les garde-côtes de La Havane ont récupéré soixante naufragés. Le navire, un voilier, n'était pas à même d'affronter les très fortes vagues soulevées dans la passe entre les deux îles.

L'imposition d'un embargo à l'encontre de Port-au-Prince, après le coup d'État du 30 septembre contre le président Aristide, a accéléré l'émigration clandestine de Haïtiens réduits à la misère. En novembre, les garde-côtes américains ont intercepté 1575 de ces « boat people ».

Par ailleurs, une vingtaine de jeunes partisans du président Aristide occupent depuis mercredi 20 novembre le consul canadien à Port-au-Prince et scandent par les fenêtres des slogans hostiles au général Cédras, auteur du coup d'État. (AFP, AP, Reuters.)

Le Monde  
RADIO TELEVISION  
COMMUNICATION

THE NAVY IS  
La presse américaine :  
STILL PLANNING  
Armée surpuissante cherche  
TO FIGHT  
ennemi sérieux pour conflit durable.  
WORLD WAR III.  
Cette semaine, en français, dans  
Courrier International.

Si vous ne le lisez pas dans COURRIER INTERNATIONAL, vous ne le lirez jamais.



## PROCHE-ORIENT

ISRAËL : à l'issue de trois jours de travaux

### Le congrès du Parti travailliste a renvoyé dos à dos « colombes » et « faucons »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Les « colombes » ont vaincu, les « faucons » aussi, mais c'est la victoire du travailleur au complet qui risque de tout perdre aux prochaines élections. » Pour être schématisé, ce commentaire sur le cinquième congrès travailliste israélien n'est pas tout à fait exact. Au fil des trois jours de ses travaux, le parti, dont l'image auprès du public s'est nettement améliorée ces dernières années, est souvent apparu ambigu et parfois confus. A preuve, le vote de cette résolution « révolutionnaire », jeudi 21 novembre au soir, en faveur d'une meilleure séparation entre religion et État en Israël.

Approuvée par 390 députés contre 302, alors que le congrès comprenait en principe près de trois mille votants et que la plupart d'entre eux étaient sortis de la salle, la texte, présenté par un célèbre « colombe », M. Avraham Burg, soulevait les représentations « des institutions religieuses d'abuser des valeurs de la démocratie » pour soutenir chaque année le maximum de fonds publics en faveur de leurs établissements. Au total, la résolution aliène définitivement les électeurs pratiquants et interdit de facto toute possibilité d'alliance politi-

que entre les travaillistes et les partis religieux. C'est pourquoi la direction du parti, qui s'est déclarée surprise par ce texte, a décidé de le faire abroger aussitôt que possible.

Ancien chef du gouvernement et président d'un parti qui a perdu l'exclusivité du pouvoir il y a quatre ans, M. Shimon Pérès, soixante-huit ans, était particulièrement fier de l'incident. D'autant plus qu'il était finalement parvenu à sauvegarder l'unité de son organisation en convainquant une majorité des députés d'oublier tous les amendements que les uns et les autres avaient déposés, pour se rallier autour d'une série de compromis préparés par les apparatchiks du parti. Le vieux mouvement de Ben Gourion, que les sondages créditaient aujourd'hui d'à peine un quart des intentions de vote — 22 % selon certaines enquêtes — se remet mal en équilibre, de voir ses idées, ce maître de paix avec les voisins arabes de l'État juif appliquées avec plus ou moins de bonheur par le gouvernement rival du Likoud.

Ainsi les travaillistes se réjouissent de « l'ouverture des négociations à Madrid », peut-on lire dans le document politique approuvé, « et ils y voient la preuve qu'ils ont choisi la bonne voie ». Malgré consolation, la difficulté de se démarquer du Likoud de M. Shamir sans verser

dans un radicalisme qui risquerait d'effrayer les électeurs n'en est que plus grande, et le caractère assez mal tranché des résolutions adoptées à propos des Palestiniens ou de la Syrie est là pour le démontrer. Les travaillistes s'affirment ainsi en faveur de l'abrogation de la loi qui interdit, sous peine de prison, « les contacts avec les organisations terroristes », dont l'OLP, mais aussi bien M. Pérès que son éternel rival dans le parti, M. Itzhak Rabin, se sont déclarés fermement opposés à un dialogue officiel avec l'organisation de M. Yasser Arafat.

« Seuls les écrits comptent », disent les « colombes », et c'est vrai qu'aucun article de la plateforme du Labour n'interdit plus explicitement les contacts avec la centrale palestinienne. « C'est la première fois », et c'est un énorme progrès, se félicitait ainsi M. Uzi Baram, un « colombe » de la Knesset. « Il y a même un passage, ajoutait-il, qui prévoit qu'une « représentation palestinienne », sans plus de précision, pourra être autorisée à négocier avec Israël, des lors qu'elle aura rejeté le terrorisme, reconnu Israël et accepté les résolutions 242 et 338 des Nations unies. » Trois mesures que l'OLP, justement, affirme avoir déjà intégrées à son programme...

Bref, les travaillistes apparaissent désormais moins figés

que le Likoud quant à l'identité de ceux avec qui ils sont prêts à traiter de la paix. Mais quelle paix et à quel prix ? Là-dessus, les résolutions sont moins nettes. Dans le même temps les députés ont bien voulu reconnaître « les droits nationaux » des Palestiniens, tout en leur refusant « le droit à l'autodétermination » qui était proposé, tel quel, par les « colombes ».

Le Labour s'est prononcé pour la suspension de la colonisation juive des territoires occupés « pendant une année », à l'exception « de Jérusalem et de la vallée du Jourdain », et cela, au moins, est clair. En revanche, les auteurs de la plateforme ont cherché à concilier les positions les plus opposées en ce qui concerne le sort du Golan, ce plateau nuagère syrien, occupé par Israël depuis 1967 et annexé depuis dix ans. « Pour le renforcement » des implantations juives existantes sur ce territoire, pour « la poursuite de la présence et du contrôle civil et militaire d'Israël » sur le plateau, le parti se prononce également en faveur de compromis territoriaux dans cette région « de haute importance pour la sécurité de l'État ». Sur ce point, même le très « faucon » Rabin a surpris tout le monde en se déclarant favorable à l'abandon « de kilomètres » de territoire, y compris sur le Golan, en échange de la paix.

PATRICE CLAUDE

Les suites de l'attentat contre le DC-10 d'UTA

### M. Mitterrand réaffirme sa volonté de « ne pas laisser impuni l'assassinat de nos compatriotes »

Le président François Mitterrand a réaffirmé jeudi 21 novembre que son « gouvernement n'a profondément à cœur de ne pas laisser impuni l'assassinat de nos compatriotes » tués dans l'attentat en Afrique contre l'avion d'UTA, pour lequel la justice française a mis en cause des agents libyens.

Intervenant lors de la conférence de presse du sommet francophone de Chailot, M. Mitterrand a en outre rappelé ce qu'il avait affirmé vendredi à Bonn, à savoir qu'il y aurait du nouveau d'ici à lundi dans l'attitude des Occidentaux envers la Libye. « Il semble qu'il faille un peu plus de temps pour arriver à une réaction, a-t-il relevé. Entre-temps, la politique entre Jérusalem et Washington se poursuit. Les États-Unis ont mis jeudi Israël au défi d'apporter la preuve d'un rôle de la Syrie dans l'attentat contre un Boeing de la PanAm au-dessus de la ville écossaise de Lockerbie en 1988. Un responsable israélien avait déclaré que les services de renseignement de Jérusalem restaient convaincus qu'un groupe palestinien basé en Syrie était responsable de l'attentat, qui avait fait 270 morts (le Monde du 22 novembre).

Réagissant aux informations publiées à ce propos par le New York Times, M. Margaret Tutwiler, porte-parole du département d'État,

a déclaré : « Si cette personne (le responsable israélien) a des preuves, qu'elle les produise. » Il serait « injuste que ce responsable anonyme affirme cela alors que le gouvernement israélien (...) a été très précieusement informé par notre gouvernement de toutes les preuves dont nous disposons », a-t-elle ajouté.

D'autre part, les États-Unis ont subtilement ironiquement « bonne chance » au chef d'une faction palestinienne qui prétend les poursuivre en justice pour diffamation parce qu'il a été soupçonné d'être responsable de l'attentat de Lockerbie. Les enquêteurs américains et britanniques avaient très tôt soupçonné le Front populaire pour la libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG) de M. Ahmed Jibril. Finalement, seule la Libye a été officiellement mise en cause la semaine dernière.

M. Jibril a affirmé jeudi qu'il allait poursuivre en justice les États-Unis en son nom personnel et au nom de son organisation pour diffamation. « Pendant trois ans, les Américains nous ont accusés de cet attentat et à travers nous la Syrie. Maintenant, ils colent l'accusation à la Libye, demain ce sera peut-être l'Irak. Ce sera changer de victime comme de cheville », a-t-il affirmé dans une conférence de presse à Beyrouth. — (AFP, AP.)

LIBYE : les félicitations de Tripoli à M. Chevardnadze

### Les paradoxes du colonel Kadhafi

Le colonel Kadhafi avait été l'un des rares chefs d'État à féliciter M. Guennadi Ianaev, le principal responsable du coup d'État du 19 août contre M. Gorbatchev, pour son « acte héroïque et courageux ». Même après l'échec du putsch, le « guide de la révolution » avait profité de toutes les occasions pour dénoncer le dirigeant soviétique responsable selon lui de la liquidation du « socialisme » en URSS et du démantèlement de l'URSS. M. Gorbatchev lui avait d'ailleurs, après son retour au pouvoir, répliqué sur le ton badin, en affirmant qu'il avait reçu des messages de soutien des « dirigeants du monde entier à l'exception de Saddam Hussein, de Kadhafi et de Rubik », le premier secrétaire du PC letton, violemment opposé à la perestroïka.

Les relations entre Moscou et Tripoli, jadis au beau fixe, s'étaient détériorées bien avant le coup d'État du 19 août, le colonel Kadhafi voyant d'un mauvais œil le rapprochement graduel de la politique étrangère de Moscou, dont l'un des principaux artisans a été M. Edouard Chevardnadze, de cette suivie par les Occidentaux en général et les États-Unis en particulier. Le « guide » de la Jamahiriya a toujours été contre les « compromissions » de

Moscou concernant le problème palestinien, et n'a pas du tout apprécié la décision de l'URSS de « permettre aux juifs soviétiques d'émigrer en Israël ».

Dans ce contexte, les félicitations qu'il vient d'adresser à M. Chevardnadze, par l'intermédiaire du chef de la diplomatie libyenne, M. Ibrahim El Béchati, pour son retour à la tête du ministère égyptien des affaires étrangères, constituent un nouveau tournant dans la politique de l'impénétrable colonel.

Ce dernier aime les paradoxes. Fin septembre, alors que partout en URSS et dans les pays de l'Est on déboulonnait les statues des dirigeants historiques, les Libyens décidaient d'honorer Lénine, Staline, Krouchtchev et Brejnev. « Ces grands révolutionnaires qui ont contribué à changer le monde et ont été les amis et les partisans du monde arabe », en leur accordant au cours d'une cérémonie publique organisée à l'occasion de la Journée de la loyauté, la médaille de la Grande Révolution libyenne. Une façon comme une autre d'affirmer, une fois de plus, que M. Gorbatchev et ses amis ont trahi la cause de l'amitié avec les pays arabes et ont contribué à la régression de l'URSS. — J. G.

JORDANIE

### Le nouveau gouvernement ne comporte pas de grands changements

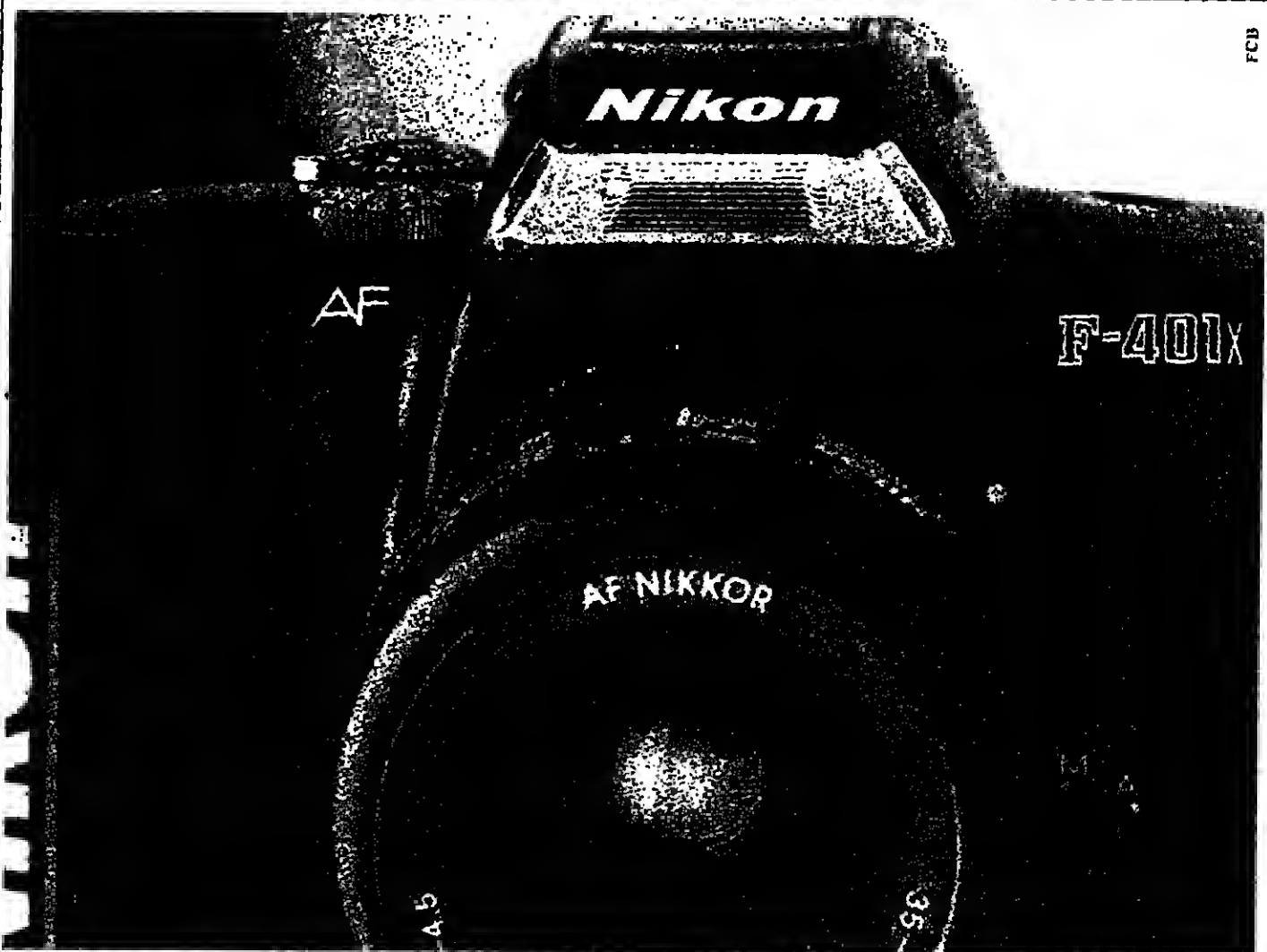
Le nouveau premier ministre jordanien, le maréchal Zeid Ben Chaker, a formé jeudi 21 novembre un gouvernement de vingt-neuf ministres ne comportant pas d'importants changements. M. Ben Chaker avait été officiellement nommé à la suite de l'acceptation par le roi Hussein de la démission du premier ministre sortant, M. Taher Masi.

M. Ali Suheimat, qui occupait déjà le même poste dans le gouvernement sortant, et M. Dhoulou Hindaoui, chef du bloc destourien au Parlement, qui avait signé la motion de défiance ayant entraîné la démission de M. Masi, sont tous deux vice-premiers ministres. Le gouvernement de M. Ben Chaker comprend aussi quatorze ministres du cabinet sortant. Dix députés en font partie. Les titulaires des postes des affaires étrangères, de l'intérieur, de l'information et des finances demeurent inchangés. Les Frères musulmans

ne participent pas au nouveau gouvernement, comme c'était le cas pour celui de M. Masi. Toutefois un député islamiste indépendant, M. Atif Btoush, est chargé du ministère des affaires parlementaires.

Par ailleurs le ministre de la culture, M. Khaled Karaki, a été nommé par décret royal conseiller politique du roi en remplacement de M. Adnan Abou Audh, qui devient chef du cabinet royal à la place de M. Ben Chaker.

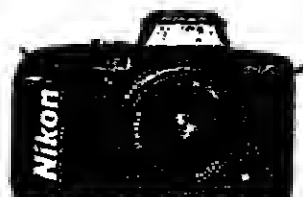
Dans un message publié à l'occasion de la formation du gouvernement, le roi Hussein a souligné que la « tâche la plus importante de ce gouvernement dans l'étape actuelle est la poursuite de la participation au processus de paix ». Le souverain a appelé à « la mobilisation de tous les efforts et énergies en vue d'assurer le succès de ce processus qui n'est qu'à son début. » — (AFP.)



Nouveau Nikon F-401x.

Quand on s'y connaît en photo on choisit un Nikon, quand on n'y connaît rien aussi, d'ailleurs.

Ceux qui s'y connaissent en photo seront heureux d'apprendre que le nouveau Nikon F-401x a intégré les technologies qui ont fait le succès des boîtiers professionnels Nikon. La mesure matricielle, par exemple, analyse la lumière et le contraste de l'image, et détermine la meilleure exposition selon 25 programmes établis à partir de l'observation de 100 000 cas de photos. Ceux qui n'y connaissent rien seront encore plus heureux d'apprendre que tout cela se pose en une fraction de seconde dans l'ordinateur du F-401x, simplement en effleurant le déclencheur. Ils pourront dès lors se consacrer entièrement à la composition de leur image, sans se soucier de la technique. Prix indicatif sans objectif, moins de 2900 F.



Nikon

Documentation complète disponible en brochure « Nikon Focus », A. 191, rue du Marché Reilly 95004 Champerleux-Meyre Cedex

هذا هو المثل

كندا في احوال

## EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : avant le sommet de Maastricht

### M. John Major a obtenu un large soutien parlementaire sur l'Europe

LONDRES

de notre correspondant

Les partenaires européens de la Grande-Bretagne retiendront du débat sur l'Europe qui s'est déroulé aux Communes, que le premier ministre dispose d'un large soutien parlementaire pour négocier lors du sommet des chefs d'Etat de la CEE le 9 décembre à Maastricht. Tel était d'ailleurs le but de M. John Major en organisant ce débat. Les résultats du vote qui est intervenu, jeudi soir 21 novembre, sont sans ambiguïté : la motion gouvernementale qui affirme la volonté de placer la Grande-Bretagne « au cœur de l'Europe » a été adoptée par 351 voix contre 250. Comme prévu, il ne s'est trouvé qu'une quinzaine de parlementaires conservateurs pour manifester leur défiance. Neuf d'entre eux se sont abstenus, dont M. Norman Tebbit, chef de file des « euro-sceptiques », et six autres ont voté contre le gouverne-

ment. Le Labour a lui aussi affiché ses divisions internes : vingt parlementaires se sont abstenus sur le texte présenté par le chef de l'opposition, M. Neil Kinnock.

M. Major s'est félicité d'un vote de confiance pour le gouvernement dans la conduite des négociations. Ce débat a, d'autre part, montré pour la première fois, que M. Major ne craignait pas de s'opposer directement à son prédécesseur, M. Thatcher qui, mercredi, avait demandé l'organisation d'un référendum sur la question de la monnaie unique. Alors que le 10 Downing Street affichait une attitude conciliante mercredi soir, M. Major a dissipé toute ambiguïté le lendemain : il n'y aura pas de référendum avant ou après Maastricht. Mais un affrontement ultérieur entre M. Thatcher et son successeur est d'autant plus probable que le gouvernement britannique est prêt à faire des concessions pour obtenir un accord à Maastricht.

LAURENT ZECCHINI

■ TCHÉCOSLOVAQUIE : manifestations de soutien à M. Vaclav Havel. - Environ 40 000 personnes se sont rassemblées, jeudi 21 novembre, sur la place Venceslas de Prague, pour manifester leur soutien au président Vaclav Havel au maintien de l'Etat tchécoslovaque. S'adressant à la foule, le chef de l'Etat a annoncé que le Parlement discuterait dès sa session de décembre de la possibilité de recourir à un référendum sur l'avenir de la Fédération si 20 % des électeurs, au moins, en font la demande dans l'une des deux

Républiques, tchèque et slovaque. - (AFP.)

■ BULGARIE : rétablissement de l'enseignement en russe. - Le gouvernement bulgare a décidé par décret, jeudi 21 novembre, d'autoriser l'enseignement de la langue turque dans les écoles à partir de février prochain, indique l'agence BTA. Les élèves de la minorité turque, forte de neuf cent mille personnes, boycottaient les classes depuis le début de l'année scolaire pour revendiquer le rétablissement de l'enseignement dans leur langue, interrompu depuis six ans. - (AFP.)

YUGOSLAVIE : dans le but de prévenir une nouvelle bataille

### M. Bernard Kouchner demande à une série de personnalités de venir à Dubrovnik

DUBROVNIK

Alors que Dubrovnik craint que le départ des observateurs étrangers ne soit le signal d'une entrée de l'armée fédérale dans la ville, M. Bernard Kouchner a appelé, vendredi 22 novembre, des personnalités comme les anciens présidents Jimmy Carter ou Valéry Giscard d'Estaing à venir sur place pour éviter une nouvelle bataille.

DUBROVNIK

de notre envoyé spécial

Du temps de la Yougoslavie - il y a un siècle ! -, Mokovice, avec ses seize mille habitants, était considéré comme un des faubourgs « cibles » de Dubrovnik : « Ces immeubles, ils étaient les plus chers de tout le pays », dit un étudiant avec un mélange de fierté et de dépit. Car aujourd'hui, Mokovice n'est plus qu'une cité « entre parenthèses ». Quatorze mille de ses habitants l'ont fuie et la plupart de ceux qui sont restés n'ont qu'un désir : partir. N'importe où, pour ne plus vivre dans l'angoisse d'une guerre absurde.

« Je croyais que je ne pourrais jamais quitter ma maison ; maintenant je vais le faire dès que possible », affirme G. La peur s'est installée et elle ne veut pas que son nom soit cité. « Sinon, ils pourraient me retrouver », explique-t-elle en montrant du doigt les hommes de l'armée fédérale qui a totalement occupé la ville, mardi 19 novembre, après l'avoir étran-

glée pendant des semaines. Ce jeudi, les militaires mènent des opérations « humanitaires » devant la télévision yougoslave, arrivée ici comme par enchantement. Distribution d'eau - coupée depuis des semaines - et de marchandises introuvables depuis cinq jours. Mais croient-ils vraiment, ces trois jeunes réservistes fédéraux, qu'ils sont là, comme on le leur dit depuis le début du conflit, pour protéger les habitants de Mokovice contre les oustachias croates ? Impossible en tout cas de les faire changer un tant soit peu d'avis. « Avant, nous étions amis ; maintenant, depuis que les oustachias sécessionnistes sont au pouvoir en Croatie, c'est la guerre », est-il dit, ajoutent-ils, sans le moindre serbe, sans aucun que deviendrait la Croatie et la Slovénie ?

Soldats

énervés

Les habitants de Mokovice, ceux qui restent, écoutent ces dialogues en hochant la tête. Certains d'entre eux commencent à parler avec les « fédéraux » : après tout, ils utilisent la même langue. Mais sans grand succès. Et pourtant ce jour-là, ce sont les plus présentes - présence des journalistes étrangers oblige ! - des troupes fédérales qui sont là. Des commandos montagnards, par exemple, se sont volatilisés. Les Monténégriens, les plus pauvres de la « fédération », qui insistent sur Dubrovnik-la-vieille, et surtout Dubrovnik-la-Riehe, depuis si longtemps !

Pour la deuxième journée consécutive, M. Bernard Kouchner a tenté jeudi de mettre d'accord les différentes parties concernées sur un compromis minimum. Sous un abri de fortune, le ministre français a réuni autour de lui les responsables de l'armée fédérale, de la Croix-Rouge et les représentants de Mokovice et de Dubrovnik. L'objectif est de créer entre les deux villes un couloir humanitaire pour ceux qui veulent partir. Depuis deux semaines, quatre navires ont déjà convoyé des réfugiés ; le quatrième, le bateau-hôpital français la *Rance*, devait quitter le port vendredi matin, avec plus de deux cents réfugiés à bord.

Si M. Bernard Kouchner a pu obtenir des responsables de l'armée fédérale qu'un autocar puisse faire quotidiennement un ou deux allers-retours entre Mokovice et Dubrovnik, les négociations restent toujours en revanche sur l'objectif essentiel, à savoir la démilitarisation de Dubrovnik. Alors que les discussions battaient son plein, les troupes fédérales gagnaient encore du terrain sur le front menant à Dubrovnik, ce qui les mettait à moins de deux kilomètres des portes de la cité. Combattus par des miliciens croates cachés dans les collines, les fédéraux ont perdu un homme dans l'affrontement. Faisant apparemment contre mauvaise fortune bon cœur, les responsables de l'armée demandèrent à leurs troupes de revenir sur leurs anciennes positions. Des troupes considérablement énervées par les quelques

centaines de mètres gagnés puis perdus et par la mort d'un des leurs. Mauvais augure : les militaires ont fait savoir qu'ils ne participeraient pas vendredi matin, comme prévu, à la poursuite des négociations.

Apparemment, les responsables fédéraux semblent avoir de plus en plus de mal à contenir certaines de leurs troupes qui n'ont qu'une envie : descendre sur Dubrovnik et en découdre. Les habitants, qui savent que les militaires les encerclent totalement, craignent que la prise de Dubrovnik ne commence dès que les quelques observateurs étrangers auront quitté la ville. Dans ces conditions, la mission de M. Kouchner aura en au moins un mérite : démentir que tous les efforts ont été faits pour tenter d'éviter le pire, c'est-à-dire que Dubrovnik ne soit un second Vukovar. Dans cette perspective, le secrétaire d'Etat a lancé vendredi matin un appel solennel pour qu'un certain nombre de personnalités, comme les anciens présidents Jimmy Carter ou Valéry Giscard d'Estaing, le président de l'UNESCO ou M. Jean d'Ormesson, se rendent à Dubrovnik pour transformer cette ville en une « cité internationale ». Il en appelle aussi à M. Perez de Cuellar pour qu'il intervienne en ce sens. Un bateau de l'UNICEF pourrait accueillir différentes personnalités regroupées à Paris pour les amener à Dubrovnik.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Le Monde



ENTREPRISES, MÉDIAS : des liaisons dangereuses ?  
4<sup>e</sup> séminaire Sciences-Po - Le Monde

mardi 26 novembre 1991

MATIN

Présidence : René RÉMOND

9 h

Ouverture du séminaire :  
Alain LANCELOT

9 h 15

LA COMMUNICATION  
DANS L'ENTREPRISE :  
AVEC OU SANS LES MÉDIAS ?  
Séance introduite par Elie COHEN

\* Des stratégies de communication  
contrastées :  
Christian BLANC  
Pierre DELAPORTE  
Jean DROMER  
Jean-Louis MISSIKA  
Animateur : Manuel LUCBERT

11 h

LE RECOURS AUX MÉDIAS :  
DU NARCISSISME  
À LA DOMESTICATION ?  
Séance introduite  
par Patrice ALLAIN-DUPRÉ

\* De l'usage de la presse  
par les entreprises :  
Alain MINC  
Nina MITZ  
Patrice KREIS  
Animateur : Michel COLONNA D'ISTRIA

12 h 45

Déjeuner

APRÈS-MIDI

Présidence : Jacques LESOURNE

14 h 15

LES MÉDIAS  
FACE AUX ENTREPRISES :  
UNE INFORMATION  
SOUS INFLUENCE ?  
Séance introduite par Bruno FRAPPAT

\* L'opinion des journalistes :  
E.S. BROWNING  
Emmanuel de LA TAILLE  
Didier POURQUERY  
Federico RAMPINI  
Philippe RIES  
Animateur : Roland CAYROL

16 h

SITUATIONS DE CRISE :  
LES MÉDIAS,  
INSTRUMENTS DE GUERRE ?  
Séance introduite par Yves MAMOU

\* L'information, nouvel enjeu  
dans les crises :  
Jean-Bernard PINATEL  
Pierre-Yves TANGUY  
Marc VIENOT  
Patrick ZELNIK  
Animateur : Alain FAUJAS

17 h 45

CONCLUSION DU SÉMINAIRE :  
Jacques LESOURNE

Ce séminaire se déroulera à l'hôtel NIKKO - 75015 PARIS  
Programme détaillé et inscriptions : Institut d'Études Politiques de Paris - Service formation continue  
215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris - Tél. : 45-49-11-76 - 45-49-51-94

## Les fantômes de Vukovar

Suite de la première page

Des carcasses de voitures calcinées, des clochers d'églises démolies... Ce sont les images de désolation d'une ville mixte où vivaient des Serbes, des Croates et une vingtaine de minorités ethniques.

Depuis lundi 18 novembre, jour de la reddition des forces croates, quelque dix mille civils ont passé dans les rues de la ville, dans les abris ou les caves de leur maison ont été évacués par l'armée fédérale. Jeudi, les derniers résidents de l'enfer qu'étaient Vukovar. Dans les rues, il ne restait plus que des hommes en uniforme, le fusil à l'épaule, des soldats fédéraux, mais surtout des Serbes de Vukovar chargés, sous le commandement de l'armée yougoslave, d'assurer le contrôle de la ville, car le gros des troupes qui avaient participé à la bataille de Vukovar était déjà parti avec les chars sur un autre front un peu plus à l'ouest, sans doute vers Vinkovci et Osijek.

En plein cœur de la ville, au milieu des ruines : l'hôpital. Le bâtiment est endommagé mais tient toujours debout. Déménagé dans les sous-sols, l'équipement médical a été sauvé. La salle d'opération est restée fonctionnelle jusqu'en lundi. Lundi 18 novembre, il y avait encore quatre cents blessés. En trois jours à peine, l'armée fédérale les a transportés vers des hôpitaux de Serbie. Jeudi, il restait encore vingt-deux blessés, civils pour la plupart. Serbes et Croates, entassés dans une salle sans électricité. Douze devaient être évacués dans l'après-midi, les dix autres ont demandé à rester à Vukovar.

Dans la cour de l'hôpital, sur des brancards, des cadavres. De l'autre côté de la rue, dans la cour d'une maison... d'autres cadavres, la plupart numérotés, gisent à même le sol. Près de soixante-dix corps, qui n'avaient pas encore été enterrés et qui provenaient, à en juger par les inscriptions, de l'hôpital. Certains étaient visiblement mutilés par les explosions ou la torture... Selon les spécialistes, seule une autopsie permettrait de le savoir.

Il était bien difficile de s'orienter dans ces ruines qui sombraient, jeudi, dans le brouillard. Au bord du Danube, on reconnaissait pourtant l'Hôtel Danub, une construction moderne perchée sur tous ses flancs. Le parvis de l'hôtel est défoncé. La vaste terrasse qui surplombait le Danube qui sépare la Croatie de la Serbie a été littéralement démolie par les bombardements. La grande salle fréquentée cet été par la garde nationale croate servait désormais de cantine aux officiers fédéraux.

A environ 2 kilomètres de la ville : la caserne fédérale, qui avait été encerclée et bloquée fin septembre par les forces croates. Le blocus

avait duré vingt-trois jours. Ensuite, elle était devenue la base de commandement de toutes les forces fédérales qui ont participé à la libération de Vukovar. Dans un des bâtiments aux vitres cassées, « les héros de la bataille de Vukovar » - en l'occurrence l'armée, les réservistes et les volontaires serbes, avaient organisé, jeudi, un briefing pour la presse.

Pour eux, la bataille de Vukovar est « le symbole de la lutte la plus acharnée contre le fascisme ». Les fédéraux affirment qu'ils se battent en Croatie contre le fascisme et contre la politique du fait accompli des autorités sécessionnistes de Zagreb. Par ailleurs, ils accusent l'adversaire d'avoir commis un véritable génocide contre le peuple serbe de Vukovar et appelle les journalistes étrangers à transmettre la vérité sur les massacres de civils serbes dans cette ville martyre.

La preuve de ces atrocités serait, notamment, selon l'armée fédérale, les cadavres qui gisent en face de l'hôpital. Mais comment savoir, avant d'avoir procédé à une identification rigoureuse des victimes, s'il s'agit de Serbes ou de Croates ? Les autorités de Zagreb n'accusent-elles pas les forces irrégulières serbes des mêmes atrocités ? Sans doute faudrait-il attendre que les passions s'apaisent pour connaître la vérité sur la bataille de Vukovar.

FLORENCE HARTMANN

URSS

Un hélicoptère transportant des médiateurs abattu dans le Haut-Karabakh

Vingt et une personnes - dont un vice-premier ministre arménien, un vice-ministre du Kazakhstan, des députés de Russie, deux généraux soviétiques et deux journalistes soviétiques - ont trouvé la mort, mercredi 20 novembre, leur hélicoptère s'étant écrasé dans le Haut-Karabakh, où ils se rendaient dans le cadre de la mission de paix lancée en septembre par les présidents russe, M. Eltsine et kazakh, M. Nazarbaïev. L'appareil a été mitraillé, a déclaré jeudi un responsable du parquet d'Azerbaïdjan. - (AFP.)

■ Le président tchécoslovaque a levé la loi martiale. - Le président tchécoslovaque, Václav Havel, a levé, jeudi 21 novembre, la loi martiale qu'il avait décrétée dans la République de la Czequie en réponse à l'état d'urgence proclamé le 8 novembre par le président Eltsine, et renvoyé sa garde nationale dans les casernes, selon Tass. - (AFP.)



## EUROPE

ALLEMAGNE : la visite du président russe

### M. Boris Eltsine se pose en seul représentant sérieux de l'ex-URSS

Le drapeau russe flottait, jeudi 21 novembre, sur la chancellerie allemande, où le président Boris Eltsine est venu proposer une « sainte Alliance » à M. Helmut Kohl. Le dirigeant de toutes les Russies a proposé aux Allemands un marché « conforme aux intérêts des deux pays » : la main de la Russie contre leur aide pour sortir de la crise actuelle.

BONN

de notre correspondant

Les relations entre l'URSS et l'Allemagne, a déclaré M. Eltsine à l'issue de ses entretiens avec les responsables allemands, « ont un potentiel de développement énorme ». Le président russe s'est posé d'emblée en interlocuteur quasi unique issu de l'ancienne Union soviétique. Au cours du dîner que lui offrit le chancelier jeudi au palais Schaumburg, il a souligné que le début de réalisation de son programme de transition vers le marché, créait de bonnes conditions pour l'approfondissement de la coopération dans tous les domaines. Avec la Russie et l'Allemagne, a-t-il dit, nous avons



affaire aujourd'hui « avec deux nouveaux États ». M. Eltsine n'a pas évoqué en public la nouvelle Union en cours d'élaboration entre une partie des Républiques de l'URSS. Il n'a cessé d'insister dans la délégation allemande, de s'affirmer comme le seul interlocuteur sérieux, prêt à prendre si nécessaire en

charge les dettes des Républiques défilantes ou le retrait des troupes soviétiques d'Europe de l'Est. Pris entre son désir d'honorer le héros des journées d'août à Moscou et de ne pas enterrer le président Gorbatchev, Brian avait soigneusement mesuré le protocole. Si l'hymne russe a retenti pour la première fois

à la chancellerie, un seul entretien était prévu avec M. Kohl. Après les discussions, deux déclarations communes ont été signées. L'une prévoyant des « consultations régulières » entre les ministères des affaires étrangères, l'autre jetant d'une manière très générale les bases de la coopération entre les deux pays.

République de la Volga

A la satisfaction de Bonn, la Russie s'y déclare « décidée » à permettre de recréer sur la Volga une « République des Allemands », à la suite de la déclaration faite à la veille de la visite de M. Eltsine, par le ministre des affaires étrangères, Andreï Kozlov, devant prendre en compte la résistance des populations russes locales, un accord définitif n'a pu être signé, comme on l'espérait initialement. Les Russes proposent la création d'un territoire de 6 000 kilomètres carrés pris sur des terrains militaires appartenant assez fortement pollués et des zones peu peuplées de la région. Les Allemands s'y verraient reconnaître le droit de s'y constituer de façon autonome dans le cadre de la Fédération de Russie, à partir de trois cantons où ils sont déjà en majorité.

La déclaration souligne que les traités liant l'Allemagne et l'URSS s'appliqueront, dans les relations entre Bonn et la Russie, en fonction « des nouvelles responsabilités constitutionnelles » de la Russie. Les Allemands ont tenu à y faire figurer un passage affirmant que l'établissement de relations financières entre les deux pays supposait que « la Russie participe de manière active et directe à l'élaboration et à la mise en place d'une structure juridique contraignante pour servir la dette extérieure de l'URSS ». Bonn a promis à la Russie de l'aider à reconstruire son économie, mais, prudemment, le chancelier a souligné devant la presse qu'il ne pouvait agir que de concert avec ses partenaires occidentaux.

Au cours des échanges de toasts, M. Kohl a défendu une forme d'union entre les Républiques de l'URSS. Proposant en exemple les efforts des Européens de l'Ouest pour constituer une union politique, il a souligné à M. Eltsine, aux dirigeants des autres Républiques et de l'Union « mesure et largeur de vue » pour résoudre les changements de structure en cours. Il s'est prononcé pour le maintien et la consolidation « des imbrications existant entre les Républiques, notamment dans les domaines de la sécurité, de l'économie et des infrastructures ».

La susceptibilité du président Eltsine en la matière a éclaté à propos de l'affaire Honecker. Tous ces derniers jours, à la suite des déclarations du ministre russe de la Justice revendiquant la responsabilité de son gouvernement en la matière, la presse allemande spéculait sur une éventuelle expulsion vers l'Allemagne de l'ancien chef de la RDA.

Pressé, par un chancelier Kohl épuisé, à prendre publiquement position, M. Eltsine a fini par concéder que le problème restait du ressort du président Gorbatchev. Non sans aigreur : « Je ne me suis pas occupé de ce problème. Je croyais qu'il revenait de la compétence de M. Gorbatchev. Je lui en ai déjà tellement pris que je ne voulais pas lui en enlever une de plus », a-t-il lancé à la stupéfaction de l'auditoire. Il a affirmé que M. Honecker n'allait pas être « bouffé » s'il était remis à la justice allemande, qu'il était pour cette solution et qu'il s'opposait en tout état de cause à ce qu'il reste sur le territoire de la Russie où il est entré « illégalement ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

HENRI DE BRESSON

BELGIQUE : les élections législatives du 24 novembre

### La classe politique prédit de longues négociations sur la formation de la future coalition

La campagne en vue des élections législatives, dimanche 24 novembre en Belgique, a été dominée par les sempiternelles querelles communautaires. De l'avis général, les négociations sur la formation du futur gouvernement de coalition seront particulièrement longues.

BRUXELLES

de notre correspondant

« Ce sera la négociation la plus difficile de l'après-guerre », M. Guy Spitaels affiche ses inquiétudes à propos des lendemains d'élections, quand il s'agira de se mettre d'accord sur un programme de gouvernement de coalition et de se partager les portefeuilles. Il parle en connaissance de cause. Président du PS francophone, il fait partie des « bellarmistes », c'est-à-dire des chefs de formations nationales appelés au palmarès. Après les élections de décembre 1987, la sortie de la crise se fit attendre cinq mois, tant les résultats du scrutin prélaient à de multiples combinaisons.

Il est douteux que le verdict des urnes soit plus clair, dimanche 24 novembre. Au contraire, on s'attend à un éparpillement des voix. Les ultranationalistes devraient progresser dans une Flandre particulièrement divisée; les écologistes pourraient mordre sur le PS en Wallonie, notamment à Liège où la gestion du parti dominant a donné lieu à quelques scandales et à beaucoup de querelles intestines. Deux nouveautés dans cette campagne: la candidature du premier ministre flamand, M. Wilfried Martens, à Bruxelles, en majorité francophone, et le thème de l'immigration enroulé par les libéraux et la formation ultranationaliste, le Vlaams Blok (le Monde des 21 et 22 novembre). Mais, globalement, les partis traditionnels se sont de nouveau com-

plés dans les conflits communautaires.

La plupart des tracts émis dans les boîtes aux lettres tournent autour de la « place » respective des Flamands, des Wallons et des Bruxellois dans la nation, sans trop entrer dans des détails institutionnels, longuement exposés dans la presse, mais rébarbatifs pour les buveurs de gueuze. En gros, il s'agit de poursuivre la « réforme de l'Etat », chantier juridique rouvert en 1988, dans le cadre de la plateforme gouvernementale négociée entre les partis, et visant à transférer une part croissante des compétences nationales aux régions et aux communautés linguistiques. Beaucoup a déjà été fait en août 1988, avec le transfert de l'enseignement aux communautés, et en janvier 1989, avec la création de la « Région de Bruxelles-capitale ». Ces entités, dotées de compétences en matière d'économie, d'aide sociale, de culture, gèrent déjà environ 50 % des anciennes dépenses de l'Etat. Des Wallons voudraient y ajouter la coopération, le commerce extérieur et l'agriculture. Des Flamands répliquent en demandant l'élévation de l'ancien système national de sécurité sociale, ce qui sera un des terrains d'affrontement des prochains mois.

« Ce pays se sépare »

Les deux grands syndicats, chrétiens et socialistes, ont pris position contre le démantèlement de la sécurité sociale. Malgré des tensions internes, ils ont conservé leur structure nationale, contrairement aux partis, et c'est peut-être une des dernières chances du royaume. Libéraux, sociaux-chrétiens, socialistes de Flandre et de Wallonie se disent « de la même famille » mais sont devenus des formations distinctes, voire opposées. La situation est surréaliste au 13, boulevard de l'Empereur à Bruxelles, où socialistes francophones et socialistes fla-

mais se partagent le même immeuble, se croisent dans le même ascenseur mais, au moins au niveau des chefs, ne se parlent presque pas.

« Les communautés francophones et flamandes divergent de plus en plus », affirme M. Spitaels. Jamais les Flamands n'accepteront un premier ministre francophone qui serait autre chose qu'un « intérimaire ». L'affirmation selon laquelle les querelles communautaires sont entretenues artificiellement par les hommes politiques qui ont fait leur fonds de commerce suscite l'ire du leader socialiste. « Les organisations culturelles en Flandre, les ligues des familles qui se chamaillent, les avocats bruxellois qui se divisent en deux barreaux distincts, est-ce l'œuvre des hommes politiques? La réalité est que ce pays, que j'ai vu diverger pendant vingt ans, se sépare ».

Les sociaux-chrétiens et surtout les libéraux ont des vues un peu moins tranchées. Les milieux économiques aussi. Dans les grandes entreprises, la cohabitation communautaire est présentée comme ne posant pas poser de problèmes graves. Les patrons ont intérêt, il est vrai, à apaiser les passions et à utiliser la méthode Coué, ne serait-ce que pour conserver un marché national déjà érodé. Chez les intellectuels, les doutes sont beaucoup plus fréquents quant à la pérennité du « fédéralisme d'union » prôné par M. Martens. Sans être spécialement monarchistes, certains prétendent que l'heure de vérité viendra après le décès ou le retrait du roi Baudouin. Toutes ces graves questions ne laissent pas les Belges indifférents, loin de là. Mais elles ne trouvent pas toujours leur traduction dans la logomachie politicienne. Ici, le vote est obligatoire. Sage précaution pour les professionnels, car, selon un sondage récent, sans elle, plus de la moitié des inscrits ne se rendraient pas aux urnes.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

## AFRIQUE

DJIBOUTI

### La situation demeure confuse dans le nord du pays

De retour de Djibouti, le directeur des affaires africaines et malgaches du Quai d'Orsay, M. Paul Dijoud, porteur d'une demande d'intervention de l'armée française, « doit faire rapport sur sa mission », a indiqué, jeudi 21 novembre, un porte-parole du ministère des affaires étrangères. « Au vu de ses conclusions, nous examinerons la demande officielle de Djibouti », a-t-il ajouté.

DJIBOUTI

de notre envoyé spécial

« L'armée tient la situation en mains », annonçait la Radio-télévision djiboutienne (RTD), dans la soirée de jeudi, en précisant que les soldats avaient repoussé une offensive rebelle sur Obock, ville du pays afar encerclée depuis plus d'une semaine. Le bilan officiel des combats s'élève à quinze morts parmi les maquisards et à un mort et cinq blessés du côté des forces gouvernementales. Aucune victime civile n'est à déplorer, ajoutait le présentateur en insistant par ailleurs sur

« l'origine étrangère des assaillants » et « les traces de drogue trouvées sur le corps des victimes ».

Les autorités assurent que le reportage diffusé a été tourné sur place l'après-midi même, mais les milieux opposés de la capitale restent perplexes. Ils soupçonnent la télévision d'avoir diffusé des images d'archives qui ne correspondent pas à la réalité. En effet, jeudi, en début d'après-midi, quelques instants avant que les communications téléphoniques ne soient coupées avec Obock, des habitants affirmaient que les rebelles étaient entrés en ville. Alors, pourquoi ce brusque renversement de situation, si la version officielle est exacte?

JEAN HÉLÈNE

■ SÉNÉGAL : le président Diouf a rencontré son homologue mauritanien. Le président Abdou Diouf et le chef de l'Etat Ould Taya, s'entreviennent à Dakar, se sont rencontrés, à Paris, à l'occasion du sommet de la francophonie. Une première entrevue a eu lieu, mercredi 20 novembre, en présence de M. Mitterrand et a été suivie d'un tête-à-tête entre les deux chefs d'Etat. Depuis avril 1989, un conflit territorial oppose Dakar et Nouakchott qui ont alors suspendu leurs relations diplomatiques.

■ NIGÉRIA : le président s'installera le 12 décembre dans la nouvelle capitale. Le gouvernement militaire nigérien a annoncé, mardi 19 novembre, que le président Ibrahim Babangida s'installera, le 12 décembre, à Abuja, la nouvelle capitale du pays. Mais les représentants diplomatiques auront jusqu'à cinq ans pour transférer leur chancellerie de Lagos à Abuja. (AFP.)

## A TRAVERS LE MONDE

CAMBODGE

### Signature d'un accord avec la Thaïlande sur le rapatriement des réfugiés

M. Roland Dumas est arrivé au Cambodge vendredi 22 novembre. Le ministre français des affaires étrangères effectuera sa première visite officielle à Phnom-Penh, où il a été accueilli par le premier ministre, M. Hun Sen. La veille, le chef de la diplomatie thaïlandaise, M. Arsa Sarasin, avait signé avec le prince Sihanouk un accord pour le rapatriement des quelque 350 000 Cambodgiens réfugiés à la frontière entre les deux pays. M. Arsa a souligné que les réfugiés seraient rapatriés « aussitôt que possible », à un rythme de cinq à six mille par mois.

D'autre part, le prince Sihanouk a demandé que l'exposition macabre de crânes de victimes des Khmers rouges dans l'ancien centre de tortures de Tuol-Sleng soit démantelée. Caa raatas doivent être incinérés. Enfin, M. Son San, président du FNLPK, rentré jeudi à Phnom-Penh, n'est pas content qu'il y ait encore des prisonniers politiques détenus sans jugement, certains depuis des années. (AFP, Reuters.)

ROUMANIE

### L'opposition n'a pas voté la nouvelle Constitution

Les députés et sénateurs roumains ont adopté à une large majorité, jeudi 21 novembre, une

nouvelle Constitution faisant de la Roumanie « un Etat démocratique et social ». La plupart des députés de l'opposition ont rejeté ce texte qui devra être approuvé par référendum d'ici un mois. Ils reprochent notamment à cette Constitution de ne pas élever en inscrite le principe de séparation des pouvoirs et de ne pas assez garantir l'indépendance de la justice. (Corresp.)

VENEZUELA

### Trois personnes tuées par balles lors d'une manifestation de lycéens

Le gouvernement vénézuélien a décidé de suspendre les classes dans toutes les écoles et universités du pays, après que trois personnes, dont un adolescent de dix-sept ans (retrouvé menotté aux poignets) eurent été tuées par balles et dix autres blessées, lors d'une manifestation de lycéens, le mercredi 20 novembre à Caracas. Des affrontements entre étudiants et forces de l'ordre ont également eu lieu dans d'autres villes du pays, dont Valencia et Maracaibo. A Barquisimeto, dans le sud-est du pays, quinze personnes ont été blessées.

Depuis le mois d'octobre, des manifestations de lycéens et d'étudiants ont lieu presque quotidiennement pour protester contre l'augmentation des tarifs des transports en commun, et contre la répression policière. Le gouvernement vénézuélien a reconnu jeudi 21 que les trois morts à Caracas avaient vraisemblablement été victimes d'un policier. (AFP.)

## Nos prix vont vous donner des ailes.

PARIS - BOSTON  
2995F

TWA met à prix très doux un grand nombre de destinations aux États-Unis, au départ de Paris et de la province. Pour partir, appelez dès maintenant votre agence de voyages ou TWA au 47 20 62 11 à Paris.



Validité 7 jours min., 21 jours max. Le voyage doit être commencé entre le 1<sup>er</sup> octobre et le 15 décembre 91 ou entre le 6 janvier et le 21 mars 92, et terminé le 31 mars au plus tard. Supplément du confort au dimanche (180 F par trajet). Réservation et achat du billet 7 jours min. avant la date de départ. Tarifs soumis à des conditions particulières de vente et de transport.

ملكو من الامل



سنة من الحزن

## POLITIQUE

La réunion du bureau de l'UPF et la réforme des institutions

### L'opposition dénonce la «manœuvre» de M. Mitterrand

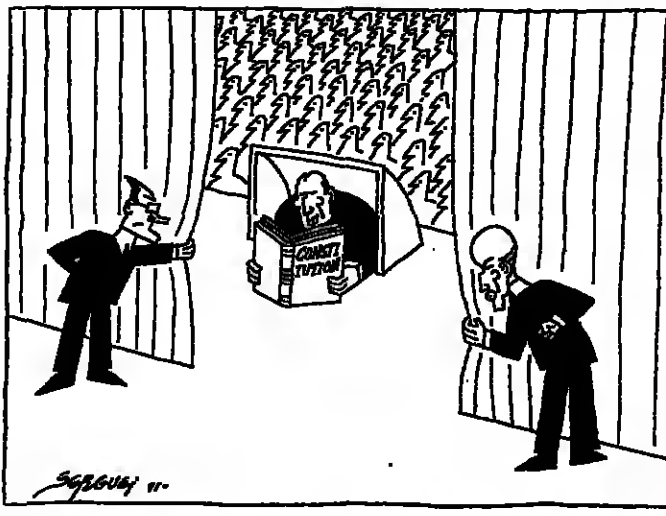
Quarante-huit heures après les déclarations du chef de l'Etat, MM. Giscard d'Estaing et Chirac s'étaient empressés de se concerter pour assurer que l'opposition apporterait une réponse «cohérente et commune aux initiatives politiques de François Mitterrand». Cette réponse est venue après une brève réunion du bureau politique de l'UPF convoqué jeudi 21 novembre, mettant fin provisoirement à plus d'une semaine de tergiversations tant à l'UDF qu'au RPR.

Cette réponse, parce qu'elle se veut avant tout politique sinon exclusivement tactique, manque de cohérence. L'objectif premier de l'opposition est aujourd'hui d'amener le président de la République à sortir du «flou artistique» que dénonçait encore M. Juppé dimanche dernier. «Notre priorité

n'est pas d'ouvrir maintenant un débat de fond, n'a cessé de répéter M. Giscard d'Estaing devant le bureau politique de l'UPF. Prenons une position politique pour répondre à une initiative politique».

Tricherie, mauvais coup, manœuvre, ces mots contenus dans le communiqué final de l'UPF montrent que, de ce point de vue, l'opposition ne s'est pas embarrassée de nuances. Termes d'autant plus surprenants que, la semaine dernière encore, une tout autre tonalité avait été donnée. «Ce débat sur les institutions n'est pas pour nous piéger, nous n'avons pas à le craindre, encore moins à le refuser», déclarait M. Chirac, vendredi 15 novembre à Lyon.

Ce n'est pas le cas aujourd'hui. En réalité, le RPR et l'UDF ne sont d'accord que sur trois points. Le refus de toute modification du mode de scrutin pour les élections législatives de 1993, ainsi – ce qui est nouveau – que pour le mode d'élection des sénateurs. L'acceptation de toutes mesures renforçant



l'indépendance de la justice. Le désir, enfin, de renforcer la protection des droits du Parlement. Pour le reste, c'est la bouteille à l'encre.

#### Divergences sur le quinquennat

Officiellement, l'UPF accepte le quinquennat. Pour des raisons aisément décelables, M. Giscard d'Estaing et Chirac défendent avec le même entrain cette réforme. Mais certains trahissent de plus en plus les pieds. La ligne de clivage passe à l'intérieur du RPR et de l'UDF. Au RPR, les gaullistes ont exprimé leurs réserves. A l'UDF, MM. Longuet, Barrot et Wiltzer ont demandé qu'on réfléchisse bien aux conséquences d'une telle mesure. «Le passage de sept à cinq ans, expliquait jeudi soir M. Longuet, invité du grand oral «OFM-la Croix», ce n'est pas simplement la perspective réjouissante pour les uns, inquiétante pour les autres, de voir M. Mitterrand partir plus tôt. C'est un véritable enjeu qui se joue. Si nous allons vers le quinquennat, nous allons en fait vers un régime présidentiel et il faudra en tirer toutes les conséquences».

Si ce quinquennat voit le jour, M. Mitterrand sera-t-il contraint moralement de s'appliquer cette

réforme à lui-même? Les avis sont divers, dans la mesure où cette question revient à repenser le problème de la cohabitation. Que M. Balladur soit l'un des plus prudents sur cette question ne peut surprendre. Enfin, la divergence est sérieuse sur la réforme du référendum d'initiative populaire. L'UDF s'est catégoriquement opposé à ce projet. Certains de ses dirigeants ont fait valoir qu'une telle disposition était dangereuse et contradictoire avec le souci admis par tous de renforcer les droits du Parlement. M. Chirac a accepté de faire marche arrière en convenant que «le sujet restait à approfondir».

Il est clair que l'opposition ne fait aujourd'hui que de se donner un petit répit. Son désir secret est que M. Mitterrand se contente de parachever la réforme du quinquennat et s'en aille le lendemain. Ou qu'il décide de repousser après les élections de 1993 ces grands travaux constitutionnels. Sa hantise, quoiqu'elle prétende le contraire, est qu'avant la nouvelle année M. Mitterrand ne précise ses pensées et ne l'oblige en conséquence à préciser les siennes.

DANIEL CARTON

### La bataille du mode de scrutin

Suite de la première page

Le RPR et l'UDF fondent leur réponse sur la crise que le projet de réforme du mode de scrutin entraîne chez les socialistes.

L'intervention présidentielle, en effet, n'a pas neutralisé la rivalité des dirigeants de courants dans la perspective de l'épuration-Mitterrand ni clarifié le débat entre eux sur le mode de scrutin. Lors de la réunion du bureau exécutif du PS, trois jours après les déclarations de M. Mitterrand, aucune décision n'avait été prise, si ce n'est celle de réunir le groupe de travail constitué le 6 novembre et associant des responsables du parti et des parlementaires pour discuter de la réforme. Cette réunion était fixée au 19 novembre.

Or, il apparaissait que, pendant ce temps, M. Mauroy ne restait pas inactif. S'appuyant sur l'approbation du président de la République, le député de Lille s'employait à faire avancer le projet qui avait sa préférence et la faveur de l'Hôtel Matignon. Il s'agit d'un système à deux tours, inspiré du mode de scrutin appliqué aux élections municipales et qui serait transposé dans le cadre du département. Les partis présents dans les listes comportant autant de candidats que de sièges à pourvoir, ces listes étant soit éliminées, soit autorisées à fusionner pour le second tour. Ce système serait appliqué dans les départements les plus peuplés, tandis que les autres continueraient à élire leur député au scrutin majoritaire de circonscription.

L'intérêt du système préconisé par M. Mauroy réside, à ses yeux, dans ce second tour, qui obligerait les «petits» partis, s'il venait avoir des députés, à s'entendre avec les «grands». Le PS pourrait se proposer, ainsi, de rassembler grâce aux fusions de listes, et en proportion de leur représentativité, les communistes orthodoxes ou dissidents, le centre gauche (France unie) et, surtout, les écologistes. Le caractère majoritaire du système serait évident. C'est ce que contestent ses adversaires, en observant que les accords se noueraient localement – ce qui rendrait aléatoire la formation d'une majorité à l'Assemblée – et, surtout, que la plus grande partie des députés seraient élus au scrutin de liste.

Les rocardiens, dès le 11 octobre, par la plume de M. Jean-Claude Petitdemange, chargé des élections au secrétariat national du PS et chargé de la direction de l'Association des députés socialistes, ont opposé aux intentions qu'ils prêtent à M. Mauroy la formule d'une liste complémentaire nationale, destinée à compenser, pour les petites formations, l'effet d'exclusion du système majoritaire (le Monde du 12 octobre). M. Petitdemange proposait une liste de cent députés élus à la proportionnelle avec un second bulletin de vote, ce scrutin ayant bien en même temps que le premier tour de l'élection destinée à élire les députés de circonscription.

#### Convergences entre fabiusiens et rocardiens

Sur le même principe, un autre expert électoral rocardien, M. Alain Richard, rapporteur général du budget, a mis sur pied une formule différente, adoptée la semaine dernière par l'ancien premier ministre. Elle consiste à élire non pas cent, mais soixante députés supplémentaires (soit 10 % de l'effectif de la future Assemblée) avec les voix recueillies au premier tour de scrutin majoritaire par les seules formations que ce scrutin exclut ou minorise lourdement. Ce système a été proposé par M. Michel Rocard à M. Laurent Fabius lors de leur entrevue, le 16 novembre. Ce jour-là, les deux anciens chefs de gouvernement se sont trouvés d'accord pour refuser le mode de scrutin conçu par M. Mauroy et pour lui opposer le maintien du scrutin majoritaire, avec la simple adjonction d'une liste complémentaire nationale. M. Fabius s'en est entretenu, le même jour, avec M. Mitterrand.

Rendue publique par une «faiblesse» dans la presse au début de la semaine, la rencontre de MM. Rocard et Fabius, suivie par une visite impromptue du premier à M<sup>me</sup> Edith Cresson, le 18 novembre, a redonné au débat sur le mode de scrutin la dimension que les propos de M. Mitterrand lui avaient, très provisoirement, ôté. D'autant que, le 19 novembre, dans un entretien au Monde, M. Jean-Marie Ayrault, maire de Nantes, paraissait énoncer noir sur blanc les arrière-pensées rocardiennes : maintien du scrutin majoritaire, quasi-

désignation de M. Rocard comme candidat du PS à l'élection présidentielle lors du congrès extraordinaire du mois prochain, point d'interrogation sur le sort de M. Mauroy. Le même jour, une dépêche de l'Agence France-Presse révéla la suite d'une conversation entre des conseillers du premier ministre et plusieurs journalistes, donnant à penser que le système défendu par M. Mauroy pourrait déboucher sur un projet de loi examiné en conseil des ministres dans les trois semaines à venir.

Cette débauche a motivé une démarche commune de M. Petitdemange et d'un des lieutenants de M. Fabius, M. Claude Bartolone, membre du secrétariat national du PS, auprès de M. Henri Emmanuelli, président de la commission des finances de l'Assemblée, trésorier du parti et jospiniste, le 19 novembre en fin d'après-midi. MM. Bartolone et Petitdemange ont proposé à leur interlocuteur de s'entendre sur une démarche commune, destinée à mettre en échec les initiatives du premier secrétaire et à exiger que le débat sur le mode de scrutin soit mené au bureau exécutif du PS et au sein du groupe de travail désigné depuis deux semaines, et non par ailleurs. Après réflexion, M. Lionel Jospin et ses amis ont estimé que cette initiative n'avait pas d'autre sens que celui d'une motion de défiance envers le premier secrétaire, qui n'aurait eu, alors, d'autre choix que de s'en aller.

Les fabiusiens démentent que leur convergence avec les rocardiens – appuyée, conviennent-ils, sur une amélioration des relations entre les deux courants depuis la convention des 12 et 13 octobre, qui avait désigné les candidats aux élections régionales – aille au-delà d'une hostilité commune au scrutin proportionnel. Les rocardiens, pour leur part, ont voulu penser que les choses pourraient aller plus loin, compte tenu de ce qu'ils estiment être l'attente des militants pour le congrès extraordinaire – rassemblement, réélection, le parti, sortit enfin du congrès de Rennes de mars 1990 et, donc, associer les rapiers entre les différents dirigeants et courants sur des bases claires et saines. Leur schéma est simple : M. Rocard, candidat officiel à la succession de M. Mitterrand, désigne implicitement M. Jospin comme son futur premier ministre, la direction du parti revenant à M. Fabius.

#### «Le système Mauroy»

Le ministre de l'Éducation nationale, qui avait eu l'occasion de s'entretenir avec le président de l'Assemblée nationale lors d'une visite à Rouen le 12 novembre, n'a pas dans ses vœux. Il ne cache pas ses réserves sur le changement de mode de scrutin. «Personnellement, je ne serais pas favorable au système tel qu'il est», a-t-il déclaré, jeudi 21 novembre, sur Radio-F. Ses amis ne dissimulent pas leur agacement devant le comportement de M. Mauroy. Pour autant, l'idée d'abandonner la direction du parti ne leur convient pas, non plus que celle de s'engager derrière la seule candidature de M. Rocard à l'Élysée, alors qu'ils comptent dans les rangs de leur courant l'autre candidat possible, M. Jacques Delors. L'accession de M. Fabius au poste de premier secrétaire a, par ailleurs, des partisans, mais ils sont actuellement minoritaires. Quant à la proposition qui leur a été faite de porter M. Rocard à ce poste, elle leur paraît irréaliste.

Les jospinistes ont donc décidé de venir en aide à M. Mauroy. Le groupe de travail, réuni jeudi soir sous la présidence du maire de Lille, a donc pris en compte ce qu'il ne faut pas appeler le «système Mauroy» (y compris ses deux variantes, avec ou sans «prime» majoritaire), au même titre que le mode de scrutin rocardien. S'y ajoutent une formule privilégiée par M. Fabius, qui étend la répartition de la liste complémentaire à tous les partis, et une autre, défendue par M. Daniel Penchard, premier secrétaire de la Fédération du Pas-de-Calais, consistant à élire des députés à la proportionnelle sur des listes complémentaires régionales.

Placé entre les mains des «experts», le dossier ne perd rien, pour autant, de son caractère explosif. Les enjeux qui lui sont attachés sont tels qu'aucun des acteurs concernés ne peut s'en abstraire. En plaçant sa réponse à M. Mitterrand sur ce terrain, l'opposition montre qu'elle est résolue, de son côté, à tirer tout le profit possible du conflit stratégique dans lequel sont pris les socialistes.

PATRICK JARREAU

#### La déclaration

### «Un mauvais coup pour la France»

Voici le texte de la déclaration publiée, jeudi 21 novembre, par le bureau politique de l'Union pour la France : «L'Union pour la France considère, avec la majorité des Français, que la manœuvre en cours pour changer les lois électorales n'est rien d'autre qu'une tricherie. Elle aboutirait à coup sûr à rendre la France ingouvernable pour protéger les socialistes de la sanction des électeurs. C'est un mauvais coup pour la France. L'Union pour la France décide de lancer une campagne unitaire d'opinion pour s'y opposer.

«Le débat lancé par M. Mitterrand autour d'une réforme de la Constitution participe pour l'essentiel de la même manœuvre. Il s'agit pour le pouvoir de détourner l'attention des vrais et graves problèmes que connaît notre pays : le chômage, la crise de l'éducation et de la formation, le malaise social, l'immigration, la moralisation de la

vie politique. L'Union pour la France veut défendre la 1<sup>re</sup> République et sa Constitution. L'équilibre institutionnel voulu par le général de Gaulle a permis à notre pays d'échapper à l'instabilité gouvernementale chronique. L'Union pour la France s'opposera à toute évolution institutionnelle qui nous ramènerait à la 1<sup>re</sup> République.

«Défendre une bonne Constitution, c'est aussi être ouvert à des améliorations ponctuelles ressenties comme satisfaisantes à la lumière de l'expérience. Elles devraient concerner l'indépendance de la justice, la protection des droits du Parlement, l'extension du champ d'application du référendum.

«Enfin, si le raccourcissement du mandat présidentiel est ralenti, l'Union pour la France considère que la raison et l'intérêt du pays doivent le faire s'appliquer au mandat en cours.»

## ULYSSE GOSSET VLADIMIR FEDOROVSKI



Un récit passionnant (...) qui nous révèle aujourd'hui les secrets du coup d'Etat manqué. Le Nouvel Observateur

Comment la taupe du KGB a vaincu le putsch (...) Une enquête qui ne cache rien. Un livre qui se lit comme un roman de politique-fiction. Paris Match

Un livre explosif.

Le Quotidien de Paris

J.O. Lattès

#### Les élections régionales dans le Nord-Pas-de-Calais

### La candidature de M. Borloo gênera la droite et la gauche

M. Jean-Louis Borloo, maire (sans étiquette) de Valenciennes, élu au Parlement européen en 1989 sur la liste de M<sup>me</sup> Simone Veil, se lance dans la bataille des régionales dans le Nord-Pas-de-Calais (le Monde du 19 novembre). Il conduira une liste dans le Nord et en présentera une également dans le Pas-de-Calais.

#### LILLE

de notre correspondant

«Tout organisme vivant a besoin d'oxygène». C'est le principe de la campagne pour les élections régionales. Il considère, en effet, que la région Nord-Pas-de-Calais étouffe et en veut pour preuve le noir bilan qu'il dresse de la «gestion socialiste». Le Nord-Pas-de-Calais, explique-t-il, a perdu quarante-quatre places dans le classement des régions européennes en termes de PIB. Elle voit ses jeunes la quitter. Elle est en retard dans le domaine de la santé, de l'éducation et de la formation. Elle est parmi les plus atteintes par le chômage en France.

Il ne veut pas, dit-il, faire le procès d'un parti mais plutôt celui d'un clan, d'un système. Celui qui permet au Parti socialiste de contrôler, et depuis longtemps, tous les rouages dans la région : le conseil régional, les conseils généraux du Nord et du Pas-de-Calais, la capitale régionale. «Dans ces conditions, affirme-t-il, on ne peut pas refuser la responsabilité d'un bilan». Il estime que la région a besoin «d'hommes neufs et indépendants, des hommes engagés mais libres», ceux justement qu'il se propose de réunir sur la liste qu'il rendra publique dans trois ou quatre semaines. Avant de dévoiler ses thèmes, il veut d'abord rencontrer et écouter les gens. Ce sera la première phase de sa campagne, la plus importante, assure-t-il. L'arrivée de ce nouveau venu en politique va modifier la donne régionale traditionnelle. En effet, sa liste va mordre sérieusement, dans le Nord, sur l'électorat de l'opposition. Mais elle n'épargnera cer-

tainement pas celui du Parti socialiste. Certes, cette liste devrait réunir des hommes qui seront payés, dans cette vieille terre socialiste, comme proches de la droite et du centre plus que de la gauche. De ce point de vue, elle risque de gêner l'opposition.

Mais à l'inverse, M. Borloo, en raison de son image d'homme neuf, entame celle de M. Michel Delebarre, généralement considéré jusqu'à présent comme l'homme du renouveau pour le Nord. «On va faire un score considérable», promet M. Borloo, qui n'exclut pas de briser lui-même la présidence du conseil régional pour former «un gouvernement d'union régionale». «Ce sera, promet-il, le principal exemple de reconquête du paysage politique français. Vous savez, il y aura une campagne médiatique pour les régionales. Ce sera un duel Tapie-Le Pen, et il y aura une campagne politique au vrai sens du terme. Ce sera celle du Nord-Pas-de-Calais».

JEAN-RENÉ LORE

#### M. Gilbert Santel directeur du cabinet de M. Michel Delebarre

M. Gilbert Santel, ingénieur en chef des Ponts et chaussées, a été nommé directeur du cabinet de M. Michel Delebarre, ministre d'Etat, chargé de la ville et de l'aménagement du territoire, en remplacement de M. Paul Mingasson, qui devient secrétaire général d'Air France.

[Né le 23 décembre 1948 à Pontacq (Pyrénées-Atlantiques), M. Gilbert Santel est ancien élève de l'école nationale des ponts et chaussées. Il a occupé divers postes depuis 1972 en Moselle, en Seine-Saint-Denis, puis à la direction régionale de l'équipement d'Ile-de-France. En 1986, il est nommé secrétaire général du comité interministériel pour la ville. En 1988, il entre comme conseiller technique au cabinet de M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, et, en 1989, il prend la direction du cabinet de M. Louis Besson, titulaire du portefeuille de l'Intérieur. Il était directeur de la construction depuis mai 1990.]



# POLITIQUE

Le Front national et l'immigration

## M. Le Pen qualifie ses contradicteurs de « crétins » et de « pauvres débiles »

Après avoir soulevé l'indignation de tous les partis politiques, des Eglises et des organisations de défense des droits de l'homme, les cinquante mesures, présentées intégralement dans les éditions du Monde du 19 novembre et qui constituent, selon M. Bruno Mégret, délégué général du Front national, « le programme de gouvernement capable de régler le problème de l'immigration », suscitent la condamnation des syndicats.

Parlant de « propositions inqualifiables », la CFDT estime que « le Front national vient, en persistant et en signant sur l'immigration, de confirmer sa vaine nature d'organisation xénophobe, inclinant à la discrimination raciale ». « Ce n'est pas une découverte, ajoute la centrale dirigée par M. Jean Kasper, mais c'est une confirmation du danger que fait peser ce parti sur la démocratie ». Selon la CGT, ces mesures incluent « les ingrédients d'une période des plus noires de notre histoire : celle du gouvernement de Vichy ». L'organisation de M. Krasucki souligne que le Front national « prône de plus en plus clairement la ségrégation et l'apartheid, la pureté de la race et l'ouverture de camps pour les immigrés ».

L'Union départementale FO de Paris dirigée par M. Jacques Maïré fait part de son « indignation » et souligne que « le mouvement syndi-

cal libre, indépendant et démocratique sait se souvenir que les vieilles idées qui inspirent le Front national ont, voici, plus de cinquante ans, conduit à l'extermination des Juifs ». La JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne) dénonce « la menace sur la démocratie, la dignité et les droits de l'homme » que fait peser le parti d'extrême droite par ses mesures.

Alors que seuls les Verts de Besançon avaient porté, vendredi matin 22 novembre, une appréciation négative, Génération écologie estime que le Front national « ne fait que confirmer sa conception raciste de la société et sa nostalgie vichyste ». Pour sa part, M. Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, « désapprouve toutes les mesures qui ne sont pas conformes à celles que nous avons faites » lors des états généraux de l'UDF à Villepinte (Seine-Saint-Denis). L'ancien président de la République relève une proposition « particulièrement condamnable », celle concernant la remise en cause des naturalisations obtenues depuis 1974 car « c'est contraire à la tradition française ». « Ne faites pas de ces propositions le centre de la vie politique française ».

Pour M. Gérard Longuet également, « il manque une cinquantaine d'années pour que les lettres de démission des députés et sénateurs à la République soient envoyées ». « Ne faites pas de ces propositions le centre de la vie politique française ».

En déplacement, jeudi 21 novembre à Bourg-en-Bresse, M. Le Pen, nous indique notre correspondant dans l'Ain, Laurent Guigou, a très violemment commenté ces réactions. « Sans même que les propositions, internes à notre parti, aient été lues ou publiées (elles ont été seulement commentées), a souligné le président du Front national, nous avons assisté à un concert d'onomatopées, d'insultes, d'injure et d'outrages qui démontrent l'inculture de ceux qui les prononcent. » « On reproche au Front national de vouloir rétablir le droit du sang. Pauvres

crétins, ceux qui ignorent que 94 % de la population a acquis ce droit depuis deux mille ans. Le droit du sang n'est pas une notion hitlérienne mais une notion romaine », a-t-il poursuivi, en qualifiant de « pauvres débiles » ses contradicteurs. Le quotidien de l'extrême droite l'épique. Présent développe dans son édition du 22 novembre la thèse du « monitage ».

**M. Tapie : « On ne peut pas mettre Chirac et Giscard dans le même panier »**

M. Bernard Tapie, qui était, mercredi 20 novembre, l'invité du « Grand débat » de Radio-Shalon, a solennellement déclaré, à propos des rapports entre l'extrême droite et la droite : « Moi, je n'ai pas peur d'affirmer que Le Pen, demain, peut arriver au pouvoir. Par les urnes, ou par la force. De très nombreux policiers et militaires sont aujourd'hui sympathisants du Front national. Il serait grand temps aujourd'hui d'en prendre compte. (...) Il faut à tout prix empêcher les électeurs de Le Pen. Il faut secouer les électeurs, leur faire comprendre qu'il y a une limite à ne pas dépasser qui les fait basculer contre la démocratie et la République. (...) Pour moi, le seul ennemi, c'est le Front. La République ne sera pas en danger, demain, si Jacques Chirac est élu président de la République ; par contre, si soixante-dix députés fascistes siègent à l'Assemblée nationale il y a un vrai danger. (...) On ne peut pas mettre Chirac et Giscard dans le même panier. Chirac a toujours refusé toute alliance avec le Front national. Il en a toujours condamné les thèses avec la volonté affirmée de les combattre. (...) Il y a aujourd'hui au sein de la droite parlementaire deux camps : une droite classique républicaine, et une autre droite qui joue à la surenchère vis-à-vis de Le Pen. C'est évidemment la technique et la stratégie de Giscard ».

A l'Assemblée nationale

## Les centristes ont approuvé la réforme du statut de la magistrature

Les députés ont adopté en première lecture, jeudi 21 novembre, le projet de loi organique sur le statut de la magistrature. Le texte a été voté par les groupes centriste et socialiste. La RPR, l'UDF et le PC ont voté contre. Au cours de la discussion, les députés ont adopté un amendement limitant la portée du détachement judiciaire prévu pour certains fonctionnaires par le projet de loi.

L'examen du projet de réforme du statut de la magistrature a permis aux députés de l'opposition et au porte-parole du groupe communiste de juger sévèrement l'action du gouvernement en matière de justice. Ils ont également déploré le retrait précipité du projet de loi organique sur le Conseil supérieur de la magistrature, devenu pour ainsi dire caduc à la suite de l'intervention télévisée de M. Mitterrand, qui devait être examinée à la suite du projet de loi organique sur le statut de la magistrature.

Cette dernière réforme n'a pas fait l'unanimité. M. Jean-Pierre Béard (PC, Seine-Saint-Denis) a estimé qu'elle « n'opère pas la réforme urgente qui consisterait à doter la magistrature d'un statut la garantissant de toute ingérence du pouvoir exécutif ». M. Nicole Catala (RPR, Paris) a ajouté qu'elle « n'apporterait pas aux magistrats le supplément de garanties dont ils auraient besoin » et M. Pascal Clément (UDF, Loire) en a condamné « les blocages idéologiques ». « Ce n'est pas la grande réforme que sera un jour indispensable ; du moins proposez-vous quelque chose », a indiqué en revanche M. Jean-Jacques Hyst (UDC, Seine-et-Marne).

Après le rejet, la veille, de l'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), qui estimait que les dispositions permettant à certains fonctionnaires d'exercer pendant un laps de temps des fonctions de magistrat pouvaient se révéler contraires à la Constitution, un compromis a été trouvé entre le gouvernement et l'opposition. Il est revenu à M. Hyst de jouer les « M. Bons Offices » en déposant un amendement accepté par la commission des lois et par le gouvernement limitant les catégories de fonctionnaires pouvant bénéficier du détachement judiciaire.

### Détachement limité

Seuls les membres des tribunaux administratifs, des cours administratives d'appel, les membres du corps des chambres régionales des comptes, qui ont déjà la qualité de magistrat et dont l'indépendance ne peut être mise en doute, et les professeurs et maîtres de conférences des universités, dont la situation est, selon M. Hyst, comparable à celle qui est prévue pour les conseillers et les avocats généraux en service extraordinaire à la Cour de cassation, pourront bénéficier de ce détachement, limité à une durée non renouvelable de cinq ans.

Les députés ont également adopté l'ensemble des modifications statutaires proposées par le gouvernement : l'avancement à l'ancienneté au sein du second grade, contesté par M. Pascal Clément, la dissociation du grade et de la fonction, qui permettra aux magistrats d'exercer plus longtemps, s'ils le désirent, au même poste, sans que leur carrière en pâtisse, et les dispositions nouvelles garantissant la

transparence du fonctionnement des différentes instances qui décident de l'avancement des magistrats.

Ils ont également voté la mise en place d'un troisième concours de recrutement du type de celui de l'ENA, et supprimé, contre l'avis du gouvernement, l'automatisme du maintien en activité sur place des magistrats ayant atteint l'âge de la retraite.

Après le vote du projet, les députés ont enfin adopté une proposition de loi de M. Hyst conférant aux chefs de cour le pouvoir de déléguer des magistrats du siège de la cour d'appel pour exercer des fonctions judiciaires dans les tribunaux de son ressort.

GILLES PARIS

Le Conseil constitutionnel valide la loi de règlement du budget de 1989. - Contrairement à la requête des députés CDS, RPR et UDF, le Conseil constitutionnel a décidé, mercredi 20 novembre, que la loi de règlement du budget de 1989 était conforme à la Constitution. Les élus de droite contestaient une erreur d'imputation de certaines dépenses, estimant que cela n'aurait permis au Parlement d'exercer son contrôle sur l'exécution du budget. Conformément à une jurisprudence établie en 1983, le Conseil constitutionnel a fait observer que « s'agissant d'opérations qui présentent le caractère d'actes administratifs ou comptables, le contrôle de leur régularité appartient aux autorités et juridictions compétentes pour en connaître et ne relève pas du Conseil constitutionnel ». En fait, le Conseil ne veut pas s'engager dans un contrôle de la régularité de l'exécution du budget, ce qui l'amènerait à tenir un rôle que tient déjà la Cour des comptes.

SOCIÉTÉ D'ECONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT DE PARIS

## SEINE RIVE GAUCHE : 3.000 ARBRES D'ALIGNEMENT MISE EN CULTURE D'UNE PREMIÈRE TRANCHE DE 1.850 ARBRES

### AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

Accessible aux entreprises et ressortissants de la Communauté Economique Européenne

La Société d'Economie Mixte d'Aménagement de Paris (SEMAPA) est chargée par la Ville de Paris de l'aménagement de la Z.A.C. Paris Seine Rive Gauche. Les quartiers s'étendent dans le treizième arrondissement, sur 130 hectares à l'entrée rive gauche de la Seine dans Paris. Le long des rues et espaces publics créés ou réaménagés seront plantés environ 3.000 arbres d'alignement.

La SEMAPA organise un appel d'offres restreint (au sens de l'article 93.3 du Code des marchés publics français) pour la fourniture d'un premier lot de 1.850 arbres qui seront mis en culture dès l'année 1992 à Jarcieu (Isère) en France.

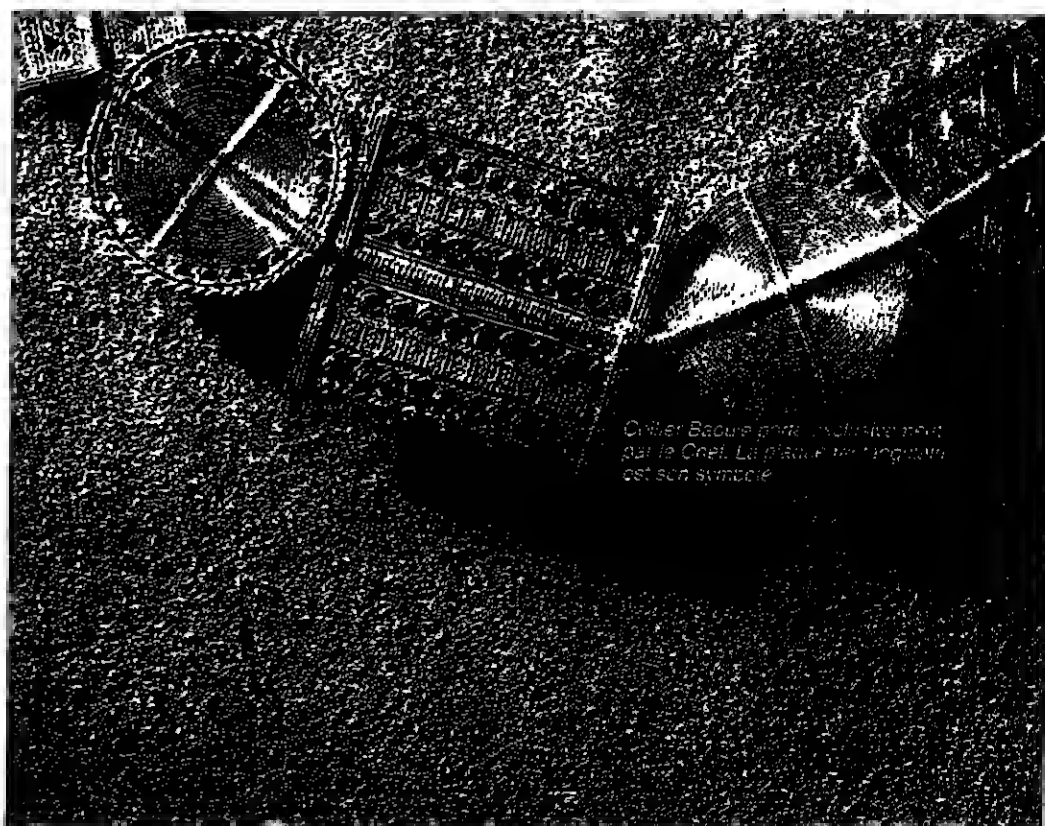
Les arbres devront être disponibles à partir du 1er janvier 1992. Ils se répartissent en 36 essences différentes, la taille des sujets à l'achat devra dépasser 30 cm de circonférence à 1 mètre du sol.

Les actes de candidature devront parvenir à la SEMAPA, direction générale, 69/71 rue du Chevaleret, 75013 Paris, avant le 5 décembre 1991 à 12h 00, soit par pli recommandé avec accusé de réception, soit par dépôt contre reçu.

Ce dossier, rédigé en langue française, comprendra : une déclaration d'intention de soumissionner, la forme juridique de l'entreprise, son capital social, le nombre de ses salariés, la surface de la pépinière, son chiffre d'affaires 1990/91, et la liste des villes où la pépinière est intervenue.

Les entreprises intéressées peuvent obtenir des renseignements à la SEMAPA  
Tél. : (1) 44.06.21.04.

Date d'envoi de l'avis à la publication chargée de l'insertion officielle : le 13 novembre 1991.



L'Afrique a toujours réservé à ses personnages importants des marques de reconnaissance.

## Air Afrique crée aujourd'hui, le Club Préférence.

Vous voyagez souvent pour vos affaires.

Pour vous Air Afrique a créé le Club Préférence afin que vos nombreux voyages soient plus agréables et plus privilégiés.

Membre du Club Préférence, vous êtes prioritaire.

Vous bénéficiez pour vos réservations d'une réelle priorité et d'une garantie de place à bord. Vous avez aussi à votre disposition une ligne directe et personnelle de réservation.



Membre du Club Préférence, votre fidélité est récompensée.

Vous obtenez des billets gratuits, des surclassements et des excédents de bagages en voyageant régulièrement sur nos lignes.

Membre du Club Préférence, vos privilèges font la différence.

Vous êtes enregistré au comptoir supérieur, vous avez accès aux salons Affaires ou Première, et vous bénéficiez d'une assurance bagages. Vous êtes enfin informé personnellement de l'actualité d'Air Afrique.

Le Club Préférence, une marque de reconnaissance.

AIR AFRIQUE

NOUS EN FAISONS CHAQUE JOUR UN PEU PLUS

هنا من الخط



## SOCIÉTÉ

Après la traversée du Pacifique

### Gérard d'Aboville, l'océan comme champ de bataille

Gérard d'Aboville est d'abord un homme bien né. Quand il voit le jour dans le Morbihan, le 4 septembre 1945, il hérite à la fois d'une patricienne noblesse et d'un tempérament d'adventurier qui se transmet comme un bijou précieux, de génération en génération, au sein de cette vieille famille de la noblesse bretonne. Comme ses ancêtres, qui furent de bien des batailles au sein des armées du royaume (Fontenoy), de la République ou de l'Empire, il vibre d'une bravoure de gentilhomme au destin de héros.

De sa région, il sera également le fils fidèle et presque caricatu-

ral : opiniâtre et discret, un peu fou, très courageux. Après ses études dans une école de commerce, il part pour New-York à bord d'un cargo, découvre le monde et rejoint son père, colonel dans l'infanterie de marine et grand défenseur de la vie au large pour ses six fils.

La mer est déjà son champ de bataille préféré. En 1980, premier défi lancé dans l'indifférence, il décide de traverser l'Atlantique à bord d'un canot de 5,30 mètres, le *Captain Cook*, qu'il a construit de ses mains. Pari tenu. En soixante et onze jours, du cap Cod (Etats-Unis) à Quessant (5 200 km du

10 juillet au 21 septembre), il rame et jure que l'on ne l'y reprendra plus. L'homme est sincère. On le verra s'essayer à d'autres plaisirs plus terre à terre. En 1980, 1986 et 1988, il participe ainsi au Paris-Dakar au guidon d'une moto. On l'aperçoit également aux côtés de Thierry Sabine lors d'un raid en bateau pneumatique sur le Niger entre Niamey et Bamako.

Mais l'aventurier sait sans doute qu'il n'a pas fini de provoquer le destin, comme jadis son ancêtre François-Marie, parti avec La Fayette aux Amériques à l'âge de quinze ans. Quand il s'attaque au

Pacifique, le 11 juillet, à Choshi (Japon), il n'y a guère que ses proches, sa femme (fille de diplomate anglais) et ses deux enfants, pour croire qu'il se retrouvera bien, plus de quatre mois plus tard, aux Etats-Unis. C'est dans une relative indifférence qu'il donne les premiers coups de rame. Rares sont les « sponsors » (le fabricant de montres suisse Sector) prêts à soutenir cette opération préparée avec l'aide du publicitaire Christophe Hébert. Sa ténacité, sa gouaille de bon vivant et sa facilité d'expression contribuent à en faire un héros.

Ph. Br.

### Les bras de la mer

Suite de la première page

De même, le rameur breton avait demandé à son compère breton Olivier de Kersanton de l'assister à bord d'un zodiac, beaucoup plus manœuvrant, pour le franchissement de la barre. L'apparition soudaine de la petite embarcation, ballottée comme un fétu de paille sur une crête de vague, n'en était pas moins poignante.

Amnagi de 15 kilogrammes, le dos voûté sous son anorak rouge et son bonnet bleu de marin, Gérard d'Aboville avait le visage mangé par une barbe qui ne parvenait pas à masquer les traits creusés par la fatigue. La pluie à peine ciselée sur le front, les yeux qui n'étaient plus habitués à croiser d'autres regards, donnaient une idée de la détresse de ce défi mené contre la monstruosité du Pacifique. « Ce n'est ni pour le plaisir du défi ni pour celui de l'exploit que je fais cela, disait-il avant de partir. Ce qui me passionne, c'est de m'attaquer à un grand projet qui me semble irréaliste, d'en évaluer l'impossibilité, d'en trouver la faille, d'inventer les moyens et, enfin, de me conditionner pour aller au bout. »

Suivi tout au long du chenal par quelques centaines d'Américains qui avaient appris très récemment son

existence et sa proche arrivée, et par les enfants des écoles accourus avec leurs instituteurs, Gérard d'Aboville avait déjà eu une première idée de l'impact de son aventure auprès du grand public. Arrivé à quai, après ces cent trente-quatre jours de souffrance et de solitude, il offrait pourtant l'image d'un homme désépa-

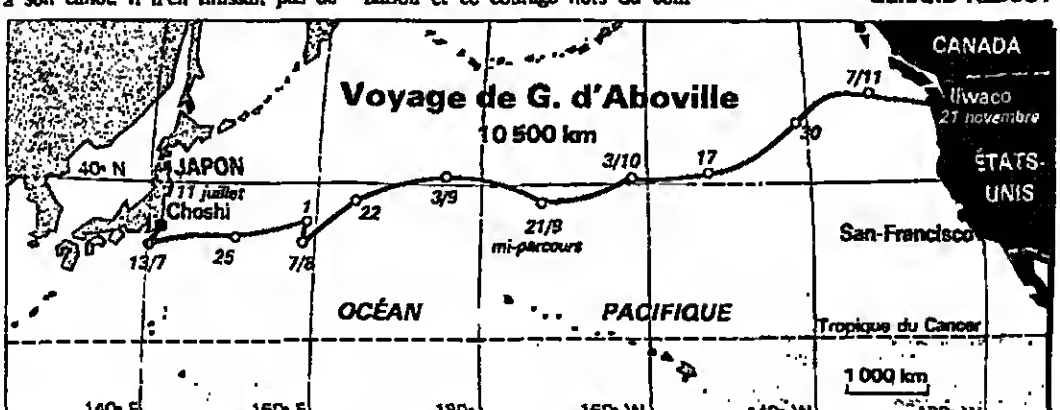
Tandis que sa femme Corélie, son fils Guillaume (seize ans) et sa fille Anne (dix ans) le regardaient les larmes aux yeux, le vainqueur du Pacifique n'arrivait pas à s'arracher à son canot. Il n'en finissait pas de ranger ses avirons et ses affaires avant de songer à embrasser sa famille, puis de répondre aux premiers entretiens exclusifs que ses associés avaient chèrement négociés à l'approche de l'arrivée. « Je vivais un moment de bonheur et un grand vide, expliquait-il plus tard, j'ai vécu pendant des années avec cet objectif et, maintenant, je n'ai plus d'objectif. »

Même aux pires moments, Gérard d'Aboville avait-il n'aurait jamais songé à renoncer. « Je m'étais trop engagé, trop investi dans ce projet, disaient-ils. J'ai pensé plusieurs fois que j'allais y rester, mais après trois mois de cette aventure je ne pouvais plus m'arrêter. » Difficile pour lui d'expliquer où il a pu puiser cette détermination et ce courage hors du com-

mun. « Mon principe, c'est d'aider toi et tu n'auras pas besoin de demander au ciel ou aux autres de t'aider », disait-il. Mais, cette fois, le ciel m'a peut-être un peu aidé. »

« Le Pacifique est infiniment plus dur que l'Atlantique », estime le rameur français, qui résume toutefois le qualificatif de surhumain pour son exploit. « Je suis un humain, assure-t-il, mais je crois qu'il faut quand même faire ce que j'ai fait. » Son cas intéresse les médecins, qui, à l'initiative de l'équipe Rhône-Poulenc qui a suivi la femme, l'autisme, et Jean-Yves Chauve, un spécialiste du sommeil et des problèmes de nutrition en voile, lui ont fait subir un bilan complet à l'hôpital d'Astoria des son arrivée.

GÉRARD ABOVILLE



### IMMIGRATION

Jouant un rôle essentiel en faveur de l'intégration

### Cinq mille associations d'étrangers ont été créées depuis dix ans

L'abrogation du décret-loi de 1939 qui soumettait le droit d'association des étrangers à autorisation préalable fut, à l'automne 1981, l'un des premiers gestes de la gauche dans le domaine de l'immigration. L'anniversaire de cette mesure importante est l'occasion d'une fête et de débats organisés samedi 23 novembre à Saint-Denis sous l'égide de la Fondation pour le vie associative (1).

Les étrangers n'ont pas attendu 1981 pour fonder des associations en France. Qu'ils soient militants marxistes ou danseurs folkloriques, leur regroupement était auparavant soumis à l'autorisation préalable de la préfecture, instaurée, dans le contexte de l'après-guerre, par un décret-loi de 1939. Aussi bien, certains groupes préféraient-ils la semi-clandestinité aux fourchettes caudines de l'administration. En abrogeant le décret de 1939, la loi du 9 octobre 1981 renouait avec le régime originel de la fameuse loi de 1901, la loi sur les associations.

Dix ans après, on estime à cinq mille le nombre d'associations issues de l'immigration, recensées approximativement puisque plusieurs ne les distinguent pas parmi les 600 000 associations enregistrées en France. Cette floraison de mouvements locaux ou nationaux, souvent animés par des jeunes étrangers ou d'origine étrangère, a joué un rôle déterminant dans ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui l'intégration, et dans tous les débats sur les droits civiques et l'antiracisme.

#### L'apprentissage de la démocratie

Aux associations d'immigrés de la première génération, nées des luttes pour l'indépendance et les regroupements nationaux, ethniques ou politiques, se sont ajoutées une kyrielle de groupes revendiquant chacun à leur manière l'insertion en France. Ces dernières

nées, filles de la loi de 1981, ont dépensé beaucoup d'énergie à se quereller et n'ont jamais été capables de se fédérer. Aussi les associations de la deuxième génération constituent-elles aujourd'hui une « mouvance plutôt qu'un mouvement social », comme le constatent avec un soupçon de regret les organisateurs du dixième anniversaire.

Le bilan est pourtant loin d'être négatif. En dix ans, la France s'est couverte d'associations socio-culturelles, de radios privées, de groupes musicaux, de cercles religieux animés par des personnes d'origine étrangère. Qu'elles aident les enfants à faire leurs devoirs ou les adultes à apprendre le français, qu'elles enseignent le sport, luttent pour le droit au logement ou l'émancipation des femmes arabes et africaines, qu'elles militent pour la solidarité avec le tiers-monde ou reconstituent des communautés villageoises ou religieuses, les associations issues de l'immigration

ont créé un irremplaçable tissu de solidarité et de réflexion. Elles sont à l'évidence des lieux d'apprentissage de la démocratie et de la vie sociale française.

Les centres d'intérêt se sont d'ailleurs majoritairement déplacés des pays d'origine vers l'Hexagone et l'Europe. Le « mouvement beur » des années 1983-85 a été la première manifestation spectaculaire de cette évolution, avec la revendication de l'égalité des droits et l'antiracisme. Dans les cités, les associations créées dans le sillage de 1981 ont aussi formé une génération de militants sociaux-culturels très actifs.

Mais la « belle époque » de l'enthousiasme associatif est terminée. Certains animateurs ont quitté leur quartier d'origine pour les lieux plus prometteurs de la politique ou de l'entreprise. Beaucoup de ceux qui sont restés sur le terrain ont été découragés par l'incompréhension des médias et la papera-

rie des administrations ou du Fonds d'action sociale, principal pourvoyeur de subventions.

Ces échecs, et la menace toujours plus précise du Front national, ont profondément remué la planète associative issue de l'immigration et des mouvements antiracistes. Au point de souder les adversaires d'antan que sont SOS-Racisme, le MRAP, les beurs du Mouvement des droits civiques et la Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI) pour la manifestation nationale pour l'égalité des droits prévue le 25 janvier prochain à Paris.

PHILIPPE BERNARD

(1) « Dix ans de liberté associative pour les étrangers en France. Une première européenne ». Renseignements à la FONDATION pour le vie associative, 11, rue de la République, 93200 Saint-Denis. Un numéro spécial de la revue de la FONDATION dresse un intéressant bilan de la vie des associations immigrées et de leur action concrète.

### EDUCATION

Après des incidents à la Sorbonne

### Etudiants et universitaires protestent contre l'extrême-droite

Les forces de l'ordre ont protégé les accès de la Sorbonne, jeudi 21 novembre, alors que se tenait, à l'université Paris-IV, une réunion de protestation contre « la multiplication des agressions de l'extrême-droite » depuis la rentrée universitaire. Une quinzaine de personnes ont été interpellées puis relâchées, à la suite d'une altercation entre des militants royalistes du mouvement Restauration nationale (Action française), qui cherchaient à pénétrer dans l'établissement, et des membres du service d'ordre du meeting.

Dans le grand amphithéâtre Richelieu, ils étaient quatre cents à avoir répondu à l'appel explicite, « *Dehors les fachos!* », des organisations d'étudiants, d'enseignants et de personnel administratif de gauche et d'extrême-gauche, appelant au « *dehors de la Sorbonne* » l'implantation d'éléments fascistes dans la faculté.

Selon les participants, les groupuscules d'extrême-droite ont, depuis quelques semaines, « multi-

plié les provocations » à l'intérieur de l'université. Ainsi, jeudi 14 novembre, des militants de l'Action française ont fait irruption dans le hall, « cassant les tables d'associations et s'en prenant physiquement à un étudiant ». Mardi 19 novembre, des jeunes du Front ou de l'entreprise, beaucoup de ceux qui sont restés sur le terrain ont été découragés par l'incompréhension des médias et la papera-

Cette violence rompt, semble-t-il, avec les méthodes utilisées ces derniers temps par l'extrême-droite. Celle-ci a d'abord cherché à s'implanter « institutionnellement » à l'université, par le biais des élections internes et compte un élu étudiant au conseil d'administration de l'université sous l'étiquette du Cercle national de la Sorbonne (CNS). Ce siège correspond à une section locale du Cercle national des étudiants de Paris (CNEP), organisation du Front national. Dans

l'amphithéâtre Richelieu, une pétition a circulé afin que cette organisation ne bénéficie plus d'un local dans l'université.

M. Michel Mestlin, président de Paris-IV, a souligné que la loi lui imposait d'attribuer un local à toutes les organisations étudiantes élues. « Il faut montrer sa détermination face à des attitudes condamnables », a-t-il ajouté en dénonçant les violences. Il a ensuite engagé les étudiants à participer aux élections les concernant. L'an dernier, le taux de participation aux élections étudiantes a été, à Paris-IV, de 11,7 %. Le CNS a obtenu un élu avec 79 voix.

Enfin, les participants ont décidé la création d'un comité de travail unitaire contre l'implantation de l'extrême-droite à l'université, qui se réunira chaque jeudi. Le jour où, depuis la rentrée, des éléments d'extrême-droite diffusent leur journal... place de la Sorbonne.

MICHELLE AULAGNON

### « Je suis marqué au burin »

Beaucoup mieux que lors de sa conférence de presse, Gérard d'Aboville avait résumé la sens et la portée de cette aventure dans un télégramme, expédié à l'un de ses frères à quelques semaines de son arrivée.

« C'était une fin de nuit parfaite. Grand beau temps, lune encore presque pleine, ciel limpide, quelques étoiles qui résistaient à la clarté lunaire comme des diamants. Petits brises de l'arrière qui faisaient que le bateau avançait bien, sans effort. J'en oubliais le mouvement des avirons. Je pensais à ton message, dans lequel tu me demandais, en gros, si parfois je prenais mon pied. »

« Eh bien, non. Au risque de te décevoir, même dans de tels moments, je ne prends pas mon pied. C'est que, chaque minute, chaque seconde, je ne pense qu'à un but à atteindre. Je mesure avec trop de lucidité les aides qui m'en séparent, les obstacles qui peuvent vite réduire à néant un aussi formidable investissement de moi-même. »

« Car je suis marqué au burin par ce que j'ai subi. On dit qu'avec le temps les souvenirs les plus pénibles deviennent de bons souvenirs. Ceux-là, rien ne les changera; horribles ils resteront. Jamais je n'oublierai ces chevauchées, celui surtout où boude de nerts à vit précipitée contre la cloison, j'ai vécu le choc final qui allait tout exploser. Le hurlement de bête que j'ai alors poussé! Jamais non plus je n'oublierai ces luttas pour la vie, les forces qui épuisent en quelques minutes, le goût de l'eau de mer. Et tout cela seul, seul, seul. (...) »

« Alors, tu penses qu'il y a l'arrivée? Ah! cette arrivée, tellement espérée, tellement attendue. Oui, la joie sera à la mesure de cette attente, mais aussi quelle terrible sensation de déjà passé! Tu voudrais élargir ton bonheur, en garder un peu pour demain. Rien à faire, c'est la liqueur du bonheur absolu, mais tu n'en as qu'une petite goutte, à effet immédiat. Tu vis ce bonheur en sachant que, par le fait de le vivre, il est déjà vécu, passé, et chacune de ces merveilleuses secondes n'est déjà plus qu'un souvenir, comme s'il n'y avait pas de présent entre le futur de l'attente que je vis maintenant jusqu'à cette arrivée et le passé que sera le reste de mes jours après l'arrivée. Tu es là, regardant la foule. Ils croient que ça commence? Pour toi, c'est fini. »

### Un canot solide et insubmersible

« Faire solide et insubmersible, mais le plus léger possible » : tel était le cahier des charges de l'architecte rochelais Jean Berret pour construire l'embarcation de Gérard d'Aboville. Insubmersible, le canot devait être pour résister à plus de trente chevauchées, aux deux typhons traversés, ainsi qu'à la formidable tempête des derniers jours. Le légendaire était aussi impérative pour que le navigateur puisse avancer à la seule force de ses bras sans y laisser toutes ses forces.

Pour parvenir au meilleur compromis, d'Aboville et son architecte, qui n'e disposé que d'un mois pour dessiner le bateau, se sont servis de l'expérience acquise avec *Captain Cook*, l'embarcation de la traversée de l'Atlantique, en remplaçant le bois moulé par les techniques les plus modernes. Grâce au sandwich carbone et mousse, utilisé sur certains trimarans de compétition, le canot, Sector, ne pèse pas plus de 150 kilos à vide, pour une longueur de 8 mètres et une largeur maximale de 1,80 mètre.

Pour ne pas dépasser 500 kilos à pleine charge, un désalinisateur d'eau a remplacé les 250 litres embarqués en

1980, et les 160 kilos d'aliments lyophilisés se sont substitués à la nourriture en conserve. De quoi fournir, pour que 3 500 calories par jour pour une traversée prévue de cinq à six mois.

Ces éléments étaient entassés à l'avant d'un aménagement défilé en trois pontons. Au centre se situait le poste de pilotage, avec un siège d'aviron, l'équipement qui actionne le désalinisateur. Lorsqu'il ne soulevait pas sur une de ses trois perches d'avirons, de 3 à 3,20 mètres de long, d'Aboville pouvait se réfugier dans sa cabine, à l'arrière. Cet espace réduit de 2,50 mètres de long et 80 centimètres de haut abrite une couchette, un réchaud, les instruments de navigation et de communication : un positionneur automatique, deux radios et un ordinateur portable. Ceux-ci sont alimentés par une petite batterie reliée à des panneaux solaires - toujours par souci du poids.

Dans la cabine se trouvent aussi les commandes des trois ballasts (deux d'entre eux sous son banc de rame et un troisième à l'arrière). Ils permettent de compenser le mouvement des vagues, et surtout de redresser plus facilement le bateau en cas de chevauchement.

### L'eau douce à la force des mollets

Sans son désalinisateur d'eau de mer, Gérard d'Aboville n'aurait pas pu réaliser son exploit. S'il avait tenté de s'attaquer au Pacifique il y a onze ans par exemple, à l'époque de sa traversée victorieuse de l'Atlantique (en 72 jours au lieu de 134 cette fois), le rameur soixante ans aurait dû ajouter une demi-tonne d'eau douce aux 160 kilogrammes de nourriture déshydratée qu'il a emmenée dans sa traversée, l'impossible.

A l'époque, le désalinisateur d'eau de mer de survie n'existait pas. Ce précieux engin, prévu pour la survie des naufragés, mais qui équipe aussi tous les navigateurs solitaires et bien des bateaux modernes, lui a permis de fabriquer lui-même en cours de route ces 500 litres d'eau potable.

Qu'ils soient miniaturisés comme ceux des naufragés, ou géants comme ceux des usines qui éliminent en eau douce certains pays du Golfe, les désalinisateurs d'eau de mer fonctionnent tous à l'aide de membranes. Cette techni-

que, qui a « explosé » ces dix dernières années, est utilisée aujourd'hui dans des domaines aussi divers que le traitement de l'eau, la purification des sérum et des vaccins en pharmacie, ou la fabrication des fromages.

Elle consiste à faire passer le liquide (ou le gaz) à traiter au travers de membranes minérales ou organiques, percées de trous microscopiques : un dix-millionième de millimètre pour les membranes qui retiennent le sel par osmose inverse.

Gérard d'Aboville utilisait deux désalinisateurs de fabrication américaine transformés à son usage exclusif par leur importateur, François-Xavier Tellefer. Il s'agit de petits cylindres de 60 cm de long sur 10 cm de diamètre, d'un poids de 3 kilos. Les pompes à main qui fournissent normalement la pression nécessaire à leur fonctionnement, étaient branchées sur le siège coulisant du rameur qui obtenait ainsi 4 à 5 litres d'eau potable à l'heure.



# SOCIÉTÉ

## MÉDECINE

Alors qu'une législation sur la bioéthique est en préparation

### Des dispositions sur la procréation médicalement assistée ont été discrètement intégrées dans un projet de loi

La commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale devrait examiner, jeudi 5 décembre, un projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social. Un article de ce texte prévoit la reconnaissance législative de la procréation médicalement assistée et le cadre juridique dans lequel les centres qui pratiquent ces activités devraient fonctionner. Cette initiative déjà controversée est d'autant plus attendue qu'un projet de loi traitant de l'ensemble des questions bioéthiques est en cours de rédaction et doit être soumis au Parlement lors de la prochaine session de printemps.

Pour la première fois de son histoire, le Parlement français va devoir discuter un texte de loi relatif aux techniques de procréation médicalement assistée (PMA). Ce texte - noyau d'un projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social - est inclus dans un ensemble hétérogène. Il devrait ainsi venir en discussion après un court article relatif aux centres hospitaliers privés et un autre... relatif au certificat de capacité d'ambulancier de Montpellier.

An d'après, cette initiative avait pour objet de traduire dans la loi la volonté exprimée le 3 novembre dernier par M. Bruno Durieux,

ministre délégué à la santé, d'instaurer un dépistage obligatoire du virus du sida chez les donneurs de sperme (le Monde du 5 novembre). Même si cette mesure était, en pratique, mise en œuvre depuis 1985 par tous les centres d'études et de conservation du sperme (CECOS), le ministre de la santé estimait souhaitable de la faire figurer dans la loi.

Y avait-il une véritable urgence sanitaire imposant le recours à la loi? La totalité des établissements publics ou privés autorisés à mettre en œuvre les techniques de procréation médicalement assistée ont recours, pour les inséminations artificielles avec donneur, à du sperme conservé par congélation provenant de donneurs séropositifs vis-à-vis du virus du sida. On connaît en revanche, dans les milieux spécialisés, l'existence de cabinets de gynécologie où des médecins pratiquent des inséminations artificielles à partir de sperme frais provenant de donneurs rémunérés et non dépistés. Cette situation inquiétante n'avait jamais fait l'objet d'une mise en garde officielle de la part des autorités sanitaires.

#### Aucune concertation

Le texte qui va être soumis au Parlement - il a déjà été adopté en conseil des ministres du 6 novembre et a été soumis pour avis au Conseil d'Etat - va beaucoup plus loin qu'une simple mesure d'ordre exclusivement sani-

taire (voir ci-dessous). Il aborde en effet plusieurs questions éthiques liées à la pratique des procréations médicalement assistées. Or ces questions, qui font depuis plusieurs années l'objet d'un vaste débat, doivent être abordées dans leur ensemble dans le prochain rapport de M. Bernard Bédou, député (PS) de la Dordogne et président de la mission parlementaire sur la bioéthique. Elles doivent d'autre part figurer dans le projet de loi en cours de rédaction aux ministères de la justice, de la recherche et des affaires sociales, projet de loi qui devrait être soumis en Parlement au printemps prochain (1).

Pour quelles raisons, dès lors, le ministre des affaires sociales souhaitait-il faire passer discrètement un texte légalisant, de fait, les techniques de PMA et les procédures d'agrément des centres qui les mettent en œuvre? La rédaction de ce texte n'a en effet fait l'objet d'aucune concertation avec les professionnels concernés, et la commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction créée en 1988 pour traiter de ces questions n'a pas même été consultée. Pour sa part, le Conseil d'Etat, après examen de ce texte, a pris soin d'adresser une « note » critique au gouvernement.

Dans l'entourage de M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, on précise tout d'abord que ce texte n'a nullement pour objet de régler les problèmes de droit civil et d'éthique liés aux techniques de PMA.

Seules, dit-on, sont réglementées les conditions techniques du recueil du sperme et l'obligation de dépister un certain nombre de maladies infectieuses. Et de ce point de vue, assure-t-on, le Conseil d'Etat n'a fait qu'apporter un certain nombre de précisions, telles que la gratuité du don de sperme, que le gouvernement a accepté d'inclure dans son texte. On reconnaît cependant qu'il ne s'agit que d'une « législation provisoire » qui pourra être complétée lorsque viendront en discussion les principaux textes sur la bioéthique. « Il est vrai que nous abordons ces problèmes de manière très modeste, ajoute-t-on, mais il n'est pas sûr que, compte tenu du contexte, ce soit la plus mauvaise méthode ».

De nombreux observateurs s'insurgent, pris de conscience de cette initiative en critiquant la forme et l'opportunité. Ils soulignent notamment que le fait de fragmenter de la sorte l'ensemble des questions de bioéthique conduira à priver le Parlement du débat nécessaire et indispensable compte tenu de l'ampleur des problèmes d'éthique et de société qui sont ici soulevés. Ils rappellent d'autre part qu'il s'agit là d'un ensemble cohérent et que l'on ne saurait sans risque engager une action législative parcellaire. Dès lors que la loi parle des procréations médicalement assistées et qu'elle interdit certaines pratiques, peut-on dire que d'autres (locations d'utérus, usage de ces méthodes en dehors du champ de la thérapie) sont autorisées?

JEAN-YVES NAU et FRANK NOUCHI

(1) MM. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, Michel Sapin, ministre délégué à la justice, et Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, feront une communication au conseil des ministres du 11 (ou du 18) décembre.

## PARIS

Le nombre des victimes ayant doublé en cinq ans

### Lancement d'une campagne pour réduire les accidents de deux-roues

La mairie de Paris et la préfecture de police lancent une campagne d'incitation à la prudence dans la capitale pour réduire le nombre d'accidents de deux-roues. En cinq ans, le nombre de victimes d'accidents de cyclomoteurs, scooters et motos a doublé.

Le parc de deux-roues à moteur, qui avoisine aujourd'hui quatre-vingt mille engins à Paris, s'est agrandi, mais la proportion des accidents augmente également. Si le nombre total d'accidents de la circulation diminue dans la capitale (moins 8 % en six ans), celui des deux-roues augmente : 43 %, alors que les deux-roues ne représentent que 6 % des véhicules en circulation. Les victimes sont, en grande majorité, des jeunes âgés de dix-sept à trente-cinq ans.

Un sur deux est étudiant ou conscript. Une campagne, mise au point par l'agence DDB Needham Worldwide, d'un coût global de 2 millions de francs et financée à parité par la Ville de Paris et l'Etat, est lancée par affichage dans les rues, stand et débats au Salon de la moto du 28 novembre au 8 décembre pour la diffusion de brochures à la sortie des lycées, des universités et des cinémas.

C. V.

## SPORTS

Le match Saint-Etienne-Marseille sera rejoué sur terrain neutre. - La commission sportive du Championnat de France de football de première division, réunie jeudi 21 novembre à Paris, a décidé de faire rejouer sur terrain neutre le match Saint-Etienne-Marseille (1-0) disputé le 19 octobre. Avant la rencontre, le capitaine de l'OM, Jean-Pierre Papin, avait reçu une coupure de bête sur la tête, ayant entraîné, selon les premiers diagnostics, un « léger traumatisme crânien » et son forfait pour le match.

La réalité de la blessure avait été contestée. Mais la commission a estimé que Marseille, en raison de la non-participation de Papin au match, avait subi un préjudice moral et sportif important.

## JUSTICE

Devant les assises du Cher

### Réclusion criminelle à perpétuité pour le meurtrier d'une fillette

Accusé d'avoir violé, puis égorgé, le 20 janvier 1989, la petite Céline Millerieux, huit ans, à Bourges, Vincent Ker a été condamné, jeudi 21 novembre par la cour d'assises du Cher, à la réclusion criminelle à perpétuité, assortie d'une peine de sûreté de trente ans.

BOURGES

de notre correspondant

Pendant deux jours, témoins, experts et policiers n'ont cessé de rappeler des faits et des circonstances chargeant unanimement l'accusé. « Tout en faux », répétait pourtant cet homme de vingt-huit ans envers et contre tous les témoignages. Par sa véhémence, Vincent Ker a souvent plongé la salle dans l'embarras. « J'ai découvert le corps, que j'ai mis dans une valise, mais je ne suis pas l'assassin », n'a-t-il cessé de clamer jusqu'à l'issue des plaidoiries, s'adressant cette fois directement à Daniel Millerieux, le père de la petite victime. Ses aveux à Paris? « J'étais paniqué après la découverte du corps. Mon erreur est là : avoir voulu dissimuler le corps. J'étais alors en cavale depuis deux ans. Je me suis enfui à Paris et suis allé dans un commissariat où j'ai dit que j'avais découvert le corps. J'étais épuisé, et les policiers ont écrit ce qu'ils voulaient ».

Sa déposition, le lendemain du meurtre, est pourtant accablante. Vincent Ker rapporte par le menu aux policiers du commissariat de la porte Saint-Martin (10<sup>e</sup> arrondissement), qui ne connaissaient pas encore l'affaire, son forfait. Le lendemain, après une garde à vue au commissariat de Bourges où il a été rapatrié, il revient sur ses premières déclarations. Pour les policiers, ce revirement est dû à une conversation entre lui et sa

concubine, qui lui conseille de tout nier et de se faire transférer à Metz, région dont ils sont originaires. Cette conversation, surprise par un policier de permanence, pèsera lourd dans le procès.

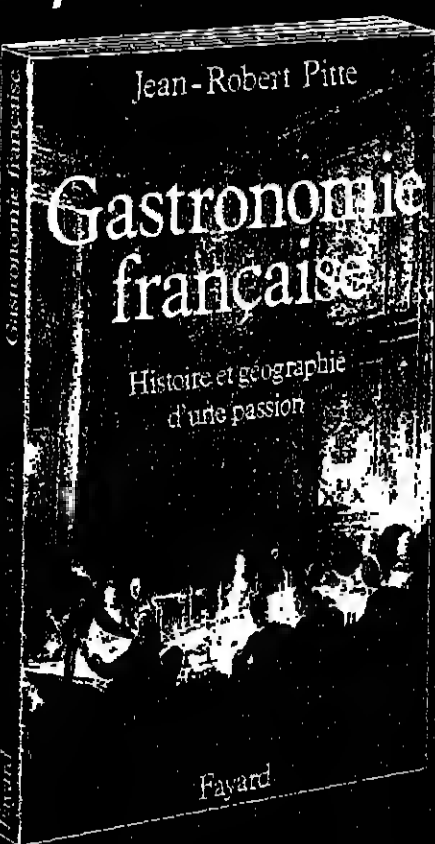
La personnalité de Ker ne l'aidait pas mieux. Il est décrit par ses proches comme un violent; par le psychologue commis pour l'enquête, comme « un caractère à facettes, égocentrique, souffrant d'indifférence affective, mais d'une intelligence au-dessus de la moyenne ». Le psychologue précise : « Il ne souffre pas d'anomalie mentale, possède un grand contrôle de son émotion, mais ne peut entretenir avec les autres que des rapports qui le conduisent soit à les détruire, soit à s'en servir ».

PATRICK MARTINAT

Un meurtrier présumé libéré à cause d'une erreur de procédure. - Le meurtrier présumé d'un jeune homme, le 5 août 1990, à Salasc (Hérault), Omar Bensot a été libéré, mercredi 14 novembre à Montpellier, à cause d'un retard de l'administration. Ses défenseurs avaient fait appel de la décision du juge de le maintenir en détention. Mais les avocats des deux parties n'ont reçu leur convocation que la veille de l'audience, et non pas quarante-huit heures avant, comme le prévoit la loi. - (Corresp.)

Un directeur d'école de l'Yonne inculpé de viol et écroué cinq ans après les faits. - Le directeur d'une école primaire de Migennes (Yonne), Daniel Olliger, cinquante-quatre ans, a été inculpé par M<sup>lle</sup> Brigitte Brun, juge d'instruction à Sens, et écroué à Auxerre, jeudi 21 novembre, pour le viol il y a cinq ans d'une de ses élèves qui, depuis, avait gardé le silence. Il a été dénoncé par son épouse, qui a découvert des photos de nus d'une enfant qui, alors âgée d'environ dix ans, fréquentait la classe de CM-2.

Que les Français se persuadent à nouveau de manger vrai, et ils guériront peut-être de la maladie de langueur qui les atteint parfois.



Un savoureux ouvrage.

Madame Figaro

Jean-Robert Pitte, dans un petit livre très croquant, cherche à comprendre d'où nous vient cet art du bien-manger, développé aujourd'hui jusqu'à l'outrecuidance par quelques-uns de nos maîtres qui se pavent au rang d'ambassadeurs de la grandeur nationale, alors même que nous n'avons pas à être particulièrement fiers de nos connaissances gastronomiques et que ce pays a très médiocrement résisté à l'invasion des fast-foods.

Jean-Pierre Riquart, Le Monde

L'Histoire  
chez  
FAYARD

On y prend goût

# Nouvelles Frontières

arché

aux épices, quel souk là-dedans!  
poivre, cannelle, safran  
et curcuma...  
et le rouge là,  
c'est quoi?  
Ah! mon ami, il faut goûter...  
c'était de la poudre à éternuer!

MARRAKECH 1150 F

VOI ALLER RÉTOUR. DÉPART DE PARIS  
PRINX A CERTAINES DATES  
TAPEZ 36 15 NÉ. TÉLÉPHONEZ AU (1) 42 73 10 64

# 10 JOURS VRAIMENT TRES EXCEPTIONNELS

10 Jours pour marquer 30 années.

Pour fêter ses 30<sup>e</sup> anniversaire, Roche-Bois vous offre 10 jours à des prix vraiment très exceptionnels. Vous allez pouvoir vous offrir tout ce dont vous rêviez chez Roche-Bois: salons cuir ou tissu, chaises, lampes, meubles contemporains ou de style, tables, tapis, tables basses, etc., etc., meubles de complément... C'est du 18 au 28 novembre pour un anniversaire vraiment très exceptionnel!

ROCHE-BOIS

لقد كنت في الحب







# CULTURE

## MUSIQUE

### Les voix du Moyen Age

Entendre de la musique médiévale dans l'une des plus belles églises de Paris

L'ENSEMBLE ORGANUM  
à la Sainte-Chapelle

Faire revivre l'art instrumental et vocal du Moyen Age, c'est la vocation de Marcel Pérès et de son Ensemble Organum depuis près de dix ans. Fondé à l'abbaye de Sénanque en 1982, cet ensemble est officiellement attaché depuis 1984 à l'Association pour la recherche et l'interprétation des musiques médiévales (ARIMM) dont le siège se trouve à la Fondation Royaumont à Asnières-sur-Oise. Son répertoire s'étend des premières sources connues (chant gallican, carolingien, ancien chant de l'Eglise de Rome) jusqu'au quinzième siècle, mais aussi la musique des sacres des rois de France, le répertoire militaire ou les plain-chants baroques. L'Ensemble Organum ne cache pas un petit penchant pour la liturgie.

Plus enclins aux tournées en région et à l'étranger, ces médiévistes s'installent cette année à Paris où ils donneront six concerts. Il faut en profiter. Découvrir de la musique médi-

vale n'est pas chose conrante, d'autant qu'elle résonne dans l'une des plus belles églises de la capitale : la Sainte-Chapelle. « Je cherchais un bel endroit au cœur de Paris. Il est magnifique et le son y est remarquable. La Sainte-Chapelle est un refuge idéal pour nous », explique Marcel Pérès. Quand ils ont pénétré dans le chœur, les sept hommes vêtus de noir avaient cet air sévère et austère, adjectifs dont on s'efforce souvent la musique médiévale avant de l'écouter. Alors, ils ont chanté, et ce n'est pas un univers troublant de sons gutturaux, de mélodies. Cette musique ténue et haletante et soignée, bien loin de la « sévérité » escomptée.

#### Sept ou huit siècles de répertoire

Quand le baroque connaît toujours son heure de gloire, le mouvement médiévisme commence à peine à se faire connaître et le répertoire est immense qui couvre sept ou huit siècles. « Il y a dix ans, c'était le désert, explique Marcel Pérès. Notre public s'élargit peu

à peu. Les Français considèrent toujours cette époque comme une période sombre et les organisateurs de concert sont encore un peu réticents. Pourtant, la musique médiévale intéresse les baroqueux, les fous de chant grégorien ou les amateurs de vieilles liturgies intéressées par une dimension spirituelle. Mais il y a aussi ces musiciens « techniques », qui y voient une façon de visiter l'histoire du Moyen Age. »

A la Fondation Royaumont, Marcel Pérès organise des colloques ou des séminaires de traduction. Actuellement, il décrypte un palimpseste, avec l'aide du laser, et vient d'achever la traduction d'un traité de musicologie du seizième siècle. Quatre cent-cinquante pages, un labeur de cinq ans. « Il y a eu trois familles de manuscrits. Il y a les « classiques », connus depuis un ou deux siècles. Cela ne veut pas dire pour autant qu'ils sont choisis. Un dixième seulement du manuscrit de l'école de Notre-Dame a été chanté. Il y a ceux qui dorment dans des bibliothèques de région, Besançon, Carpentras, Saint-Omer, Laon, Lens,

ou Montpellier qui possèdent un solide répertoire celtique du quatorzième siècle.

« Et les trésors cachés enfin, comme ces manuscrits de plain-chant découverts dans la sacristie de la cathédrale d'Auxerre, datant du dix-huitième siècle, écrits par des gens qui voulaient retrouver les traditions gallicanes. Des chercheurs, comme nous aujourd'hui. Dans des greniers cossus, j'ai découvert des musiques qui ne ressemblaient à rien de ce que je connaissais. J'ai appris qu'elles appartenaient à la tradition orale transmise de la Corse à l'Italie du Sud. Le chant mozarabe que nous présentons le 7 décembre est une liturgie officiellement disparue au onzième siècle, mais restée sur les lèvres espagnoles. Cinq siècles plus tard, le cardinal de Tolède l'a fait retrouver. Je l'ai retrouvée à Grenade. »

#### Une expérience chimique

L'oral. Le mystère des mystères. Les partitions écrites au Moyen Age représentent un petit tiers de l'activité musicale réelle. Le reste s'est évanoui. Marcel Pérès scrute le non-dit, tente de reconstituer le puzzle de cette mémoire oubliée en croisant les mentalités de l'époque, les traditions, comme il en a le projet avec le CNRS. Il traque les faux-bourbons, ces chants de tradition orale qui ont été couchés sur le papier. En Géorgie, en Russie ou en Italie du Sud, il a trouvé quelques pièces maîtresses de son puzzle.

Le concert vient enfin. Comme une expérience chimique. « Tenir, tirer diverses conclusions, se tromper, changer d'avis, bref, envisager cinq ou six lectures différentes d'une œuvre. Je pense à ces chants romains que nous avons enregistrés il y a cinq ans. Nous allons leur faire revivre l'énergie du studio. Je veux montrer qu'ils ont changé et qu'ils auront encore changé dans cinq ans. »

Le Graduel d'Alain de Bretagne, présenté le 23 novembre, est une partition pour femmes « parce qu'elles ne chantaient pas dans les cathédrales, mais dans leurs convents. La voix féminine est très importante dans le Moyen Age ». Marcel Pérès réunit aussi des artistes d'horizons divers, grecs ou libanais, issus du bel canto ou de la variété, les voix se modulent comme elles se sont modulées au fil des siècles. « Il ne faut d'ailleurs jamais ignorer que nous sommes et serons toujours, à des années lumières de cette musique. »

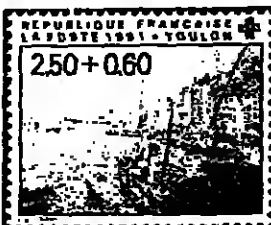
#### BÉNÉDICTE MATHIEU

► Sainte-Chapelle. Graduel d'Alain de Bretagne : le 23 novembre, à 21 heures. Chant mozarabe, le 7 décembre, à 21 heures. Puis les 20 mars, 2 avril et 15 mai 1992. Réservations : 34-68-05-50.

# PHILATÉLIE

## Croix-Rouge : Toulon

La Poste mettra en vente générale, le lundi 2 décembre, un timbre Croix-Rouge d'une valeur de 2,50 F affecté d'une surtaxe d'un montant de 0,60 F, reproduisant une œuvre de François Nard, le Port de Toulon. Rappelons que, en France, toutes les surtaxes de timbres sont systématiquement reversées à la Croix-Rouge.



Le timbre, au format horizontal 32,75 x 27 mm, mis en page par Louis Arquer, est imprimé en héliogravure en feuilles de trente et en carnets (vendus au prix de 31 F) de dix plus deux vignettes publicitaires sans valeur. La couverture de ce carnet a été dessinée par Jean-Paul Véro-Lemarié d'après l'œuvre d'Alfred Guesdon.

à 18 heures, au bureau temporaire « premier jour » ouvert au siège de la Croix-Rouge, Conseil départemental du Var, 39, avenue Lazare-Carnot, le 30 novembre, de 8 heures à 12 heures, aux bureaux de poste de Toulon-RP et de Toulon-Liberté (boîtes aux lettres spéciales).

Vente anticipée à Montréal (Canada), les 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre, au stand du service philatélique de La Poste de France, qui participe au Salon des collectionneurs (timbre à date sans mention « premier jour »).

Conformément à la tradition, les oblitérations seront réalisées à l'encre rouge. Elles peuvent être obtenues par correspondance, dans un délai de huit semaines, auprès du Service des oblitérations philatéliques, 61-63, rue de Douai, 75436 Paris Cedex 09.

Rubrique réalisée par la rédaction du mensuel *Le Monde des philatélistes*, 5, rue Antoine-Bourdelle, 75015 Paris. Tél. : (1) 40-45-29-27. Spécimen récent sur demande contre 15 F en timbres.

► Vente anticipée à Toulon (Var), les 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre, de 9 heures

## En filigrane

► Calmette et Guérin célébrés au Transat. — Le Transat, bantoustan d'Afrique du Sud, a émis le 26 septembre 1991 une série de quatre valeurs consacrées à des héros de la médaille : Ernst von Boring et Kiasato (25 c), Jonas Salk (50 c), John Enders (60 c) et Albert Calmette et Emile Guérin (40 c). Français qui mirent au point le vaccin antituberculeux (BCG).

► La Musée de la Poste de Paris et l'argent. — La Musée de la Poste de Paris accueille jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1992 une exposition intitulée « Les couleurs de l'argent ». Dans une remarquable mise en scène, trois cents œuvres — de Simon Vouet (1580-1649) à Andy Warhol ou César, en passant par Charles Baudelaire — illustrent la participation de l'argent, dans ses formes matérielles, ses symboles, que les artistes ont exprimés du seizième siècle à nos jours. A noter qu'avec cette exposition, le musée éternise son hall d'entrée rénové ainsi qu'une nouvelle boutique consacrée à la vente de papiers à lettres, d'objets postaux divers — autant d'idées de cadeaux — et de livres.

L'atelier d'initiation à la philatélie, ouvert aux jeunes de neuf à onze ans, a repris ses activités, chaque mercredi, de 14 h 30 à 16 h 30 en salle 12 du musée. Il est impératif de réserver sa place pour chaque séance au (1) 42-79-23-29 (Musée de la Poste de Paris, 34, boulevard de Vaugirard, 75015 Paris).

► Ciné, c'est posté. — L'Association montreuilloise du cinéma organise un concours d'art postal ouvert à tous sans limite d'âge. Le principe : décorer une enveloppe (timbre et oblitération font partie de l'ensemble) sur le thème de Georges Méliès et la naissance du cinéma. Date limite de participation, fin février : à gagner, livres et places de cinéma (enseignements : Cinéma Georges Méliès, 45, rue Victor-Hugo, 93100 Montreuil. Tél. : (1) 48-58-37-48).

## Oecuménisme à Metz

La vingtième édition d'un festival déjà européen

METZ

correspondance

Sans faste particulier, sans l'inévitable « concert exceptionnel », sans autocélébration donc, les Rencontres internationales de musique contemporaine de Metz ont été à la fin novembre leur vingtième anniversaire. Pas de bilan, en somme, mais la poursuite d'une action en faveur de la création. Pourtant, le festival fait peu bruit. Dès 1992, la formule consacrée deviendra un rendez-vous Musique nouvelle qui, sur deux

week-ends, devrait permettre que les œuvres soient jouées, à Metz ou ailleurs en Europe.

A la satisfaction des compositeurs, et surtout pour la plus grande joie des promoteurs et des partenaires financiers qui, de plus en plus, veulent suivre depuis la source les projets qu'ils sponsorisent. A Metz aussi, on se prépare à l'ouverture des frontières européennes.

La programmation du festival 1991 laisse pressentir cette nouvelle orientation. Plus que jamais, la musique contemporaine attend l'homme providentiel qui saura réconcilier la création et le public. Pour la plupart, les compositeurs retenus cette année ont joué la carte de la séduction, la pire comme la meilleure.

Dans cette dernière catégorie, Mauricio Kagel est passé maître, comme on l'a constaté avec ses œuvres récentes présentées cette année. Tanc-Schul, une partition de 1987 dans le sillage de *Fulcrum* de Stravinsky, a conquis par son humour et la force de son orchestration. Mais avec les *Liturgies* de 1990, on a perçu les limites du génie kagélien. L'œuvre s'appuie sur les

textes culturels des trois religions monothéistes. Elle se défend d'être ce qu'elle est en réalité, le manifeste d'un oecuménisme flasque, car le compositeur a délaissé l'esprit caustique qui lui caractérise d'ordinaire.

Avec Francisco Guerrero, c'est à un tout autre rituel que les auditeurs étaient conviés. *Sahara* est une partition délibérément expressive, économe de silences, synchrone au sens propre, dont la force, malgré ce que le titre laisse pressentir, est comparable aux hordes de l'océan. On perçoit le propos immédiatement (on se s'encombre pas comme chez Kagel d'un appareil critique), toute l'écriture, soignée, est pensée en vue de l'émotion, du souffle et de l'énergie vitale. *Sahara* est une grande respiration. Présentée par l'orchestre du Südwestfunk, la partition de Helmut Lachenmann, *Accanto*, est une antipode de *Sahara*. Dans cette frappe merveilleuse, où chaque silence est composé et significatif, l'orchestre explore, instrument par instrument, des modes de jeu inhabituels, un procédé qui culmine dans la partie de clarinette solo pour laquelle l'interprète doit se surpasser jusqu'à l'épuisement physique : saluons la performance incroyablement expressive du soliste Eduard Brunner. Partition qui refuse les concessions, *Accanto* date de 1975. La création française de ce chef-d'œuvre aura constitué paradoxalement l'événement à Metz.

DOMINIQUE DRUHEN

#### CONCERT

SALLE CORTOT  
Lundi 25 novembre,  
20 h 30

(p.e. Mondial Musiques)

Piano : Dorota  
ZAROWIECKA  
Violoncelle : PER  
HELDERS  
SZYMANOWSKI, MARTINU  
SCHNITTKE, BRAHMS

## La Belle Noiseuse

dans la version du Festival de Cannes - 4 heures

Soul au Saint Germain des Prés



## La Belle Noiseuse

dans la version "Divertimento" 2 heures

Gaumont Ambassade  
Gaumont Les Halles  
Gaumont Parnasse



Courte ? Longue ?  
Desormais, on aura le choix entre deux versions.

PHILIPPE ROYER / LA CROIX

Une œuvre chorégraphique de  
**Joe**  
Jean-Pierre Perreault  
du 26 au 30 novembre à 21 h  
La Grande Halle-la Villette  
Métro Porte de Pantin  
**40 03 39 03**

Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre  
**ATHENES**  
**Shakespeare**  
texte français Jean-Michel Déprats  
mise en scène Dominique Pitoiset  
Dominique Pitoiset est un metteur en scène rapéux, teigneux, qui aime plâtrer le gazon, ne craint pas de secouer les bonnes manières... Avec Hervé Pierre - Timon - un interprète formidable...  
Collette Godard, Le Monde  
L'amateur de Théâtre, s'il aime découvrir des talents nouveaux, devrait faire un tour à l'Athènes. Dominique Pitoiset se rappellera à nous.  
Pierre Maréchal, Le Figaro

**MUSIQUES DU MONDE**  
75 F  
LUN. 25 NOV. 20H30  
**TRIO ERIK MARCHAND ET QUINTET CLARINETTES**  
Bretagne  
avec la participation de  
Yann Fanch Kemener  
LOC. 42 74 22 77  
2 PL. DU CHATELET PARIS 4<sup>e</sup>

لنا من الحلو



هكذا من الأصل

14 Le Monde • Samedi 23 novembre 1991 •

# SPECTACLES

## VENDREDI 22 NOVEMBRE

### THÉÂTRES

#### SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

**DES BICÉLES DE PAIX.** Aubervilliers (Théâtre de la Commune, Centre dramatique national) (48-34-87-57) (dim. soir, lun., 20 h 30; dim. 18 h 20).

**FONT ET VAL.** Dejazet (TLF) (42-74-20-50) (dim. lun., 20 h 30 (20)).

**BERESHT.** Lucarne Forum. Centre national d'art et d'essai (44-54-57-34) (dim.). 18 h (20).

**RIMBAUD À SA SŒUR ISABELLE.** Salle Brasilia. Galerie Brasil Inter Art (48-07-20-17) (dim., lun.). 20 h 30 (20).

**SCÈNES DE MÊNAGE.** Neully-sur-Seine. L'Athlétique (48-24-03-83) (dim., lun., mar.). 20 h 30 (20).

**Y'A PAS QUE LES CHIENS QUI S'AIMENT.** Théâtre national de Chaillot (47-27-81-15). Salle Gémier (dim. soir, lun.). 21 h; dim. 17 h (20).

**GRAND PEUR ET MISÈRE OU M'HECHIT.** Comédie de Paris (42-81-01-11) (dim. soir, lun.). 21 h; dim. 15 h (21).

**APRÈS L'AMOUR.** Théâtre de la Main-d'Or Belle-de-Mai (48-06-67-89) (dim. soir, lun.). 21 h; dim. 17 h (22).

**CHANTAL GALLIA.** Renaissance (42-08-18-50) (dim.). 21 h (22).

**COMBAT DE NÈGRES ET DE CHIENS.** Carroux. Théâtre de la Tempête (43-28-38-36) (dim. soir, lun.). 20 h 30; dim. 18 h (22).

**REMONTKONO.** Amateurs de Paris (43-86-42-17) (dim. soir, lun.). 20 h 30; dim. 15 h 30 (24).

**EUX SEULS LE SAVENT.** Guichet Montparnasse (43-27-88-61) (dim.), 18 h 45 (23).

**NDS MÈRES ÉTAIENT DES FÈES.** Eldorado (42-46-02-27). 21 h (26).

**DIEU GRAMMAIRIEN.** Bastille (43-57-42-14) (dim. soir, 19 h 30; dim. 15 h 30 (26)).

**OPÉRA BULLES.** Grande Halle de la Villette. Salle Boris-Vian (42-48-77-22) (lun.). 12 h (28).

**UNE ENVIE DE TUEUR SUR LE BOUT DE LA LANGUE.** Théâtre 13 (45-88-82-22) (dim. soir, lun.). 20 h 30; dim. 15 h (28).

**LES CLEFS.** Carroux. Théâtre de la Tempête (43-28-38-36) (dim. soir, lun.). 21 h; dim. 18 h 30 (26).

**OPÉRA BULLES.** Grande Halle de la Villette. Salle Boris-Vian (42-48-77-22) (lun.). 12 h (28).

**UNE ENVIE DE TUEUR SUR LE BOUT DE LA LANGUE.** Théâtre 13 (45-88-82-22) (dim. soir, lun.). 20 h 30; dim. 15 h (28).

**GRAND PEUR ET MISÈRE OU M'HECHIT.** Comédie de Paris (42-81-01-11) (dim. soir, lun.). 21 h; dim. 15 h (21).

**APRÈS L'AMOUR.** Théâtre de la Main-d'Or Belle-de-Mai (48-06-67-89) (dim. soir, lun.). 21 h; dim. 17 h (22).

**CHANTAL GALLIA.** Renaissance (42-08-18-50) (dim.). 21 h (22).

**COMBAT DE NÈGRES ET DE CHIENS.** Carroux. Théâtre de la Tempête (43-28-38-36) (dim. soir, lun.). 20 h 30; dim. 18 h (22).

**REMONTKONO.** Amateurs de Paris (43-86-42-17) (dim. soir, lun.). 20 h 30; dim. 15 h 30 (24).

**EUX SEULS LE SAVENT.** Guichet Montparnasse (43-27-88-61) (dim.), 18 h 45 (23).

**NDS MÈRES ÉTAIENT DES FÈES.** Eldorado (42-46-02-27). 21 h (26).

**DIEU GRAMMAIRIEN.** Bastille (43-57-42-14) (dim. soir, 19 h 30; dim. 15 h 30 (26)).

**OPÉRA BULLES.** Grande Halle de la Villette. Salle Boris-Vian (42-48-77-22) (lun.). 12 h (28).

**UNE ENVIE DE TUEUR SUR LE BOUT DE LA LANGUE.** Théâtre 13 (45-88-82-22) (dim. soir, lun.). 20 h 30; dim. 15 h (28).

**LES CLEFS.** Carroux. Théâtre de la Tempête (43-28-38-36) (dim. soir, lun.). 21 h; dim. 18 h 30 (26).

**OPÉRA BULLES.** Grande Halle de la Villette. Salle Boris-Vian (42-48-77-22) (lun.). 12 h (28).

**UNE ENVIE DE TUEUR SUR LE BOUT DE LA LANGUE.** Théâtre 13 (45-88-82-22) (dim. soir, lun.). 20 h 30; dim. 15 h (28).

**GRAND PEUR ET MISÈRE OU M'HECHIT.** Comédie de Paris (42-81-01-11) (dim. soir, lun.). 21 h; dim. 15 h (21).

**APRÈS L'AMOUR.** Théâtre de la Main-d'Or Belle-de-Mai (48-06-67-89) (dim. soir, lun.). 21 h; dim. 17 h (22).

**CHANTAL GALLIA.** Renaissance (42-08-18-50) (dim.). 21 h (22).

**COMBAT DE NÈGRES ET DE CHIENS.** Carroux. Théâtre de la Tempête (43-28-38-36) (dim. soir, lun.). 20 h 30; dim. 18 h (22).

**REMONTKONO.** Amateurs de Paris (43-86-42-17) (dim. soir, lun.). 20 h 30; dim. 15 h 30 (24).

**EUX SEULS LE SAVENT.** Guichet Montparnasse (43-27-88-61) (dim.), 18 h 45 (23).

**NDS MÈRES ÉTAIENT DES FÈES.** Eldorado (42-46-02-27). 21 h (26).

**DIEU GRAMMAIRIEN.** Bastille (43-57-42-14) (dim. soir, 19 h 30; dim. 15 h 30 (26)).

**OPÉRA BULLES.** Grande Halle de la Villette. Salle Boris-Vian (42-48-77-22) (lun.). 12 h (28).

**UNE ENVIE DE TUEUR SUR LE BOUT DE LA LANGUE.** Théâtre 13 (45-88-82-22) (dim. soir, lun.). 20 h 30; dim. 15 h (28).

**LES CLEFS.** Carroux. Théâtre de la Tempête (43-28-38-36) (dim. soir, lun.). 21 h; dim. 18 h 30 (26).

**OPÉRA BULLES.** Grande Halle de la Villette. Salle Boris-Vian (42-48-77-22) (lun.). 12 h (28).

**UNE ENVIE DE TUEUR SUR LE BOUT DE LA LANGUE.** Théâtre 13 (45-88-82-22) (dim. soir, lun.). 20 h 30; dim. 15 h (28).

**GRAND PEUR ET MISÈRE OU M'HECHIT.** Comédie de Paris (42-81-01-11) (dim. soir, lun.). 21 h; dim. 15 h (21).

**APRÈS L'AMOUR.** Théâtre de la Main-d'Or Belle-de-Mai (48-06-67-89) (dim. soir, lun.). 21 h; dim. 17 h (22).

**CHANTAL GALLIA.** Renaissance (42-08-18-50) (dim.). 21 h (22).

**COMBAT DE NÈGRES ET DE CHIENS.** Carroux. Théâtre de la Tempête (43-28-38-36) (dim. soir, lun.). 20 h 30; dim. 18 h (22).

**REMONTKONO.** Amateurs de Paris (43-86-42-17) (dim. soir, lun.). 20 h 30; dim. 15 h 30 (24).

**EUX SEULS LE SAVENT.** Guichet Montparnasse (43-27-88-61) (dim.), 18 h 45 (23).

**NDS MÈRES ÉTAIENT DES FÈES.** Eldorado (42-46-02-27). 21 h (26).

**DIEU GRAMMAIRIEN.** Bastille (43-57-42-14) (dim. soir, 19 h 30; dim. 15 h 30 (26)).

**OPÉRA BULLES.** Grande Halle de la Villette. Salle Boris-Vian (42-48-77-22) (lun.). 12 h (28).

**UNE ENVIE DE TUEUR SUR LE BOUT DE LA LANGUE.** Théâtre 13 (45-88-82-22) (dim. soir, lun.). 20 h 30; dim. 15 h (28).

**LES CLEFS.** Carroux. Théâtre de la Tempête (43-28-38-36) (dim. soir, lun.). 21 h; dim. 18 h 30 (26).

**OPÉRA BULLES.** Grande Halle de la Villette. Salle Boris-Vian (42-48-77-22) (lun.). 12 h (28).

**UNE ENVIE DE TUEUR SUR LE BOUT DE LA LANGUE.** Théâtre 13 (45-88-82-22) (dim. soir, lun.). 20 h 30; dim. 15 h (28).

**GRAND PEUR ET MISÈRE OU M'HECHIT.** Comédie de Paris (42-81-01-11) (dim. soir, lun.). 21 h; dim. 15 h (21).

**APRÈS L'AMOUR.** Théâtre de la Main-d'Or Belle-de-Mai (48-06-67-89) (dim. soir, lun.). 21 h; dim. 17 h (22).

**CHANTAL GALLIA.** Renaissance (42-08-18-50) (dim.). 21 h (22).

**COMBAT DE NÈGRES ET DE CHIENS.** Carroux. Théâtre de la Tempête (43-28-38-36) (dim. soir, lun.). 20 h 30; dim. 18 h (22).

**REMONTKONO.** Amateurs de Paris (43-86-42-17) (dim. soir, lun.). 20 h 30; dim. 15 h 30 (24).

**EUX SEULS LE SAVENT.** Guichet Montparnasse (43-27-88-61) (dim.), 18 h 45 (23).

**NDS MÈRES ÉTAIENT DES FÈES.** Eldorado (42-46-02-27). 21 h (26).

**DIEU GRAMMAIRIEN.** Bastille (43-57-42-14) (dim. soir, 19 h 30; dim. 15 h 30 (26)).

**OPÉRA BULLES.** Grande Halle de la Villette. Salle Boris-Vian (42-48-77-22) (lun.). 12 h (28).

**UNE ENVIE DE TUEUR SUR LE BOUT DE LA LANGUE.** Théâtre 13 (45-88-82-22) (dim. soir, lun.). 20 h 30; dim. 15 h (28).

**LES CLEFS.** Carroux. Théâtre de la Tempête (43-28-38-36) (dim. soir, lun.). 21 h; dim. 18 h 30 (26).

**OPÉRA BULLES.** Grande Halle de la Villette. Salle Boris-Vian (42-48-77-22) (lun.). 12 h (28).

**UNE ENVIE DE TUEUR SUR LE BOUT DE LA LANGUE.** Théâtre 13 (45-88-82-22) (dim. soir, lun.). 20 h 30; dim. 15 h (28).

**GRAND PEUR ET MISÈRE OU M'HECHIT.** Comédie de Paris (42-81-01-11) (dim. soir, lun.). 21 h; dim. 15 h (21).

**APRÈS L'AMOUR.** Théâtre de la Main-d'Or Belle-de-Mai (48-06-67-89) (dim. soir, lun.). 21 h; dim. 17 h (22).

**CHANTAL GALLIA.** Renaissance (42-08-18-50) (dim.). 21 h (22).

**COMBAT DE NÈGRES ET DE CHIENS.** Carroux. Théâtre de la Tempête (43-28-38-36) (dim. soir, lun.). 20 h 30; dim. 18 h (22).

**REMONTKONO.** Amateurs de Paris (43-86-42-17) (dim. soir, lun.). 20 h 30; dim. 15 h 30 (24).

**EUX SEULS LE SAVENT.** Guichet Montparnasse (43-27-88-61) (dim.), 18 h 45 (23).

**NDS MÈRES ÉTAIENT DES FÈES.** Eldorado (42-46-02-27). 21 h (26).

**DIEU GRAMMAIRIEN.** Bastille (43-57-42-14) (dim. soir, 19 h 30; dim. 15 h 30 (26)).

**OPÉRA BULLES.** Grande Halle de la Villette. Salle Boris-Vian (42-48-77-22) (lun.). 12 h (28).

**UNE ENVIE DE TUEUR SUR LE BOUT DE LA LANGUE.** Théâtre 13 (45-88-82-22) (dim. soir, lun.). 20 h 30; dim. 15 h (28).

**LES CLEFS.** Carroux. Théâtre de la Tempête (43-28-38-36) (dim. soir, lun.). 21 h; dim. 18 h 30 (26).

**OPÉRA BULLES.** Grande Halle de la Villette. Salle Boris-Vian (42-48-77-22) (lun.). 12 h (28).

### STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10). Les jours se traitent, les nuits aussi: 20 h 30.

**THÉÂTRE 14.** JEAN-MARIE SERREAU (45-45-48-77). Calligula: 20 h 30.

**THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN** (43-64-00-80). Chacun pleure son gendarme: 20 h 30.

**THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR-BELLE-DE-MAI** (48-06-67-89). Les calmans sont des gens comme les autres: 20 h 30.

**THÉÂTRE DE LA VILLE** (42-74-22-77). La Haute-Forme. Sk-Sk: 20 h 30.

**THÉÂTRE DE MENILMONTANT** (40-08-88-75). L'Offrande: 20 h.

**THÉÂTRE DE NESSLE** (46-34-81-04). Baudouin: 14 h 30. Mises: 18 h.

**THÉÂTRE DE PARIS** (48-78-22-00). Smen: 21 h.

**THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL** (48-08-72-34). Sand-Musset: 19 h 45.

**THÉÂTRE DU TEMPS** (43-55-10-88). Taro et Harek. Théâtre en hermine avec Alceste: 20 h 30.

**THÉÂTRE GRÉVIN** (42-46-84-47). Anne Roumanoff: 20 h 30.

**THÉÂTRE MAURICE-RAVEL** (43-70-63-02). L'Affaire Solbe: 20 h.

**THÉÂTRE MOORE** (45-74-10-75). No Woman's Land: 20 h 45.

**THÉÂTRE MONTROUGE** (48-36-06-08). Les Effets de l'orage: 20 h 45.

**THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON** (43-25-70-32). Le Temps et la Chambre (Préface d'Antoine à Paris): 20 h 30.

**THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT** (47-27-81-15). Salle Gémier. Y e pas que les chiens qui s'aiment: 21 h. Salle Saint-Martin. Marny Monna: 20 h 30.

**THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE** (43-68-43-80). Un mar: 21 h.

**THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (PETITE SALLE)** (43-25-70-32). Poker: 20 h 30.

**THÉÂTRE OUVERT-JARDIN D'HIVER** (42-62-58-48). Les Guenilles: 21 h.

**THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT** (42-56-60-70). Mais qu'est-ce qu'ils ont, ces Antichristes?: 18 h 30 et 21 h.

**THÉÂTRE RENAISSANCE** (42-56-60-70). Histoire de la presse. Esprit Journal, la Rue du papier (1937) de J.C. Bernard, 125, rue Montmartre (1869) de Gilles Grogan, 18 h 30. Agence photo: Photographie et Société (1984) de Teri Wehm-Damisch, Objectif: une (1991) 20 h 30; Hommage à Simone Signoret: Mémoires pour Simone (1986) de Chris Marker, Cécile d'or (1982) de Jacques Becker, 20 h.

**THÉÂTRE RENAISSANCE** (42-56-60-70). Histoire de la presse. Esprit Journal, la Rue du papier (1937) de J.C. Bernard, 125, rue Montmartre (1869) de Gilles Grogan, 18 h 30. Agence photo: Photographie et Société (1984) de Teri Wehm-Damisch, Objectif: une (1991) 20 h 30; Hommage à Simone Signoret: Mémoires pour Simone (1986) de Chris Marker, Cécile d'or (1982) de Jacques Becker, 20 h.

**THÉÂTRE RENAISSANCE** (42-56-60-70). Histoire de la presse. Esprit Journal, la Rue du papier (1937) de J.C. Bernard, 125, rue Montmartre (1869) de Gilles Grogan, 18 h 30. Agence photo: Photographie et Société (1984) de Teri Wehm-Damisch, Objectif: une (1991) 20 h 30; Hommage à Simone Signoret: Mémoires pour Simone (1986) de Chris Marker, Cécile d'or (1982) de Jacques Becker, 20 h.

**THÉÂTRE RENAISSANCE** (42-56-60-70). Histoire de la presse. Esprit Journal, la Rue du papier (1937) de J.C. Bernard, 125, rue Montmartre (1869) de Gilles Grogan, 18 h 30. Agence photo: Photographie et Société (1984) de Teri Wehm-Damisch, Objectif: une (1991) 20 h 30; Hommage à Simone Signoret: Mémoires pour Simone (1986) de Chris Marker, Cécile d'or (1982) de Jacques Becker, 20 h.

**THÉÂTRE RENAISSANCE** (42-56-60-70). Histoire de la presse. Esprit Journal, la Rue du papier (1937) de J.C. Bernard, 125, rue Montmartre (1869) de Gilles Grogan, 18 h 30. Agence photo: Photographie et Société (1984) de Teri Wehm-Damisch, Objectif: une (1991) 20 h 30; Hommage à Simone Signoret: Mémoires pour Simone (1986) de Chris Marker, Cécile d'or (1982) de Jacques Becker, 20 h.

**THÉÂTRE RENAISSANCE** (42-56-60-70). Histoire de la presse. Esprit Journal, la Rue du papier (1937) de J.C. Bernard, 125, rue Montmartre (1869) de Gilles Grogan, 18 h 30. Agence photo: Photographie et Société (1984) de Teri Wehm-Damisch, Objectif: une (1991) 20 h 30; Hommage à Simone Signoret: Mémoires pour Simone (1986) de Chris Marker, Cécile d'or (1982) de Jacques Becker, 20 h.

**THÉÂTRE RENAISSANCE** (42-56-60-70). Histoire de la presse. Esprit Journal, la Rue du papier (1937) de J.C. Bernard, 125, rue Montmartre (1869) de Gilles Grogan, 18 h 30. Agence photo: Photographie et Société (1984) de Teri Wehm-Damisch, Objectif: une (1991) 20 h 30; Hommage à Simone Signoret: Mémoires pour Simone (1986) de Chris Marker, Cécile d'or (1982) de Jacques Becker, 20 h.

**THÉÂTRE RENAISSANCE** (42-56-60-70). Histoire de la presse. Esprit Journal, la Rue du papier (1937) de J.C. Bernard, 125, rue Montmartre (1869) de Gilles Grogan, 18 h 30. Agence photo: Photographie et Société (1984) de Teri Wehm-Damisch, Objectif: une (1991) 20 h 30; Hommage à Simone Signoret: Mémoires pour Simone (1986) de Chris Marker, Cécile d'or (1982) de Jacques Becker, 20 h.

**THÉÂTRE RENAISSANCE** (42-56-60-70). Histoire de la presse. Esprit Journal, la Rue du papier (1937) de J.C. Bernard, 125, rue Montmartre (1869) de Gilles Grogan, 18 h 30. Agence photo: Photographie et Société (1984) de Teri Wehm-Damisch, Objectif: une (1991) 20 h 30; Hommage à Simone Signoret: Mémoires pour Simone (1986) de Chris Marker, Cécile d'or (1982) de Jacques Becker, 20 h.

**THÉÂTRE RENAISSANCE** (42-56-60-70). Histoire de la presse. Esprit Journal, la Rue du papier (1937) de J.C. Bernard, 125, rue Montmartre (1869) de Gilles Grogan, 18 h 30. Agence photo: Photographie et Société (1984) de Teri Wehm-Damisch, Objectif: une (1991) 20 h 30; Hommage à Simone Signoret: Mémoires pour Simone (1986) de Chris Marker, Cécile d'or (1982) de Jacques Becker, 20 h.

**THÉÂTRE RENAISSANCE** (42-56-60-70). Histoire de la presse. Esprit Journal, la Rue du papier (1937) de J.C. Bernard, 125, rue Montmartre (1869) de Gilles Grogan, 18 h 30. Agence photo: Photographie et Société (1984) de Teri Wehm-Damisch, Objectif: une (1991) 20 h 30; Hommage à Simone Signoret: Mémoires pour Simone (1986) de Chris Marker, Cécile d'or (1982) de Jacques Becker, 20 h.

**THÉÂTRE RENAISSANCE** (42-56-60-70). Histoire de la presse. Esprit Journal, la Rue du papier (1937) de J.C. Bernard, 125, rue Montmartre (1869) de Gilles Grogan, 18 h 30. Agence photo: Photographie et Société (1984) de Teri Wehm-Damisch, Objectif: une (1991) 20 h 30; Hommage à Simone Signoret: Mémoires pour Simone (1986) de Chris Marker, Cécile d'or (1982) de Jacques Becker, 20 h.

**THÉÂTRE RENAISSANCE** (42-56-60-70). Histoire de la presse. Esprit Journal, la Rue du papier (1937) de J.C. Bernard, 125, rue Montmartre (1869) de Gilles Grogan, 18 h 30. Agence photo: Photographie et Société (1984) de Teri Wehm-Damisch, Objectif: une (1991) 20 h 30; Hommage à Simone Signoret: Mémoires pour Simone (1986) de Chris Marker, Cécile d'or (1982) de Jacques Becker, 20 h.

**THÉÂTRE RENAISSANCE** (42-56-60-70). Histoire de la presse. Esprit Journal, la Rue du papier (1937) de J.C. Bernard, 125, rue Montmartre (1869) de Gilles Grogan, 18 h 30. Agence photo: Photographie et Société (1984) de Teri Wehm-Damisch, Objectif: une (1991) 20 h 30; Hommage à Simone Signoret: Mémoires pour Simone (1986) de Chris Marker, Cécile d'or (1982) de Jacques Becker, 20 h.

**THÉÂTRE RENAISSANCE** (42-56-60-70). Histoire de la presse. Esprit Journal, la Rue du papier (1937) de J.C. Bernard, 125, rue Montmartre (1869) de Gilles Grogan, 18 h 30. Agence photo: Photographie et Société (1984) de Teri Wehm-Damisch, Objectif: une (1991) 20 h 30; Hommage à Simone Signoret: Mémoires pour Simone (1986) de Chris Marker, Cécile d'or (1982) de Jacques Becker, 20 h.

**THÉÂTRE RENAISSANCE** (42-56-60-70). Histoire de la presse. Esprit Journal, la Rue du papier (1937) de J.C. Bernard, 125, rue Montmartre (1869) de Gilles Grogan, 18 h 30. Agence photo: Photographie et Société (1984) de Teri Wehm-Damisch, Objectif: une (1991) 20 h 30; Hommage à Simone Signoret: Mémoires pour Simone (1986) de Chris Marker, Cécile d'or (1982) de Jacques Becker, 20 h.

**THÉÂTRE RENAISSANCE** (42-56-60-70). Histoire de la presse. Esprit Journal, la Rue du papier (1937) de J.C. Bernard, 125, rue Montmartre (1869) de Gilles Grogan, 18 h 30. Agence photo: Photographie et Société (1984) de Teri Wehm-Damisch, Objectif: une (1991) 20 h 30; Hommage à Simone Signoret: Mémoires pour Simone (1986) de Chris Marker, Cécile d'or (1982) de Jacques Becker, 20 h.

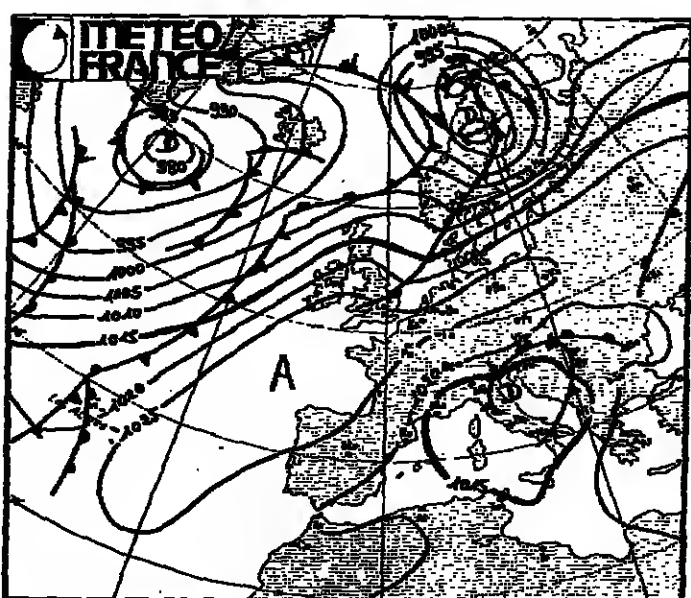
**THÉÂTRE RENAISSANCE** (42-56-60-70). Histoire de la presse. Esprit Journal, la Rue du papier (1937) de J.C. Bernard, 125, rue Montmartre (1869) de Gilles Grogan, 18 h 30. Agence photo: Photographie et Société (1984) de Teri Wehm-Damisch, Objectif: une (1991) 20 h 30; Hommage à Simone Signoret: Mémoires pour Simone (1986) de Chris Marker, Cécile d'or (1982) de Jacques Becker, 20 h.

**THÉÂTRE RENAISS**

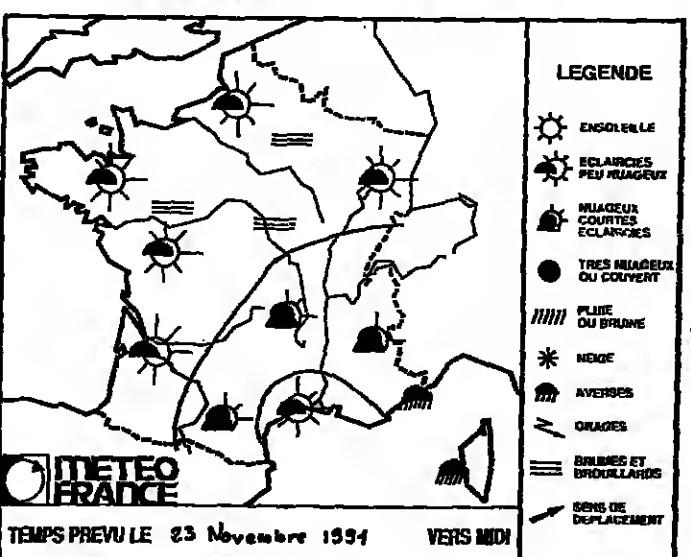


# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 22 NOVEMBRE A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 23 NOVEMBRE 1991



Samedi : nuages sur le Sud-Est, soleil et fraîcheur ailleurs. Sur la Côte d'Azur et les Alpes du sud, le ciel sera très nuageux, avec des averses ; il neigera en montagne au-dessus de 800 m environ.

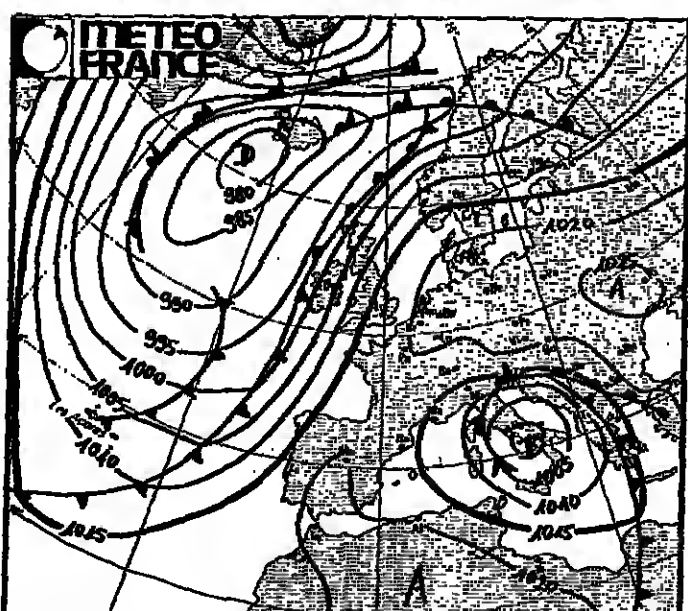
Sur les Alpes du nord, le Lyonnais, le Massif central et Midi-Pyrénées, les nuages resteront abondants jusqu'en milieu de journée, puis le soleil prendra le dessus.

Sur tout le reste du pays, il faudra compter avec la présence de brouillards au lever du jour ; ils seront parfois givrants. Mais le soleil arrivera à en venir à bout, et l'après-midi sera bien ensoleillé.

Les températures matinales seront froides, avec des gelées entre -1 et -5 degrés qui toucheront la plupart des régions, à l'exception des régions voisines de la Manche et de la Méditerranée, où elles seront voisines de 9 degrés, de la Bretagne au Sud-Ouest, et de 14 degrés, sur les régions méditerranéennes. Ailleurs, elles seront comprises entre 4 et 6 degrés.

Il soufflera encore un peu de tramontane le matin. L'après-midi, c'est un vent de nord-est assez fort qui se lèvera entre la Corse et la Côte d'Azur. Partout ailleurs, le vent sera faible ou modéré, de direction variable.

PRÉVISIONS POUR LE 24 NOVEMBRE 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 21-11-1991 à 13 heures TU et le 22-11-1991 à 0 heures TU

FRANCE			ÉTRANGER		
ALGER	15	8 N	ALGER	2	4 N
BARCELONE	14	4 C	AMSTERDAM	1	0 C
BORDEAUX	10	3 C	ATHÈNES	12	2 C
BRESCIA	10	3 C	BANGKOK	20	24 N
CALCUTTA	24	2 C	BARCELONE	12	2 C
CARACAS	24	2 C	BELGRADE	14	8 P
CHENNAI	24	2 C	BERLIN	5	1 D
COLUMBO	24	2 C	BOMBAY	24	2 C
DARWIN	24	2 C	BRAZILIA	24	2 C
DELHI	24	2 C	CAIRO	24	2 C
DIJON	12	5 D	COPENHAGUE	2	1 C
ESPAGNE	12	5 D	DAKAR	24	2 C
GENÈVE	12	5 D	DELHI	24	2 C
HANOI	24	2 C	DJIBOUTI	24	2 C
HAÏPHONG	24	2 C	GRÈVE	6	4 C
HOANGANG	24	2 C	HONGKONG	24	2 C
KHAROV	24	2 C	ISTANBUL	16	11 D
LIENING	24	2 C	JERUSALEM	11	1 D
LIENING	24	2 C	LONDRES	13	6 C
LIENING	24	2 C	LONDRES	13	6 C

A B C D N O P T \*  
averse bruine ciel couvert ciel dégagé ciel nuageux orage pluie tempête neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

# COMMUNICATION

Un plan d'ensemble proposé au gouvernement

## Cartes sur table pour le câble

Le rapport des Groupes d'études et de mobilisation remis à Matignon propose un plan d'ensemble et des montages financiers originaux pour remédier aux problèmes de la télévision par câble, le gouvernement souhaitant rassembler des décisions dans une charte du câble avant la fin de l'année.

Déficits insupportables, mauvais enregistrement des auteurs, programmes insuffisamment attractifs pour déclencher la spirale vertueuse des abonnements... les maux de la télévision par câble en France sont connus, et dénoncés par toutes les parties concernées, qui restent sans l'accorder sur les causes et encore moins sur les solutions (le Monde du 10 septembre). Pour dénouer cet imbroglio, le premier ministre avait souhaité des avis nouveaux. M. Edith Cresson vient de recevoir le rapport élaboré par MM. Alain Audaire et Christian Giacomotto, dans le cadre du groupe d'étude et de mobilisation Communication que préside ce dernier.

L'idée maîtresse du rapport est de proposer un plan d'ensemble pour le sauvetage du câble, et pas seulement une série de remèdes ponctuels à des problèmes isolés. Il insiste sur la cohérence indispensable des décisions, seule à même d'entraîner une dynamique de succès, et propose des montages financiers originaux.

Beaucoup des mesures évoquées

par le rapport sont déjà réclamées par les câblo-opérateurs ou France Télécom. Au plan réglementaire, il va ainsi de l'assouplissement des règles régissant les chaînes de cinéma du câble (les décrets en cours d'élaboration prévoient un plafond de 500 films par an, diffusés huit fois, y compris les mercredis et samedis s'ils sont anciens), d'une réforme du compte de soutien pour ne faire cotiser que les détenteurs de chaînes thématiques et les faire accéder en retour à ces financements.

Au nom de la cohérence, le rapport se prononce aussi pour un moratoire sur toute nouvelle chaîne hertzienne, et pour une coordination explicite avec la diffusion par satellite.

### Alléger les charges

Il détaille également des mesures incitatives ou d'obligation, tant fiscales que d'urbanisme, pour améliorer la pénétration du câble dans les logements collectifs. Ainsi les collectivités locales pourraient-elles accompagner ce câblage en levant des taxes si nécessaire.

Enfin, au-delà de toutes ces mesures techniques, le rapport Audaire propose de réorganiser l'ensemble des relations entre le constructeur des réseaux du plan Câble, France Télécom et les câblo-opérateurs, en renforçant leur solidarité. L'idée générale est d'alléger les charges des opérateurs maintenant, pour associer la télévision par câble

sur une base d'abonnés plus large, qui compense ensuite, et au-delà, ce manque à gagner initial. Cet équilibre dans le temps, qui repose sur un mécanisme complexe de crédit-bail, s'accompagnerait d'une hausse de la part de France Télécom dans les sociétés d'exploitation.

Le gouvernement doit maintenant étudier ce rapport, et harmoniser les conclusions qu'il en tire avec les travaux déjà en cours aux ministères des PTT et de la communication autour d'une « charte du câble » engageant toutes les parties. L'objectif est d'aboutir avant la fin de l'année. Car chacun sent bien que le ravaudage du plan Câble ne peut plus durer longtemps, et qu'il convient de tout remettre à plat. L'objectif affiché par le rapport Audaire, celui d'élargir au plus vite la base d'abonnés, ne peut guère rencontrer d'opposition. Mais c'est sans doute sur les moyens d'y parvenir que le consensus sera difficile à trouver.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Grève à Radio-France internationale (RFI). - Pour dénoncer une baisse de leur pouvoir d'achat de 2 % cette année, la stagnation des effectifs et la dégradation des moyens (studios, locaux, informatique), les salariés de RFI, à l'appel des syndicats CFTD, CFTC, CGT, FO et SNJ, ont observé jeudi 21 novembre une grève de 24 heures, qu'une assemblée générale a reconduite à une forte majorité pour vendredi.

Destiné d'abord aux Anglais du Sud-Ouest

« France-Telegraph » veut aider les Britanniques à mieux s'intégrer

PERIGUEUX

de notre correspondant

Depuis de très nombreuses années, l'Aquitaine est une terre d'accueil pour les Britanniques.

En 1989, sous la direction d'Adam Brown, Dordogne-Telegraph, un trimestriel destiné à la communauté anglophone, apparaît dans les kiosques périgourdins. La revue débordait vite les frontières du département. Et deux ans après sa création, ses fondateurs nourrissent des ambitions hexagonales. Dordogne-Telegraph devient alors France-Telegraph.

Son tirage est de dix mille exemplaires et sa diffusion assurée par les NMPP. Mais ses ambitions ne changent pas. France-Telegraph se veut un trait d'union pour les liens qui abondent le continent. Il s'agit d'offrir à un public soucieux de s'intégrer, des clés pour comprendre le mode de vie, les traditions et les lois françaises. C'est ainsi que le lancement de la nouvelle formule a coïncidé avec la réalisation d'un dossier sur l'école et son fonctionnement. Dans le même numéro, les lecteurs se voyaient proposer un reportage sur l'art de vivre en Charente, qui allait des bûches à l'architecture, en passant par le cognac.

DOMINIQUE RICHARD

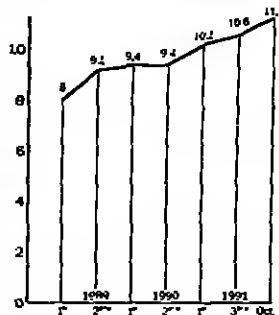
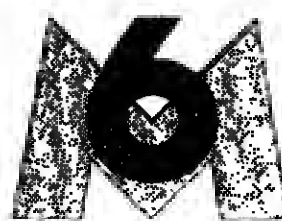


M6 C'EST 11,3 % DES TÉLESPECTATEURS DE 15 À 49 ANS

Si on nous appelle encore la petite chaîne c'est juste par myopie.

A force de monter, la petite chaîne n'est plus si petite que ça. Avec un réseau désormais presque national, avec des rendez-vous bien installés depuis septembre, M6 séduit un public de plus en plus large et a attiré ainsi en octobre 1991, 11,3% des téléspectateurs de 15 à 49 ans. Si autant de téléspectateurs portant un intérêt

croissant à la chaîne, c'est parce qu'ils trouvent sur M6, aux heures qui leur conviennent, des programmes qui leur plaisent et qu'ils aiment regarder.



Part d'audience de M6 lundi-dimanche 3h-3h. Source Médiamat.

هنا من لاص



هذه هي الفكرة

16 Le Monde • Samedi 23 novembre 1991 •

Pour toutes informations et réservations: 36 15 / 36 16, code AF.



Derrière la tête d'un bon nombre d'entre vous, il y a une idée simple: voyager en Europe dans les meilleures conditions possibles.

Nous le savons et nous avons créé Le Club Européen pour vous offrir un espace privilégié et un service adapté aux courtes et moyennes distances.

Par ailleurs nous nous efforçons de répondre le mieux possible aux attentes de tous les passagers pour l'Europe.

#### Aller partout.

Air France vous offre, au départ de France, le réseau le plus dense vers l'Europe: 1200 vols vers plus de 120 destinations chaque semaine.

#### Partir tôt.

Tous les matins nous sommes les premiers à décoller vers plus de 20 grands centres d'affaires européens.

#### Enregistrer rapidement.

Grâce au nouveau billet ATB à bandes magnétiques vous pouvez enregistrer vous-même plus rapidement, par l'intermédiaire de machines automatiques, situées avant et après les filtres de police au terminal D de l'aéroport Charles de Gaulle 2.

#### Etre informé.

Air France a pris l'initiative d'installer des écrans dans les salles d'embarquement pour mieux vous informer de la situation de votre vol en cas d'irrégularité.

Ainsi la prochaine fois que vous poserez votre tête sur un fauteuil Air France, vous saurez pourquoi c'est une bonne idée.

# L'idée derrière la tête d'un bon nombre d'hommes d'affaires.

  
TRANSPORTEUR OFFICIEL INTERNATIONAL  
DES XVI<sup>es</sup> JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

  
**AIR FRANCE**



26 Le chambre de commerce de Marseille réclame la libéralisation du transport aérien français

27 Grève à La Laitière de Roubaix  
L'or noir de Sakhaline : un contrat de 20 milliards de dollars.

28 Marchés financiers  
29 Bourse de Paris

## BILLET

Les négociations avec les sept pays les plus industrialisés

## Cacophonie et brouillard agricoles

« La France a manqué d'ambition, de volonté et de courage. Après avoir répété « non et non » aux principes de la réforme de la politique agricole commune, voilà qu'elle laisse culotter. Assassin dans son propre pays, M. Philippe Mangin, président du CNAJ, n'est pas tendre pour M. Louis Mermaz. Avec son accord, tout va bien. Raymond Laponche, au nom de la puissante FNSEA, en rajoute. « Les négociations du GATT et la réforme de la PAC sont une campagne d'intoxication à laquelle se livre la Commission européenne ; il est irresponsable de faire croire aux agriculteurs français que les deux sont d'ores et déjà jettés. » Serin dans le tourment, M. Mermaz plaide, que, « jusqu'à maintenant, dans la négociation du GATT, la commission Mac Sharry a bien défendu les intérêts des Européens... » mais (quo) les avancées des Américains sont plus importantes que celles de leur flexibilité à nous offrir. Bref, derrière cette cacophonie de procès d'intention, de double langage et de mensonges, le dossier agricole français est à nouveau dans le brouillard. Une incertitude d'autant moins acceptable pour nos paysans (de loin les plus réticents de la CEE) que l'INSEE leur annonce une chute brutale de leurs revenus en 1991.

L'imposante manifestation parisienne du 28 septembre n'aurait-elle servi à rien, du M. Mermaz, fidèle compagnon de route de M. François Mitterrand, n'aurait-il plus l'oreille de l'Élysée ? Cherche-t-il à gagner du temps en attendant janvier et la présidence portugaise, Lisbonne affichant habituellement une position moins favorablement libérale que celle de la Haye ? La France — en première ligne dans les deux négociations — intimentement imbriquées de la PAC et du GATT — aurait-elle secrètement accepté de ne sauver que ce qui peut l'être de son agriculture en disant qu'elle est une réforme « globale et équilibrée », une expression qui dans toute négociation multilatérale relève de la langue de bois la plus élaborée. Reste l'aspect franco-français et notamment l'application du programme de soutien que le président de la République avait annoncé le 24 octobre : réduction des droits de mutation, exonération du « carburant vert », allègement de l'impôt foncier non bâti, préretraites... Sur ces sujets, l'interlocuteur qui traite les plaies n'est ni à Bruxelles, ni à Genève, ni à Washington, mais... à Bercy. M. Mermaz vient de révéler que Mme Edith Cresson donnera sa réponse le 28 novembre.

FRANÇOIS GROSCHARD

## Le Parlement russe prend le contrôle de banques soviétiques

Le Parlement de la Fédération de Russie a annoncé vendredi 22 novembre qu'il prenait le contrôle de la Banque d'État soviétique (Gosbank) et de la Banque des affaires économiques extérieures (Vneshneconbank).

Selon une résolution approuvée à une très forte majorité, la Banque centrale de Russie devient le seul organisme responsable sur le territoire russe de la politique de crédit et de changes, dont le principal objectif est la consolidation du rouble.

## Huit Républiques sur douze acceptent le rééchelonnement partiel de la dette soviétique

À l'issue de quatre jours de négociations, les représentants du groupe des sept grands pays industrialisés (le G7) et ceux de huit Républiques de l'ex-URSS sont parvenus, jeudi 21 novembre, à Moscou, à un accord financier qui prévoit un rééchelonnement partiel et provisoire de la dette extérieure soviétique. Quatre Républiques, dont l'Ukraine, n'ont pas signé, pour l'instant, cet accord, qui se traduit notamment par le report des remboursements en capital dus par Moscou au 31 décembre 1991, un montant de 3,6 milliards de dollars.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

L'ex-URSS a franchi, jeudi 21 novembre, un nouveau pas en direction du club des pays du tiers-monde : après avoir été considérée par les milieux financiers occidentaux pendant plus de soixante-dix ans comme un « bon payeur », Moscou a dû négocier un rééchelonnement de sa dette extérieure. Au terme de difficiles négociations, un accord a été conclu entre les représentants du G7 (les sept grands pays industrialisés) et ceux de huit Républiques de l'ex-URSS. Comme cela ressort du communiqué rendu public jeudi à Moscou, le compromis apparaît partiel et provisoire.

Face à la dégradation de la situation économique et financière, un accord était indispensable. L'endettement s'élevait à 70 milliards de dollars. L'ex-URSS n'était plus capable d'assumer ses échéances, de ce mois de novembre. Réunis à Londres en juillet, les dirigeants des sept grands pays industrialisés avaient mis au président Mikhail Gorbatchev une aide. Celui-ci ne devait pas manquer de le rappeler personnellement aux représentants du G7 et dire que la situation économique continuait à se dégrader. L'hyperinflation est devenue une réalité quotidienne. Au cours des neuf premiers mois de 1991, les prix ont augmenté de 177 %. « On ne peut pas attendre que la situation s'améliore », a déclaré M. Gorbatchev. Le président de la République a donc annoncé que la Banque centrale soviétique continuait à verser les intérêts prévus sur la dette totale (soit près d'un milliard de dollars d'ici à la fin de l'année). Les sept se seraient en outre engagés à procéder à un rééchelonnement sur le même type (report, notamment, pour 1992, les remboursements en capital, pour 1993, les remboursements en intérêts).

Un comité intergouvernemental de gestion de la dette va être créé. Il sera chargé d'évaluer non seulement le montant de la dette, mais aussi celui des actifs détenus par l'Union soviétique. Le communiqué de stabilisation macroéconomique et de réforme structurelle, daté du 31 mars 1992, prévoit un rééchelonnement de la dette de 300 000 milliards de roubles (soit 300 000 milliards de dollars) pour 1992. Les sept se seraient en outre engagés à procéder à un rééchelonnement sur le même type (report, notamment, pour 1992, les remboursements en capital, pour 1993, les remboursements en intérêts).

On voit l'importance d'une telle disposition : un pays pour lequel la dette s'élève à 300 000 milliards de roubles (soit 300 000 milliards de dollars) pour 1992, les remboursements en capital, pour 1993, les remboursements en intérêts.



PESIN

Le mémorandum signé jeudi 21 novembre à Moscou souligne l'importance, compte tenu du degré d'interdépendance économique entre les Républiques du maïloïde du flux commercial, de la stabilité de la situation économique.

Le même jour, le président de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), M. Jacques Attali, confirmait lors d'un discours prononcé à Vienne que l'organisme qu'il préside avait mis à l'étude un projet d'union des paiements pour l'Est. Ce projet, qui concernait aussi bien l'Europe centrale que les Républiques soviétiques, s'appuyait sur un système de compensa-

tions bilatérales entre participants au système. Selon M. Attali, un tel système ne remplace pas la véritable convertibilité des monnaies, seule garantie d'un véritable libre-échange, mais peut, à court terme, améliorer la situation du commerce à l'Est, perturbé par l'effondrement de la « zone rouble » et par la rareté des devises.

De son côté, l'Association pour l'union monétaire de l'Europe (AUME), organisme privé travaillant sur la promotion du rôle de l'écu, a proposé récemment la création d'une « zone écu » à l'Est. M. Attali estime également que l'écu pourrait servir de référence pour l'union des paiements.

## La BERD va proposer un système d'union des paiements pour l'Est

Les dispositions fiscales du projet de loi de finances pour 1992

## Le régime des donations nettement favorisé

Le régime fiscal des donations et des successions va être considérablement allégé par une disposition contenue dans le projet de loi de finances pour 1992, actuellement discuté par le Parlement. Jeudi 21 novembre, le Sénat a voté cette disposition sous une forme strictement identique à celle de l'Assemblée nationale. La réforme est donc acquise.

« Afin d'encourager la transmission anticipée des patrimoines », l'article 11 du projet de budget pour 1992 prévoit de « limiter la règle du rappel fiscal des donations antérieures aux dix ans avant la succession ou la donation consentie ». Cette modification du régime existant est essentielle : elle signifie en clair — et pour simplifier — que les avantages fiscaux accordés lors d'une donation (abattement personnel de 300 000 francs notamment) pourront désormais jouer à nouveau pleinement pour une autre donation ou lors d'une succession si ces derniers actes sont conclus au moins dix ans après les précédents.

On voit l'importance d'une telle disposition : un père pourra notamment transmettre jusqu'à 300 000 francs à son fils ou à sa fille tous les dix ans sans payer aucun droit de succession. Comme l'abattement (encore fixé à 275 000 francs, mais qui va passer à 300 000 francs au début de l'année prochaine) est personnel, il vaut pour chacun des enfants : soit jusqu'à 600 000 francs

pour deux enfants. Dans le cas par exemple d'une donation à leurs enfants par un couple formé sous le régime de la communauté, l'abattement joue deux fois puisque chacun des parents est juridiquement détenteur de la moitié du capital familial. Dans le cas d'une famille de deux enfants, une donation de 1,2 million de francs pourra donc être faite tous les dix ans, sans payer de droits de succession.

## Limitation de la règle du rappel

Ce qui empêchait jusqu'à présent le bénéficiaire de cette nouvelle disposition était ce que les spécialistes appellent « la règle du rappel fiscal des donations antérieures ».

Le Code général des impôts contenait en effet un article 764, qui faisait le désespoir des notaires et des familles fortunées désireuses de transmettre précocement leurs biens — y compris professionnels — par donation. Lors de l'acte de succession — ou d'une nouvelle donation — il était tenu compte des abattements et des réductions déjà effectués. Si donc les biens précédemment transmis n'étaient jamais taxés une nouvelle fois, le code des impôts d'autrefois ne permettait pas que l'abattement de 275 000 francs (300 000 francs à partir de 1992) s'applique à nouveau. Le calcul des droits de succession — ou de donation — se faisait sur la totalité de la valeur des biens transmis, sans tenir compte des abattements ou transmissions antérieures. Autre pénalisation : le barème jouait lors de la succession ou de la nouvelle donation non pas à partir de la tranche 0 mais à partir de la tranche qu'avait atteinte

L'ouverture aux pays de l'Est

## La CEE passe des accords avec la Hongrie la Pologne et la Tchécoslovaquie

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

La Commission européenne devait parapher vendredi 22 novembre les « accords européens » qui lient la Communauté à la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie. Les négociations, engagées en 1990, viennent en effet d'être conclues. Ces « super accords d'association » concrétiseront un rapprochement sensible entre la Communauté et ces trois pays d'Europe centrale et orientale, constituant par là-même une étape dans la voie de leur adhésion. Aucun engagement n'est pris par les Douze à ce sujet dans le texte des accords, cependant une référence à cette perspective d'adhésion est mentionnée.

En matière commerciale, les « accords européens » sont caractérisés par l'asymétrie du démantèlement tarifaire : la CEE réduira ses droits de douane et autres protections aux frontières plus vite que ne le feront les pays de l'Est, l'idée étant cependant d'aboutir dans dix ans à une zone de libre échange pour les produits industriels. Les pourparlers ont été, à plusieurs reprises, interrompus : les pays de l'Est estimant insuffisante l'offre initialement présentée par la Communauté dans les trois principaux secteurs sensibles, à savoir l'agriculture, le textile et la sidérurgie.

Finalement, les Douze ont assoupli leur position et, dans ces trois domaines, ont accepté une formule qui donne aux exportateurs hongrois, polonais et tchécoslovaques un accès à leur marché sensiblement amélioré par rapport

à ce qui est la règle à l'égard des autres pays tiers.

Les accords prévoient aussi une harmonisation progressive des législations afin de préparer des nouveaux partenaires à une éventuelle future adhésion. Ils complètent l'action menée par la CEE, depuis 1989 pour la Pologne et la Hongrie, 1990 pour la Tchécoslovaquie, dans le cadre du programme PHARE, pour contribuer au redressement économique des pays d'Europe centrale et orientale. Les crédits affectés aux pays de l'Est par le programme PHARE en 1991 atteignent 850 millions d'écus ; ils s'élèveront à un milliard d'écus (sept milliards de francs) en 1992. Ces sommes sont utilisées pour la mise en œuvre de programmes variés : développement des infrastructures, modernisation des entreprises et surtout aide à la privatisation et mise en route de petites et moyennes entreprises.

PHILIPPE LEMAITRE

■ Nouvelles baisses des prix en Hongrie. — L'inquiétude monte en Hongrie après l'annonce de la hausse des prix de certains produits de première nécessité, qui frappe les catégories les plus défavorisées et entraîne une dégradation du niveau de vie de la couche moyenne de la population. Depuis le début de novembre, plusieurs produits de première nécessité ont connu de nouvelles hausses, allant de 10 % pour le lait et la viande à plus de 100 % pour les œufs. D'autres baisses, dont celle de l'essence, devraient intervenir au début de 1992, alors que le gouvernement conservateur espère limiter le taux d'inflation à 25 % l'année prochaine.

## Les milieux agricoles américains estiment insuffisantes les aides proposées à l'URSS

Les milieux agricoles américains estiment insuffisantes les montants des aides proposées à l'URSS par le président George Bush à l'Union soviétique, et exigent que ce pays ne fasse l'appel à l'aide que pour les produits agricoles.

Le président Bush avait accordé mercredi 20 novembre 1,25 milliard de dollars (6,87 milliards de francs), en garanties de crédits à l'URSS, ainsi que 165 millions de dollars de produits agricoles. Mais Moscou avait demandé en octobre une assistance américaine d'environ 3,5 milliards. « On ne peut pas par-

ler de pactole », déclare M. Randy Gordo, porte-parole du groupe-mment américain des producteurs de grains (National Grain and Feed Association) mais au moins on continue à écouter nos produits.

Si les Soviétiques n'utilisent les trois quarts de leur allocation pour acheter du maïs, ils pourraient commander plus de 8,5 millions de tonnes de céréales. Les Soviétiques devraient utiliser l'essentiel des garanties de crédits pour financer des achats de céréales secondaires pour l'alimentation animale, selon le secrétaire à l'Agriculture, M. Edouard Madigan.

هذا هو الحق



## Le Monde L'ÉDUCATION

Novembre  
1991

### A L'IUT, A L'UNIVERSITÉ ACQUÉRIR UN MÉTIER

Il faut rendre les formations supérieures plus proches des métiers. Telle est l'ambition aujourd'hui. Les instituts universitaires professionnalisés (IUP) sont une filière nouvelle pour former des ingénieurs. Objectif : qu'ils soient différents de ceux des grandes écoles, plus polyvalents et à l'esprit plus concret. De leur côté, les IUT se réorganisent pour accueillir les bacheliers technologiques, comme c'est leur vocation. Face à ce mouvement, les premiers cycles des universités doivent s'adapter. Comment ? Un dossier complet.

Aussi au sommaire : Réussir sa première année de fac.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

##### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

###### Obligations P3R - 0,15 juillet 1989 (tranche 2)

Les intérêts courus du 18 septembre au 17 décembre 1991 seront payables à partir du 18 décembre 1991 à 222,20 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 34,83 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,10 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,19 francs, faisant ressortir un net de 190,18 francs.

##### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

###### Obligations P3R - 0,10 novembre 1989

Les intérêts courus du 18 septembre au 17 décembre 1991 seront payables à partir du 18 décembre 1991 à 233,47 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 35,02 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,10 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,22 francs, faisant ressortir un net de 191,23 francs.

##### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

###### Obligations P3R - 0,05 octobre 1990 (tranche B)

Les intérêts courus du 18 septembre au 17 décembre 1991 seront payables à partir du 18 décembre 1991 à 117,37 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 17,60 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,10 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,63 francs, faisant ressortir un net de 96,14 francs.

##### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

###### Obligations P3R - 0,15 octobre 1988 (tranche C)

Les intérêts courus du 18 septembre au 17 décembre 1991 seront payables à partir du 18 décembre 1991 à 464,40 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 69,66 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,10 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 14,38 francs, faisant ressortir un net de 380,36 francs.

Les retenues mentionnées au 2<sup>e</sup> paragraphe ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Tous ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

##### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

###### Obligations P3R + 0,10 février, mars et juin 1988

Les intérêts courus du 18 septembre au 17 décembre 1991 seront payables à partir du 18 décembre 1991 à 477,04 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 71,35 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,10 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 14,78 francs, faisant ressortir un net de 390,71 francs.

##### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

###### Obligations P3R - 0,15 mai 1989 (tranche C)

Les intérêts courus du 18 septembre au 17 décembre 1991 seront payables à partir du 18 décembre 1991 à 464,40 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 69,66 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,10 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 14,38 francs, faisant ressortir un net de 380,36 francs.

##### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

###### Obligations P3R - 0,25 mai 1989 (tranche D)

Les intérêts courus du 18 septembre au 17 décembre 1991 seront payables à partir du 18 décembre 1991 à 459,35 francs par titre de 20 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 68,90 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,10 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 14,23 francs, faisant ressortir un net de 376,22 francs.

##### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

###### Obligations TME - 0,25 novembre 1989

Les intérêts courus du 27 novembre 1990 au 26 novembre 1991 seront payables à partir du 27 novembre 1991 à 450,35 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 67,58 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,10 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 13,93 francs, faisant ressortir un net de 368,84 francs.

##### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

###### Obligations P3R - 0,05 novembre 1990

Les intérêts courus du 3 septembre au 2 décembre 1991 seront payables à partir du 3 décembre 1991 à 237,30 francs par titre de 10 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 35,59 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,10 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,35 francs, faisant ressortir un net de 194,36 francs.

### EQUIPEMENT

Critiquant la politique de M. Quilès

## La chambre de commerce de Marseille réclame la libéralisation du transport aérien français

M. François Le Bars, président de la chambre de commerce et d'industrie Marseille-Provence, est mécontent du ministère des transports, qui protège le groupe Air France. Il estime que la décentralisation exige une véritable libéralisation du transport aérien français.

#### MARSEILLE

de notre envoyé spécial

M. François Le Bars, qui préside la chambre de commerce et d'industrie Marseille-Provence, est en colère. Et son vice-président, M. Henry Roux-Alezais, qui a en charge l'aéroport de la métropole méditerranéenne, ne décolère pas. Passé encore qu'Air France ferme des lignes locales pour équi-

librer ses comptes, sans prendre en considération l'intérêt des régions ainsi appauvries. Que le Fonds de développement économique et social (FDES) interdise à l'aéroport de Marseille d'emprunter 30 millions de francs, alors qu'il s'est lancé dans un programme d'investissement de 2 milliards. Que ses passagers soient cloués au sol lorsque les personnels d'Air Inter se mettent en grève pour un oui ou pour un non. Que ses tarifs soient bloqués. Mais que le ministère des transports tente de biaiser une libéralisation aérienne votée par la Commission de Bruxelles et attendue impatiemment par Marseille, ça non !

La chambre de commerce a fait ses émissaires. Pas de métropole économique sans aéroport puissant. Pas d'aéroport puissant sans une multiplication des lignes. M. Le Bars a donc écrit à M. Paul

Quilès, ministre de l'équipement, pour lui faire part de ses préoccupations. « Pour faire face à notre développement, il est indispensable d'ouvrir de nouvelles compagnies sur l'aéroport », écrit-il. Pour atteindre cet objectif, il serait nécessaire d'ouvrir la ligne Marseille/Paris-Orly à la concurrence. En effet, avec près de deux millions de passagers sur cet axe, une nouvelle compagnie pourrait, à partir de la rentabilité dégagée sur cette ligne, ouvrir d'autres liaisons, moins rentables dans un premier temps, mais qui répondraient aux besoins des Provençaux comme des passagers souhaitant utiliser notre aéroport comme plate-forme de correspondance entre l'Europe et l'Afrique. »

#### Interprétation restrictive

Ce qui a mis le feu aux poudres, ce n'est pas que la réponse ait consisté en une proposition de rencontre avec un chef du cabinet par intérim du ministre mais plutôt la proposition des services de l'aviation civile : ils veulent bien désigner, au printemps prochain, un concurrent à Air Inter entre Marseille et Paris, mais à condition qu'il atterrisse à Roissy et non à Orly. « Nous ne discutons pas la logique du groupe Air France », explique M. Le Bars, « mais nous ne nous inclinons pas de nous développer. Or nous constatons que l'aviation civile interprète les vœux de Bruxelles dans le sens le plus restrictif : par exemple, la libéralisation devrait concerner la moitié du trafic international ; nous constatons que les

lignes ouvertes à ce jour à la concurrence concernent 18 % du trafic. »

Autrement dit, la direction de l'aviation civile préconise Air France et Air Inter en interdisant à de petits concurrents de venir les concurrencer sur les lignes les plus rentables comme Orly. En prétendant que cet aéroport est saturé, ce qui est faux.

« Nous ne voulons pas ennuier Air Inter », déclare M. Henry Roux-Alezais. « Nous espérons qu'Air France recouvrera la santé. Mais si nous n'obtenons pas une ligne bénéficiaire, telle que celle qui a été attribuée à Minerve entre Nice et Orly, aucune compagnie régulière n'acceptera de s'équiper en petits avions à réaction, de décoller des lignes nouvelles en Europe, vers Milan ou Saint-Petersbourg par exemple, et de faire de Marseille la plaque tournante de la France vers l'Afrique. Si Air France veut ouvrir ces lignes, qu'elle le fasse, mais si elle s'y refuse, qu'elle n'empêche pas, par administration interposée, les autres de le faire. »

La chambre de commerce de Marseille-Provence déposera-t-elle une plainte auprès de Sir Leon Brittan, le commissaire européen à la concurrence ? « Nous ne le souhaitons pas », répond M. Le Bars. « Nous souhaitons que l'on entende notre argumentation, qui est juste et raisonnable, car l'intérêt bien compris de la France, c'est que toute la France fonctionne et pas seulement Paris ou une entreprise publique, fit-elle prestigieuse. »

ALAIN FAUJAS

### AGRICULTURE

Dans le « bassin allaitant » du centre de la France

## Les syndicats cherchent à renouveler leurs formes d'action

#### GUÉRET

de notre envoyé spécial

Les représentants syndicaux et professionnels agricoles de dix-sept départements du « bassin allaitant » se sont réunis au début du mois à la chambre d'agriculture de Guéret (Creuse). A l'ordre du jour, le point sur la crise et les formes d'action syndicales à trouver face aux deux échéances majeures : le plan Mermaz et la réforme de la PAC (politique agricole commune).

Le « bassin allaitant » est constitué par la vaste zone centrale qui, regroupant l'Auvergne, la Bourgogne et le Limousin, est vouée par la géographie à l'élevage extensif des deux grandes races à viande françaises, la charolaise et la limousine (vaches dites « allaitantes » parce que, nourrissant leur veau, elles ne produisent pas de lait pour la consommation humaine). Zones de montagne ou de collines qui découvrent dans les thèmes nouveaux - la qualité, l'occupation de l'espace rural, le respect de l'environnement, l'extension, l'agriculture économique - des atouts et des perspectives d'avenir.

Ces atouts n'enlèvent rien à l'acuité des problèmes actuels : vécus par les éleveurs bovins : entre chute des cours, dumping des importations massives de l'Europe de l'Est et sécheresse, de nombreuses exploitations sont en état de quasi-cessation de paiement. Et la tension reste vive.

A Guéret, la Fédération nationale des syndicats d'exploitants

agricoles (FNSEA) et le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), qui donnent à leurs instances départementales des directives pour éviter les violences, ont été mis en cause par certains intervenants. Réactions entendues : « On a beaucoup de mal à tenir nos troupeaux » (Dordogne) ; « Si le syndicalisme baisse les bras, il va y avoir à la base des actions de plus en plus dures et incontrôlables » (Auvergne). La difficulté est de convaincre que ce n'est pas baisser les bras que d'éviter les débordements illégaux de commandos nocturnes.

Pour y parvenir, les organisations agricoles tentent la séduction - en organisant, notamment à l'attention des élus, des opérations « portes ouvertes » dans les exploitations en difficulté, en choisissant des jeunes paysans nouvellement installés et dont le projet économique avait été jugé suffisamment viable pour obtenir le feu vert et les aides financières de la direction départementale de l'agriculture et du Crédit agricole. Le président du conseil régional du Limousin, M. Robert Savy, député socialiste, et avec lui plusieurs élus régionaux et départementaux ont ainsi été invités dans une exploitation des environs de Limoges qui les a accueillis, toute comptabilité ouverte, pour prouver qu'un jeune couple, avec deux enfants, ne gagnait pas le SMIC et qu'il restait la liquidation pure et simple. « J'ai besoin d'arguments », a conclu M. Robert Savy.

GEORGES CHATAIN

## VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 84, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINTEL 36.15 CODE A3T puis OSP

ADJUDICATION : VENDREDI 29 NOVEMBRE 1991, à 14 h, à l'audience des criées de l'ÉGL. de THONON-LES-BAINS, Palais de Justice.

Un IMMEUBLE à usage d'HÔTEL et de RESTAURANT comprenant 34 chambres, un copropriété, sis à CRUSELLES (Haute-Savoie), RESIDENCE DU CENTRE.

M. à P. : 1 000 000 de francs S'adr. : SCP BOUCHET, AZEMA, avocats, 5, place Henri-Bardoux, 74200 THONON-LES-BAINS - 1, rue Fernand-Darvillat, 74100 ANNEMASSE. Tél. : 50.37.27.34.



## ÉCONOMIE

SOCIAL

Les difficultés de l'industrie textile

### Grève avec occupation à La Lainière de Roubaix

Hier fleuron de l'empire Prouvoit, aujourd'hui branche malade du groupe VEV - Vitis Etablissements Vitoux - repris en juillet par le financier Pierre Barberis, La Lainière de Roubaix est occupée depuis une semaine par ses salariés, qui rejettent les modalités d'un plan prévoyant 197 suppressions d'emplois. Une réunion entre la direction régionale du travail, les syndicats et les responsables de l'entreprise devait se tenir vendredi 22 novembre, en attendant le jugement en référé demandé par la direction de La Lainière pour le rétablissement de la liberté du travail.

ROUBAIX

de notre envoyé spécial

« Non à l'avenir sans avenir ! » L'affiche masque les publicités défraîchies vantant la douceur des laines Pingouin ou le bonheur de vivre en Rodier. Entassés dans les salles enfumées jouxtant le comité d'entreprise, les grévistes fatigués et tendus, protégés par de dérisoires barricades, occupent depuis huit jours les locaux ébranlés par les vibrations des machines à tisser. Des véritables rues dont la mesure et les bruits tristes, malgré les coups de piolette, évoquent d'autres temps. D'autres fêtes. Ces jours

de splendeur où la reine d'Angleterre et Nikita Khrouchtchev venaient à l'usine, où ouvriers et contremaîtres se comptaient encore par milliers. N'étaient-ils pas 3 000 encore au début des années 80 ? Huit mille qui, de nombreuses occasions, de départs en retraite ou plans sociaux, ont vu plus que 800 après la mise en œuvre du dernier plan de redressement en date, celui de leur nouveau propriétaire, M. Pierre Barberis. Alors, ils en ont trop vu. Ils s'y croient plus. Et comment pourrait-il en être autrement dans une ville où le taux de chômage avoisine les 25 % ? Or, entre usines désaffectées et coronas tristes, se développe une délinquance dont tous, ici, entendent le sifflement.

Priorité au marché

« Quel plan industriel ? Quelle politique commerciale ? Quels objectifs ? » interroge M. Michel Gilles, secrétaire du comité d'entreprise de La Lainière, secrétaire du comité central d'entreprise de VEV. Depuis des mois, ces questions restent en suspens. Des réponses, pourtant, la direction de VEV, comme celle de La Lainière, répète dans un hôtel de la ville en attendant la fin de l'occupation, s'efforcent en avoir apporté. Priorité sera donnée au marché après des années pendant lesquelles les directions n'ont rien fait de plus que d'entretenir. Désert de la Société française de

lin (SFL) et des filatures héritées de Bousac (spécialistes dans le coton), le groupe VEV sera restructuré sur les métiers de la laine, le cœur de sa spécialité. La Lainière, Christory et Bousac SNC continueront à alimenter les marques grand public redynamisées : Iotexal (Rodier), CDC (chaussettes), Pingouin (fil à tricoter), Rousseau (chemises) et Customgie (housse de voitures).

Mais pour en arriver là, il faut encore passer par le redressement d'un groupe qui n'annonçait 669,2 millions de francs de déficit au premier semestre 1991, pour un chiffre d'affaires de 1,98 milliard. Des pertes considérables auxquelles La Lainière contribue inéluctablement. « L'on dernier, cette société a perdu 220 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 800 millions », précise-t-on au siège du groupe sans donner de chiffres pour cette année. Recentrée sur la fabrication de fils à forte valeur ajoutée, La Lainière devrait renouer avec l'équilibre l'an prochain.

Le 4 octobre, la direction de La Lainière déposait un plan de redressement, prévoyant la suppression de 197 des 1000 emplois avec une allocation spéciale du Fonds national de l'emploi (FNE) pour les plus de cinquante-cinq ans, un mi-temps partiellement indemnisé à 80 % du salaire initial pour les plus de cinquante-trois ans, des contrats ou des congés de conversion ainsi qu'une indemnité supplémentaire (de 30 000 francs en dessous de quarante-cinq ans,

40 000 au-delà). Une prime déjà octroyée lors d'un précédent plan de redressement et, paradoxalement, devenue la pomme de toutes les discordes.

Aux termes de l'accord conclu entre les syndicats publics et M. Barberis pour la reprise de VEV, l'Etat, via le comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI), doit en effet prendre en charge le coût du plan social au-delà des simples dispositions légales. Or, s'ils veulent bien accorder une prime de reclassement - fractionnable et soumise à une vraie recherche de l'emploi, - les pouvoirs publics, qui ont accepté une majoration de la prime initiale de 10 000 francs, se refusent absolument à un simple versement de « cash ». Majoritaire dans l'entreprise, la CGT, elle, exige 60 000 francs de prime de reclassement et refuse quelque condition que ce soit. « Pas question d'imposer de nouveaux contrôles à des gens que l'on licencie », résume M. Gilles.

Ce conflit, qui ne concerne que les partants, ne peut durer, assure la direction de La Lainière, où l'on table sur une reprise rapide du travail sous la pression de salariés inquiets pour la survie de l'entreprise. « Tout le monde est au conflit », affirme la CGT. Les gens d'ici en ont trop vu, pour croire que, demain, ils ne seront pas frappés à leur tour. Entre espoir et fatalité, de quel côté penchera l'avenir ?

PIERRE-ANGEL GAY

La délocalisation des organismes publics

### « Etre chômeur à Paris plutôt qu'à Angoulême »

Entre 2 500 et 3 000 personnes, selon les organisateurs (1 500, selon la police), ont manifesté, jeudi 21 novembre à Paris, contre les décisions gouvernementales prévoyant la délocalisation en province de vingt-quatre organismes publics. Reçus, dans l'après-midi, par des conseillers de M<sup>me</sup> Edith Cresson, une délégation du Collectif contre les délocalisations s'est vue assurer que ces transferts donneraient lieu à une étroite concertation avec les personnels et que le plan social d'accompagnement serait arrêté « dans les prochaines semaines ». La ministre de la ville a annoncé qu'une personnalité sera prochainement nommée pour assurer la suivi et la coordination de ce plan.

« Cresson, on n'est pas des pinces ! » Banderolles peintes à la hâte, affichettes autour du cou, les quelque deux mille fonctionnaires délocalisés qui ont battu, jeudi après-midi, le pavé parisien étaient venus écrier leur consternation. Constatation d'avoir « appris dans la presse » la mesure les concernant et qui, pour la plupart, les frappe au cœur de leur vie. « C'est avant tout sur le plan humain que cela nous touche », lâche cette employée du CEREC, délocalisée à Marseille.

« Que va devenir mon conjoint ? Yo ! Il retrouvera un emploi ? ». Ces interrogations reviennent à l'infini dans la bouche de ceux qui défilent. Et de se répéter à l'envi les chiffres du chômage qui frappent les villes d'accueil : « 12,6 % à Angoulême », affirme-t-on du côté de la SEITA, « une personne sur sept à Aubusson », renchérit-on du côté de la Manufacture nationale de tapis et de tapisseries. Un plan d'accompagnement ? « On n'y croit pas... »

Pour la plupart des manifestants, l'alternative se résume simplement : « divorcé ou licencié ». Car nombre d'entre eux, contractuels de l'Etat ou soumis à un statut spécifique, se voient déjà au chômage. Du fait de leur refus de partir ou du démantèlement de leur organisme. « Je préfère être chômeur à Paris plutôt qu'être employé à Angoulême », affirme cet employé de la SEITA qui redonne qu'à travers des délocalisations « on en profite pour licencier le personnel ».

Reste ceux qui se sont joints au cortège à titre préventif. Ainsi en est-il des étudiants de l'Ecole vétérinaire de Maisons-Alfort susceptibles d'aller à Metz. Ou les agents du CNASEA (Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles), qui, sous couvert d'une éventuelle délocalisation à Caen ou à Limoges, ont surtout peur de perdre, dans la tourmente, les substantiels avantages de statut qu'ils sont en train de négocier.

V. D.

Alors que le gouvernement fait de nouvelles propositions

### Des assistantes sociales ont occupé le Conseil d'Etat

Deux cents assistantes sociales ont occupé le Conseil d'Etat, jeudi 21 novembre, de 14 heures à 16 heures, à l'appel de la Coordination nationale des collectifs d'assistants de service social (CONCASS), qui avait déjà bloqué des voies de chemin de fer au début du mois (le Monde du 9 novembre) et envahi l'Opéra Garnier la semaine suivante.

Une délégation de douze personnes a été reçue au ministère des affaires sociales et de l'intégration, de 20 heures à 22 heures, par M. Jean-Benoît Bouchet, inspecteur général des affaires sociales, et Philippe Coste, conseiller technique. M. Bouchet leur a présenté les conclusions de sa mission sur les conditions d'exercice du travail social (le Monde du 19 octobre), ainsi que les décisions prises, le jour même, par le gouvernement. Celui-ci ne renouvellera pas l'homologation du diplôme d'assistant de service social au niveau III (bac+2), dans la mesure où ce diplôme possède une importance « charge symbolique » auprès du personnel concerné, tout en ayant un « enjeu réel secondaire ». Le gouvernement propose que ce diplôme soit, à partir de l'an prochain, délivré conjointement par le ministère des affaires sociales et celui de l'éducation nationale, qui en reformera le contenu et en déterminera le niveau. Mais une éventuelle équivalence avec la licence de droit ne passerait pas automatiquement sous la catégorie A de la fonction publique.

Le ministère veut dégager, dès 1992, 20 millions de francs de crédits supplémentaires pour la formation et aligner le montant des bourses d'études sur celles de l'édu-

cation nationale. Il demande, notamment, la poursuite d'une mission d'étude sur la reconnaissance institutionnelle d'un lieu de concertation départemental pour tous les travailleurs sociaux, la décentralisation totale des DDASS.

Ces propositions sont loin de satisfaire la CONCASS, qui ne pas négocier sur les conditions d'exercice de sa profession, comme le propose depuis deux mois le ministre, M. Jean-Louis Bianco, mais sur son statut. Or, cette question relève, pour ce qui concerne les assistantes sociales employées par des collectivités - les plus nombreuses, en fait - des services de M. Jean-Pierre Saur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales. Ceux-ci ont déjà reçu par deux fois la CONCASS mais c'est avec les syndicats, uniquement, qu'ils négocient depuis le 29 octobre l'avenir de la filière sanitaire et sociale. La CONCASS n'obtient un nouveau rendez-vous, en début de semaine prochaine, avec, à la fois, les représentants de M. Saur et ceux de M. Bianco.

RAFAËLE RIVAIS

□ Fin du conflit Bull périphériques. - Les grévistes qui occupent depuis seize jours le transformateur central de l'usine Bull périphériques de Belfort, paralysant ainsi l'activité de l'établissement, ont voté jeudi 21 novembre la reprise du travail. Le projet d'accord du médiateur local chargé de trouver une issue positive au conflit a été adopté par 275 voix contre 43 et 3 bulletins blancs.

ÉNERGIE

Un contrat de 20 milliards de dollars

### Exxon et plusieurs groupes japonais pourraient exploiter l'or noir de Sakhaline

Confrontée à une chute dramatique de sa production d'hydrocarbures, l'une des principales sources de devises du pays, l'URSS accélère l'ouverture de ses champs pétroliers et gaziers aux compagnies occidentales. La firme américaine Exxon et plusieurs groupes japonais seraient sur le point de signer un accord de plus de 20 milliards de dollars (110 milliards de francs) pour l'exploitation de gaz et de pétrole à Sakhaline (nos dernières éditions du 22 novembre). Elle s'étend dans la mer d'Okhotsk, au nord de l'archipel nippon, Sakhaline a longtemps constitué un sérieux point de fric-

tion entre Tokyo et Moscou, jusqu'à la reconquête de ce territoire, ainsi que des îles Kouriles, par l'URSS à la fin de la seconde guerre mondiale.

C'est un responsable industriel soviétique, M. Boris Koukachev, qui, informé par l'AIEA, révéla l'existence de telles négociations, jeudi 21 novembre. Le premier contrat d'exploitation pétrolière classique entre l'URSS et une compagnie occidentale avait été conclu, en mai 1990, avec le français Elf. Les partenaires nippons associés à Exxon ont en outre une filiale maison de commerce C. Itoh, ainsi que le consortium Sodeco.

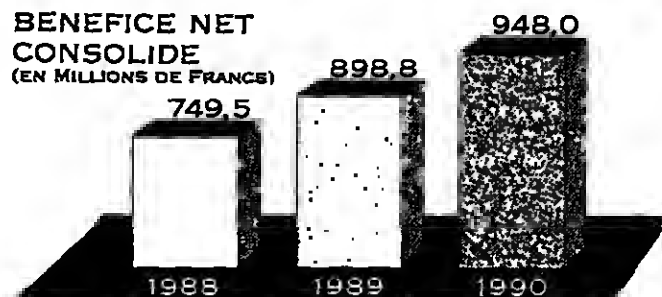
## PIÉTONS, DEVEZ-VOUS ACTIONNAIRES DU BANQUIER DE VOTRE VILLE. 210F PAR ACTION.

C'EST UN PLACEMENT SÛR

Quatre points forts démontrent la solidité et la puissance du Crédit local : la qualité de ses principaux actionnaires, l'Etat et la Caisse des dépôts ; la stabilité de sa clientèle, les collectivités locales ; la progression de ses résultats avec un bénéfice net consolidé 1990 de 948 MF en augmentation de 26,5 % depuis 1988 ; le niveau de son bilan consolidé : 243 MdF fin 1990.

C'EST UNE VALEUR D'AVENIR

Leader du financement du développement local avec plus de 40 % des prêts à l'équipement collectif, le Crédit local intervient sur un marché porteur. Banquier spécialisé, il accompagne de son expertise les innovations des décideurs locaux. Présent en Europe et aux Etats-Unis, son objectif est de réaliser 15 % de son chiffre d'affaires à l'international en 1993.



Vous pouvez participer à l'opération en vous adressant aux banques, aux sociétés de bourse, à la Poste, aux Caisses d'Epargne et au Trésor public.



Une note d'opération visée le 18/11/1991 par la COB est disponible sur simple demande auprès des établissements chargés de recevoir les ordres d'achat. BALO du 7 octobre 1991.

Pour plus d'informations, téléphonez au 16 (1) 40 87 14 00 ou composez sur Minitel 36 16 CLF.

CRÉDIT LOCAL DE FRANCE  
ACHETEZ VOS ACTIONS JUSQU'AU 29 NOVEMBRE 1991

هنا من المص



## MARCHÉS FINANCIERS

M. Jean-Paul Olivier  
nommé directeur de l'INC

M. Jean-Paul Olivier, a été nommé par décret, jeudi 21 novembre, directeur de l'Institut national de la consommation (INC). Il remplace M. Marie-Hélène des Reix, à ce poste depuis 1985. Le mandat du directeur de l'INC est de cinq ans mais à l'occasion de la transformation, en 1993, de l'Institut en EPIC (établissement public à caractère industriel et commercial), il était prévu que la mission de M. des Reix serait prolongée de dix-huit mois pour mettre en place le nouvel établissement.

M. Olivier, qui est âgé de 41 ans, est titulaire d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques. Il fut notamment chargé de mission auprès de M. Véronique Neiertz, alors secrétaire d'Etat à la consommation. Il était jusqu'à sa nomination à l'INC chargé du bureau de la politique générale de la consommation et des organisations de consommateurs à la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF).

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lesourme, gérant  
Bruno Fappert, directeur  
de la rédaction  
Jacques Guille, directeur  
de la gestion  
Maurice Lussier, secrétaire  
général

Rédacteurs en chef :  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé  
(responsable du directeur  
de la rédaction)  
Jacques Amelin  
Thérèse Ferenzi  
Philippe Hermon  
Jacques-François Simon  
Daniel Vermet  
(directeur  
des relations internationales)

Anciens directeurs :  
Hubert Beauvillier (1984-1989)  
Jacques Fauriol (1989-1992)  
André Laurens (1992-1993)  
André Fontaine (1993-1994)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-65-25-26  
Télécopieur : 46-65-25-29  
ADMINISTRATIF :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94052 IVRY-SEINE-CEDEX  
Tél. : (1) 46-65-25-25  
Télécopieur : 46-60-30-10

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-65-25-26  
Télécopieur : (1) 46-65-25-29  
Tél. : 206.806F

Edité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944  
Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourme, gérant.

Imprimé par « Le Monde »  
12, rue M. Gaudin  
94052 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0195-2037  
PRINTED IN FRANCE  
Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 46-65-25-33

## Le Monde

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94052 IVRY-SEINE-CEDEX  
Tél. : (1) 46-65-25-25  
Télécopieur : (1) 46-60-30-10  
Tél. : 261.311F

15-17, rue de Colonel-Pierre-Avis  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Tél. : 46-63-98-71 - Société Éditrice  
de la SARL Le Monde et de Médias et Médias Europe SA.

Le Monde  
PUBLICITE  
Jacques Lesourme, président  
Françoise Hugot-Duvell, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composé 36-15 - Types LEMONDE  
ou 36-15 - Types LM  
Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

## Le Monde

ABONNEMENTS  
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94052 IVRY-SEINE-CEDEX. Tél. : (1) 46-60-32-90

TARIF FRANCE SUISSE-BELGIQUE AUTRES PAYS  
LUXEMBOURG-PAYS-BAS VOIE NORMALE-CEE  
3 mois 460 F 572 F 790 F  
6 mois 890 F 1 123 F 1 560 F  
1 an 1 620 F 2 086 F 2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre  
règlement à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur  
numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT  
PP Paris PP  
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_  
Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## En lançant une offre publique d'échange

Saint-Louis  
veut porter à 100 %  
sa participation  
dans Arjomari Prioux

Le groupe agroalimentaire Saint-Louis a lancé, jeudi 21 novembre, une offre publique d'échange (OPE) sur les titres de la société Arjomari Prioux.

Possédant déjà 41 % du capital d'Arjomari, le groupe de M. Bernard Dumon espère ainsi porter à 100 % sa participation et « jouer pleinement son rôle d'opérateur industriel » dans la société Arjo-Wiggins-Appleton - née l'an dernier du mariage entre Arjomari et la britannique Wiggins Teape Appleton - dont le français détient 39 % du capital.

Si l'offre réussit, Saint-Louis pourra ainsi intervenir directement dans le contrôle d'Arjo-Wiggins, premier groupe papeter de la Communauté européenne. L'opération pourrait amener Saint-Louis à émettre jusqu'à 2,2 millions d'obligations convertibles pour un montant s'élevant à 4,3 milliards de francs.

La section Bourse CFTC manifeste devant le siège de l'AEB. La section CFTC Bourse poursuit ses démonstrations spectaculaires. Après avoir suspendu un militant au pont au Change au mois de septembre pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur l'« inertie » gouvernementale face aux suppressions d'emplois dans les sociétés de Bourse (Le Monde du 12 septembre), la section syndicale a allumé jeudi 21 novembre à 11 heures 1 200 bougies devant le siège de l'Association française des banques. « Ces bougies symbolisent les salaires licenciés depuis que les banques ont été autorisées à entrer dans le capital des charges d'agents de change », a déclaré M. Joseph Thouverel, délégué syndical, ajoutant qu'en plus haut, en 1989, la profession avait compté 6 200 personnes contre 3 000 actuellement.

## NEW-YORK, 21 novembre

## Légère amélioration

Malgré une certaine confusion, la tendance s'est très légèrement améliorée jeudi 21 novembre à Wall Street. Commencée sous le signe de la baisse, la séance s'est terminée sous celui de la hausse. Une hausse très modérée du S&P 500 a été enregistrée, à la clôture, l'indice Dow Jones s'élevait à 2 832,69 avec une avance de 2,68 points (+0,09 %). Le bilan de la journée a été favorable à ce résultat.

Au sein du Big Board, le sentiment n'était pourtant guère optimiste après l'annonce d'une forte augmentation des dépenses de l'agence de notation de crédit pour la semaine se terminant le 9 novembre. D'après les professionnels, estimés par huit jours de ramasse sur le marché, les investisseurs réagissent beaucoup moins aux mauvaises nouvelles. Et puis, assure-t-on, l'essentiel de la correction technique est achevée. Reste que beaucoup craignent maintenant une récession en deux temps, comme M. Hugh Johnson, vice-président de la First Albany Corp.

VALEURS	Cours de 20 nov.	Cours de 21 nov.
Alcoa	38 1/4	38 1/8
AT&T	36 1/2	37
Boeing	44 7/8	44 1/8
Chrysler	44 1/4	44 1/2
Du Pont de Nemours	46 1/4	46 1/2
Eastman Kodak	46 1/2	46 5/8
Exxon	32 3/4	33 1/4
Ford	24 3/4	25
General Electric	37 1/2	38 1/4
IBM	23 1/2	24 1/8
Johnson & Johnson	48 1/4	48 7/8
Merck	35 1/2	36 1/8
Motorola	38 1/2	39 1/4
Pfizer	33 1/2	34 1/8
Rockwell	33 1/2	34 1/8
Schlumberger	33 1/2	34 1/8
Texas Instruments	33 1/2	34 1/8
United Technologies	33 1/2	34 1/8
United Tech	33 1/2	34 1/8
Westinghouse	33 1/2	34 1/8
Xerox Corp.	33 1/2	34 1/8

## LONDRES, 21 novembre

## Repli

Les valeurs sont retombées à leur niveau du début de la séance, jeudi 21 novembre, au Stock Exchange, où l'indice Footsie a perdu en clôture 9,1 points, soit 0,4 % à 2 483,5.

La tendance a été affectée par des inquiétudes sur la rapacité économique et la crainte d'un relâchement des taux d'intérêt britanniques pour soutenir le livre sterling. Après avoir perdu 1 % en milieu de séance, les valeurs ont retrouvé leurs portées d'après-midi, en partie grâce à la baisse des obligations du Trésor. Cependant, de nombreux investisseurs d'intérêt allemands ont été inquiétés.

VALEURS	Cours de 21 nov.	Cours de 22 nov.
Alcoa	1 050	1 030
Boeing	1 120	1 140
Chrysler	1 280	1 270
Du Pont de Nemours	1 470	1 480
Eastman Kodak	1 470	1 480
Exxon	1 470	1 480
Ford	1 470	1 480
General Electric	1 470	1 480
IBM	1 470	1 480
Johnson & Johnson	1 470	1 480
Merck	1 470	1 480
Motorola	1 470	1 480
Pfizer	1 470	1 480
Rockwell	1 470	1 480
Schlumberger	1 470	1 480
Texas Instruments	1 470	1 480
United Technologies	1 470	1 480
United Tech	1 470	1 480
Westinghouse	1 470	1 480
Xerox Corp.	1 470	1 480

## FAITS ET RESULTATS

Alvita la distribution exclusive de certains de ses produits de la veille de la clôture de son offre publique d'achat (OPA), le conglomérat britannique BTR a annoncé jeudi 21 novembre qu'il possédait ou contrôlait 32 % du capital de la société d'armement et d'équipement Hawker Siddeley Group dans le cadre de son redressement de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter une part de 1,55 milliard de livres (1,55 milliard de francs) sur le groupe de construction mécanique, BTR détiendrait désormais 65 millions d'actions Hawker Siddeley directement ou indirectement. La City estimait alors que le succès de l'OPA était quasiment assuré depuis que BTR a annoncé de vouloir acheter



## BOURSE DU 22 NOVEMBRE

[illegible]

COMPTANT

(selection)

SICAV

(selection)

21/11

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Frais incl.	Rachet net
<b>Obligations</b>						<b>Etrangères</b>													
Emp. Etat 8,25/77	129 50	4,40	CLM	1184	1151	Moguer	750	750	A.A.A.	1008 27	983 08	Franch-Pays	32 37	31 58		Wahle	126 95	124 61	
Emp. Etat 9,37/78	120 36	3 58	CLYTRAM 85	2800	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
10,00% 79/94	102 20	2 32	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
Emp. Etat 12,48/83	107 35	12 30	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
12,24 84	102	10	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
Emp. Etat 17,15 86	109 95	95	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
10,20% net 88	....	7 14	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
DAT 10,5 92/00	102 40	6 99	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
DAT 9,5 92/97	104 50	5 33	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
DAT 9,5 92/98	102 40	7 94	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
11,20% 93/95	1032	....	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
FTT 11,25 85	105 80	6 99	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
CF 10,20% 86	102 05	7 77	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
CF 10,20% nov 50	105 65	7 05	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OMA 10 % 10/75	101 05	6 60	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/79	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/80	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/81	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/82	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/83	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/84	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/85	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/86	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/87	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/88	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/89	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/90	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/91	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/92	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/93	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/94	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/95	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/96	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/97	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/98	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/99	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/00	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/01	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/02	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/03	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/04	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/05	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/06	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/07	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/08	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/09	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/10	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/11	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/12	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/13	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/14	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/15	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/16	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/17	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/18	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/19	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/20	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/21	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/22	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/23	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/24	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/25	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/26	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays	84 55	82 80		Paris Ciment	20771 04	20771 04	
OM Bepes 500/27	99 10	3 88	Codex	297	....	Midi Delyard	580	....	Agropar	248 18	233 58	Franch-Pays							

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ● : prix précédent - m : marché continu

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
46-62-72-67

هكذا في الأصل











سنة ١٤١١ هـ

32 • Samedi 23 novembre 1991 ••

# Le Monde

Devant la commission d'enquête sur le financement des partis

## M. Henri Nallet a mis en cause plusieurs dirigeants de l'opposition

Le rapport de la commission d'enquête sur le financement des partis et des campagnes électorales sous le V<sup>e</sup> République, rendu public jeudi 21 novembre (le Monde du 22 novembre), rend compte des auditions de toutes les personnes entendues sous serment. Il retrace notamment les déclarations faites, à huis clos, le 25 juin, en tant que garde des sceaux, ministre de la justice, par M. Henri Nallet, qui a aussi été entendu, un peu plus tard, le 18 septembre, en tant qu'ancien trésorier de la campagne présidentielle de M. François Mitterrand en 1988.

Il apparaît que, lors de sa première audition, M. Nallet a cité les noms de plusieurs élus de l'opposition à propos des investigations policières effectuées dans les affaires de fausses factures, et plus précisément à propos des affaires Urbat-Marseille (siège marseillais d'Urbat-Tech) et Sun-Communication (société de marketing) dans « des procédures incidentes à l'affaire SAE-SORMAE-Urbat relative à diverses infractions liées à la recherche et au financement de marchés publics dans le Midi de la France ».

« Les constatations faites par les enquêteurs ont révélé l'existence de relations financières entre Sun-Communication et des personnalités politiques, dont MM. Jean-Claude Gaudin, François Léotard, Alain Mayoud, Raymond Barre, relations qui n'ont pu être justifiées, indiquait le ministre, Sun-Communication a réglé à divers fournisseurs des factures pour un

montant total de 3,5 millions de francs, en négligeant de facturer à ses clients ces mêmes services. Ces irrégularités, qui en première approximation s'apparentaient à un abus de biens sociaux, portaient sur une période allant de mars à juin 1988, sous réserve d'une vérification plus approfondie qui, elle, n'a pas eu lieu. En effet, les dirigeants de Sun-Communication ont, à la différence de ceux d'Urbat-Tech, refusé toute perquisition dans le cadre de l'enquête préliminaire incidente ordonnée. » M. Nallet ajoutait : « Les deux procédures concernant Urbat-Tech Marseille et Sun-Communication ont fait l'objet, sur indications de la chancellerie, d'un classement sans suite. »

Interrogé ensuite par M<sup>me</sup> Nicole Catala, députée RPR de Paris, le ministre précisait : « La décision de ne pas donner suite à l'enquête préliminaire portant sur Urbat-Tech et Sun-Communication a été prise par moi le 1<sup>er</sup> avril 1991 de manière écrite. (...) Mes instructions ont été données par écrit au procureur de Marseille. »

M. Alain Mayoud, député UDF de Rhône, s'est déclaré « très surpris », jeudi 22 novembre, d'avoir été cité par le ministre de la justice.

Le PS dépose une proposition de loi sur le patrimoine des élus. Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale a déposé, mercredi 20 novembre, une proposition de loi sur la transparence du patrimoine des élus. Cette proposition de loi, qui s'inspire des conclusions de la commission d'enquête sur le financement de la vie politique, propose la publication au Journal officiel d'un récapitulatif de la déclaration de patrimoine des élus, ainsi que l'élargissement de l'obligation de déclarations de patrimoine aux députés européens, aux conseillers généraux et régionaux, aux maires des communes de plus de 20 000 habitants et aux adjoints des villes de plus de 100 000 habitants.

M. Lajoinie (PCF) demande des poursuites contre M. Le Pen. — M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée, a adressé à M<sup>me</sup> Edith Cresson une lettre, rendue publique vendredi 22 novembre, dans laquelle il écrit que les propositions du Front national sur l'immigration tombent « sous le coup de la loi ». « Le ministre de la justice et le parquet se doivent de faire respecter la loi, qui prévoit des sanctions pénales contre de telles campagnes », ajoute-t-il.

## Des greffiers sur un toit

« Quand les démons grimpent sur les toits des prisons, ils sont entendus par le ministre de la justice. Des fonctionnaires des greffes auront-ils le même accès en grimpant sur le toit d'une cité judiciaire ? » Jeudi 21 novembre à Rennes, quatre-vingts fonctionnaires des greffes de la cour et des tribunaux avaient envahi le toit-terrasse de la maison judiciaire. Ce mouvement pour protester contre les conditions de travail et les salaires se doublait d'une grève du téléphone suivie par la totalité des fonctionnaires du greffe. Aucun magistrat n'a participé à la manifestation. — (Corresp.)

## SOMMAIRE

### DÉBATS

Politique : « Parenthèse française », par Alain Duhamel : Yvonnieu : « La fiction », par Alain Finkelkraut : Des écrivains européens lancent un appel contre la xénophobie et le nationalisme ..... 2

### ÉTRANGER

L'élection de M. Boutros-Ghali au poste de secrétaire général de l'ONU ..... 3  
Francophonie : la fin du sommet de Chailot ..... 4  
Haiti : la Venezuela veut favoriser une solution négociée ..... 4  
En Israël, le congrès du Parti travailliste renvoie des « durs » et « colombes » et « faucons » ..... 5  
M. Bernard Kouchner demande à une série de personnalités de venir à Dubrovnik ..... 6  
La visite de M. Eltsine en Allemagne ..... 7

### POLITIQUE

La réunion du bureau de l'UPF et le référendum des institutions : l'opposition dénonce la « manœuvre » de M. Mitterrand ..... 8  
Dana la Nord-Pas-de-Calais, la candidature de M. Borloo gênera la droite et la gauche ..... 8  
Le FN et l'immigration : M. Le Pen qualifie ses contradicteurs de « crédules » et de « pauvres diables » ..... 9  
A l'Assemblée nationale : les communistes ont approuvé la réforme du statut de la magistrature ..... 9

### SOCIÉTÉ

L'exploit de Gérard d'Abouville ..... 10  
Intégration : cinq mille associations d'étrangers ont été créées depuis dix ans ..... 10  
Des dispositions sur la procréation médicalement assistée ont été discrètement intégrées dans un projet de loi ..... 11  
Réclusion criminelle à perpétuité pour le meurtrier d'une fillette ..... 11

### CULTURE

Danse : l'Américaine et l'Espagnol ..... 12  
Cinéma : l'Affaire Poisson ..... 12  
Musiques : l'ensemble Organum à la Sainte-Chapelle ..... 13

### ÉCONOMIE

Le régime des donations nettement favorisé ..... 25  
La G7 parvient à un accord à Moscou ..... 25  
La chambre de commerce de Marseille réclame la libéralisation du transport aérien français ..... 26  
Grève avec occupation à La Laiterie de Roubaix ..... 27

### COMMUNICATION

Cartes sur table pour le câble ..... 15

### SANS VISA

« Ostenda en mal de mer » Rue Daguerre » Sivouac de rêve à El Bahrein ..... 17 à 22

### Services

Abonnements ..... 28  
Annonces classées ..... 30  
Carnet ..... 30  
Jours ..... 30  
Loto, Tiro-tiro ..... 30  
Marchés financiers ..... 28  
Météorologie ..... 15  
Philatélie ..... 13  
Radio-télévision ..... 31  
Week-end d'un chineur ..... 13  
Spectacles ..... 14

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 22 novembre 1991 a été tiré à 504 859 exemplaires.

Un port de plaisance dans la tempête

## Le maire de Trébeurden écroûé à Rennes

RENNES

de notre correspondant

Incapité le lundi 18 novembre de « recel, d'abus de biens sociaux et d'usage de faux en écritures de commerce », M. Alain Guennec, quarante-trois ans, maire (PS) de Trébeurden, a été écroûé jeudi 21 novembre, à la maison d'arrêt de Rennes. Il s'agit d'un nouvel épisode dans l'affaire de la construction du port de plaisance décidée en 1990 par le conseil municipal de la ville (le Monde du 5 mars).

Celle-ci devait faire appel à une société d'études, la Société d'étude et de réalisation immobilière (SERIM), dirigée par M. André Menguy, soixante-cinq ans, qui pour 120 000 francs réalisait l'étude de faisabilité avec, comme conclusion, le recours indispensable à des investisseurs privés. Fin septembre dernier, la section financière du SRP de Rennes épluchait les comptes de la SERIM, ce qui conduisit son dirigeant en maison d'arrêt (où il est toujours), parce que 300 000 francs avaient disparu sans laisser de traces. Réponse du gérant de la SERIM : il s'agit d'un prêt consenti à M. Guennec. Ce dernier occupe pendant l'été un logement qui s'avère appartenir à la SERIM.

Selon l'accusation, M. Guennec aurait aussi perçu des sommes importantes de la part de M. Menguy, argent qui serait venu de ponctions sur les fonds de la SERIM, partenaire obligé de la ville de Tré-

beurden dans la réalisation de son port de plaisance en eau profonde. Le maire ne conteste pas le fait d'avoir reçu de l'argent de M. Menguy. Il explique néanmoins qu'il ne savait pas que cet argent provenait de la SERIM.

M. Guennec s'est présenté jeudi 21 novembre devant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes où M<sup>me</sup> Thérèse Gastebais a requis sa mise sous mandat de dépôt. « C'est son inculpation qui risque de troubler l'ordre public », a expliqué le bâtonnier Michel Haddou. La chambre d'accusation ne l'a pas entendu ainsi et a décidé de placer le premier magistrat de Trébeurden sous mandat de dépôt, sans doute afin de préserver les conditions d'une juste confrontation entre M<sup>me</sup> Guennec et Menguy, qui devrait intervenir dans les tout prochains jours.

En tout cas l'incarcération de M. Guennec ne met pas un terme à l'affaire. Les travaux de construction du port ont été arrêtés au début de l'année, suite à un arrêt du Conseil d'Etat, pour reprendre en octobre après un nouvel arrêté municipal autorisant la poursuite des travaux. Cet arrêté municipal, attaqué devant la juridiction administrative, demeure applicable faute de jugement en contestant la légalité. Trébeurden n'a plus de maire, mais il lui reste quatorze élus municipaux favorables au projet. En revanche M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, a demandé l'arrêt immédiat du chantier.

CHRISTIAN TUAL

La France se réjouit du choix de M. Boutros-Ghali comme secrétaire général de l'ONU. — La France s'est « réjouie », vendredi 22 novembre, du choix de M. Boutros-Ghali comme prochain secrétaire général de l'ONU, a indiqué le porte-parole adjoint du Quai d'Orsay, M. Gourdault-Montagne. « Ce choix comble les attentes de la France qui souhaitait un secrétaire général représentant d'un pays du continent africain et qui souhaitait également que le secrétaire général maîtrise parfaitement le français, qui est l'une des langues de travail des Nations unies. »

## M. Bérégovoy : le redressement de l'activité économique se poursuit

L'INSEE vient de publier une première estimation de la croissance au troisième trimestre. Le produit intérieur brut (PIB) marchand a augmenté de 0,8% après une hausse de 0,7% au deuxième trimestre.

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, note, dans une déclaration faite vendredi 22 novembre : « La progression est donc de 1,5 % en six mois, ce qui représente un taux de croissance de 3 % en rythme annuel. Il ajoute : « Nos exportations connaissent une forte reprise depuis le deuxième trimestre : la consommation a retrouvé une progression modérée au troisième trimestre... Le redressement de l'activité amorcé au deuxième trimestre s'est poursuivi. »

## Le commandant Cousteau invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

L'ancien commandant Jacques-Yves Cousteau, membre de l'Académie française, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 24 novembre de 18 h 30 à 19 h 30. L'océanographe rendu célèbre dès 1956 par son film *Le Monde du silence* répondra aux questions d'André Passeron et de Roger Cane, du Monde, et de Pierre Kohler et de Marc Ullmann, de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

## RODIN, STAR DE LA MODE !

« OUI, nous sommes dans notre genre, parmi les « Stars de la Mode » (et de la Décoration), modestie mise à part... Les femmes se déclarent séduites et même passionnées par nos tissus. Malgré ces succès flattereurs, nous restons raisonnables et abordables. Après tout, ce n'est pas notre toute si nous, et nos tissus, plaisons à ce point ! (depuis 30 F le mètre) »

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## La classe !

VOUS savez d'où je viens ? De Londres, invitée par le Daily Mail à suivre les débats sur l'union monétaire et politique de l'Europe à la Chambre des communes. En y allant, je me disais : Ce qu'ils peuvent être casse-pieds, ces British, à négocier sur le contrat de mariage qu'on doit signer le mois prochain à Maastricht. Qui va payer quoi ? Est-ce qu'on pourra faire chambre à part ? Depuis le temps qu'on est fiancés, ils pourraient quand même sauter la pas sans faire tant d'histoires !

Li-dessus, je me pointe aux Communes. Pas besoin de vous les décrire. Guillaume Durand en a fait le cadre, sur vert et bois blond, reconstitué en studio, des « Absents ont toujours tort ». Le cadre seulement, parce que pour le reste... Haut perché dans la tribune réservée à la presse, je me penche et qu'est-ce que je vois ? Vautré dans un fauteuil en forme de trône, un pouf sous les pieds, un être étrange, sorti d'un tableau du dix-huitième siècle. Perruque blanche, robe et bas noirs, chaussures à boucle argentée, il prête une attention dis-

traite, désinvolte, aux interventions des honorables membres du Parlement, qui ne s'adressent pourtant qu'à lui. A lui seul.

Le premier ministre a le parole : Je tiens à vous rassurer, Mister Speaker... Mister Speaker n'a pas l'air particulièrement inquiet. En revanche, du côté de l'opposition quelqu'un se dresse sur son banc. Au beau milieu d'une phrase. Qu'est-ce qui se passe ? Il a eu un malaise ou quoi ? Absolument pas. Il peut être interrompu à tout moment. Stupéur de me part. Stupéur accrue quand, un peu plus tard, le chef du Parti travailliste traite un de ses honorables confrères d'abrut en lui parlant à la troisième personne ! On ne prononce aucun nom. Et on ne se prononce qu'au nom du peuple, le peuple souverain. Au point même de songer à la consulter directement par voie de référendum.

En repartant, je me disais : Ce qu'ils ont de la veine, ces British, de vivre dans un système, la démocratie, ça s'appelle, qui oblige le gouvernement à présenter deux fois par semaine ses comptes aux représentants de la nation.

## La grève des personnels au sol

## Air France prévoit des perturbations

Les syndicats FO, CGT, CFDT et CFTC du personnel au sol d'Air France ont lancé un mot d'ordre de grève de 3 h 40 au fin de service (c'est-à-dire en début d'après-midi et en soirée) vendredi 22 novembre. La compagnie nationale prévoit des retards et même l'annulation de certains vols sur les moyen-courriers (les plus nombreux), où d'autres moyens de transport peuvent être utilisés.

Elle a recommandé aux passagers de se renseigner au (1) 43-35-61-61 (réserve centrale), (1) 43-20-13-55 (vols au départ de Paris) et (1) 43-20-12-55 (arrivées), ou sur Minitel 36 15 ou 36 16 code AF.

FO proteste contre le projet de réforme de la « grille » des rémunérations ; CGT, CFDT et CFTC protestent contre le projet de réorganisation du groupe et la perspective de suppression de 3 000 postes sur l'ensemble Air France-UTA.

## TANT PIS POUR LES AUTRES

**berdy**

HABILLE

LES GRANDS  
ET LES COSTAUDS

79, av. des Termes, 75017 PARIS. Tél. : 16 (1) 45.74.35.13  
Avignon - Lille - Lyon - Rouen

## NOUVEL AN CHINOIS

Qui rêve de la Chine rêve de Pékin. Nous vous proposons deux séjours exceptionnels\* dans cette ville, pendant la saison qui lui sied le mieux, en hiver, lorsque le ciel d'un bleu limpide accentue chaque ligne et fait chanter les couleurs.

7 JOURS A  
PÉKIN - 5900 F  
AVEC AIR CHINA

8 JOURS A  
PÉKIN - 6900 F  
AVEC AIR FRANCE

\* Disponibilité en décembre, janvier et février



En dehors des offres exceptionnelles, la Maison de la Chine propose des itinéraires prestigieux, classiques ou thématiques et propose un cycle gratuit d'activités culturelles.

Pour une première découverte des sites historiques importants\*, 2 circuits dont l'un offre la possibilité d'une incursion dans le Sud jusqu'à Guilin et Suzhou, célèbre pour ses jardins mandarins.

11 JOURS  
PÉKIN/CHENGDE/SHANGHAI/PEKIN  
9800 F

13 JOURS  
SHANGHAI/SUZHOU/GUILIN/SHANGHAI/CHENGDE/PEKIN  
11500 F

LA MAISON DE LA CHINE ■ 36 RUE DES BOURDONNAIS - 75001 PARIS - TÉL. 40 26 21 85 ■ METRO CHATELET

NOM ..... PRÉNOM .....  
ADRESSE .....  
CODE POSTAL ..... VILLE .....

JE DESIRE RECEVOIR GRATUITEMENT

LE CATALOGUE VOYAGES ..... LE SUPPLEMENT CULTUREL .....



# S A N S V I S A

## Ostende en mal de mer



Certes, à cette époque de l'année, il y fait frisquet, et le brouillard ne permet pas tous les jours de bien voir la mer, mais est-ce vraiment une gêne dans cette ville qui a toujours hésité à se prendre pour un port? Les Ostendais se gardent bien de conclure, laissant au curieux de passage le soin d'alimenter le propos. La « petite blanche », la bière locale, aide à s'y retrouver, ou à s'y perdre.

La question est rituelle, c'est même une rituelle, dès qu'il s'agit d'Ostende. Est-ce vraiment un port? Un port de départ par la mer, s'entend, de nostalgies des contrées lointaines et de retours incertains? De vrais marins qui tanguent, comme dans une chanson de Brel, de bars où les histoires de bateaux se s'écrivent qu'à la bière? La polémique agite toujours les exégètes de Cendrars ou de Carco, les cercles culturels de Bruxelles et, bien sûr, les armateurs d'Anvers, qui revendiquent l'exclusivité du titre.

Et sur place, dans les yeux des Ostendais, il y a toujours comme une lueur amusée, comme si l'on guettait votre avis. On vous offre une autre « petite blanche » pour vous aider à fixer vos idées. Alors, est-ce un port? Chacun a droit à sa réponse, et on se garderait bien de l'influencer. Ostende, avec ou sans définition maritime, est cité tolérante. Les étrangers sont invités à tout explorer du sujet en débat, jusqu'à la plus sombre alcôve de venue d'homme de mer, pour se faire une religion. Est-ce un port? Les bassins forment un angle droit avec la ligne de plage. Les ferries pour Douvres viennent se ranger plusieurs fois par jour dans l'indifférence générale, et les femmes des pêcheurs vendent leurs plateaux de poissons au Trap, une halle sans toit dont les familles enregistrées à la Capitainerie s'arrachent des concessions de petits états.

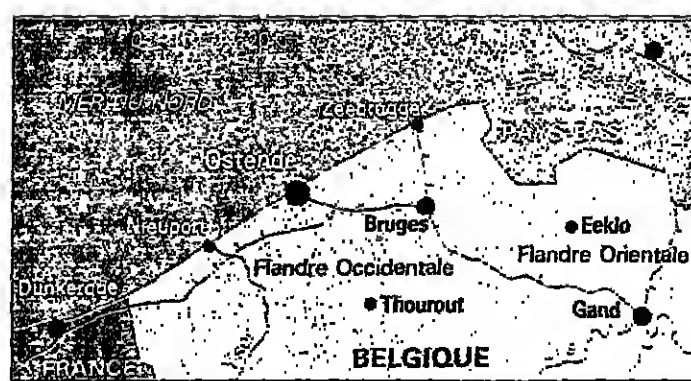
Des mâts, des coups de sirène, un quai interminable cerné par les restaurants de moules, de fritures et de frites. Un aquarium aquatique, où les mouettes viennent se documenter, et, au fond, une goélette sans grément, le *Mercator*, qui laisse voir aux touristes son plancher en précieux bois d'iroko. Alors, un port, bien évidemment! Le propriétaire de La petite chambre d'armes, antiquaire réputé sur la place, exhibe un livre d'Albert de Burbare de Wesenbeek, écrit en 1946, à l'occasion du centenaire de la ligne Ostende-Douvres. Il n'y est question que de hauts faits navals, de steamers postaux qu'ici on nomme les « mailles », armés,

pour la gloire de la marine belge, par des lignées de souverains, soucieux de rivaliser avec leurs voisins anglais. La Société internationale contre le mal de mer eut sa section locale, au début de ce siècle, et il se trouva même un shah d'Iran, flanqué de cent convives et valets, pour exiger d'acheter, équipage compris, l'un de ces paquebots spécialisés dans la desserte de Londres.

Mais on peut librement nier ces honnêtes états de service. Les puristes des docks peuvent bien contester à Ostende son brevet portuaire. Ostende s'en moque. Sa magie naît d'ailleurs, du secret d'une autre confrérie, plus élitiste encore. « Ostende est un port où l'on n'embarque pas », écrivait Michel de Ghelderode (1). Et c'est cela qui, visiblement, plaît tant aux Ostendais que vous interrogez. Leur port est plutôt de terre. Ouvert sur les routes et les rêves du continent. L'océan, le long de la digue, paraît n'avoir d'autre fonction que d'enrichir, à l'iodée, des soogues de pieds fermes. Le plus fameux bâtiment du port, c'est sa gare ferroviaire, fracas d'essieux cootinel à quelques mètres des clapotis, sorte de gare d'Ansterlitz armée ferme, des vents, et qui a essuyé bien des tempêtes. Ostende, première gare anglaise, concession acquise, sur la rive d'en face, depuis que l'Angleterre voyage.

La ville, port anachronique, eut l'obsession des trains bien avant que le peintre Paul Delvaux ne les alignât sur ses toiles. Des quais, on embarquait à bord du Nord ou de l'Orient-Express. Les marins ivres de la convention romanesque pouvaient rejoindre des femmes d'une nuit à Istamboul, et même à Alexandrie. Départ pour Saint-Petersbourg, deux fois par semaine. 49 heures de traversée. Très sérieusement, le bourgmestre, dans un fameux discours, annonça même la création d'une ligne pour Pékin, joignable en huit jours.

Le rêve d'Ostende est sans doute encore là, entre le rail et les hélices, la vapeur des locos et celle des



navires, sans que la cité ait pu jamais choisir vraiment. Pas une impasse, comme le croient souvent les écrivains, un carrefour écarvélé qui hésiterait sur les directions à prendre.

De notre envoyé spécial  
Philippe Boggio  
Lire la suite page 20

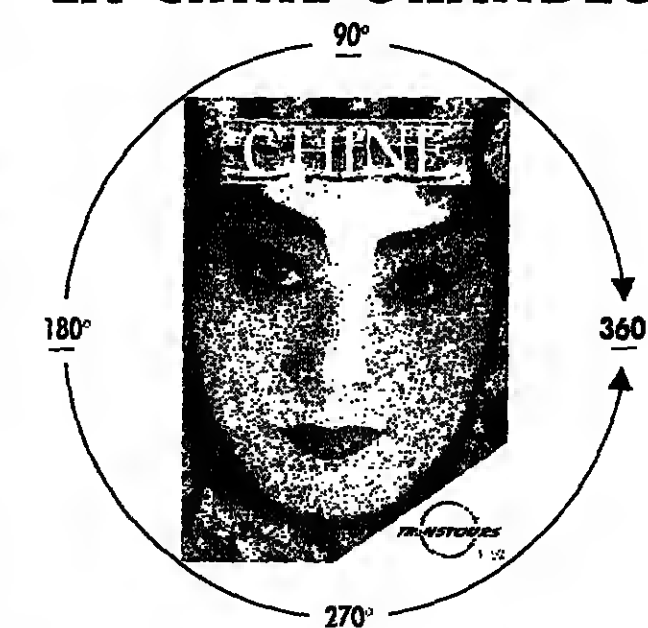
(1) Cité par Pierre Halen in *Les quais sont toujours beaux*, éd. de l'Albaron, Thion-les-Bains, 1990.

### AU SOMMAIRE



- Rue Daguerre, Paris encore chez lui p. 19
- Marty, le château fondroyé p. 18
- El Bahrain, bivouac de rêve p. 21
- Barcelone et l'art nouveau p. 24
- Gastronomie, qu'est-ce qu'un chef? p. 23
- Échecs (p. 18) • Table (p. 23)
- Jeu (p. 22) • Table (p. 23)

### NOUVEAU ! TRANSTOURS SIGNE LA CHINE GRANDEUR NATURE.



Découvrez la Chine sous tous les angles : la Chine à 360°. Catalogue gratuit, 68 pages couleurs. Plus de 22 circuits organisés et sur mesure, de la Chine classique à la Chine méconnue. Demandez la Chine Grandeur Nature de Transtours auprès de votre agent de voyages.

Je désire recevoir gratuitement le catalogue "Chine" de Transtours.  
Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
Ville : ..... Code Postal : .....

TRANSTOURS

49, avenue de l'Opéra - 75002 Paris - Tél. : (1) 42 61 58 28

سنة ١٤١٢ هـ



# « Marly, sire... »



Au chevet de son père mourant, qui lui demande comment il s'appelle, un prince, tout juste âgé de cinq ans, répond avec hardiesse : « Louis XIV. » « Pas encore, avait murmuré le roi qui s'en allait, Pas encore. » De fait, l'Histoire aurait de beaux jours devant elle pour remplir sa lourde tâche de dieu, et il faudrait au Dauphin attendre encore de longues années avant de mériter sa réplique. Mais quand au lendemain de la mort de Mazarin, il réunit ses ministres et leur lance sur un ton que tous seraient désormais contraints de retenir : « A partir d'aujourd'hui, messieurs, vous m'aidez de vos conseils quand je vous le demanderai... », il est Louis XIV.

Un demi-siècle plus tard, son arrière-petit-fils, le futur Louis XV, vient lui aussi près d'un agonisant pour recueillir les dernières volontés et les premières recommandations d'un monarque soucieux de livrer à son descendant certaines confidences dont il devait penser qu'il était le seul à pouvoir en tirer quelque profit. « Mon enfant, vous allez être un grand roi. Ne m'imitez pas dans le goût que j'ai eu pour les bâtiments, ni dans celui que j'ai eu pour la guerre. »

Son goût de la chose construite. « J'ai fait Versailles pour la cour, Marly pour mes amis, Trianon pour moi-même », dira-t-il. On connaît Versailles, on connaît Trianon ; on pourrait ne pas connaître le château de Marly : il n'existe pas, il n'existe plus ; envoyé à la casse jusqu'à la dernière pierre, jusqu'au dernier lambris ; soldé de tout compte par la Révolution qui, ne sachant au juste ce trouver l'usage, le livra au premier ostrogot venu. Lieu exemplaire où rien n'est à admirer, rien à apprécier puisque la place est d'une nudité biblique, laissant l'œil en repos et l'esprit léger, n'offrant au regard que quelques larges dégagements et savantes perspectives, peuplés d'un mobilier imaginaire que

l'on peut, c'est selon, tout aussi bien voir que ne pas voir. Un endroit pris dans le vertige du vide, débarrassé de tout ; pur, loyal, incongru.

C'est pourtant une affaire considérable et considérablement remarquable à l'époque. Un tour de force munificence, offert par des constructeurs à un constructeur, qui avait pour lui de savoir s'y prendre avec ses maîtres d'œuvre et de ne lésiner ni sur les moyens ni sur les encouragements : Louis XIV est un chef d'entreprise de droit divin qui inspire confiance. L'œil à tout, les bottes dans la boue, il suit les travaux avec une chaîne d'arpenteur sous le bras, des titres honorifiques dans ses fontes et des compliments pour tous. Car il est de contact assez bon enfant et le travail bien fait le ravit. Sur le motif, c'est un enthousiaste. Le Nôtre s'y laissera prendre un jour, qui saute au cou de son souverain et lui administre de trébuchants baisers en plein bosquet versaillais sans encourir de reproches, mais plutôt d'avantage de considération.

Pour Marly, dont il veut faire un autre signal magistral de son passage sur terre, ce demi-dieu prend la même équipe gagnante, mais en lui donnant comme cahier des charges et ligne directrice de jouer intime : cercle rapproché, pas les rapaces et les mas-tu-vu, pas le tout-venant de cette cour trop lourde qui quémande, épie, cancanne et entraîne sous de louches révérences. Plutôt distinguée, la clientèle ici. On viendra sur invitation. Tenue pour la campagne de rigueur. Jules Hardouin-Mansart lance

ses géomètres et ses terrassiers sur un terrain acrobatique qui permettrait les exploits mais réservera des surprises.

En 1677, début des travaux, Louis XIV est un jeune homme de vingt-neuf ans dans la force de son règne et de son âge. Versailles est lancé, et lui ébloui par ses amours avec Louise de La Vallière, dont il pense pouvoir équilibrer les excès en restant le gardien vigilant des résolutions que lui impose ses devoirs de souverain. Parmi ceux-ci, loger sa gentry pour l'avoir à l'œil et suivre ses courbes de température.

Casse-tête sévère à Versailles, il le règle à Marly par la sélection et le luxe le plus grandiloquent. Les princes dans leurs pavillons, les seigneurs dans leurs pavillons — six de chaque côté de la pièce d'eau majeure du domaine, — lui en surélévation, l'œil pointé sur l'ensemble du dispositif, qu'il surveille des fenêtres d'un château de proportions modestes mais peint à l'italienne et inspiré de Palladio. Gorgé d'eau, le valon ne rendra pas la construction des bâtiments très aisée, mais elle a au moins l'avantage de jallir d'un peu partout, et de faciliter la mission des architectes et

jardiniers commis aux réjouissances aquatiques. Une cascade — vite nommée Rivière, tant son débit est rude — dévale à gros bouillons d'une pente en escaliers imaginaire raide pour les amateurs de sensations fortes. Tout le high-tech de l'époque est résumé dans ce berceau champêtre et bûmide où la culture française a fait donner le meilleur de ses redondances et de son savoir-faire.

Les « Marly » deviennent célèbres et assez courus. Ils se déroulent du mercredi au samedi. On y voit des monarques étrangers jouer leur chemin dans des parties de cartes menées sur des tonnes au-dessus de leurs moyens, des duellistes miser gros à la loterie, des militaires faire le spectacle et marcher au pas pour la galerie. On y entend des comédiens, on y rencontre des gens de lettres, on y remarque de beaux esprits. Lieu de divertissement, on y mène une vie légère, désoppressée, des redondances d'une courtoisie qui s'amusait plus à Saint-Germain et comme ça à Versailles. Enfin, entre gens de vraie bonne compagnie, l'endroit est pourtant des plus confortables. Il y fait froid, les punaises sont partout chez elle, quelques rares baignoires servent à tous, mais cependant, il convient d'en être. « Marly, sire... », susurre le courtois d'un peu de rang ; sire, Marly, je vous en prie... « Je verrai, dit le roi, qui n'est pas un esprit vif et confiant en soi » (1). — Je verrai.

Engoncé dans les bois, tragédie d'entretien, peu commode d'accès, le troisième château de Louis le Grand ne pouvait que

mal finir. Le Bien-Aimé y entraînait sans grand succès la Pompadour, Marie-Antoinette y faisait fâcheusement la rencontre de Boissier et Bassenge, bijoutiers, qui la confrontaient pour la première fois au « collier » ; la Convention entame sa perte en ordonnant la vente des effets et des meubles en 1793. Dans l'enthousiasme, le parc est défoncé. Il restait à un certain Sagnel, ou Saniel, ou bien Sagnel, en tout cas un homme dur en affaires, à prendre livraison du moribond, à un prix mal connu, et de le mettre en pièces pour le vendre au poids. Ce qui fut fait.

Ainsi, il ne reste rien, ou presque rien du chef-d'œuvre fracassé, sinon qu'il y eut autour le charme caustique et ténébreux des hautes prémonitions tragiques : comme si le monarque, s'enfermant dans l'exotisme suprême, avait voulu désigner ses contempteurs pour lui régler son affaire, avant l'heure. Bien sûr, on rénove, on met des grilles entièrement de fer forgé près de l'Abreuvoir ; on pose des Chevaux de Marly totalement neufs pour remplacer ceux qui avaient été faits carrière en bas des Champs-Élysées — eux-mêmes remplacés par des remplaçants, — on remonte des murs, on restaure des portes, des gardiens surveillent la bonne moralité de l'endroit ; on y trouve même un musée, finement agencé, pour évoquer la mémoire du cher disparu. Des rustines... « Les ruines m'empêchent, dit Valéry, qu'on laisse les ruines mourir en paix. » Là, c'est presque fait.

Jean-Pierre Quélin

(1) Louis XIV, par lui-même, Mémoires choisis du Roi avec introduction et commentaires, par Michel Déon, Gallimard, « Folio ».

## ESCALES



Londres, La National Gallery, avec, à gauche, l'aire Sainsbury.

### Les toiles de la Couronne

C'est un nouveau venu, au nom inmodeste. Arts Premier (10, rue Monge, 75005 Paris, tél. : (1) 44-07-12-61) constatant que les grandes expositions internationales débordent les frontières, entend faciliter les déplacements des personnes intéressées par ce genre d'événement. Son premier voyage semble à la hauteur de cette ambition. Trois jours à Londres pour admirer, puisque Sa Majesté l'autorise, les trésors de la couronne d'Angleterre, l'une des plus importantes collections d'œuvres d'art qui soit : peintures de Rembrandt, Rubens, Van Dyck, Canaletto ; dessins de Léonard de Vinci, Raphaël, Michel-Ange et Holbein ; meubles, bronzes, armes, pièces d'orfèvrerie exposés dans la nouvelle aile Sainsbury de la National Gallery. Ce séjour londonien comporte la visite d'une autre exposition « royale » présentant les trésors du mécène averti que fut Georges IV, protecteur de Reynolds, Gainsborough et admirateur des écoles hollandaise et flamande du dix-huitième siècle, ainsi que celle des résidences royales de Kensington Palace, Hampton Court et Windsor (départs les 30 novembre et 28 décembre, 4 650 F en chambre double). A Londres encore, trois jours pour visiter sept des quatorze expositions consacrées au Japon, à sa civilisation et à son art, ainsi que le British Museum (les 21 décembre et 4 janvier, 4 800 F en chambre double). Deux jours en Suisse pour découvrir les trésors précolombiens du site de Calima, à Martigny, et visiter, à Lausanne, l'exposition « L'Équateur, la terre et l'or » (départ les 7 décembre, 18 janvier et 29 février, 2 275 F en chambre double). Une journée à Anvers à l'occasion d'une exposition

### Albertville 1992

Fièvre olympique en Savoie, du 8 au 23 février 1992, à l'occasion des XV<sup>e</sup> Jeux d'hiver. Tandis que les champions se dépassent dans le silence de l'enfer blanc, les fervents de records assisteront en direct à leurs exploits. Un événement préparé avec minutie sous peine de pagaille par le Comité d'organisation des Jeux olympiques (COJO) : des émotions gérées par différents voyageurs. Du « tout prêt » au simple achat de billets, tout est prévu. Les forfaits d'une journée sont une exclusivité Wagons-Lits Tourisme. Ils comprennent, d'une part, le transport sur le site, en train ou en autocar, depuis plusieurs grandes villes du Sud-Est de la France et,

d'autre part, l'accès à une ou deux épreuves. Une brochure (agences de voyages) présente les 43 possibilités d'accéder à 42 épreuves choisies parmi les 133 disciplines pour leur côté spectaculaire et leur moindre risque de report. Un exemple : le 9 février, hockey, à 13 h, à Méribel et patinage artistique (couple), à 19 h 30, à Albertville, 810 F par personne au départ d'Annecy. On peut y ajouter l'hébergement dans deux hôtels proches d'Annecy et la restauration sur place ou à emporter. Réservation : tél. : 50-45-48-96. Les forfaits de six jours ou plus, appelés « JO Schuss », permettent d'accéder, à pied ou à ski, aux épreuves qui se déroulent sur le domaine skiable. Un skieur résidant à Val-d'Isère, par exemple, et skiant pendant six jours peut assister, le 16, à la finale de saut artistique et, le 18, au slalom géant hommes : 1000 F. Réservation aux guichets des remontées mécaniques des dix stations savoyardes concernées (coordonnées auprès de la Maison de Savoie). Havas Voyages (dans les agences du même nom), pour sa part, présente, dans sa brochure « Neige », des séjours avec ou sans

Jeux ainsi qu'une formule associant remontées mécaniques à un billet offert pour une épreuve proche de la station et la possibilité d'acheter d'autres billets à l'unité. Plus calme, une semaine à Tignes, au Scénar, un chalet des CHM (43-25-70-90) situé au bord du lac Supérieur, à 2 100 mètres d'altitude : 2 980 F (1 820 F hors Jeux), en pension complète. Le COJO traite les réservations individuelles de billets venues par Minitel (3615 COJO 92), par téléphone (79-92-92-92) ou par courrier (envoyer les formulaires de réservation, disponibles dans les offices de tourisme et à la Maison de Savoie, à billetterie COJO, BP 1992, 73273 Albertville Cedex). De son côté, la compagnie aérienne TAT (tél. : 42-79-05-05) met en place, du 5 au 25 février, dix-huit vols quotidiens entre Paris, d'une part, Annecy, Chambéry et Courchevel, d'autre part, vols prolongés par des navettes routières vers Albertville. En Savoie, les JO Bus, dont le prix est inclus dans le billet des épreuves, font la liaison entre divers points d'Albertville (gares notamment) et les différentes stations olympiques tandis que le réseau Passe-Montagne relie les stations entre elles. Il est encore possible de se loger en Tarentaise. Contacter la Maison de Savoie (31, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 42-61-74-73 et 11, rue Pargoud, 73200 Albertville, tél. : 79-45-92-92) ou Loisirs Accueil Haute-Savoie (tél. : 50-52-80-02). Consulter les propriétaires de chambres ou appartements (Minitel 3615, Savoie 73 74) et s'enquérir des disponibilités des Gîtes de France (47-42-20-20) et des tours-opérateurs : Interhome (tél. : 43-55-44-25), Lagrange Vacances (tél. : 47-54-04-60) et Nouvelles Frontières (tél. : 42-73-10-64). Signalons enfin que la vente de billets à l'étranger est assurée par les comités nationaux olympiques ou par leur agent officiel (liste au 79-92-92-92).

Jacques Lizot veut pendant près d'un quart de siècle une expérience unique d'assimilation aux Indiens Yanomamis du haut Orénoque, au Venezuela. Alain Kerjean et Alain Rastoin l'ont accompagné dans cette région qu'il était le seul à connaître. Projection de leur film, *Mémoires d'Orénoque*, jeudi 28 novembre, à 18 h 30, à l'Espace Kronenbourg Avenue (30, avenue George-V, 75008 Paris, tél. : 44-31-16-31), suivie de la signature du livre d'Alain Kerjean *L'Adieu aux Yanomamis* (Albin Michel).

Le monde moins cher avec Mond'Express, émanation de Rev'Vacances et nouveau tour-opérateur. Notamment un circuit de neuf jours à Sri-Lanka, en pension complète, 6 990 F, vols inclus ; départs les 12 et 19 décembre 1991 et du 2 au 30 janvier 1992. Un circuit de découverte du Mexique, dix jours, 11 800 F, en pension complète, vols inclus. Départs les 2, 16 et 30 janvier 1991. Dans toutes les agences.

Uriage-les-Bains, station thermale des Alpes située à cinq minutes de Grenoble et à quinze minutes des pistes de Chamrousse, revit. Alphonse Daudet, Maurice Chevalier, Mistinguett et Colette y prirent des eaux réputées pour le traitement des affections rhumatismales. Aujourd'hui, la station est ouverte en toutes saisons et le Grand Hôtel Napoléon III, rénové, accueille les curistes. Renseignements : Institut d'hydrothérapie thermale, 38410 Uriage-les-Bains, tél. : 76-89-10-80.

la création arabe, vient d'être lancé par l'Institut du monde arabe (IMA), dont il illustre et prolonge les activités. Invitation au voyage, repères historiques ou esthétiques, présentation d'une personnalité, hommage à une grande figure, critique littéraire ou cinématographique, calendrier des grandes manifestations culturelles en France, en Europe et dans le monde arabe : cette publication trimestrielle veut être une passerelle entre les deux rives de la Méditerranée. Le numéro (32 p.), 12 F, abonnement 40 F, en kiosque et à l'IMA (1, rue des Fossés-Saint-Bernard, 75005 Paris, tél. : 46-51-38-38).

Qui dit safari suisse dit safari à ski, pour les adeptes de neige profonde qui possèdent technique et bonne condition physique. On change de gîte chaque soir, ce qui permet de découvrir de nouveaux domaines. Forfaits multiples et cours de familiarisation aux virées en haute montagne. Une brochure — « Excursions à ski guidées » — en fait l'inventaire. Elle est diffusée par l'Office du tourisme suisse (11 bis, rue Scribe, 75009 Paris, tél. : (1) 47-42-45-45, minitel 3615 code SUISSE) qui publie également une fort belle brochure générale sur les sports d'hiver dans ce pays.

Alpes Neige 1991-1992, le guide magazine de la montagne française publié par le *Dauphiné libéré*, est en kiosque depuis le 15 novembre. Pour 38 F, toutes les informations nécessaires pour préparer ses vacances à la neige : un tableau comparatif de 300 stations classées par département, 80 stations passées à la loupe, un dossier sur l'accueil des enfants, une sélection de balades, les tendances de la mode 1992, le point sur l'immobilier et un carnet d'adresses utiles. Sans oublier les seizième JO d'hiver à Albertville.

Sélection établie par Patrick Francis et Danielle Tramard



# Rue Daguerre

Par quelle rive prendre cette rue Daguerre qui s'étire d'est en ouest parallèlement au cimetière Montparnasse, avec juste ce qu'il faut de distance pour se livrer à son allé-gresse sans choquer? Par son côté ombre ou son côté soleil? Par celui de ses artisans et commerçants, ou celui de ses artistes, croisés à l'heure des courses et dans les cafés, et dont l'invocation apporte aujourd'hui au quartier une plus-value (au mètre carré) dont les métiers et les habitants les plus modestes sont les premiers à pâtir.



Chez Costa, « le Grec », le dernier commerce encore en activité au cœur du marché couvert.

LITTÉRATURE, cinéma, photographie, peinture, oui, quelle rive choisir? Celle de Beckett ou celle de Blondin, celle de Varda et de Demy, ou celle de Brassat et de Doisneau, celle de Hartung, de César, ou du redoutable contingent qu'a attiré l'imprimerie reprise en 1964 par Aimé Maeght et développée depuis par son fils et son petit-fils, où travaillaient hier Giacometti, Calder et Miro, et aujourd'hui toute une nouvelle génération, les Kuroda, Delprat, del Re et ces photographes (de Sieff à feu Mapplethorpe) attirés par la dernière presse (privée) en phototypie de la place.

Et par quelle extrémité prendre cette rue? Par son haut bord, celui du marché, côté Denfert, réservé sur 160 mètres (un quart de la rue) aux « taxis » et aux « piétons », qui ne brille de tous ses feux que le jour, pour jouer fermé la nuit, et où les Parisiens du 14<sup>e</sup> arrondissement aiment à venir se frotter le dimanche matin? Ou par son bas-bord (un autre quart), côté Montparnasse, où s'avancent au pas et au compte-gouttes les voitures prudentes, dans la petite voie d'un petit Paris, dont Agnès Varda qui y vit depuis quarante ans a fait découvrir (1), le petit commerce des petites gens?

Elle indiquait alors où rencontrer en chair et en os les personnages de Tati, où échanger avec eux, sur fond d'accordéon, ces bribes sonores qui vous font appartenir au tissu de la capitale, où regarder sans impudeur à travers les vitrines le petit théâtre qu'ils nous donnent. Paris était une province lointaine qui ressemblait à notre enfance, et les commerçants le sucre de la terre. Ils disaient simplement « au revoir », et non pas, comme aujourd'hui, « bonne journée », une côte d'agneau première coûtait 5 F, la crise pétrolière (« le choc », disaient les journaux) allait être durable mais ne tarirait en rien les flots de gentillesse. De l'autre côté de l'avenue du Maine, les bulldozers avaient vidé et éventré un quartier frère (un quart des habitants du 14<sup>e</sup> - 44 000 personnes - allaient être éliminés entre 1954 et 1990), mais la fragile rue Daguerre tenait bon.

« Quand j'y repense, j'aurais dû filmer dès 1955, comme je devrais le faire à nouveau en 1995, commente Agnès Varda. En 1951, lorsque je suis arrivée, il y avait encore plusieurs bois-charbon. La mercière faisait succursale de la poste. Elle passait dans une petite cage au milieu de sa boutique pour vendre des timbres, affranchir les recommandés et les petits colis. Les ateliers étaient nombreux dans les cours. Les artistes disposaient de six encadreurs (il en reste un) et d'un marchand de couleurs qui broyait lui-même les poudres dans son arrière-boutique avant de les mettre en tube. C'était plein de petits artisans, de réparateurs de

meubles, d'ébénistes, de menuisiers, de plombiers, de tailleurs.

« Le quartier était misérable, sans quelques immeubles pour petits-bourgeois et fonctionnaires. Dans les rues adjacentes, les maisons avaient des galeries en bois sur lesquelles donnaient directement les appartements. Les cours résendaient du bruit des scies et des marteaux, une bande son toute différente d'aujourd'hui. Il existait dans la rue d'un côté un bistrot incroyablement sale dont les plantes vertes avaient dévot les fenêtres. Quand les promoteurs sont venus racheter pour offrir des immeubles aux petits cadres branchés, on s'est aperçu que le bistrot était propriétaire de tout le ptié de maisons. La rue Froidevaux, avant qu'elle ne soit détruite par la promotion immobilière, était remplie de petites usines, et l'on voyait à l'heure de la pause de midi les ouvriers en bleu débiter leur casse-croûte au soleil le long du ciné-

« C'était l'époque où il était difficile d'avoir le téléphone. Je me faisais appeler chez Paul, le bistrot du coin. M<sup>me</sup> Paul se mettait à sa porte et hurlait : « Varda! ». Je courais. Jusqu'au jour où j'ai installé dans la rue un fil en guirlande qui reliait le café à la maison pour qu'ils n'aient qu'à sonner. Quand M<sup>me</sup> Paul est morte, tout le quartier a suivi le cercueil à pied jusqu'à l'église Saint-Pierre de Montrouge.

« La rue Daguerre était au bout du monde. Le Paris à la mode était au Quartier latin et à Saint-Germain-des-Près avec les riches du faubourg; il ne montait même pas jusqu'à Montparnasse. Les logements étaient moins chers qu'un studio en ville. Des taudis, mais avec de l'espace. Les artistes pouvaient s'y installer comme ils l'ont fait plus tard à la Bastille et plus tard encore dans le 20<sup>e</sup>.

« En 1975, pour Daguerrotypes, je n'ai rencontré que les gens de mon « bloc », comme on dit aux États-Unis, qui laissent leur porte ouverte : boulanger, boucher, quincaillier, épicer, coiffeur, tailleur, marchand d'accordéons, bistrot, bazar, plombier, auto-école. Il y a là tous les commerçants nécessaires. Le film avait été commandité par la télévision allemande. Dès qu'il a été diffusé, on a vu les Allemands arriver. L'un d'eux a téléphoné de là-bas à madame Piednoir, la boulangère : « Je vous ai tellement aimé », lui a-t-il dit. Et il est venu s'installer à l'hôtel à côté, pour aller chercher ses croissants chez elle chaque matin. Puis Daguerrotypes est passé à la télévision suédoise et les Suédois à leur tour sont venus.

« En France il a été programmé à 22 h 30, une heure où les commerçants sont couchés. Heureusement, auparavant, le 14 juillet, où l'on peut s'installer jusque dans la rue, j'avais invité le quartier à une projection dans ma cour. Toute cette partie de la rue se voyait à l'écran. Ils en étaient très fiers, c'était comme la découverte du cinéma. Il y a eu un petit drame ensuite. Le côté marché, aujourd'hui réservé aux piétons, m'a envoyé une pétition : pourquoi avez-vous fait un film sur l'extrémité la plus misérable et pas sur la nôtre? Car il y a deux côtés rue Daguerre : celui du marché avec ses marchands de fleurs, ses musiciens, ses créateurs et c'est bien ainsi, et le nôtre, considéré comme téné-

« Puis le film est sorti en salle aux États-Unis. La bouchère avait



affiché un article paru à Chicago où l'on parlait d'elle. Daguerrotypes sert de base à ceux qui enseignent la civilisation française dans certaines universités américaines et étudient notre petit commerce, si différent de leurs grandes surfaces. Ils en ont remarqué avec moi trois traits essentiels : les gens travaillent toujours en couple, ils s'étaient toujours connus dans des bals, et, enfin, ils venaient tous des pays de la Loire, de Vendée ou de Bretagne, des régions dont les chemins de fer aboutissaient à Montparnasse, et ils s'étaient installés le plus près possible de la gare.

« Ils ont étudié aussi le dialogue quotidien des clients avec les commerçants, qui est particulièrement intéressant car c'est un dialogue pour ne rien dire, et c'est très nécessaire. On parle du temps qui fait et du temps qui passe. Le monde se détruit lorsque les gens ne peuvent pas avoir ce dialogue qui permet de partager de petites considérations. Le sens de cette parole est dans le seul fait de dialoguer et non pas dans les mots.

« En 1975, dans la boutique du coiffeur de Daguerrotypes, il y avait une cloison à mi-hauteur qui séparait les hommes des femmes. Maintenant, un jeune Italien a repris, il a fait sauter la cloison, et il coiffe femmes et hommes. La quincaillerie est devenue marchand d'accessoires pour moto. Le boulanger, qui était le doyen de Paris, faisait son pain au four à bois en se fournissant à l'occasion sur les chantiers de démolition, ce qui amenait les voisins à pester contre les odeurs de peinture brûlée. Sa boutique est restée une boulangerie, mais elle s'appelle Le Moulin de la Vierge, et a été décorée « à l'antienne ». L'épicerie et l'électroscierie ont été remplacées par un restaurant thaïlandais. La galerie de photos Contrejour occupe la place du bazar Au Chardon bleu où l'on venait avec sa bouteille acheter du parfum au détail. Seuls, le plombier et le marchand d'accordéons n'ont pas bougé.

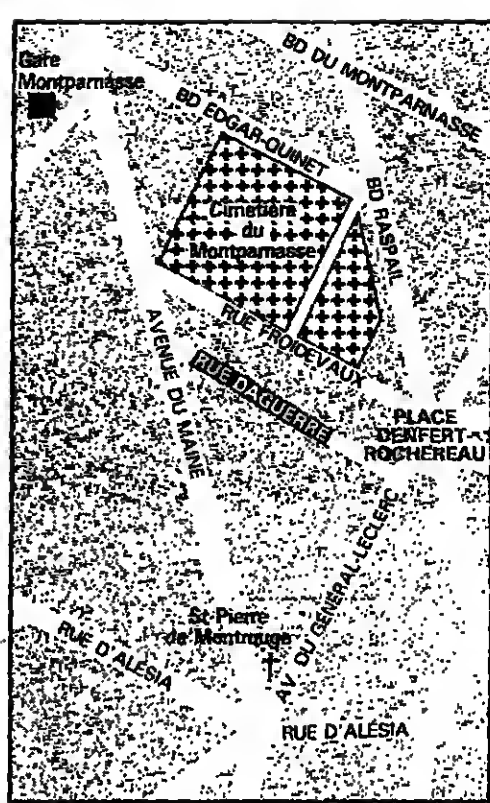
« Aujourd'hui encore, on dit que la rue Daguerre est restée un village, alors que s'y installent des ressu-

rants, des marchands de fringues, de chaussures et des antiquaires. C'est toujours très agréable, mais à chaque fois qu'un magasin de vêtements ou un restaurant s'installe, c'est un artisan qui disparaît. Tout de même, c'est resté préservé : il n'y a eu de tout ce temps que deux immeubles construits, peu visibles car en retrait. C'est inouï dans une rue de cent mètres. Les gens qui l'habitent, conclut Agnès Varda, l'aiment et restent.

« L'autre bout de la rue, à la porte du marché où il aime s'immerger, le peintre romain Marco del Re est toujours installé il y a trois ans son atelier. On voit trois bistrots, un rempaillier et une étrange euphorie nous saisit : voilà! Nous ne sommes pas dans la condition des Japonais, nous sommes meilleurs! Rome, il faut la vivre de loin, car lorsque vous y êtes, c'est pourri. Les Trastevere (2) sont morts, il n'y a plus de petits métiers, plus d'artisanat, plus rien. Il n'existe pas d'endroit comme la rue Daguerre, avec cette qualité de vie. Bien sûr, on s'invente un peu une histoire, car si l'on regarde attentivement, il n'y a que deux ou trois motifs qui nous accrochent. Mais ils sont comme les deux ou trois bribes de vérité dont nous avons besoin pour vivre.

« Le quartier est vrai parce que des gens, imprimeurs, ouvriers, artisans, y travaillent. Tous ces hommes qui mangent seuls à table le midi témoignent, comme le disait Pasolini, d'une vie rude qui est le fondement d'une dignité liée au travail. Rude signifie qu'on se dit des vérités en pleine gueule. Mais ce côté viril est sans violence. A aucun moment on n'y trouve cette frustration qui éclate aux Halles dans des agressions gratuites.

« Et puis, il y a les intellectuels du quartier, avec leur typologie, velours et col roulé. Avec eux, on est dans la représentation de quelque chose d'autre, déjà vu. Des témoins de groupuscules défilés d'il y a dix, vingt ou trente ans et qui sont restés figés depuis ces temps. La métropole est si grande qu'elle peut préserver ainsi les microcosmes, et



l'occupent. Nous ne voulons pas de galeries marchandes avec leurs magasins de vêtements, ni toutes ces boutiques franchisées qui vous fabriquent des rues franchisées qui se ressemblent toutes. La rue Daguerre doit demeurer une rue alimentaire et non pas une rue spectacle comme la rue Saint-André-des-Arts et la rue de la Huchette. Et puis, il ne reste qu'un seul marché couvert rive gauche, contre douze rive droite, et c'est autant de raisons de défendre le nôtre.

« Va pour les commerçants. Mais les artisans? Force est de reconnaître que nombreux, parmi les plus traditionnels, ont disparu petit à petit, mort « naturelle », ou augmentation de la « pression immobilière », pour ne pas parler d'argent. Mais ils ont souvent été remplacés par des compagnons de nouvelles spécialités : photographes, retoucheurs, designers, graphistes, architectes ou cinéastes, comme Agnès Varda qui gère sa société Ciné-Tamaris en « atelier de films » auquel collabore volontiers le reste de la famille. Nombre de ces « artisans » occupent des boutiques au ras du trottoir, assez peut-être, pour que le quartier Daguerre conserve son droit à l'appellation de « village ». Sans doute est-ce là l'unique revendication d'un militant (ou un résistant) que l'on soupçonne de se cacher dans le havre de verdure de la villa Boulevard, ne se découvrirait que pour sonner l'alerte à chaque lever du soleil : « va coq.

Jean-Louis Perrier

- (1) Une copie vidéo peut être consultée à la Vidéothèque de Paris, qui le projette également sur grand écran plusieurs fois par an. Porte Saint-Eustache, 2, Grande-Galerie. Tél. : 40-26-30-60. Entrée : 30 F.  
(2) Ancien quartier populaire de Rome.  
(3) Au Vin des rues, le « bouchon » de la rue Boulevard.  
(4) Auteur notamment de *Furcurs de ville* (Grasset, 235 p., 99 F.).  
(5) Le Monde du 20 décembre 1990.

► Outre chez Costa « le Grec », au cœur du marché couvert, les pots se prennent chez Peret, 6, rue Daguerre, à l'Echanson, 89, rue Boulevard, et Au Vin des rues (Lyonnais), 21, rue Boulevard, tél. : 43-22-19-79 (politico-mondain les deux soirs d'ouverture); à La Hanne (mordico-breton), 31, rue Boulevard, tél. : 45-39-56-45; aux Petites Sorcières, 12, rue de Liancourt, tél. : 43-21-95-68; aux Petites Chandeliers (réunionnais) 62, rue Daguerre, tél. : 43-20-25-87.

Des prix à vous faire partir !

**FLORIDE**

prix à partir de

**5040 F\***

7 Nuits Orlando & Vt Jura un dimanche & Pass 4 jours Disneyland

1 ticket d'entrée à Universal Studios valable 1 journée

VO

Diabord, on vous conseille...

Tél. : 40 53 07 11

181, Bd Pereire, 75017 PARIS

هذا من الحاصل



سنة من الفن



Plusieurs fois par jour, les ferries pour Douvres viennent se ranger le long des quais de la ville. L'indifférence générale.

## Ostende en mal de mer

Suite de la page 17

Une option jamais prise, un oubli. Et, par voie de conséquence, un grain de fable, comme pour tenir à distance regrets ou sentiments d'échec.

Et c'est vrai que les Ostendais sont un peu fous. Malicieux, irrévérencieux, heureux de leur bizarrerie. Habitants d'un port à leur seul usage. Ce n'est pas pour rien que les peintres Constant Permeke ou James Ensor inventèrent, dans ce décor offert au vent, l'expressionnisme, même le surréalisme en art, bien avant l'heure : le réel s'échappe sans cesse, et tout le monde paraît s'en amuser. Les formes sont floues, incertaines, la ville paraît grise, prise dans son

béton, reconstruite à la hâte après les bombardements de la dernière guerre, mais la lumière ou les grains d'hiver réduisent, ensorcelent les vilaines tours du front de mer, et les occupants de ce théâtre d'ombres donnent l'impression d'avoir le pouvoir de les entraîner dans leur danse silencieuse et gaie. Gagner Ostende un jour de novembre, c'est s'offrir un voyage dans un conte. Dans le brouillard, dense et enivrant, on croirait entendre des rires. La mer est invisible, et vos compagnons de bars en semblent tout jumeaux. Commence la haute saison des décalages généralisés.

Oui, tout est fon, insensiblement hors la norme des choses. La ville vous laisse le bord du quai, sur la

jetée, mais se promène, sur l'autre trottoir, le long des restaurants. On la croit flamande. Elle assure parler poostens, un flamand qu'on ne comprend pas à Bruges (24 kilomètres) ou à Middelkerke, plus proche encore. Elle se nourrit de gaufres et met du citron dans sa bière.

Elle collectionne les amateurs d'art et les esprits fins, mais se juge un peu fade. « *Knokke est plus snob* », dit un notable, qui n'a pas vu Knokke depuis dix ans. Elle affiche une curieuse insouciance pour la conservation de ses sites, pourtant ennoblis par Léopold II (1865-1909), au temps où Ostende avait été ée « reine des plages » par le roi des Belges. Ce souverain, qui aimait beaucoup le Congo, dressa là, sur la digue, le décor d'une station balnéaire et thermale. On garda, avec les décennies, l'hippodrome et le parc, on offrit sa statue, face à la mer, au bienfaiteur, mais on négligea les arcades, les thermes et les maisons de maître. Dans la rue, on vous montre deux immeubles « Arts déco », sans insister. Un ensemble de bâtisses à dentelles de briques, qui risquent encore la démolition. La maison, banale, de la reine Marie-Louise, dans Lange

Straat... mais c'est l'immenable mitoyen qui paraît contenir tout le génie d'Ostende : un labyrinthe d'antiquaires créé par un Wallon, et un café obscur où l'on vous raconte l'œuvre de Permeke et des peintres de la « lumière flamande » en une nulle part ailleurs.

Tout est ainsi, légèrement abra-cadabrant. Après des années d'attente, Ostende a enfin rénové le Palais des Thermes, redevenu un hôtel de grande classe, mais on n'en tire guère d'orgueil. Le casino, le Kursaal cher au cœur de tous les noctambules océaniques, mériterait un coup de neuf. La ville va en discuter longtemps. Pourtant, ce navire de l'architecture fragile des années 50 subit gaillardement les outrages du sel et du vent. La salle contenant l'immense fresque murale de Paul Delvaux n'est plus qu'un bric-à-brac de tables à roulettes remisées, de fauteuils empilés. L'œuvre prend doucement l'eau.

Difficile, cependant, de condamner cette autre apparence négligence : elle va bien à l'atmosphère. Le Kursaal devient beau dans le brouillard, et puis, placé de biais, il protège la ville du vent. Il a l'air ballonné, mal ancré. Les

lumières des salles de jeu semblent vaciller. Et les visages des vieilles femmes qui misent leur pension mensuelle au black-jack ressemblent à ce dessin de James Ensor, *Squelettes jouant au billard* (1916), une œuvre tellement en avance qu'elle mérite bien qu'on la reproduise tous les soirs.

Et, au fond, Ostende présente bien des familiarités avec son artiste préféré. A 16 heures, tous les jours d'hiver, les bars se remplissent d'hommes et de femmes qui vont reprendre la pause. Squelettes qui se moqueraient de la mort. Corps d'antan, conservés par une juvénescence secrète, qui défilent le temps dans leur port d'attache. A l'Hôtel du Parc, sans doute l'un des plus beaux cafés d'Europe, où les filtres à café ressemblent à des phares, on jamaïque, le soir, la vie revient par la bière, par une gaieté qu'ailleurs on pourrait juger inquiétante et qui vous emplit, vous même ailleurs, vers une autre bière, et d'autres yeux moqueurs.

Toute sa vie, James Ensor habita la même maison, un magasin d'objets absurdes et de coquillages. Toute sa vie, il collectionna les masques. En 1896, avec quelques compagnons de bordée, il

gagna Paris, et Montmartre, par le train, pour une soirée moutillable au cabaret Le Rat mort. Ainsi naquit la tradition ostendaise du Rat mort, en concentration, début mars, chaque année, de tous les grains de folie locaux. Une nuit de bal avec tombola au Kursaal. Tous les déguisements, et les squelettes d'Ensor. Tous les songes étalés sur la place publique. Une sorte de revendication d'indépendance. Ostende est en pays flamand, en Belgique, mais à la manière des esprits malins des cimetières. Ici, l'on sait des choses, des choses que Magritte, Klee, quelques autres ont approchées parce qu'ils avaient un port embouché dans la tête. Quelque chose qu'on vous laisse approcher, sans vous donner les clés de ces songes déraisonnables.

Ainsi, il y a deux monstres, à Ostende, d'envisager la croquette aux crevettes. Soit de l'avalier machinalement, en trouvant cette nourriture océane bien nordiste. Soit de s'émierveiller, à la James Tavern, dans la galerie Ensor, de cette autre géniale découverte. Car, enfin, pour brouiller, et monter en pâte, ce qui ailleurs se décore, il faut bien avoir pris, sous le crâne, un fort coup de vent. Chez James, on vous observe. Si vous retrouvez Permeke ou Ensor dans ce doigt de croquette pimentée, si vous vous sentez de la tendresse, soudain, pour Joyce - qui goûta à Ostende à ce curieux plat - ou pour Eluard, vous pourrez rester, et ajouter votre sens du non-réalisme à ceux que cultive la ville avec délectation.

« *Beaucoup de gens aiment s'installer chez nous*, raconte un patron de « *café Sartou* » des *Marsellais*. Pourquoi ? Peut-être parce qu'ils viennent, toujours en train, d'un autre port sans embarquement, et que la fantaisie ne leur manque pas... En fait, tous les étrangers sont ici les bienvenus, à condition que l'hiver les fasse rire et qu'ils soient persuadés que les apparences sont toujours trompeuses.

Ostende serait tout à fait heureux, avec vous, dans son brouillard hallucinogène, si les Anglais, qui, à leur manière, en fait, ont créé cette cité à leur usage transitaire, venaient un peu moins y mêler la bière fade des farries aux chefs-d'œuvre de books locaux. Depuis la journée précédant le drame du stade du Heysel, depuis les braileries alcoolisées des supporters britanniques dans tous les bars, oui, depuis ce funeste jour, où le réalisme surprit la ville, les consommateurs ostendais se méfient et gardent toujours un œil, dans les pubs, sur ces tentatives d'instauration de l'ordre des choses.

De notre envoyé spécial  
Philippe Boggio

### La grise mine de Prague

A la suite du reportage de J. P. Péroncel-Hugoz sur Prague « *Le Monde sans visa* » du 28 septembre, nous avons reçu de M<sup>me</sup> Janine Buenzod, de Genève, une longue lettre dont nous extrayons ce passage :

« (...) Un bref séjour à Prague m'a tout de même permis de percevoir - car enfin, elle crève les yeux - la navrante misère qui y règne. Il est vraiment difficile de se laisser aller en tout hédonisme aux plaisirs de la flânerie dans une ville qui n'est pas seulement un beau décor, mais une vraie ville où l'on croise tant de silhouettes désolées. Les Praguis, beaucoup d'entre eux du moins, ont mauvaise mine. Ils sont souvent plus que pauvrement

vêtus. Comment s'en étonner ? Le jeune chômeur avec lequel j'ai pu engager la conversation (il savait le français) m'a dit que le quart de la ville (300 000 personnes sur 1 200 000) était au chômage. Je le crois volontiers. Et vous savez sans doute que le système de sécurité sociale mis en place par le régime communiste (qu'il ne me viendrait certes pas à l'esprit de défendre, mais enfin...) a été démantelé et n'a pas été remplacé. Comme me le disait ce même jeune chômeur : « *Sous le régime précédent, je n'avais pas le droit de dire : le président est un imbécile, mais je mangeais, et mes enfants aussi. Aujourd'hui, je suis libre de dire le président est un imbécile, mais nous n'avons rien* ». Aussi, vous entendez parler de « *grand silence* » et de « *mouvements de révolte* », de « *passage à vide* », de « *dépression* », de « *néo-romantisme* » m'a stupéfié. (...) »

### Bombes sur Saint-Nazaire

Le fait de guerre évoqué dans l'article, publié le 21 septembre et consacré à Saint-Nazaire a incité M. Louis-René Ollivier, de La Baule, à nous faire parvenir la précision suivante :

« Un paragraphe a retenu plus particulièrement mon attention. Je cite (6<sup>e</sup> colonne, « *Les alliés touchèrent tout* ») : « *L'amiral, à Londres, tenta tout, même une opération de commando, qui échoua* ». Cette phrase est probablement passée inaperçue pour la grande majorité des lecteurs et il n'y a pas là, a priori, de quoi fonder un chat. Mais la stricte vérité historique mérite qu'on s'y arrête. En fait, M. Philippe Boggio a certainement voulu parler de l'opération « *Chariot* » qui eut lieu dans la nuit du 26 au 27 mars

1942. Cette opération navale combinée, absolument remarquable, n'avait pas pour objectif essentiel la destruction de la base sous-marine, techniquement impensable et impossible, mais la destruction de la forme Joubert, ou forme Normandie, seule susceptible de recevoir, réparer, entretenir les cuirassés et croiseurs-cuirassés de la classe *Scharnhorst*, *Tirpitz*, *Bismarck*, *Gneisenau*, etc., dont la présence ainsi assistée en Atlantique pouvait, avec la meute de sous-marins déjà déployée dans cet océan, décider de la bataille de l'Atlantique et infléchir - jusqu'où ? - l'issue de la seconde guerre mondiale.

La destruction des écluses donnant accès aux bassins du port et donc à la base sous-marine, destruction susceptible de gêner - momentanément - les mouvements des sous-marins de la Kriegsmarine, constituait une

opération subsidiaire qui, d'ailleurs, réussit en partie.

Par conséquent, loin d'être un échec, l'opération « *Chariot* » fut un succès total, pour son objectif majeur. Il convient donc de donner à cet exploit qui, selon l'amiral Charles Forbes, « *sans vouloir rabaisser Zebrugges, l'a désormais éclipsé* », l'importance qu'il mérite. »

Précision sur Aden et le kat. Dans la bibliographie sur le Yémen et en particulier l'usage du kat en ce pays, accompagnant le reportage de J. P. Péroncel-Hugoz sur Aden (« *Le Monde sans visa* » du 16 novembre), il fallait lire que l'ouvrage collectif dirigé par Joseph Chelhod, *L'Arabie du Sud. Histoire et civilisation* (tome III, 430 p., chapitre sur le kat p. 259 à 277) a été publié par Maisonneuve et Larose en 1985.

### Tibet oublié

M. Pierre Leconte, de Neuilly-sur-Seine, nous écrit :

« L'espère ne pas avoir été le seul lecteur à regretter que votre journal, mon journal, qui, si souvent, apporte sa contribution appuyée aux causes justes de toutes sortes, ait « *oublié* » dans la carte de l'Asie orientale publiée dans « *Le Monde sans visa* » du 21 septembre à propos de la Mongolie, ait oublié, dis-je, le Tibet. Rien que cela ! Peut-être, hélas, le Tibet est-il en train de disparaître ; mais c'est encore un peu tôt pour enterrer cette suppression culturelle, politique et humaine.



# Bivouac de rêve à El Bahreim

L'homme rêvait. Il était sur une île déserte au milieu d'une grande étendue de sable. Il vivait au pied d'un arbre un peu bizarre qui était rempli de moineaux.

C'ÉTAIT un arbre ébouriffé, à petites feuilles gaies. A des centaines de kilomètres à la ronde, c'était le seul arbre non pétrifié.

L'endroit se trouvait en Egypte, près de la frontière libyenne. Il était situé sous le tropique du Cancer, par 23°08' de latitude nord et 29°42' de longitude est.

De loin, on distinguait un rocher, surmonté d'un plumeau. On aurait dit une île dans le désert, à trois mètres au-dessus du niveau du sable. En une minute et demie, le tour en était fait. Et Robinson dormait.

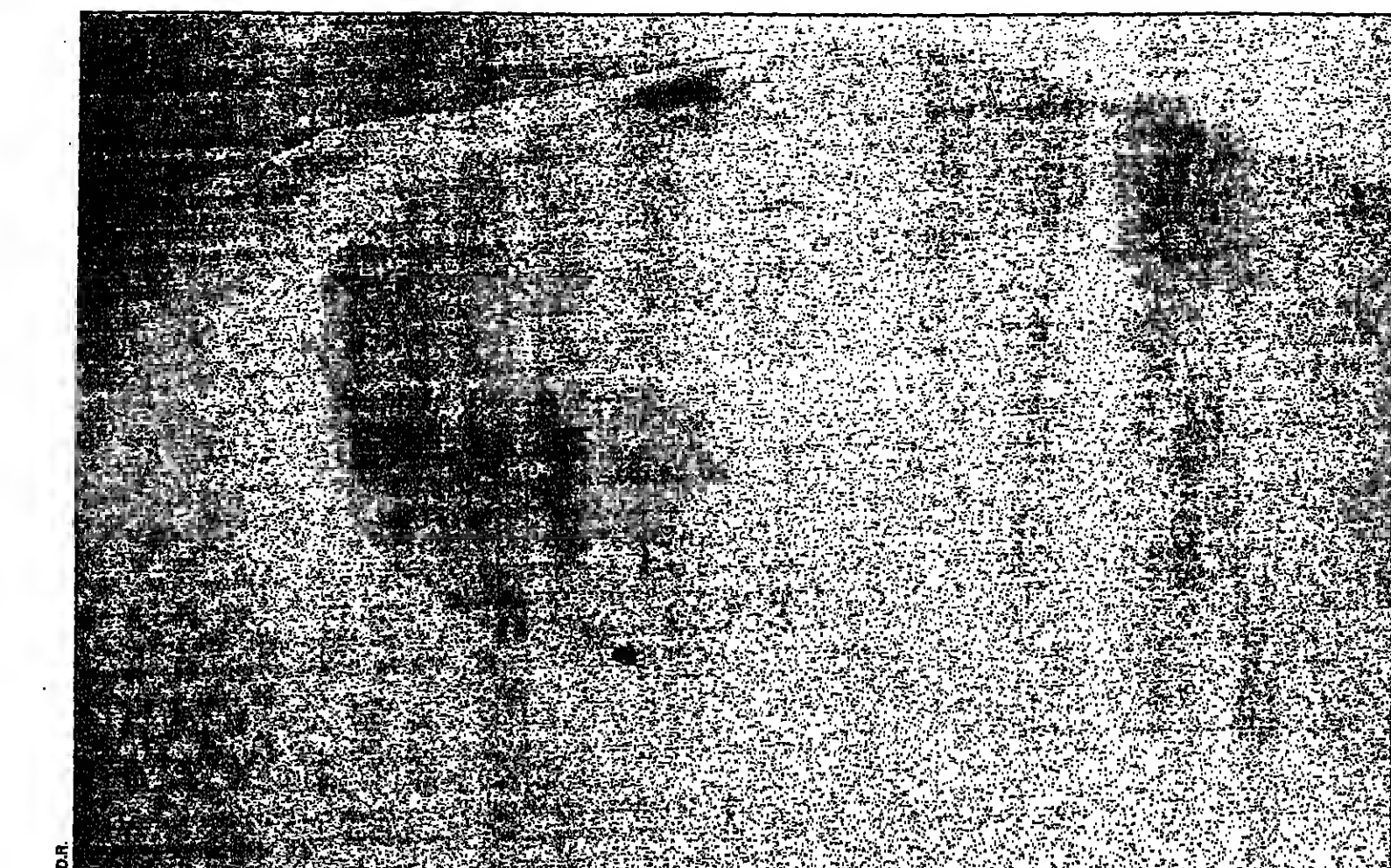
L'homme rêvait. Il ne savait plus depuis combien de temps il était là, ni ce qui l'avait amené. Cette amnésie elle-même ne pouvait rien. L'amnésie du désert, et cela il s'en souvenait, frappe de manière presque instantanée. On arrive au milieu des sables. On enfonce un short et deux jours après, à l'horizon de l'horizon, on n'a plus la moindre idée de ce qu'il y a.

Une cigogne était venue s'échouer mais il avait toujours connu le squelette de chameau. Dans l'arche, les moineaux se coupaient sans cesse la parole mais ne s'éloignaient jamais. Lui non plus ne bougeait pas. L'arbre était un espèce infatigable. Nul ne pourrait le manquer. Mais jusqu'à présent, il n'avait jamais vu passer que la journée.

L'homme rêvait. Il tournait en rond et s'interrogeait sur ses origines. Il avait peut-être été pêcheur de requins. On marchait sur les dents de Carcharedons fossilisés dans la région. Ou bien mangeur d'huîtres, à une date plus récente, les coquilles s'entassaient dans l'océan. A moins qu'il n'ait fait naufrage dans les parages. La mer s'était retirée il y a longtemps. Peut-être était-il condamné à rester attaché à ce rocher, condamné à attendre son retour.

Le soir, quand le soleil chevauchait l'horizon, l'appel du large éveillait chez lui un écho douloureux. Orion était la seule constellation qu'il connaissait. Dès qu'elle était là, au-dessus de l'arche, il s'endormait, bercé par le vent du désert qui soufflait en rafales. Le vent roulait des vagues, venues de la nuit des temps. Et dans ses rêves, il naviguait.

L'homme rêvait. Il était à El Bahreim. Il venait de débarquer. C'était un golfe de lumières, un casino au milieu du désert. Il y avait des néons, des torches, des feux, des lampes halogènes de 100 watts, des phares, toutes sortes de phares, de camions, de motos, de



L'amnésie du désert frappe de manière presque instantanée. On arrive au milieu des sables et on n'a plus la moindre idée de ce qu'il y a.

4x4. Du haut des falaises, il les regardait s'allumer, danser, clignoter au pied des hélicoptères.

Les hélicoptères étaient arrivés les premiers. Ils avaient survolé les dunes cathédrales et s'étaient posés en faisant décoller le sable jusqu'au sommet de la grande tente. C'était la salle à manger. Une brigade d'égyptiens en sandales finissait de la monter. Et à côté, ils fabriquaient un four à pain avec leurs mains.

Les gens étaient habillés de combinaisons blanches, jaunes, rouges. Certains portaient des bottes, d'autres des T-shirt marqués *Rallye des Pharaons*. Des cuisiniers en toque blanche plantaient des choux roses sur les gâteaux. Les gens faisaient tout vite. Ils parlaient fort pour couvrir les moteurs de camions qui restaient allumés pour fournir de l'air comprimé. Sauf le chauffeur russe, récupéré à Moscou, et qui ne parlait encore qu'avec les mains.

Ils plantaient des tentes autour des véhicules. Ils bâtaient des cités entières et leurs tentes se seraient de près, un accident est si vite arrivé. Quelques explorateurs escaladaient les falaises et montraient voir les crânes des hommes troglodytes d'El Bahreim. Ils étaient rattrapés par les petits hélicoptères qui venaient se poser au plus près du spectacle. Les crânes

étaient plus ou moins diaphanes. Sur une main, il restait un ongle mais cela ne prouvait rien. Dans le désert, les chameaux morts depuis cinquante ans ont encore de beaux restes sur le dos.

L'homme rêvait. Il marchait dans le sable d'El Bahreim et se rapprochait de la lumière. On aurait dit une raffinerie, une plateforme off shore. Les gens portaient des lampes sur le front et s'aveuglaient les uns les autres. Ils se racontaient des aventures extraordinaires dans lesquelles des pales d'hélicoptères se détachaient en vol. Ils se racontaient des *casquettes*, des envols en haut des dunes. Et en haut des dunes, le temps est suspendu tant qu'on ne sait pas ce qu'il y a derrière. Mais heureusement, derrière, c'était un dos de baleine. Les plus flambeurs disaient qu'il faut « être bien dans sa tronche » si on ne veut pas s'ahimer. Et ils souriaient.

Et d'autres histoires encore plus extraordinaires dans lesquelles ils étaient plongeur en mer Rouge, planteur d'ananas au Sierra Leone, chasseur de feucon en Normandie, pharmacienne au Japon, ex-casque bleu de l'ONU. Et parfois, même, ils ne faisaient plus rien d'autre dans la vie que de s'amuser et se promener d'un désert à l'autre. Ils étaient ouvrier de pistes, peintre de départs,

d'arrivées, d'oasis, chauffeur, livreur, cuisinier.

La circulation était incessante. Il y avait 110 voitures, des manstres à ailerons, des buggies à porte papillon. Et 72 motos, dont une ce soir-là avait le guidon pendante. Il y avait des camions ravitailleurs, des camions-pompes, des camions tchèques avec des chauffeurs de même nationalité, toujours sous les machines. Des camions jaunes remplis de pneus. Des motos maines pour conduire les sponsors à leur tente, car les sponsors n'avaient pas le temps de marcher.

Le camion-balel arrivait dans un coup de corne de brume. Il y avait toujours du whisky à bord. Les Japonais écrivaient encore au conducteur pour l'en remercier des années après. La bétailière bleue des militaires égyptiens faisait des rondes. Les officiers finissaient de ripailler sous la grande tente. L'équipage du *Sbinook* s'en retournait auprès de sa soucoupe volante, bras dessus, bras dessous, et plus guilleret que lorsqu'il s'agissait de calculer un cap avec le matériel de bord. Les concurrents étudiaient les « road books ». Demain, la course allait franchir le tropique. Elle longerait un arbre que les Égyptiens appelaient *arak* et dont ils font des cure-dents. C'était un parcours

simple. Une mer de sable, sans feck-feck. Le premier ferait plus de cinq cents kilomètres de piste en moins de six heures.

L'homme rêvait. Il était dans une usine au milieu du désert. Sous les étoiles, des dizaines de personnes mécaniquaient. Les moteurs ronflaient. Les téléscripteurs donnaient les résultats de la journée. Les portières claquaient. Les freins sifflaient. Un type appelait Georges dans son talkie-walkie. L'organisateur était surnommé Fenouil, sa campagne Puce, et tous deux cherchaient un porte-voix pour annoncer le programme. Les marteaux cognaient les tôles. Les lampes à souder illuminaient les moteurs.

C'était une zone industrielle qui n'en finissait pas. Sous leurs lampes halogènes, des mécaniciens, jaunes de la tête aux pieds, passaient l'aspirateur. Ils changeaient les embrayages, les ponts avant, les ponts arrière, les filtres à air scellés sous vide. Un ingénieur branchait le micro-ordinateur sur le tableau de bord et refaisait le trajet de la journée. Puis il s'installait au volant pour les contrôles. Et il parlait pour une ronde fantastique autour d'El Bahreim, une symphonie de ronflements et d'accéléérations. Les phares illuminaient les tentes qui se félicitaient de s'être regroupées.

Il était sur un périphérique des sables, entouré de cités HLM. Dans leurs tentes, les habitants dormaient avec des boules Quies. L'aube allait se lever. Les essais continuaient, les mécaniciens chaudronnaient, les moteurs ronflaient à ses oreilles. Il attendait le vent, ce souffle qui lui faisait toujours croire que la mer reviendrait. Puis dans le grondement des générateurs, la Croix du Sud apparaissait et il s'endormait.

L'homme rêvait. Il se réveillait et il était de nouveau au pied de l'arbre ébouriffé rempli d'oiseaux joyeux. Le ciel était couvert de nuages effilochés. Le vent était glacial mais il ne servait à rien de s'impaciter. Dans une demi-heure, il ferait chaud. Et dans une heure trop chaud.

Il se frottait les yeux. Il sortait son GPS. L'appareil indiquait toujours 23°08' de latitude nord, 29°42' de longitude est. Puis il se levait et faisait quelques pas. Le calendrier indiquait, le 9 octobre 1991, mais il n'en avait pas.

L'homme rêvait. Il marchait en direction du rocher à tête de tortue. Soudain, il apercevait des traces de pneus. Et dans son rêve, il riait.

De notre envoyée spéciale  
Corine Lesnes

## La Corderie de l'Amiral

Rochefort, la Corderie... L'article de Régis Guyotat, publié dans « Le Monde sans visa » du 19 octobre, n'a pas laissé insensible M. Roland Messmer, de Paris, qui nous écrit :

« Rochefort, ville miraculée, notamment par la Corderie. Je lis l'article de Régis Guyotat et je transcris : la vie est un conte de fées ; un amiral, « dit-on », est intervenu, magique et anonyme, avec « plusieurs contingents d'appelés pour des corvées de débroussaillage » afin de sauver la Corderie.

Effectivement, après l'incendie par les Allemands en 1944, la nature généreuse des bords de la Charente a repris tous ses droits. Ce magnifique ensemble architectural du dix-septième siècle que fut la Corderie était

promis au rôle de carrière de pierres et devait être démolie. Le hasard qui fait si bien les choses (et votre envoyé spécial semble être imprégné de cette philosophie) a voulu que, en 1964, le commandant de

l'arrondissement maritime de La Pallice-Rochefort ait le goût et l'intuition des chefs-d'œuvre en péril. Tous les jeudis, jour de sport collectif, à la tête des élèves des écoles de la Marine nationale (et non des appareilles), il a débroussaillé ce champ de ruines. Cette action bénéfique, travail de cyclope, a permis que, le 2 juin 1967, le ministère des affaires culturelles classe la Corderie monument historique.

Après ces péripéties, il est désormais possible d'admirer l'ouvrage rénové, centre vivant d'activités diverses, qui montre la photo de la page que je commente. L'auteur de ce

sanctuaire d'un monument déjà perdu, est un homme d'action - Ecole navale, commandant du sous-marin *Orphée* en Méditerranée en 1943-1944 - et également un homme de réflexion, d'étude et de cœur, auteur de trois ouvrages passionnants (*D'Entrecaesteux*, Éditions d'Outre-mer, 1983 ; *Amiral William*, Éditions Tallandier, 1987 ; *Amiral Dervic et Napoléon*, Éditions Economica, 1991).

Entre la guerre et la paix, inventer la Corderie royale : cette démarche à elle seule serait un titre de gloire pour honorer toute une vie. Ce personnage existe réellement : il a quatre-vingt-deux ans, il poursuit des travaux passionnants, il peut improviser des conférences sur une foule de sujets en rapport avec la mer ; c'est l'amiral Maurice Dupont. »

## NOËL EN LAPONIE VACANCES AU PAYS DU PÈRE NOËL

Départs spéciaux  
22 et 25 décembre  
6 jours Paris/Paris  
séjour en hôtel ou  
en chalet : 9 990 F

Enfant de moins de 12 ans  
partageant la chambre  
de deux adultes : 5 900 F

Demandez la brochure  
ALANTOURS FINLANDE  
à votre agent de voyage ou  
ALANTOURS,  
5, rue Danielle Casanova  
75001 PARIS  
(1) 42.96.59.78

LES ANTILLES À PARTIR DE 2 890 F A/R

## DE TELS PRIX RENDENT LE MONDE PLUS ACCESSIBLE.

NEW YORK	A 1320	A R 2395	CARACAS	A 1505	A R 3065
LOS ANGELES	A 1560	A R 3060	BUENOS AIRES	A 1580	A R 3100
SAN FRANCISCO	A 1580	A R 3060	SANTIAGO	A 1580	A R 3100
MIAMI	A 1595	A R 3090	MARSA MATRUH	A 1605	A R 3105
MONTREAL	A 1160	A R 2290	DAKAR	A 1605	A R 3105
RIO DE JANEIRO	A 1580	A R 3170	BANGKOK	A 1605	A R 3105
SAO PAULO	A 1605	A R 3170	SYDNEY	A 1605	A R 3105
MEXICO	A 1580	A R 3060	SEYCHELLES	NA	A R 270

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS. DISPONIBILITÉ DE PLACES EN 1<sup>re</sup> CLASSE ET CLASSE AFFAÏRÉS. RESTAURANTS, TRANSPORTS ET LOUAGES DE VOITURES. DÉPARTS ET RETOURS À LA CARTE. RÉSERVATION EN LIGNE ET PAR TÉLÉPHONE. VOYAGEZ AVEC VOTRE CARTE VISA, MASTERCARD, AMERICAN EXPRESS, Diners Club, JCB, UnionPay, etc.

**ACCESS**  
voyages

PARIS : MÉTRO ET RER CHATELAIN-LES-HALLS,  
6, RUE PIERRE-LESCOT, 75001 PARIS.  
Tél. (1) 40 13 02 02 et (1) 42 21 46 94 - Fax (1) 45 08 83 35  
LYON : TOUR CRÉDIT LYONNAIS, LA PART-DIEU, Tél. 78 63 67 77.

هنا من الجيد



## Bridge

n° 1461

BIEN JOUER  
C'EST PRÉVOIR

Quand un contrat semble sur table, il faut imaginer la pire des distributions pour essayer de se protéger contre elle. La donne suivante jouée dans un match par quatre est typique car à une des deux tables un déclarant a chuté par imprévoyance.

♠ A 4	♥ V 5 2	♦ V 7 5 2
♠ A 7 6 2	♥ A 10 8 5 4	♦ V 7
♠ A 8 5 3	♥ R D 9 8 6 3	♦ R D V
♠ 10	♥ R D 4	♦ 10
♠ R D 9 6 4 2	♥ S	♦ S

Ann. : O. E.O. vuln.  
Ouest Nord Est Sud  
1 passe 2 passe  
3 passe 4 passe  
(1 naturel)

Ouest a tiré As Roi et Dame de Cœur sur lesquels tout le monde a fourni, comment Sud a-t-il gagné QUATRE PIQUES contre toute défense après avoir pris la contre-attaque du Roi de Trèfle ?

## Réponse :

A la première table, le déclarant, après avoir fait l'As de Trèfle, a tiré l'As de Pique sur lequel Ouest a fourni le 10. Au second tour d'atout, Sud a un peu réfléchi pour savoir s'il allait faire l'impasse au Valet, mais la répartition 3-2 étant plus fréquente que 4-1, il a mis la Dame de Pique, et il a chuté en concédant à la fin le Valet de Pique. Quant à Ouest, il s'est félicité de n'avoir pas redit 3 Trèfles sur 2 Piques car le déclarant (au cas où Est aurait le Valet ou le 10 quatrième à Pique : après l'As de Trèfle, Sud s'est rendu compte qu'il ne pouvait rien de couper tout de suite un Trèfle, puis il tira le Roi de Pique et l'As de Pique sur lequel Ouest ne fournit plus. Cette fois, la situation n'était plus désespérée si Sud arrivait à se raccourcir à l'atout.

A l'autre table, un joueur prévoyant et bon technicien a résolu tout de suite le problème en prenant une précaution gratuite au cas où Est aurait le Valet ou le 10 quatrième à Pique : après l'As de Trèfle, Sud s'est rendu compte qu'il ne pouvait rien de couper tout de suite un Trèfle, puis il tira le Roi de Pique et l'As de Pique sur lequel Ouest ne fournit plus. Cette fois, la situation n'était plus désespérée si Sud arrivait à se raccourcir à l'atout.

une deuxième fois (pour être à égalité d'atout avec Est) ; ensuite, il suffit d'être au mort à la fin du coup. Le déclarant s'empresse donc de couper un autre Trèfle, et il joue Roi et Dame de Carreau, puis le Valet pris par l'As de Carreau :

♠ 7 4 8 ♠ V 7  
♠ R 9

Est, obligé de couper le 7 de Carreau ou le 8 de Trèfle, se fait surcouper par Sud...

TOURNOIS  
EN BULGARIE

Le bridge en Bulgarie n'a pas attendu la chute définitive du rideau de fer pour connaître un large développement. Mais l'activité de la Fédération ne se limite pas aux tournois et aux championnats, elle organise d'autres compétitions et notamment un concours de la meilleure donne du mois. Voici celle qui a remporté le premier prix :

♠ A R 10 8 5	♥ V 3 2	♦ V 8 6 3 2
♠ A R 9	♥ V 8 6 3 2	♦ A R 8
♠ A 8 5 4	♥ S	♦ S
♠ 5	♥ S	♦ S
♠ 9 7 6 4	♥ S	♦ S
♠ V 7 2	♥ S	♦ S
♠ D 10 7 6 4 2	♥ S	♦ S
♠ D	♥ S	♦ S
♠ D 10 7 5 4	♥ S	♦ S
♠ R 9 6 3	♥ S	♦ S
♠ V 9 3	♥ S	♦ S

Les enchères. Nord donneur, auraient pu être les suivantes :

Nord	Sud
2♠	2SA
3♣	3♥
4♥	5♥
6♥	passé

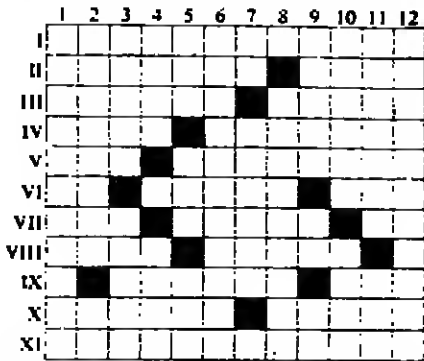
Ouest a entamé le 6 de Trèfle pour le Roi d'Est qui a continué avec l'As de Trèfle. Comment Lubomir Krastev en Sud a-t-il gagné le PETIT CHELEM A CŒUR contre par Est ?

Note sur les enchères : Si Nord peut ouvrir d'un « 2 Piques » fort et naturel, il est facile d'arriver au bon chelem à Cœur.

Philippe Brugnol

## Mots croisés

n° 690



**HORIZONTALEMENT**  
I. Depuis Saint-Louis on essaye d'y voir plus clair. - II. Parfaitement polis, même à la campagne. Gite. - III. Reprise. Pour la pipe de Quincey. - IV. Fera toujours le plus grand bien. Potasse. - V. Un coup foudroyant. Nouveau-né. - VI. L'éducation le supprimera. Fait l'halogène. Il est très important qu'il soit gagné. - VII. N'est pas à la portée de chacun, et c'est heureux. La ou les sages se dissipent parfois. Note inversée. - VIII. Rivière. Attaque. - IX. Fumée, la croûte, ainsi! Monnaie. - X. Filée de Pan. Dans ma panoplie. - XI. Mis en lumière.

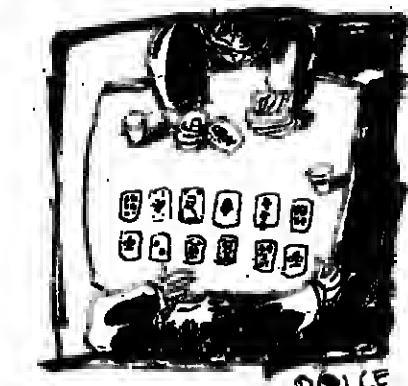
**VERTICALEMENT**  
I. Seul comme ici, il cède l'Académie, mais à plusieurs ils font un rafut effrayant. - 2. Va donner des boutons. Après la rupture. - 3. Un de nos voisins. Toujours aussi convivial. - 4. Vit en Afrique. Bien placée en France. - 5. Fait rapidement des ouvertures... ou la fermeture. Les et bouleversé. En toute clarté. - 6. Il se

renferme un peu et il a de quoi. - 7. Proposition. S'exprime avec plutôt que sans cérémonie. - 8. On le rencontre à la Bourse ou au cinéma. - 9. On y faisait le voyage. Pronom. Note. - 10. Ont un peu perdu la tête. Chacun d'entre eux compte et se compte. - 11. Met sous tutelle américaine. Hele sa belle. - 12. Coupent en deux les années qui passent.

**SOLUTION DU N° 689**  
I. Ukrainiennes. - II. Naissances. Enu. - III. Impie. Inter. - IV. Fier. Menotte. - V. Le Foncé. - VI. Ça. Omise. Soc. - VII. Azor. Silo. Ut. - VIII. Tarte. Favart. - IX. Récit. Lse. - X. Usée. Patein. XI. Rassasiement.

**VERTICALEMENT**  
I. Unificateur. - 2. Kamikaze. Sa. - 3. Ripée. Erres. - 4. Asir. Orné. - 5. Lse. PM. Ec. - 6. Na. Mois. Ops. - 7. Intensifié. - 8. Etincelante. - 9. Née. Or. Et. - 10. Nettes. Aja. - 11. Emet. Oursin. - 12. Surexcité.

François Dorlet



## Anacroisés

n° 692

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais applicables sur la grille.

Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans l'Officiel du Scrabble (Larousse).

**HORIZONTALEMENT**  
1. ABBEYRU. - 2. AFHIMNU. - 3. MINOS. - 4. DEMORSU (+1). - 5. AEGMORS. - 6. AELNORU. - 7. DEHIST. - 8. EHOOPMIS. - 9. EGORSSU. - 10. EELMSU (+2). - 11. ADELS (+6). - 12. EEPERU (+1). - 13. AAKNTTU. - 14. EELSTW. - 15. AELTU. - 16. EELNOSU. - 17. EELNOSU. - 18. DEEERS (+2). - 19. ENPSSU. - 20. DEISSST.

**VERTICALEMENT**  
21. IORSTT. - 22. CDEEMNS. - 23. EHIORS. - 24. EEEGLS. - 25. AFFRSW. - 26. ADEEMNR (+3). - 27. LUNOSU. - 28. AELNORU. - 29. BEEMST (+1). - 30. AELNORS (+2). - 31. ELOORT. - 32. ABOSSSU. - 33. DEHRSU. - 34. EIQSUX. - 35. CFHORS. - 36. ADEPSSU. - 37. SEIDRS. - 38. ADELASU (+3). - 39. AELNNTU. - 40. AAEILMS. - 41. EEEQSTT.

**SOLUTION DU N° 691**  
1. PARMESAN. - 2. ECCEITE, caractère fondamental. - 3. NONUPLER. - 4. LEGALISE (ALLIAGES EGALISES). - 5. UTERIN (REUNIT RUTINE).

10.b3 ne donne rien à cause de 10...c5; 11.Cd-b5, a6; 12.Ca3, Ff5; 13.f4 - ou 13.Dd1, d51 ou 13.Dd3, Cf-d7 - ou Cx64; 14.Fx64, Fx64; 15.Cx64, Fx64; 16.Fg5, f6; 17.Fh6, Fd4; 18.Fd8, Dd8 les Noirs ont une parfaite égalité.

c) 12.f4 ne donnerait pas grand souci aux Noirs : 12...Cg5; 13.f3, a5 et si 14.Fg3, d51 ou si 14.Ff4, Cb5; 15.Fg3, f5).

d) Maintenant 13.f4 n'est plus possible, cette case étant contrôlée par les Noirs. Cette modeste poussée du pion e ne peut évidemment pas donner aux Blancs un jeu dynamique et cède déjà à l'adversaire l'initiative, ce qui n'est pas à conseiller face à un champion du monde en grande forme.

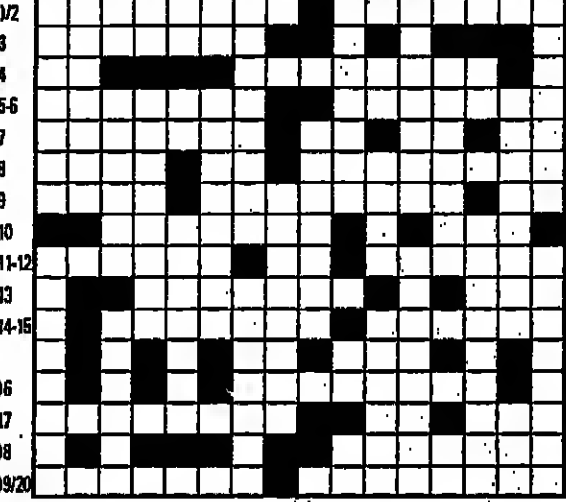
e) Un plan sans valeur, le Cg5 disposant d'une excellente case centrale en e4.

f) Quant aux Noirs, ils ont déjà trouvé le juste plan : l'attaque sur l'aile-R.

g) Bien sûr, sans ouvrir la colonne a aux Blancs par 15...axb4?; 16.axb4, Txa1; 17.Txa1.

h) Un échange généralisé ne ferait qu'accroître l'avantage des Noirs : 16.Cx64, Cx64; 17.Fx64, Dx64; 18.Dx64, Tx64.

i) Les derniers coups des Blancs sont anodins (17.Ta-c1 et 18.a4).



**SOLUTION DU N° 691**  
1. PARMESAN. - 2. ECCEITE, caractère fondamental. - 3. NONUPLER. - 4. LEGALISE (ALLIAGES EGALISES). - 5. UTERIN (REUNIT RUTINE).

10.b3 ne donne rien à cause de 10...c5; 11.Cd-b5, a6; 12.Ca3, Ff5; 13.f4 - ou 13.Dd1, d51 ou 13.Dd3, Cf-d7 - ou Cx64; 14.Fx64, Fx64; 15.Cx64, Fx64; 16.Fg5, f6; 17.Fh6, Fd4; 18.Fd8, Dd8 les Noirs ont une parfaite égalité.

c) 12.f4 ne donnerait pas grand souci aux Noirs : 12...Cg5; 13.f3, a5 et si 14.Fg3, d51 ou si 14.Ff4, Cb5; 15.Fg3, f5).

d) Maintenant 13.f4 n'est plus possible, cette case étant contrôlée par les Noirs. Cette modeste poussée du pion e ne peut évidemment pas donner aux Blancs un jeu dynamique et cède déjà à l'adversaire l'initiative, ce qui n'est pas à conseiller face à un champion du monde en grande forme.

e) Un plan sans valeur, le Cg5 disposant d'une excellente case centrale en e4.

f) Quant aux Noirs, ils ont déjà trouvé le juste plan : l'attaque sur l'aile-R.

g) Bien sûr, sans ouvrir la colonne a aux Blancs par 15...axb4?; 16.axb4, Txa1; 17.Txa1.

h) Un échange généralisé ne ferait qu'accroître l'avantage des Noirs : 16.Cx64, Cx64; 17.Fx64, Dx64; 18.Dx64, Tx64.

i) Les derniers coups des Blancs sont anodins (17.Ta-c1 et 18.a4).

## Dames

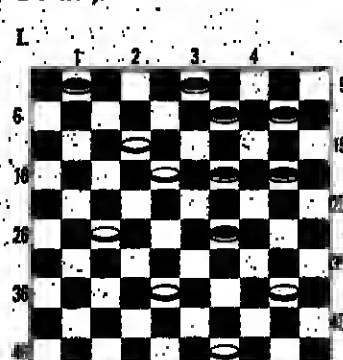
n° 419

Dans chaque chronique sont maintenant proposés « Le coin du débutant », comportant deux diagrammes, et « L'univers magique », avec également deux diagrammes, mais plus particulièrement destinés aux initiés.

**LE COIN DU DÉBUTANT**  
Les règles internationales, codifiées par la Fédération mondiale du jeu de dames, et le plus souvent méconnues, seront illustrées, ou rappelés régulièrement.

Chaque règle : le corollaire de la quatrième règle (le Monde du 9 novembre 1991) réside, lors de prises multiples successives, dans l'interdiction de passer deux fois sur le même pion, le passage deux fois, ou plusieurs fois en un même point étant réservé aux seules cases vides.

Ainsi, dans le diagramme I, les Blancs jouent 40-34 (25x40) 49-44 (40x49) [dame noire] 18-13 (49x38) [on doit prendre du côté du plus grand nombre] 13x21, le pion qui exécute la rafle passe deux fois sur la case 13 (miniature d'Event).



Sixième règle : quand un pion blanc accède à la rangée 1 à 5, quand un pion noir accède à la rangée 46 à 50, il est promu dame. S'il parvient à l'une de ces cases à la suite d'une rafle, il faut qu'il n'ait plus aucune pièce à prendre, sinon il demeure pion. Ainsi, dans le diagramme II, le pion blanc, qui

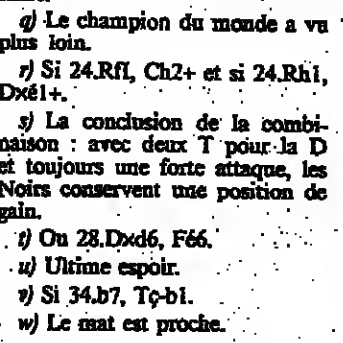
Après 39-33 (38x29) 34x12 conserve, au terme de la rafle, la qualité de pion.



**SOLUTION DU PROBLÈME N° 418**  
P. GARLOPEAU (1991): Blancs : pions à 18, 19, 21, 22, 23, 27, 28, 31, 42, 43, 45, 47, 49. Noirs : pions à 3, 7, 10, 11, 12, 14, 25, 29, 34, 35, 36, 39, 40.

47-41 (39 x 17) 49-43 (36 x 47) 43-38 (47 x 33) 28x30 (35 x 13) 18x20 (17 x 19) 45x38 (25 x 14) 3x6 (7-11) 6 x 8 (3 x 12) 27-21, + par opposition.

**SOLUTION DU PROBLÈME N° 419**  
F. PEREZ, 5<sup>e</sup> prix concours international F.F.J.D., 1983. Les Blancs jouent et gagnent. Solution dans la prochaine chronique.



**SOLUTION DU PROBLÈME N° 418**  
P. GARLOPEAU (1991): Blancs : pions à 18, 19, 21, 22, 23, 27, 28, 31, 42, 43, 45, 47, 49. Noirs : pions à 3, 7, 10, 11, 12, 14, 25, 29, 34, 35, 36, 39, 40.

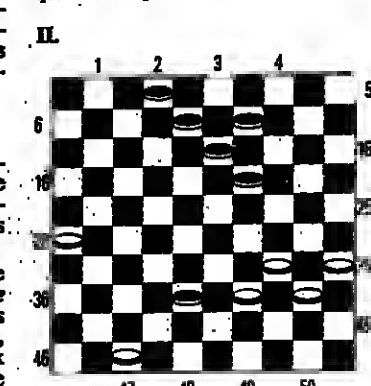
47-41 (39 x 17) 49-43 (36 x 47) 43-38 (47 x 33) 28x30 (35 x 13) 18x20 (17 x 19) 45x38 (25 x 14) 3x6 (7-11) 6 x 8 (3 x 12) 27-21, + par opposition.

**SOLUTION DU PROBLÈME N° 419**  
F. PEREZ, 5<sup>e</sup> prix concours international F.F.J.D., 1983. Les Blancs jouent et gagnent. Solution dans la prochaine chronique.

**SOLUTION DU PROBLÈME N° 418**  
P. GARLOPEAU (1991): Blancs : pions à 18, 19, 21, 22, 23, 27, 28, 31, 42, 43, 45, 47, 49. Noirs : pions à 3, 7, 10, 11, 12, 14, 25, 29, 34, 35, 36, 39, 40.

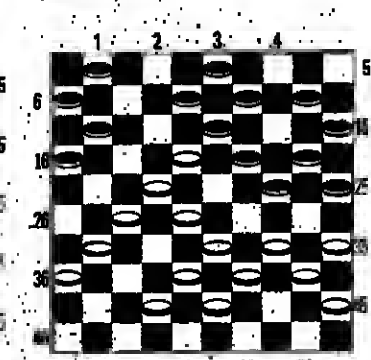
47-41 (39 x 17) 49-43 (36 x 47) 43-38 (47 x 33) 28x30 (35 x 13) 18x20 (17 x 19) 45x38 (25 x 14) 3x6 (7-11) 6 x 8 (3 x 12) 27-21, + par opposition.

Après 39-33 (38x29) 34x12 conserve, au terme de la rafle, la qualité de pion.

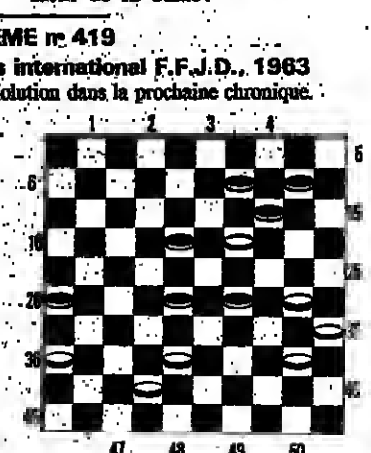


**L'UNIVERS MAGIQUE**

Vainqueur de prestigieuses compétitions, dont le tournoi des grands maîtres en 1925 à Paris, Stanislas Bizot se révèle dès le début du siècle par sa profondeur de vision étourdissante, comme ici, en 1909, contre le maître Dumont.



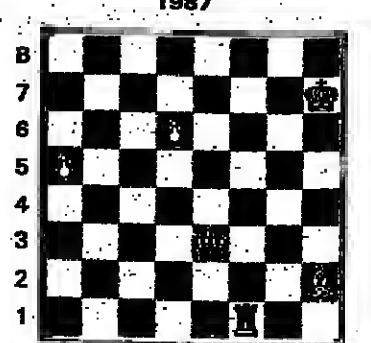
Avec les Blancs, Bizot plaça une combinaison de gain en neuf temps, d'une très haute technique : 18-12 (8x17) 28-23 (19x28, forcé) 34-30 (25x34) 39x8 (28x26) [sacrifice de quatre pièces] 8-2 [temps de repos] (17x28) 36-31 (26x37) 39-33 (28x39) 27-21 (16x27) 2x46 (1, + Quel rayonnement de la dame!



**SOLUTION DU PROBLÈME N° 418**  
P. GARLOPEAU (1991): Blancs : pions à 18, 19, 21, 22, 23, 27, 28, 31, 42, 43, 45, 47, 49. Noirs : pions à 3, 7, 10, 11, 12, 14, 25, 29, 34, 35, 36, 39, 40.

47-41 (39 x 17) 49-43 (36 x 47) 43-38 (47 x 33) 28x30 (35 x 13) 18x20 (17 x 19) 45x38 (25 x 14) 3x6 (7-11) 6 x 8 (3 x 12) 27-21, + par opposition.

**SOLUTION DU PROBLÈME N° 419**  
F. PEREZ, 5<sup>e</sup> prix concours international F.F.J.D., 1983. Les Blancs jouent et gagnent. Solution dans la prochaine chronique.



**SOLUTION DU PROBLÈME N° 418**  
P. GARLOPEAU (1991): Blancs : pions à 18, 19, 21, 22, 23, 27, 28, 31, 42, 43, 45, 47, 49. Noirs : pions à 3, 7, 10, 11, 12, 14, 25, 29, 34, 35, 36, 39, 40.

47-41 (39 x 17) 49-43 (36 x 47) 43-38 (47 x 33) 28x30 (35 x 13) 18x20 (17 x 19) 45x38 (25 x 14) 3x6 (7-11) 6 x 8 (3 x 12) 27-21, + par opposition.

**SOLUTION DU PROBLÈME N° 419**  
F. PEREZ, 5<sup>e</sup> prix concours international F.F.J.D., 1983. Les Blancs jouent et gagnent. Solution dans la prochaine chronique.

**SOLUTION DU PROBLÈME N° 418**  
P. GARLOPEAU (1991): Blancs : pions à 18, 19, 21, 22, 23, 27, 28, 31, 42, 43, 45, 47, 49. Noirs : pions à 3, 7, 10, 11, 12, 14, 25, 29, 34, 35, 36, 39, 40.

47-41 (39 x 17) 49-43 (36 x 47) 43-38 (47 x 33) 28x30 (35 x 13) 18x20 (17 x 19) 45x38 (25 x 14) 3x6 (7-11) 6 x 8 (3 x 12) 27-21, + par opposition.



## Qu'est-ce qu'une grande table ?

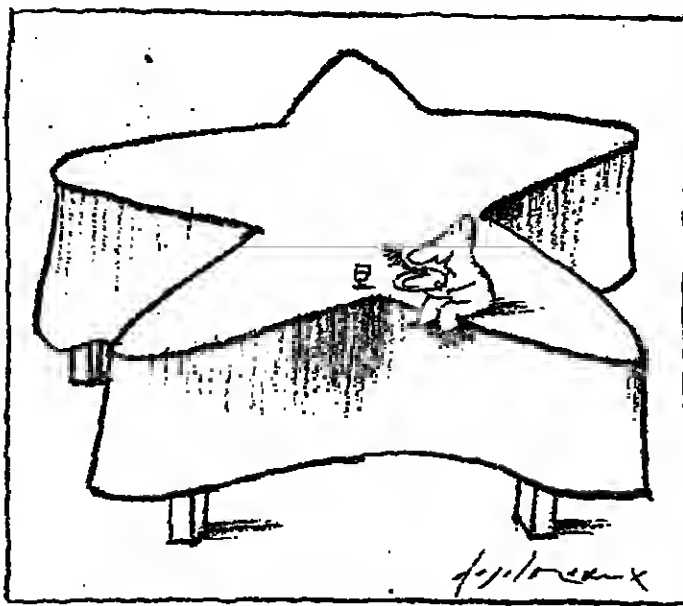
Le mot « grand », dit le Petit Robert, peut s'entendre dans l'ordre physique et dans l'ordre qualitatif. En ce qui concerne la table, c'est-à-dire, ou cela devrait dire, la cuisine, — on admettra volontiers que l'expression « grande table » ressortit de l'ordre qualitatif.

Mais voilà ! La qualité n'est pas jugée de la même façon pour tous ! Est-ce celle, avant tout, du mets ou celle du service ? Est-ce le luxe ou la sincérité ? Et n'est-ce pas, pour certains juges (hélas !), le prix ?

Un restaurant de 300 convertis est aussi un grand restaurant dans son genre.

Et un restaurant où le principal choix reste le caviar servi dans du cristal et arrosé de champagne est-il une grande table ? Ou un restaurant où vous devez déguster sous l'œil attentif, voire servile en son indifférence, de cinq ou six maîtres d'hôtel est-il, obligatoirement, une grande table ?

J'y songeais en lisant le *Botin gourmand 1992*, qui vient de paraître, et à propos de *La Ferme des Mathurins* (17, rue Vignon, tél. : 42-66-46-39). On y dit : « Ce n'est pas une grande table, mais la cuisine y est d'un excellent rapport qualité-prix... » Si l'on se reporte à la « légende des symboles » (sic), on voit que 4 étoiles signifient une qualité exceptionnelle (une grande table, j'imagine ?), 3 étoiles une très grande qualité, 2 étoiles une grande qualité et 1 étoile une qualité certaine. Mais combien d'étoiles parisiens ne proposent point des plats aussi savoureux, aussi parfaits que, par exemple, le jami-



bon à la crème de M. René Marin ? Une grande table, ce peut être, à mon avis, tout autant cette perfection de cuisine simple que le luxe ou la légende.

Il est incontestable que *La Tour d'Argent* est une grande table pour ne parler que de ce symbole qu'elle représente. Et parce qu'elle ajoute à son histoire un site exceptionnel, une cave magnifique, un parfait service et une belle et bonne cuisine. Elle n'est pas la seule, certes, mais il ne faudrait point qu'un snobisme trompe l'œil fasse classer

grande table des imitations de grandes tables. Le surgel servit dans des assiettes de « Limoges » reste du surgel ! Et le camembert qui n'est point au lait cru n'est que du camembert par l'étiquette trompeuse !

Je voudrais un autre classement des guides en général. Des signes (des symboles, comme dit le *Botin gourmand*) particuliers comme, par exemple, dans les *Guides Leboy*, une, deux ou trois tasses signalant la qualité du café. On pourrait, de même façon, donner des étoiles à

certaines plats, au chariot des fromages, au beurre sur table, etc. Alors, donnant trois étoiles ou classant comme « grande table du beurre blanc », je citerais *La Grille* (90, rue du Faubourg-Poissonnière, tél. : 47-70-89-73), au « grande table de la coquille Saint-Jacques », *La Coquille de Clément Lassecker* (6, rue du Débarcadère, tél. : 45-74-25-95), etc.

Mais revenons au *Botin gourmand 1992*. On ne s'étonnera pas d'y trouver quatre nouveaux « 4 étoiles », dont *La Côte d'Or* de Sautieu (à la mode cette année et médiatisée en diable) et *Le Vivarois* du cher Claude Peyrot (192, av. Victor-Hugo, tél. : 45-04-04-31). De se réjouir des 3 étoiles de *L'Hostellerie de Vendée* (au Petit-Lancy, banlieue genevoise, tél. : 022-792-04-11), de quelques nouveaux promus doublement étoilés (dont *Le Relais d'Auteuil*, 31, bd Muret, tél. : 46-51-09-54). On se s'étonnera pas non plus de quelques ammissions regrettables. Eh quoi ! Ces messieurs du *Botin gourmand* n'ont-ils jamais entendu parler de *La Côte d'Amour* (44, rue des Acacias, tél. : 42-67-15-40) ? Ni des *Elysées du Vernet* (25, rue Vernet, tél. : 47-23-43-10), un des meilleurs et discrets restaurants d'hôtel de Paris ?

## La Reynière

P.S. La Gault-Millau France 1992, lui aussi, vient de sortir ses favoris (19,5 sur 20 pour Bayar à Reims et Bardot à Tours), mais il ignore, bien évidemment, *La Ferme des Mathurins* !

## Semaine gourmande

## Les jardins du Don Camilo

La cuisine des cabarets laisse souvent à désirer (il est vrai que les clients viennent surtout pour le spectacle). Peut-être aussi parce qu'ils ne servent que le soir. Ici le cabaret du soir (frère de celui de la rue gauche) cède, dans un décor de théâtre, la place, au déjeuner, à un excellent restaurant. Jean Vergnes a eu l'audace de confier son « piano » à Jacques Chêne et Christian Pollet, seconds de Guy Girard avant qu'il ne prenne sa retraite. Et surtout, outre le banc de fruits de mer et la carte, très complète (et ses spécialités de grillades quasi sous votre regard !), il propose au déjeuner le « Menu du quartier », une entrée, un plat du jour, un dessert, une demi-bouteille de bordeaux et le café pour 140 F — qui dit mieux ? Les plats du jour vont de navarin d'agneau au cassoulet, du pot-au-feu des capitoules au soufflé de homard à l'estragon. A la carte comptez 200-250 F.

Les Jardins du Don Camilo, 92, rue La Boétie (8<sup>e</sup>). Tél. : 43-53-08-20. Fermé dimanche, AE, DC, CB.

## Napoleon

Napoleon du nom de l'hôtel dont il est l'éminent restaurant. Il fut ces derniers mois encore le *Baummann-Napoleon* mais G.-P. Baummann,

parti pour Strasbourg (*Maison Kammerzell*) et qui « chouchoute » encore rue Marbeuf (*Baummann-Marbeuf*), s'éloigne, et dans ce décor neuf et plaisant, c'est Philippe Detourbe (venant d'ancien *Bacchus gourmand*) qui officie.

Ne nous plaignons point, bien au contraire. Un menu à 240 F vous fera découvrir les huîtres en gelée crème à la cannelle, l'effilochée de queue de bœuf braisée au indoc, la crème brûlée vanille (entre autres). Dans les entrées, la petite salade aux croûtilles d'ailérons de volaille frites (70 F), le saumon aux épices vapeur à la lie de vin (155 F), le filet de bœuf aux épi-grammes de pied de porc (180 F), le pain perdu aux pommes caramélisées (recette de M<sup>me</sup> Detourbe mère, 45 F) sont, entre autres plats, de grande qualité. Un menu « dégustation » (420 F) pour les amateurs de surprises, une carte des vins de qualité, un service aimable. C'est aujourd'hui, pour ce *Napoleon*, Anstetitz !

Napoleon, 38, av. de Friedland (8<sup>e</sup>). Tél. 42-27-99-50. Fermé samedi et dimanche. Salon : 25 couverts. AE, DC, CB. Parking : 22, av. de Wagram.

## Au Relais Perceire

Puisque nous padons, aujourd'hui, des menus intéressants il convient de citer aussi celui d'Aline Perdrix : 195 F (ou 220 F avec une demi-bouteille de vin). Il m'a comblé avec son foie gras (accompagné d'un verre de jura-

çon), sa cuisse de canard confite, le pur bœuf de l'abbaye de Belloc et les pruneaux pochés au madiran. Mon voisin se régalait plus légèrement d'une terrine de poisson, du filet de julienne à l'oseille, du fromage et d'une mousse au chocolat. A la carte il vous faudra compter 200-250 F.

Au Relais Perceire, 27 bis, bd

Perceire (ou 30, rue du Printemps, 17<sup>e</sup>). Tél. : 42-27-28-97. CB.

## La Bretonnière, à Boulogne

Une façade presque anonyme cache une belle terrasse et une salle agréable, la cuisine d'un autodidacte inspiré (trop de petits chefs prétentieux pourraient prendre modèle sur le saumon norvégien fumé maison, le poivron doux farci de morue, le steak de thon et sa ratatouille, les rouelles de rognon de veau et leur galette de pomme de terre, le gratin d'agrumes au vin moelleux). Le menu du soir est à 150 F. La carte est alléchante, elle aussi, avec les huîtres spéciales de Gillardeau on l'assortiment de petites entrées marines (120 F), le homard entier grillé, sel de Guérande et beurre d'Eclair (250 F), le filet de canette fermière rosé et son escalope de foie gras (140 F). Bons desserts. Cave intéressante. Mais j'insiste sur la trouvaille, à quelques tours de roue de Paris, de ce menu noctambule à 150 F. Bravo M. Marc Laurent !

La Bretonnière, 120, av.

J.-B. Clément, à Boulogne-sur-Mer (92100). Tél. : 46-05-73-58. Fermé samedi et dimanche. CB.

## Le Céladon

Le restaurant de l'Hôtel Westminster (rue de la Paix) s'affirme comme un des meilleurs de l'hôtellerie parisienne. C'est le Céladon (élegant ainsi que rimait Rostand) aux tons du vert apaisé du personnage de l'Astrée, fleurit, et surtout à l'excellente cuisine d'un jeune chef de talent : Joël Boileau.

Le menu (290 F) est un modèle du genre : choix de huit entrées, autant de plats, fromages et desserts. Du gâteau de pomme de terre aux pétales de lotte fumée, crème acidulée aux huîtres fraîches aux endives et citron vert ; de la cotriade de Saint-Jacques au coq au vin ; des filets de canette aux épices et de son spaghetti « arlequin » à la galette de reblochon fermier et bacon... à la carte, outre les petits éhous farcis aux escargots (150 F). Le rognon de veau rôti au genévrier (210 F). D'étonnantes noix de Saint-Jacques bardées de magret de canard fumé (210 F). Belle carte des vins proposée par un jeune sommelier compétent, J.-P. Rodas.

Le Céladon, 15, rue Daurou (2<sup>e</sup>). Tél. : 47-03-40-42. Fermé samedi et dimanche. Salon : 45 couverts. Voiturier et parking Vendôme. CB, AE, DC.

**GASTRONOMIE**

Nos poissons adorent se faire prendre dans un filet de citron.

Dégustation de fruits de mer, langoustes et poissons jusqu'à 3 h du matin.

**LA CHAMPAGNE**  
La grande brasserie de la mer.  
Friter de homards et de langoustes.  
10, place du Châtelet Paris 9<sup>e</sup>  
Réservation : (01) 42 74 44 78 - Fax : (01) 42 80 83 10

**CHEZ HANSI**  
L'Alsace de Hansi dans un décor unique.  
3, place de la République Paris 10<sup>e</sup>  
Langue d'oie, saumon, foie gras.  
Réservation : (01) 45 40 56 42 - Fax : (01) 45 44 55 48

## VACANCES-VOYAGES

## HÔTELS

## Côte d'Azur

## NICE

**HÔTEL VICTORIA\*\*\***  
33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.

Piscine couverte, calme.  
Petit parking, grand jardin.  
chambres TV couleur, chéle.  
Téléphone direct, minibar.

## Côte basque

## HÔTEL DE CHIBERTA

ET DU GOLF\*\*\*  
(3 km de Biarritz)

« Un doux hiver à 300 m de l'Océan et au calme de la forêt de pins »

Séjours en chambres-studios équipées tout confort (téléphone direct, TV Canal +)

Prix par personne : 770 F la semaine en occup. double.

valable du 1-11-91 au 28-03-92

Période du 21-12-91 au 04-01-92 : Tarif moyenne saison.

Prix par personne : 1 085 F la semaine en occup. double

Service de petits déj. et repas du soir sur demande

Forfaits golf et cure thérmo marins, en option

Navette aéroport

104, boulevard des Plages, ANGLET

Tél. réserv. : 59-52-15-16.

Tél. : 573 412. Fax : 59-52-11-23.

## Montagne

## AUVERGNE

## FÊTES DE FIN D'ANNÉE

AU FAMILY HÔTEL\*\*\*  
avenue Emile-Duclos  
15800 Vic-sur-Cère

Tél. : 71-47-50-49

Fax : 71-47-51-31

En pension complète, semaine à 1 645 F.

10 jours à 2 220 F, réveillons inclus.

« Oxygénation », V.T.T.,

PISCINE COUVERTE.

74380 BONNE - HAUTE-LOIRE

Hôtel\*\*\* au pied des stations et à 10 mn des premières pistes, dans village de caractère.

Vos vacances de Noël et d'hiver en pension et 1/2 pension.

Ambiance familiale et savoyarde.

Tous renseignements : Hôtel Hexagone.

Tél. : (06) 50-39-20-19.

Fax : 50-36-27-80.

## 05350 SAINT-VÉRAN

(Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras)

2 040 m, site classé du XVIII<sup>e</sup> siècle

Elé-Hiver, plus haute comm. d'Europe

2 hôtels 2 étoiles

Logis de France

Ski de fond, piste, promenade.

Meubles, chambres studios, chambres,

1/2 pens., pens. complète, séj. libres

LE VILLARD, tél. : 92-45-82-08

LE BEAUREGARD, tél. : 92-45-82-62.

Fax : 92-45-80-10.

## HAUTES-ALPES (Hiver 92)

## AUBERGE LA BLANCHE - PELVOUX

Pension complète + Clubs enfants

+ Animations soirées.

Semaine à partir de 1 676 F

(réductions enfants de 25 à 50 %).

N° Vert, appel gratuit, 05-03-29-21.

## SIXT - FER - A - CHEVAL

Haute-Savoie

Hôtel 2\*\* sur les pistes de ski alpin et de fond et à 10 mn du Grand Massif par navette skieurs.

7 jours pension de 1 765 F à 2 095 F.

Baby club le matin. Animations.

Possibilité de forfait tout compris.

Rens. Le Petit Tisserand : 50-34-42-51

Fax : 50-34-12-02.

## Paris

## SORBONNE

## HÔTEL DIANA \*\*

73, rue Saint-Jacques

Chambres avec bains, w.-c.

Tél. direct, TV couleur, De 250 F à 420 F

FAX : 46-34-24-30.

Tél. : 43-54-92-55.

## Suisse

## ST-MORITZ (Engadine)

Kulm - Hôtel

L'hôtel 5 étoiles

dans la grande tradition.

Centre mondain et sportif.

CH 7500 ST-MORITZ. Tél. : 091 132 11 51

FAX : 3 27 38

3920 ZERMATT-VALAIS-SUISSE

## Hôtel HOLIDAY

60 lits, situation tranquille et ensoleillée, à proximité du funiculaire

Sunnegga. Chambres avec balcon

cuisinette - bar - bains - w.-c.

radio - téléphone - TV. Hall d'accueil avec bar. Restaurant. Entrée

gratuite dans une piscine couverte.

Prix spéciaux en hiver, dès 80 FS

(soit 320 FF) en demi-pension.

Téléphone : 091/28/67 12 03.

famille R. Perren, Fax 091/28/67 14 04.

## TOURISME

## SKI DE FOND

Haut-Jura 3 b Paris TGV

Ves et Liliane vous accueillent

dans une ancienne ferme franc-comtoise du XVII<sup>e</sup>, confortable, rénovée,

chères 2 personnes avec s. de bus, w.-c.

Ambiance conviviale, détente, repos.

Accueil 14 pers. maxi., tables d'hôtes.

Cuisine mijotée (produits maison et pain cuit au vieux four à bois). Poss.

rand. pédestres, patin à glace, tennis,

VTT. Pension complète + vin

+ matériel de ski + accompagnement

2 400 F à 2 950 F pers/semaine.

Renseignements et réservations

(06) 81-38-12-51. LE CRÉT L'AGNEAU

La Longeville - 25650 MONTBENOIT.

## INDEX DES RESTAURANTS

## Spécialités françaises et étrangères

CRÉOLES	FRANÇAISES TRADITIONNELLES	L'ARTOIS	ALGEROISES	ETHIOPIENNES	ITALIENNES
<b>LA VILLA CRÉOLE</b> 19, rue d'Alain, 2 <sup>e</sup> 41-42-44-45 Marmite d'ur de la cuisine Créole	<b>RELAIS BELLMAN</b> , 37, rue François-I <sup>er</sup> , 47-23-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant. Fermé sam., dim.	Tél. : 42-25-01-10 - 45-63-51-50. 13, r. d'Antois, 8 <sup>e</sup> . F. sam. midi, dim. SUD-OUEST	<b>LE DEY</b> 109, rue Croix-Nivert, 15 <sup>e</sup> 48-29-81-64 Cuis. traditionnelle : Bourq, Chorba Choix de couscous et tagine algérois	<b>ENTOTTO</b> 45-87-08-51 - F. dim. 143, r. L.-M.-Nordmann, 13 <sup>e</sup> Dorowott, Beyenotou av. l'Indjira.	<b>L'APENNINO</b> , 61, rue Amiral-Mouchet, 14 <sup>e</sup> . 45-89-08-15. F/dim., lundi. ÉMILIE-ROMAGNE
CRUSTACÉS POISSONS			DANOISES ET SCANDINAVES	INDIENNES	VITIAMIENNES
<b>DESSIRIER</b> 111, Juss. 0 h 30. Huîtres, coquillages, crustacés Spéc. de poissons, viandes 9, pl. du Mal-Juin 17 <sup>e</sup> (voiturier) 42-27-82-14 - 43-80-50-72	<b>LA COUR COLBERT</b> , 12, rue Hôtel-Colbert 51. 43-54-61-99. TLI. Cadre XVII <sup>e</sup> authent. PMR 220 F.	<b>LA TOUR DE L'ODÉON</b> Fermé dimanche 7, rue Cornille, 6. 43-26-03-65.	<b>COPENHAGUE</b> 1 <sup>er</sup> étage <b>FLORA DANICA</b> sur un jardin 142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41.	<b>MAHARAJAH</b> 43-54-26-07 7 jours sur 7 72, bd St-Germain, M <sup>me</sup> Maubert. SCE NON-STOP : 23 h 30. Vend., sam. j. 1 h. Cadre luxueux.	<b>NEM</b> 66, 66, rue Lauriston, 16 <sup>e</sup> . 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cui- sine légère. Grand choix de grillades.

دولت و ملت



# Gaudi n'était pas seul...

Barcelone sera à l'honneur en 1992 et on se souviendra notamment alors qu'elle fut, il y a un siècle, une des capitales de l'art nouveau, style que les Catalans pratiquèrent sous le nom de « modernisme ». Antoni Gaudí i Cornet, le plus connu, le plus inventif, n'était pas seul : plusieurs générations d'architectes, Domenech i Montaner, Puig i Cadafalch, et bien d'autres ont laissé dans la ville et dans la province des œuvres flamboyantes et étranges, qui ont été pour la plupart conservées et qui souvent aujourd'hui sont restaurées.

**P**OUR illustrer ce qui fait l'originalité de l'art nouveau catalan, pour mieux le voir et le comprendre, un bel ouvrage vient de paraître qui, sous la plume alerte et savante de François Loyer, historien de l'architecture du dix-neuvième et du vingtième siècle, directeur de recherches au CNRS après avoir enseigné à Rennes, à Paris et à Strasbourg, retrace cette aventure et apporte une démonstration par l'image (iconographie due à Michel Sautou) et par le texte. Au-delà de l'exubérance, du délire décoratif dont la Catalogne ne s'est pas pri-

« Avec Vienne, Bruxelles et Paris, la métropole catalane est l'une des capitales de cette révolution des formes qui passionna l'Europe au tournant du siècle. Pourtant, vous posez vous-même la question : l'art nouveau a-t-il vraiment existé à Barcelone ? »

Nous avons l'habitude de découper l'histoire en séquences nettes, assez courtes. Les Catalans, eux, appellent « modernisme » cette période qui coïncide avec le mouvement de la « Renaixença » catalane, des années 1870 aux années 1930. J'ai préféré étudier ce demi-siècle

Palais d'Alfonse XIII, dont le style strictement historiciste marque, en 1929, la fin d'une époque.

« Le souci est constant à l'époque d'associer art et industrie, d'apprivoiser des matériaux nouveaux, le fer, le verre, la brique, la céramique, le ciment, et de faire intervenir des artistes et des artisans. Que signifie notamment la casa Vicens, antérieure aux années 1880 ? »

C'est pour le jeune Gaudí, il a vingt-six ans quand il commence le projet de la maison d'un fabricant de briques et de céramiques justement, le paradoxe d'un matériau traité comme un découpage sans épaisseur, une feuille de papier qui tient dans le vide. La brique est un élément contraignant, obsessionnel, qui oblige à tout inventer à l'intérieur d'une trame. Chez Gaudí, à la « casa Vicens », l'exercice est souligné par les carreaux bicolores, et produit un graphisme aux effets presque menaçants.

« A l'opposé des formes douces, enveloppantes et protectrices de cette maison Freixa, aux environs de Barcelone, de Lluís Mascanell, tout a fait « expressionniste » ? »

C'est un étrange bâtiment et une étrange histoire : construite en 1907 pour abriter un atelier de textiles, transformée après son achèvement en résidence pour la famille de l'industriel, qui avait entre-temps abandonné son projet, après la crise de 1905, cette maison utilise le principe de la « voûte catalane », une voûte en briques plates, qui ne nécessite que des points d'appui légers et que les architectes ont mis au point pour les usines, et que l'un d'eux proposa pour le sommet des gratte-ciel de Chicago.

« On arrive ainsi à une liberté totale des formes, dans le respect des matériaux, à une fusion de l'ornement et de la structure qui trouve son expression la plus dégagée des convenances dans les édifices utilitaires : les caves Cordoni de Puig Cadafalch ou celles de Martorell, des cimetières, etc. »

« Quel est le rôle des commerçants, des industriels, des puissances économiques ? »

Pour exprimer leur réussite, ils veulent une architecture nouvelle. Sans Gaudí, Gaudí n'est rien. Eusebi Güell, homme d'affaires puissant, industriel dans le textile, personnage hautement moral, patron paternaliste - il a créé des coopératives ouvrières, - fait construire des logements ; d'un catholicisme névrotique, il faisait dire la messe dans le grand salon de sa demeure. Homme très cultivé, il aimait Wagner, les préraphaélites, tenait un salon littéraire, et c'est lui qui a soutenu et encouragé le jeune Gaudí.

« Comment cet homme austère, « saint » diriez-vous, s'accommodait-il des fastes formels de son architecture ? Ou bien les partageait-il ? »

L'architecture du Palais Güell est étonnante, en effet. D'une extrême austérité d'écriture, très dépouillée sur l'extérieur, il exprime cette tendance de l'autonomisme catalan à reprendre dans sa tradition gothique propre l'aspect froid, sans pitié, de l'architecture médiévale. Il y a, c'est vrai, une étrange audace de la part de Gaudí à avoir mis l'image du Golgotha sur le toit, parmi les fils à linge... Quant à la multiplication des monstres, des dragons, c'est un moment d'ambiguïté dans le symbolisme ou bien une image totalement oïrique qui se détache du propos religieux, l'expression d'une dualité personnelle chez l'architecte de l'intelligence et de la vitalité, un sens aigu du bien et du mal, qu'il résoudra personnellement dans le spiritualisme de son expérience mystique.

« Que sait-on de ses relations avec ses confrères et étaient-ils proches, amis ou rivaux ? »

Jeune, Gaudí était certainement un personnage moins fermé et il fréquentait aussi le fameux café des « Tres Gats », où se rencontraient les novateurs. On remarque aussi que très tôt, encore étudiant, sa personnalité était telle que ses patrons se sont pratiquement mis à son service. Domenech l'a protégé et soutenu ; plus tard, l'architecte du diocèse se



Décor de carrelage de la maison Vicens, calle de les Carolines à Barcelone (Gaudí, projet de 1878, réalisé à partir de 1883).

retirera à son profit pour la commande du temple, la Sagrada.

« On a baptisé « ilot de la discordie » la juxtaposition de trois bâtiments d'inspiration et d'auteurs différents. Vous analysez un autre de ces rapprochements géographiques, celui de l'hôpital Sant-Pau, séparé de la Sagrada par une courte avenue. »

La confrontation est intéressante. C'est Gaudí bien sûr qui emporte la partie. De Domenech on connaît bien le Palais de la musique, dont la beauté parle d'elle-même : c'est pourquoi je me suis intéressé plutôt à l'hôpital, conçu sur le principe de pavillons dans un jardin, établi selon les règles de l'hygiène la plus moderne pour l'époque et où l'ornement ne masque pas les recherches structurelles. Malheureusement, dans les salles aux voûtes

en arc brisé, entièrement carrées, on a installé des saints plafonds.

« Quelle est l'originalité de l'art nouveau catalan ? »

Essentiellement phénomène de mode, alimenté par les revues et les galeries, l'art nouveau est européen et touche aussi bien Barcelone que Copenhague. Alors que le modernisme est une tendance longue qui traverse tout le dix-neuvième siècle et dont les bases sont fondées par des intellectuels, des théoriciens : le Français Viollet-le-Duc (ses *Entretiens sur l'architecture* exercèrent une influence considérable sur les Catalans), l'Allemand Gottfried Semper, auteur de l'*Opéra de Dresde*, émigré en Suisse, et un Anglais, Pugin, co-auteur avec Barrie du *Parlement de Londres*, le premier à définir à travers le néogothique le rationalisme où la

modernité puisera sa doctrine : toute forme doit être utile, etc.

« Parmi les « pères » directs de Gaudí, vous placez deux Français... »

Oui, Pugin est encore imprégné d'esprit religieux, Semper est historiciste ; celui qui, à la moitié du siècle, est le véritable apôtre de la modernité, qui parle du style de la locomotive, du style de la vapeur, du style de la vitresse, c'est Viollet-le-Duc. A Barcelone, un de ses administrateurs passionnés, Elies Rogent, le directeur de l'école d'architecture, impose la lecture des *Entretiens* - qui ont été traduits très rapidement - aux élèves, et ils deviennent le moule intellectuel de la jeune génération. J'avais été très frappé de trouver, dans le Palais Güell, des citations directes du *Dictionnaire raisonné* de Viollet-le-Duc... Et peut-être Gaudí a-t-il voulu avec la Sagrada Família réaliser la « cathédrale synthétique » d'un utopiste oublié du Second Empire, Louis-Auguste Boileau, qui avait en le plan de Saint-Pierre de Rome et les structures de la cathédrale de Chartres. C'est ce que Gaudí a réalisé, y ajoutant des voûtes doubles inspirées de Borromini et déclarant prendre les colonnes du Parthénon pour la nef.

« Que pensez-vous de la reprise du chantier de ce monument ? »

Comme historien, cela ne me satisfait pas. Comme observateur, je le comprends parfaitement et il me semble naturel que les Catalans qui se sont totalement identifiés à cette œuvre, au-delà de toute signification religieuse, veuillent l'achever.

« Achever peut-être, continuer certainement... Comment expliquez-vous que le patrimoine de ces années-là, qui, dans le reste de l'Europe, a subi des revers de fortune, ait été pour l'essentiel conservé ? »

C'est surprenant. Mais on peut penser que l'architecture moderne des années 30, celle de José Luis Sert, a servi de cible aux fascistes et qu'ils n'ont pas eu à s'attaquer à ses prédécesseurs. Le sentiment régionaliste et autonomiste a fait le reste.

Propos recueillis par Michèle Champenois

► François Loyer, *L'Art nouveau en Catalogne, 1888-1929*. Conception graphique de Michel et Sylvia Sautou-Sera. Collection « Le Septième Fou ». Bibliothèque des Arts. 256 pages, grand format, 188 illustrations en couleur et 185 documents en noir et blanc, avec des légendes très précises. Index des bâtiments et des architectes. 720 F.



Maison Freixa, atelier textile converti en résidence de campagne, à Torredembarra (Munich, 1910).

vée, on peut lire le souci d'une époque qui voulait tirer parti des matériaux nouveaux, libérer les formes, inventer des espaces jamais vus, être moderne en somme sans cesser d'être lyrique.

Dans cette cité déjà dense et frénetique qui pourtant ne craint pas d'accueillir sur son territoire les prochains Jeux olympiques, nul ne s'étonne que l'on ait repris le chantier de l'inachevé temple expiatoire de la Sagrada Família. C'est toute l'histoire de Barcelone, son violent désir d'être différente, autonome, qui s'écrit sur ses murs. On n'en finit pas de déchiffrer les mystérieux symboles de la casa Milà de Gaudí, les vagues dentelées de lames formées de sa façade, ses toits gardés par de laconiques guerriers ; on ne se lasse pas d'explorer les intérieurs ombreux, les escaliers-arabesques baignés par la lumière sous-marine que dispense un vitrail ouvragé, ou, au hasard du quadrillage rigoureux du plan « baumannien » de Cerdà, de découvrir telle ou telle folie décorative, un donjon habillé de céramiques à la maison Vicens, la brique et les carreaux de couleurs du Palais de la musique de Domenech, les falènes artistement cassées du parc Güell, les nymphes et les dragons d'une époque pleine d'ardeur créatrice qui avait foi en son avenir et n'avait pas peur de le dire.

Comment et pour qui, dans quel contexte et selon quelles filiations, François Loyer le raconte.